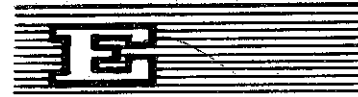




DOCUMENTS OFFICE

FILE COPY

NO TO BE TAKEN OUT



Distr.
GENERALE

E/CN.14/654(Part II A)
10 février 1977

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

NATIONS UNIES

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

28771

ETUDE DES CONDITIONS ECONOMIQUES

ET SOCIALES EN AFRIQUE

1976

(Partie II A)

NATIONS UNIES

M77-281

Notes explicatives

Les cotes de documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte indique qu'il s'agit d'un document de l'Organisation. Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies précédées par le symbole E/CN.14/... indiquent que le document a été publié sous les auspices de la Commission économique pour l'Afrique.

Les signes ci-après sont employés dans la présente Etude :

... = chiffre non disponible;

- = zéro ou quantité négligeable.

E/CN.14/654 (Partie II A)

La présente version préliminaire de l'Etude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1976, a été établie sous la responsabilité du secrétariat de la CEA. Elle pourra faire l'objet de modifications rédactionnelles et autres révisions, y compris l'inclusion des dernières données disponibles, avant sa parution sous forme imprimée.

Distr.
GENERALE

E/CN.14/654/Part II A
8 février 1977

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

ETUDE DES CONDITIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES EN AFRIQUE, 1976

Partie II A

TABLE DES MATIERES

<u>Pays</u>	<u>Page</u>	<u>Pays</u>	<u>Page</u>
ALGERIE - - - - -	1	MALAWI - - - - -	150
BENIN - - - - -	16	MAURICE - - - - -	161
BOTSWANA - - - - -	22	NIGER - - - - -	172
BURUNDI - - - - -	37	OUGANDA - - - - -	181
CAMEROUN - - - - -	47	SIERRA LEONE - - - - -	195
CONGO - - - - -	57	SOUAZILAND - - - - -	207
COTE D'IVOIRE - - - - -	65	TANZANIE - - - - -	222
GABON - - - - -	77	TCHAD - - - - -	236
GHANA - - - - -	87	TUNISIE - - - - -	243
GUINEE - - - - -	101	ZAIRE - - - - -	260
HAUTE-VOLTA - - - - -	106	ZAMBIE - - - - -	272
KENYA - - - - -	113		
LESOTHO - - - - -	128		
LIBERIA - - - - -	142		

Préface

La présente Etude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1976, est publiée en deux parties. La partie I est consacrée à la troisième opération biennale d'examen et d'évaluation des progrès sociaux et économiques accomplis dans la région au cours de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement qui a été exécutée par la CEA en application des résolutions 2626(XXV), 3201(S-VI), 3202(S-VI), 3281(XXIX) et 3362(S-VII) de l'Assemblée générale. Cette partie comprend deux sections. La première constitue l'examen biennal proprement dit et la seconde consiste en une étude préliminaire des tendances et des perspectives à long terme du développement économique de la région, par laquelle la CEA donne une réponse partielle à la résolution 3508(XXX) de l'Assemblée générale.

La partie II est consacrée à l'évolution et aux politiques économiques actuelles des différents pays de la région. Les monographies d'un certain nombre de pays membres de la CEA n'étant pas parvenues au secrétariat dans les délais fixés, elles seront publiées ultérieurement dans un volume séparé /E/CN.14/654 (Partie II B)7.

ALGERIE

A. EVOLUTION ECONOMIQUE ET SOCIALE

Introduction

Bien que l'on n'ait pas de chiffres du PIB en prix constants, les données disponibles portent à croire que l'économie algérienne a fait jusqu'ici, au cours de la décennie, de grands progrès. Depuis la hausse des prix du pétrole en 1974, le pays perçoit de plus fortes recettes d'exportation qui ont permis d'augmenter les dépenses d'investissement et d'élever ainsi le taux de croissance de l'économie en 1976 et probablement aussi au cours des années qui suivront.

Le PIB aux prix courants qui, en 1970, était de 22 630 millions de dinars, a atteint en 1974 47 505 millions de dinars, ce qui équivaut à une augmentation annuelle de 20 p. 100 durant une période au cours de laquelle les prix à la consommation et les prix des produits industriels n'ont pas augmenté en moyenne de 5 p. 100 par an. Cela correspond à un taux moyen annuel de croissance réelle d'environ 15 p. 100. En 1975, il est probable que le PIB en prix constants a connu une augmentation de l'ordre de 5 à 10 p. 100 et, en 1976, une augmentation plus forte encore car ce fut une année d'excellentes récoltes. Le plan quadriennal de développement (dont la période s'achève en 1977) envisage un taux de croissance en prix constants de 10 p. 100 l'an; cet objectif n'a pas été atteint en 1974, ni en 1975, mais les résultats de 1976 permettent d'espérer que, pour l'ensemble de la période de quatre ans, le taux annuel moyen d'accroissement pourra se situer tout près de 10 p. 100. On a eu beaucoup de mal à faire en sorte que la capacité de l'industrie du bâtiment ne prenne pas de retard sur les progrès du taux de développement mais les mesures adoptées en 1975 et 1976 pour créer des unités de construction au niveau de la wilaya (administration locale) commencent à porter leurs résultats.

La valeur globale des exportations algériennes est passée de 4 980 millions de dinars en 1970 à 7 479 millions en 1973. L'année 1974 a été marquée par une augmentation particulièrement forte - 19 594 millions - qu'a suivie une certaine baisse en 1975, mais les résultats du premier semestre de 1976 donnent à penser qu'à la fin de l'année, le total sera tout proche de celui de 1974. Les importations ont augmenté tout autant que les exportations, car leur valeur totale en 1975 s'établissait à 24 065 millions de dinars, montant quadruple ou peu s'en faut du chiffre de 1970 - 6 205 millions. En 1976, en revanche, il est probable que les importations auront beaucoup diminué à cause des mesures assez strictes de réduction des importations qui sont entrées en vigueur à la fin de 1975 pour la raison que les stocks étaient très garnis.

De 1970 à 1975, à la seule exception de 1974, la balance commerciale a été déficitaire et comme il y a eu augmentation des dépenses des services, les soldes déficitaires de la balance des paiements ont été généralement comblés par des entrées de capitaux et des transferts privés, notamment par les fonds envoyés par des Algériens travaillant à l'étranger.

Le budget du gouvernement central a beaucoup grossi durant la décennie, le total des dépenses ayant plus que quadruplé de 1970 à 1976 tandis que celui du compte capital augmentait encore davantage. Les dépenses globales, inscrites au budget de 1976, s'établissaient à 25 474 millions de dinars, contre 6 027 millions six ans plus tôt. Les gros excédents de recettes perçus depuis 1972 ont servi, pour une part, à accorder des prêts à des entreprises publiques.

Les secteurs productifs de l'économie, sauf peut-être le secteur agricole, se développent fort bien dans cette décennie, et le secteur social ainsi que celui des transports et communications ont aussi fait de grands progrès. Le nombre des élèves de l'enseignement primaire a augmenté de 42 p. 100 entre 1970/71 et 1975/76; en janvier 1976, le taux de scolarisation atteignait 73,4 p. 100. La proportion des filles dans le groupe d'âge correspondant a connu une augmentation particulièrement forte. Les inscriptions dans les établissements d'enseignement secondaire ont doublé entre 1970/71 et 1975/76 et les inscriptions dans l'enseignement supérieur ont augmenté un peu plus. Durant l'année scolaire 1975/76, 3,2 millions de jeunes Algériens au moins poursuivaient des études (c'est-à-dire à peu près 20 p. 100 de la population totale). Les services de santé ont été améliorés, et particulièrement l'effectif du personnel professionnel et paramédical a augmenté. La proportion des Algériens dans l'effectif total des médecins exerçant dans le pays est aujourd'hui beaucoup plus forte.

Le logement pose un grave problème en zones urbaines et comme on veille surtout à ce que les matériaux de construction produits sur place soient employés à édifier des entreprises productives, des bureaux et des habitations rurales, la situation ne s'améliore pas.

La création d'emplois progresse rapidement, mais il est malaisé de la mesurer parce que les enquêtes que l'on a faites récemment sur l'emploi laissent de côté le secteur agricole, le commerce et la plupart des services. Ces secteurs mis à part, l'effectif des travailleurs salariés a augmenté de 44 700 personnes entre octobre 1973 et octobre 1974 et de 58 200 entre octobre 1974 et octobre 1975.

La forte croissance et l'expansion de l'économie contribuent à faire créer des emplois dans les villes. Le programme d'un millier de villages socialistes, mis en chantier en 1971, intéressera, quand il aura été mené à bien, une proportion importante de la population rurale. A la fin de 1975, 171 villages avaient été créés et beaucoup d'autres étaient plus ou moins proches de l'achèvement. Cette double démarche - création d'emplois salariés et création de villages socialistes - a pour objet d'élever le niveau de vie de tous les habitants de l'Algérie.

I. PIB par branche d'origine

Le taux global de croissance du PIB aux prix courants a été de 110 p. 100 de 1970 à 1974 et il est à croire qu'en 1975 et 1976, il aura augmenté en outre de 15 à 20 p. 100 par an. Le tableau I, qui met en regard les données disponibles des années 1969 à 1974, indique qu'il y a eu, en 1974, une augmentation particulièrement forte de 51 p. 100, dont la cause principale a été le grand développement de la part des hydrocarbures dans le PIB total. L'agriculture, dont la part avait diminué en 1973, a augmenté de 21 p. 100.

Tableau 1 : Algérie : PIB par branche d'origine aux prix courants de 1969 à 1974
(en millions de dinars)

Secteur	1969 Produit	1973 national	1974 brut a)	1970 Produit	1971 intérieur	1972 brut a)
Agriculture, sylviculture et pêche	2 555	2 628	3 178	2 430	2 610	2 970
Hydrocarbures	2 911	6 781	18 163	3 150	2 970	4 560
Ind. extractives	90	190	357	130	150	150
Ind. manufacturières	2 646	4 647	5 053	3 000	3 120	3 440
Energie et eau	269	437	489	300	350	370
Bâtiment	1 588	3 451	4 481	1 880	2 050	2 650
Commerce	4 857	5 371	6 287	5 210	5 430	6 270
Transports et communications	737	2 017	2 604	780	850	1 090
Services	2 224	2 748	3 190	5 750	6 020	6 510
Total	17 877	28 270	43 802	22 630	23 550	28 020
Services publics, etc..	...	3 130	3 703	-	-	-
PIB total	...	31 400	47 505	22 630	23 550	28 020

Source : Algérie, Direction des statistiques. Ministère du Plan.

a) La différence consiste surtout dans le traitement des services publics.

II. Grands secteurs de production

a) Agriculture, sylviculture et pêche. La part des hydrocarbures dans le PIB ayant très fortement augmenté depuis quelques années, l'importance relative du secteur agricole dans l'économie a beaucoup diminué. Il n'en demeure pas moins un secteur important, du point de vue de l'emploi et du revenu familial.

Les principales récoltes sont le blé, l'orge, les pommes de terre, les olives, les agrumes, les raisins (pour la vinification) et les dattes. Le cheptel ovin et le caprin sont nombreux mais il n'y avait guère que 900 000 bovins en 1974. Les prises des pêcheurs ont beaucoup grossi depuis 1971 et le poisson procure désormais une plus forte part des protéines consommées dans les zones urbaines.

Les circonstances d'ordre climatique engendrent des fluctuations de grande amplitude, particulièrement dans la production de céréales, laquelle, entre 1970 et 1974, a atteint, en moyenne annuelle quelque 1 865 000 tonnes (l'éventail se situant entre 1 480 000 tonnes en 1974 et 2 363 000 tonnes en 1972). Ce volume de production ne suffit pas à satisfaire les besoins de consommation du pays et le coût des importations de céréales et de farine est passé de 132 millions de dinars en 1970 à 1 872 millions en 1974 (ce dernier chiffre subissant l'influence du triplement des prix des céréales). Les chiffres de la production de farine et de semoule donnent des indications sur la commercialisation des céréales et son taux de croissance depuis 1970. Le tonnage traité en minoterie a été de 1 385 000 tonnes en 1975, contre 807 000 en 1970.

La production d'olives varie aussi selon les précipitations atmosphériques; la plus grosse récolte a été celle de 1974 avec 173 000 tonnes et la plus faible celle de 1973 avec 119 000 tonnes. La production d'agrumes est relativement plus stable; entre 1970 et 1974, la récolte annuelle moyenne a été de 515 000 tonnes.

La réduction de la superficie plantée en vignes explique que le volume de la production soit tombé de 9 237 000 hectolitres en 1971 à 5 753 000 hectolitres en 1972. Depuis 1972, la production a augmenté; en 1974, elle a été de 6 282 000 hectolitres.

En 1975, la production agricole a accusé une légère augmentation, mais c'est en 1976 qu'il s'est produit un accroissement particulièrement fort car la récolte passe pour avoir été l'une des meilleures que le pays ait jamais connues.

b) Hydrocarbures. Cette rubrique comprend aussi bien l'extraction de pétrole brut et de gaz naturel que l'élaboration de produits pétroliers de raffinage et de gaz naturel liquéfié.

On trouvera au tableau 2 les chiffres de la production de 1970 à 1975. La production de pétrole brut a baissé depuis 1973 mais celle de gaz naturel n'a cessé d'augmenter d'année en année de 1970 à 1975; les exportations de gaz naturel liquéfié sont en voie de constant accroissement. L'entrée en service de nouvelles raffineries a augmenté la capacité qu'a l'Algérie d'élaborer des produits pétroliers et il existe un grand programme de construction d'usines de liquéfaction de gaz naturel que rendent nécessaires les engagements pris en matière d'exportation.

On évalue à 1,7 milliard de tonnes et à 3 milliards de mètres cubes respectivement les réserves de pétrole brut et de gaz naturel; ces dernières sont beaucoup plus abondantes que les gisements actuellement connus de pétrole brut.

La capacité algérienne de raffinage, avec trois raffineries, était en 1972 de 5,2 millions de tonnes et une grande raffinerie de la capacité de 15 millions de tonnes devait être achevée en 1975. Les exportations ont beaucoup augmenté en 1973 après l'entrée en service de la raffinerie d'Arzew.

Tableau 2 : Algérie : Production et exportations de pétrole brut, 1970-1975

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
<u>Pétrole brut</u> (milliers de tonnes)						
Production	48 205	37 082	50 085	50 822	47 192	45 800
Exportations	45 509	34 946	46 597	45 002	42 110	40 900
<u>Gaz naturel</u> (millions de m ³)						
Production	2 771	2 917	3 581	4 745	5 490	6 502
Exportations	2 580	2 382	2 678	4 035	4 672	6 050
<u>Produits pétroliers</u> (milliers de tonnes)						
Production	2 294	2 195	2 555	4 872	4 671	5 510
Exportations	488	278	515	2 390	2 220	...

Source : Algérie, Secrétariat d'Etat au Plan, Annuaire statistique de l'Algérie, 1974; L'Algérie en quelques chiffres, 1976.

En 1972, l'usine de liquéfaction de Skikda est entrée en service et en 1976 ce doit être la première tranche de celle d'Arzew (15 500 millions de mètres cubes), la seconde tranche étant prévue pour 1977. Des contrats ont déjà été signés qui stipulent l'exportation annuelle de 27 milliards de m³ de gaz naturel liquéfié, dont la plus grosse part doit aller aux Etats-Unis d'Amérique.

La consommation de gaz naturel en Algérie même est en voie de forte augmentation : elle atteignait 2 milliards de m³ en 1974 et s'est encore accrue de près de 30 p. 100 en 1975.

c) Industries extractives. L'Algérie tire de son sol du minerai de fer, du plomb, du zinc et des phosphates; les premières places vont au minerai de fer et aux phosphates. La production de minerai de fer est en voie d'augmentation depuis 1970, encore que les chiffres aient connu des fluctuations de grande amplitude selon les années; le volume extrait a été de 3 808 000 tonnes en 1974 et de 3 189 000 tonnes en 1975. La sidérurgie algérienne absorbe une part de ce minerai et l'on prévoit que la capacité de production d'acier va augmenter. Pour les phosphates, la production, qui était de 492 000 tonnes en 1970, a atteint 802 000 tonnes en 1974 et 703 000 tonnes en 1975. Il en a été exporté 354 000 tonnes en 1975, le reliquat servant à la fabrication d'engrais.

d) Industries manufacturières. Ce secteur, dont sont exclus le raffinage du pétrole et la liquéfaction du gaz naturel, a beaucoup progressé depuis 1970, l'indice de la production accusant une hausse de 52 p. 100. Un très grand nombre de projets sont en cours de réalisation et beaucoup d'usines et fabriques nouvelles sont entrées en service depuis quelques années. On trouvera au tableau 3, à titre purement indicatif, des renseignements concernant la production d'une courte liste de produits.

Tableau 3 : Algérie : Production de certains articles manufacturés, 1974-1975

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Fonte (milliers de tonnes)	409	363	391	360	276	402
Acier brut (milliers de tonnes)	30	31	28	98	99	98
Tubes d'acier (milliers de tonnes)	89	76	83	94	105	131
Camions et autobus (nombre)	3 020	4 000	5 222	6 459	6 399	6 258
Savon, etc. (milliers de tonnes)	30	29	43	41	48 ^{a/}	57 ^{a/}
Engrais azotés (milliers de tonnes)	77	117	85	114	52	75
Autres engrais (milliers de tonnes)	-	-	82	263	221	192
Farine et semoule (milliers de tonnes)	807	947	1 033	1 202	1 376	1 385
Huiles de table raffinées (milliers de tonnes)	80	95	102	100	117	146
Boissons non alcooliques (milliers d'hectolitre)	635	714	856	974	848	...
Bière (milliers d'hectolitres)	605	612	643	705	641	...
Cotonnages et tissus synthétiques (milliers de m ²)	69	76	78	82	84	...
Ciment (milliers de tonnes)	928	968	927	1 007	941	949

Source : Algérie, Annuaire statistique, 1974; L'Algérie en quelques chiffres, 1976.

a/ Chiffre établi, pour une part, par évaluation.

Chacune des entreprises industrielles du secteur public a réussi à mettre en chantier un certain nombre de projets et il existe déjà des usines ou fabriques dans bien des régions du pays. Le fer et l'acier, les produits chimiques, les matériaux de construction, le matériel de transport, les équipements électriques, les préparations alimentaires, les textiles et les biens de consommation, tout cela est fabriqué en quantité et l'on se propose d'agrandir ou de créer maintes entreprises. La diversification et l'intégration des activités industrielles destinées à permettre de transformer dans le pays même une plus grande part des ressources naturelles et d'accroître le volume des exportations, tels sont les buts auxquels tend la politique appliquée dans le secteur, où un taux élevé de croissance exerce une action directe sur la création d'emplois. L'aciérie d'El Hadjar, d'une capacité de 2 millions de tonnes, est en voie d'agrandissement progressif; dans le groupe très divers des entreprises inscrites au plan pour 1973-1977, on peut citer une usine de matériaux de construction en aluminium, des usines pétrochimiques et d'engrais, une cimenterie (la capacité de production de ciment devrait atteindre en 1980 10 millions de tonnes). Le nombre total des projets est d'environ 500 et la part de l'industrie dans le montant total des investissements prévus est de 43,5 p. 100 (19,5 milliards de dinars pour les hydrocarbures et 28,5 milliards pour les autres industries).

e) Electricité. La capacité a fait d'assez grands progrès, pour répondre aux demandes croissantes de l'économie. On a surtout développé les centrales thermiques pour utiliser les abondantes réserves de gaz naturel. La production algérienne d'électricité est passée de 1975 millions de kWh en 1970 à quelque 3450 millions en 1975, augmentant ainsi de 75 p. 100 (c'est-à-dire de 12 p. 100 l'an). On escompte que les projets nouveaux mis au chantier durant la période d'exécution du plan 1974-1977 accroîtront la capacité de production de 6 milliards de kWh par an.

Sonelgaz, entreprise d'Etat pour l'électricité, est également chargée de la distribution du gaz, dont la consommation dans le pays ne cesse d'augmenter très fortement, comme on l'a vu ci-dessus.

f) Industrie du bâtiment. Les deux grands problèmes de ce secteur sont celui de l'aptitude à satisfaire toutes les demandes durant la période du plan 1974-1977 et celui de la pénurie de matériaux de construction. La capacité de l'industrie du bâtiment a été développée par les mesures prises en 1975 et 1976 pour créer des ateliers à l'échelon des wilayas. L'augmentation de la production de matériaux de construction, grâce surtout à l'achèvement de nouvelles cimenteries, devrait permettre de commencer, avant la fin de l'actuelle décennie, à répondre à la demande différée de logements urbains.

Le bâtiment emploie un nombre particulièrement grand de travailleurs et l'augmentation des dépenses de développement entraîne le renforcement de l'effectif employé dans l'industrie. Cet effectif était de 149 000 en octobre 1973, de 152 000 en octobre 1974 et de 171 000 en octobre 1975. Il est probable qu'il y aura eu aussi une forte augmentation en 1976.

III. Dépenses imputées au PIB

Les renseignements qu'on a concernant la période s'achevant en 1974 indiquent que l'Algérie, depuis un certain temps, consacre à la formation de capital une proportion particulièrement forte des ressources disponibles.

En 1970, les ressources disponibles étaient d'environ 24,6 milliards de dinars, dont 31,1 p. 100 sont allés à la formation de capital; les chiffres provisoires concernant 1974 révèlent que plus de 40 p. 100 des ressources disponibles ont été consacrés à la formation de capital. Ce sont là des pourcentages extrêmement élevés et les montants affectés aux dépenses d'investissement en 1975 et 1976 (26 milliards de dinars durant cette dernière année) donnent à penser que le pourcentage des ressources consacrées à la formation de capital s'est maintenu aux environs de 40 p. 100.

Le taux de croissance du secteur public a probablement été supérieur à celui de la croissance de la consommation privée jusqu'en 1976.

L'épargne a été abondante en Algérie, particulièrement en 1974 et 1975. La principale source d'épargne brute est l'Etat, notamment les services du gouvernement central, encore que les entreprises publiques prennent à cet égard de plus en plus d'importance grâce à l'augmentation de leurs provisions pour amortissement.

IV. Commerce extérieur et balance des paiements

Ainsi qu'il a été indiqué ci-dessus, les importations comme les exportations ont triplé ou quadruplé de valeur depuis 1970. Des chiffres du tableau 4, il ressort qu'il y a eu un déficit commercial de 1970 à 1973 ainsi qu'en 1975 et un excédent en 1974. La balance des paiements accuse l'accroissement des transferts privés vers l'Algérie (sommes envoyées par les Algériens travaillant à l'étranger) ainsi que des entrées de capitaux (privés, publics et bancaires). Il y a eu en 1974 en chiffres nets, de gros paiements de transfert à destination d'Etats étrangers.

Tableau 4 : Algérie : Commerce extérieur et balance des paiements, 1970-1975
(en millions de dinars)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
<u>Commerce extérieur</u>						
Exportations	4 980	4 208	5 854	7 479	19 594	17 233
Importations	6 205	6 028	6 694	8 876	17 754	24 065
Solde	-1 225	-1 820	-840	-1 397	-860	-6 832
<u>Balance des paiements</u>						
Marchandises et services (nets)	-1 891	-2 118	-1 884	-3 263	+ 832	-7 853
Transferts privés (nets)	+1 200	+1 361	+1 269	+1 619	+1 618	+1 789
Transferts publics (nets)	+ 59	+ 968	+ 58	- 143	-1 781	- 59
Capitaux (nets)	+ 310	- 39	+ 94	+1 249	+1 944	+5 170
Masse monétaire (nette) a)	- 129	- 172	+ 907	+2 808	- 648	+ 708
Réserves extérieures b)	+ 450	néant	- 444	-2 300	-1 965	+ 245

Sources : Algérie; Annuaire statistique, 1974; l'Algérie en quelques chiffres, 1976.

FMI; International Financial Statistics, août 1976 (présentation en dollars des Etats-Unis, convertis au taux de change moyen de l'année).

- a) ainsi que les erreurs et omissions de l'attribution de DTS.
- b) le signe "moins" indique une accumulation de réserves extérieures.

Il y a eu en 1975 de fortes entrées de capitaux qui, jointes aux mouvements monétaires, à une certaine réduction des réserves extérieures et aux recettes provenant de transferts privés, ont contribué à financer le gros déficit du compte "marchandises et services".

En 1976, le montant des réserves internationales a augmenté assez fortement et il est vraisemblable que les importations et les exportations ont été mieux équilibrées qu'en 1975. Il est à croire que la réception des transferts privés et les mouvements monétaires et de capitaux auront grossi les réserves extérieures.

V. Aide au développement et dette extérieure

On ne sait pas grand-chose là-dessus, mais c'est un fait que les transferts publics nets, qui avaient été positifs de 1970 à 1972, ont été négatifs au cours des trois années 1973, 1974 et 1975, ce qui indique une sortie de capitaux consacrés à venir en aide à d'autres pays. La Banque nationale d'Algérie rend compte du fait que le montant de la dette était de 11 milliards de dinars à la fin de 1974, et que le service de la dette absorbait 8 p. 100 des recettes d'exportation, contre 13 p. 100 en 1973.

Les entrées nettes de capitaux, y compris les emprunts bancaires, ont été relativement fortes de 1973 à 1975, avec un total pour les trois années d'environ 11 milliards de dinars.

VI. Recettes et dépenses publiques

La grandeur du taux de croissance de l'investissement et le développement des services destinés à une population qui grandit beaucoup ont eu pour effet de faire monter à un taux assez élevé les dépenses publiques tant en compte courant qu'en compte capital. Le tableau 5 présente succinctement la situation d'ensemble des recettes et des dépenses. Il y a eu de forts soldes excédentaires du compte global en 1974 et 1975 mais, en 1976, la position a été d'équilibre approximatif. Des sommes considérables ont été prêtées à l'économie de 1970 à 1974, et il a fallu emprunter une partie de ces sommes aux banques et à l'étranger.

Tableau 5 : Algérie : Recettes et dépenses du gouvernement central, 1970-1976
(millions de dinars)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	Budget 1976
Recettes du Trésor	5 456	5 982	8 434	9 955	21 399	23 194	24 190
Autres recettes	992	937	744	1 112	2 039	1 859	2 000
Dépenses courantes	4 065	4 687	5 365	6 270	8 408	13 656	16 789
Dépenses d'investissement	1 962	2 254	2 832	3 225	4 130	5 480	8 685
Recettes totales	6 448	6 919	9 178	11 067	23 438	25 053	26 190
Dépenses totales	6 027	6 941	8 197	9 494	12 539	19 136	25 474
Prêts à l'économie	2 977	2 528	2 713	4 386	8 969	...	...

Sources: Algérie, Annuaire statistique, 1973, 1974; L'Algérie en quelques chiffres, 1976; Loi de Finance, 1976.

L'excédent des recettes sur les dépenses de 1974 a atteint 10 899 millions de dinars, dont 8 969 millions au total ont été prêtés à l'économie. En 1974, il y a eu une forte hausse des recettes globales, les recettes pétrolières étant passées de 4,1 à 13,4 milliards de dinars. Depuis 1974, la croissance des recettes a été beaucoup plus modeste. Les dépenses courantes, en revanche, qui en 1973 étaient supérieures de 54 p. 100 au chiffre de 1970, ont augmenté beaucoup plus fortement au cours des années 1974, 1975 et 1976; leur montant en 1976 - 16 789 millions de dinars - était égal à plus de deux fois et demie le chiffre de 1973. Les abondantes subventions de l'Etat destinées à enrayer la hausse des prix à la consommation n'ont pas été sans action sur ce taux d'accroissement. On a estimé que les subventions devaient coûter 3,4 milliards de dinars en 1975 et 2,2 milliards en 1976.

Du budget ordinaire total pour 1976 de 16 789 millions de dinars, l'enseignement a reçu 2 952 millions, la santé 805 millions, les subventions aux prix 2 189 millions et les autres services sociaux 1 660 millions. Le budget d'investissement, lui aussi, faisait une place de choix aux services sociaux : la ventilation s'établit ainsi : 3 138 millions de dinars aux services sociaux, 2 656 millions aux services économiques et 2 891 millions à d'autres services (non spécifiquement désignés).

VII. Monnaie et crédit

Des progrès du crédit et de la masse monétaire, il a été question ci-dessus, dans l'introduction. Le tableau 6 indique comment a évolué la situation en matière monétaire depuis 1970. En 1976, les avoirs extérieurs nets équivalaient à deux mois et demi ou à trois mois d'importation et le crédit intérieur au secteur privé accusait une hausse, inférieure toutefois à la hausse de 33 p. 100 enregistrée en 1975. Les créances extérieures à long terme avaient atteint en mars 1976, le montant de 5 613 millions de dinars, contre 2 701 millions à la fin de 1974 et néant à la fin de 1971.

VIII. Salaires et prix

Les prix à la consommation n'ont pas monté d'une façon particulièrement forte depuis 1970 en Algérie, au regard de ce qui se passe dans le reste du monde. En 1975, la hausse se situait autour de 28 p. 100; le taux annuel s'est légèrement accéléré depuis 1972. Les prix de gros mesurés seulement par l'indice des prix de la production industrielle ont augmenté de 31,6 p. 100 entre 1970 et 1975, c'est-à-dire de 5,6 p. 100 en moyenne annuelle, l'année 1975 ayant été marquée par une hausse particulièrement forte de 12,5 p. 100.

Au début de 1974, le niveau du salaire minimum a été relevé de 20 p. 100; quant aux ouvriers agricoles, leur salaire journalier minimum est passé de 9,57 à 12,25 dinars. Les traitements et salaires de la fonction publique ont augmenté de 20 p. 100 en novembre 1974. Les prestations de sécurité sociale, y compris les allocations familiales, ont également été relevées en 1974.

Tableau 6 : Algérie : Etude de la situation monétaire, 1970 à 1976
(chiffres en millions de dinars)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Mars
Avoirs extérieurs (nets)	1 510	1 531	2 197	4 587	5 258	4 387	4 956
Crédit intérieur							
Créances sur l'Etat (nettes)	5 969	5 974	5 236	5 198	3 841	7 277	7 102
Créances sur le secteur privé	6 453	8 068	13 611	18 469	21 851	29 009	30 762
Monnaie	11 625	12 951	16 746	21 483	23 431	30 547	30 027
Quasi-monnaie	1 451	974	1 393	1 437	1 524	1 773	1 993
Créances extérieu- res à long terme	-	-	595	2 814	2 701	4 603	5 613
Divers (nets)	857	1 648	2 309	2 516	3 294	3 750	5 188

Source : FMI, International Financial Statistics, octobre 1976.

IX. Emploi et chômage

Le recensement de la population qui doit s'effectuer au début de 1977 devrait fournir des données numériques complètes concernant le nombre des travailleurs et des chômeurs. En attendant, force est de se servir des évaluations partielles de la situation de l'emploi que l'on établit périodiquement. En 1973 il y avait 1 410 000 personnes occupant un emploi; ce chiffre comprenait 60 000 jeunes faisant des études, mais il s'entend à l'exclusion du secteur agricole. Trois cent trente mille emplois, au total, avaient été créés durant la période de plan 1970-1973 et l'on se proposait d'en créer 450 000 de plus (c'est-à-dire plus de 100 000 par an) durant la période de plan 1974-1977.

En 1974, 44 700 emplois avaient été créés en dehors de l'agriculture, du commerce et de la plupart des secteurs de services et, en 1975, 58 700 autres. Ces chiffres donnent à penser que le chiffre global d'une bonne centaine de milliers d'emplois par an ne doit pas être loin d'être atteint.

Le nombre total des Algériens qui vivent à l'étranger et dont un grand nombre travaillent en qualité de salariés ou de travailleurs indépendants, est de 800 000.

X. Autres secteurs sociaux

a) Enseignement. Comme on l'a vu ci-dessus, l'enseignement a fait de grands progrès en Algérie, depuis 1970, la scolarisation primaire atteignant en 1976 73, 4 p. 100 de la population intéressée et le nombre des écolières ayant plus particulièrement progressé. Le nombre des élèves de l'enseignement secondaire, qui a doublé, atteignait 502 000 en 1975/76 et celui des étudiants d'enseignement supérieur 41 847. Le régime fondamental d'enseignement entré en vigueur en 1974/75 comporte pour tous les enfants neuf ans de scolarité. Il est vraisemblable que le pays va progresser vers l'objectif cherché de l'enseignement primaire universel, avec un effort particulier dans les campagnes qui sont en retard à cet égard.

L'importance plus grande que les programmes confèrent aux matières techniques et scientifiques permettra d'augmenter le nombre des personnes instruites dans ces disciplines-là. Les matières enseignées ont été progressivement algérianisées et la réforme universitaire entreprise en 1971/72 et orientée dans le sens du développement, commence à porter ses fruits.

Les cours d'adultes, dont l'objet essentiel est d'éliminer l'analphabétisme, sont abondamment suivis.

b) Santé et nutrition. En janvier 1974, les soins médicaux sont devenus gratuits et les services ont été développés afin de répondre à la demande. Il y avait en 1974 2 378 médecins, dont 1 125 Algériens, 4 477 infirmiers ou infirmières/sage-femmes et 6 849 auxiliaires médicaux. En 1972, 143 hôpitaux disposaient de 38 828 lits; ce nombre avait augmenté en 1974 et l'objectif proposé pour 1980 est de mettre en place dans tout le pays un réseau plus dense apte à mieux desservir les campagnes. On espère qu'il y aura, en 1980, 193 hôpitaux, 800 polycliniques et 3 000 postes sanitaires (contre 1828 en 1972). La formation de personnel sanitaire qui a été intensifiée, fait l'objet d'efforts encore plus poussés. Quatre nouveaux centres hospitaliers universitaires et 12 écoles de personnel paramédical sont inscrits au programme de la période de plan 1973-1977.

c) Logement. Il est particulièrement nécessaire de construire un beaucoup plus grand nombre d'unités de logement dans les grands centres urbains. C'est une oeuvre qu'il a fallu différer jusqu'ici, faute de matériaux de construction produits dans le pays (surtout le ciment) mais on espère que les projets en cours de développement de la capacité vont commencer à porter fruits. Dans les villages socialistes des campagnes, on a construit un grand nombre d'habitations; l'objectif est de 100 000 unités de logements par an en 1980.

d) Protection sociale. L'Algérie a un régime de sécurité sociale comportant des allocations familiales et des pensions, qui a été développé en 1974 de manière à fournir gratuitement les soins médicaux. Les subventions destinées à atténuer pour les consommateurs la hausse des prix qu'entraîne l'inflation jouent un rôle particulièrement important depuis 1973. Les montants des pensions et des allocations familiales ont été relevés en 1974 et les enfants, qui auparavant ouvraient droit aux dites allocations jusqu'à l'âge de 14 ans, le font maintenant jusqu'à l'âge de 17 ans.

e) Villages socialistes. C'est en 1971 qu'a vu le jour la notion de village socialiste, conçu pour améliorer le mode de vie des habitants des campagnes ainsi que pour faciliter la prestation de services. Il y a des villages socialistes de trois grandeurs; les plus petits comprennent en moyenne 150 logements abritant un millier de personnes et les plus grands 600 logements et 4 000 habitants. Tous les villages possèdent écoles, services sanitaires, centres administratifs, locaux commerciaux et établissements religieux, et les plus grands d'entre eux auront aussi un bureau de poste, une succursale de banque et un poste d'essence. A la fin de 1975, il existait 171 de ces villages et un grand nombre d'autres étaient plus ou moins proches de l'achèvement. L'objectif de la première tranche est d'un millier de villages.

B. GRANDS PROBLEMES D'ORDRE ECONOMIQUE ET SOCIAL

Le taux de croissance démographique - 3,3 p. 100 par an - est fort, mais le taux de croissance du PIB algérien a été, lui aussi, très élevé au cours de la décennie. Une nouvelle phase de développement avec un volume d'investissement beaucoup plus grand, est devenue possible en 1974 et le plan prévu jusqu'en 1977 envisage un taux moyen de croissance de 10 p. 100 par an. Les grands principes de la politique économique visent à mettre les avantages du développement à la portée du plus grand nombre possible d'habitants.

Les principaux problèmes qui se posent en Algérie sont de savoir comment procurer des possibilités d'emploi aux personnes sans cesse plus nombreuses qui se présentent chaque année sur le marché du travail; comment accroître la capacité de l'industrie du bâtiment et de l'industrie des matériaux de construction pour commencer à réduire la grave pénurie de logement dans les zones urbaines; comment mettre l'agriculture en mesure de satisfaire davantage les besoins de denrées alimentaires de base; et, d'une façon générale, comment rendre l'appareil économique capable de procurer les ressources plus abondantes qu'exige le maintien de très grosses dépenses d'investissement. Pour ce dernier point, il faudra recourir à des ressources extérieures (emprunts surtout) mais il faudra se garder de laisser se détériorer la situation de la balance des paiements, à cause des gros débours qu'exigent le service de la dette et les remboursements.

La hausse du prix du pétrole a procuré, en 1974, une base nouvelle de développement, mais le grand solde déficitaire qu'a engendré en 1975 dans la balance commerciale la baisse de la demande mondiale de produits exportés par l'Algérie et qui coïncidait avec un gonflement des importations destinées à intensifier le développement, a poussé les autorités à opérer une remise au point. En 1976, il a fallu appliquer d'assez rigoureuses mesures de contrôle des importations pour établir un équilibre acceptable entre les importations et les exportations. Le plus urgent de tous les problèmes est celui de la gestion globale de l'économie, surtout si, comme il est probable, le pays se propose de maintenir, au cours des dernières années de la décennie, un taux élevé de croissance.

C. POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT SUR LE PLAN INTERIEUR

Le but primordial de la politique appliquée est d'améliorer le niveau de vie de tout le monde dans le pays. Dans les zones urbaines, cela consiste à procurer du travail à tous les demandeurs d'emploi, et dans les régions rurales, à mettre en oeuvre le programme des villages socialistes et, par là même, à procurer à la population l'accès aux services sociaux et les éléments d'une vie moins pénible ainsi qu'à moderniser l'agriculture.

On accorde de plus en plus une place primordiale au développement de l'agriculture pour la rendre apte à satisfaire les besoins essentiels de l'alimentation du pays, et l'on s'emploie à renforcer en profondeur et en extension les fondements de l'industrie, en insistant désormais surtout sur la transformation sur place des ressources naturelles du pays.

On réforme l'enseignement pour l'adapter aux besoins du développement du pays; on fait passer au premier plan la modernisation des télécommunications, du réseau routier et du réseau ferroviaire ainsi que des installations portuaires. Les ressources en eau du pays, qui font actuellement l'objet d'une enquête systématique, sont exploitées aux fins agricoles et industrielles ainsi que pour les besoins de toute la population.

On s'emploie également à renforcer et à améliorer le tourisme, la pêche et les systèmes de distribution.

D. PROBLEMES NAISSANTS ET PERSPECTIVES

L'élévation du taux de la croissance économique que vise le plan de développement 1974-1977 exige de très fortes dépenses d'investissement et une formation de capital qui doit se situer aux alentours de 40 p. 100 des ressources disponibles. Des ressources extérieures sont nécessaires pour compléter la contribution de l'épargne intérieure. On a vu ci-dessus qu'il importe de gérer avec efficacité l'ensemble de l'appareil économique, faute de quoi de graves problèmes pourraient surgir. L'importance du rôle du secteur public central a beaucoup grandi en 1974, du point de vue du compte courant et du compte capital, mais, depuis lors, les recettes globales n'ont augmenté que dans de modestes proportions et, si cette tendance persiste, il sera peut-être difficile de maintenir le taux de croissance des dépenses publiques qu'exige le déroulement d'un rapide développement de l'ensemble de l'économie.

En matière de développement industriel, la première place est accordée aux industries de base comme la sidérurgie; les projets de ce genre ont une période de gestation particulièrement longue et le risque est toujours présent que la capacité prévue soit devenue insuffisante au moment où les installations entrent en service. Il y a des raisons de penser que, dans certains secteurs, les retards qu'a subis la mise en oeuvre de certains projets industriels ont causé des pénuries temporaires. Cela est particulièrement vrai des industries qui produisent des matériaux de construction. Lorsque des considérations liées à la situation de la balance des paiements obligent, comme il est arrivé en 1976, à amputer les importations, il devient plus difficile de se procurer le surcroît d'approvisionnements nécessaire pour compenser les insuffisances dans la production nationale.

Néanmoins, malgré les difficultés, réelles ou virtuelles, l'Algérie aura probablement réussi en 1976 à avoir un fort taux de croissance économique en prix constants, grâce à des récoltes particulièrement bonnes. Les perspectives pour 1977 sont bonnes et il se peut que les mesures qui ont été prises pour augmenter la capacité de l'industrie du bâtiment, jointes de nouveau à de bonnes récoltes, engendrent une fois de plus un taux de croissance élevé et assurent l'effective réalisation des objectifs du plan 1974-1977.

Le fait qu'il faut créer de plus en plus d'emplois impose à l'Algérie de continuer à appliquer sa politique de forte croissance jusqu'à la fin de la décennie.

BENIN

A. EVOLUTION ECONOMIQUE ET SOCIALE, 1971-1975.

Introduction

Depuis le début des années 1970, la croissance est lente au Bénin et, à en juger d'après les données disponibles, il est probable que la production par habitant a baissé. C'est là une tendance qui a commencé à se manifester dès avant le début de la décennie. Comme l'économie ne se développe pas, il n'a pas été possible de réduire le déficit commercial (les importations atteignent le double ou le triple des exportations connues), ni de porter l'investissement à un niveau suffisant. Le budget - grâce à un rigoureux contrôle des dépenses - est maintenant mieux équilibré qu'il n'était jusqu'en 1970, mais l'investissement public est faible et le pays est fortement tributaire des subventions extérieures pour ce qui est de procurer à l'économie le surcroît de ressources dont elle a besoin.

Le Bénin a beaucoup souffert de la sécheresse de 1972 à 1974 et il a du mal à s'en remettre.

On n'a guère de données chiffrées concernant le PIB du Bénin, mais on sait que son total aux prix courants du marché est passé de 61,4 milliards de francs CFA en 1970 à 92,3 milliards en 1975. Cette augmentation très légèrement supérieure à 50 p. 100 est surtout due à la hausse des prix.

Il est, faute de données, fort difficile d'établir ce qui s'est passé en 1975 et 1976 mais il semble bien que les exportations aient baissé, qu'en juin 1976 les réserves internationales soient tombées au point le plus bas qu'elles aient atteint depuis 1970, et que les prix aient subi une hausse brutale.

Le gouvernement a pris, en 1975, de nouvelles mesures de politique générale pour pousser plus avant la nationalisation de l'économie : toutes les banques opérant dans le pays ont été nationalisées et nombreuses sont les entreprises dans lesquelles l'Etat possède désormais une participation. En même temps, l'Etat a reçu le monopole de certaines importations. A mesure que s'accroît la maîtrise de l'Etat sur l'économie, nombreux sont les nouveaux programmes d'augmentation de la production qui voient le jour, y compris des programmes de travail volontaire.

I. Grands secteurs de production

a) Agriculture, sylviculture et pêche. Le tiers du PIB du Bénin provient de l'agriculture, où sont employés plus de 80 p. 100 de la population active. Les principales cultures vivrières sont le manioc, l'igname et le maïs. En année normale, les récoltes répondent aux besoins, mais de 1972 à 1974, la production a souffert de la sécheresse. Depuis 1974, la production vivrière s'est beaucoup améliorée, encore que l'on ne possède pas de chiffres précis à ce sujet.

La pêche est une importante source de protéines mais sa production a baissé aussi durant la sécheresse du fait de la réduction du volume des eaux intérieures. Il semble aussi, à en croire certains documents, que des modifications d'ordre écologique engendrées par l'agrandissement du port de Cotonou aient eu pour effet d'amoindrir les prises de la pêche en mer.

Les produits du palmier, le coton et les arachides, sont les principales récoltes industrielles. Elles ont souffert de la sécheresse certes, mais elles souffrent aussi de l'imperfection des services de vulgarisation agricole, de prix non rémunérateurs, de la mauvaise organisation de la répartition des engrais et de l'insuffisance des crédits accordés aux agriculteurs. En 1975, les prix ont augmenté, les organismes de commercialisation ont été rationalisés et les offices régionaux chargés de stimuler le développement rural ont été renforcés. Durant l'année en cours, le gouvernement a pris la décision inaccoutumée de confier à chacune des entreprises nationales la mise en oeuvre d'un petit projet agricole dans une région déterminée. C'est ainsi que chacune des 23 entreprises d'Etat doit désormais faire cultiver une superficie (les plus vastes ont 50 hectares) généralement vouée à une culture industrielle.

b) Industrie manufacturière. La part de l'industrie et spécialement celle de l'industrie manufacturière dans le PIB est faible. D'après les évaluations que l'on a - et qui sont établies à l'estime car il n'a pas été publié de chiffres officiels depuis 1970 - la croissance de l'industrie manufacturière aurait été inférieure à celle du PIB total. Depuis quelque temps, toutefois, un certain progrès a été fait, grâce à l'achèvement de nouvelles usines, notamment d'une usine textile qui est l'une des plus grandes d'Afrique occidentale. Les branches les plus importantes de l'industrie manufacturière sont la production d'aliments et boissons, les fabriques d'huile de palme et les usines textiles. La production d'huile de palme et d'huile de palmiste a diminué entre 1971/72 et 1973/74 à cause de la sécheresse; on ne connaît pas encore les chiffres pour 1975. Cependant, d'après ce que l'on sait du trafic du port de Cotonou, il a été exporté, en 1975, 14.933 tonnes d'huile de palmiste (contre 16.566 en 1974) et 42.893 tonnes d'huile de palme, contre 11.636 en 1974). La production de textiles a augmenté depuis 1971 et sa valeur que l'on évaluait en 1974 à 2 milliards de francs CFA atteignait 3 milliards en 1975. C'est en 1975 qu'est entrée en service une usine textile intégrée, d'une capacité de 3.200 tonnes, dont la construction a coûté 5 millions de francs CFA. Il y a de grands projets, notamment ceux d'une cimenterie et d'une fabrique de sucre qui, toutes deux, doivent être construites avec la coopération du Nigéria. La cimenterie coûtera une quinzaine de milliards de francs CFA et produira 50.000 tonnes de ciment par an. Quant à la fabrique de sucre, dont les travaux ont commencé, on envisage de lui donner une capacité de production de 40.000 tonnes.

Le code d'investissement mis en vigueur en 1975 a contribué à faire créer un certain nombre d'entreprises industrielles qui jouissent de forts dégrèvements fiscaux, mais les mesures de nationalisation et d'accroissement de la participation de l'Etat, qui ont été prises en 1975, ont quelque peu modifié les conditions des investissements étrangers au Bénin.

II. Dépenses imputées au PIB

Faute de données concernant les comptes nationaux, force est de s'en remettre à des estimations assez approximatives, pour évaluer la façon dont les ressources ont été obtenues et utilisées. Les évaluations que l'on a sont d'ailleurs contradictoires mais certains faits fondamentaux apparaissent, notamment celui-ci, qu'il y a toujours déséquilibre entre les dépenses globales et la production. Ce déséquilibre s'est aggravé en 1974 et 1975 et, durant cette dernière année, les dépenses ont été de 15 p. 100 supérieures au produit intérieur brut. Il se peut que la consommation privée ait diminué par rapport au PIB, dans la mesure où augmentait la part de la consommation publique et celle de l'investissement, mais, comme on sait de source sûre que le PIB, dans la meilleure des hypothèses, plafonne en valeur réelle depuis 1970, la seule explication de la baisse relative de la consommation privée que semblent indiquer certaines évaluations, serait à chercher dans les conséquences de la trop faible pluviosité qui a marqué les années 1972, 1973 et 1974. Il est fort possible, toutefois, que la consommation privée soit demeurée stable et que le surcroît de dépenses d'investissement ait été financé par une augmentation des entrées de ressources extérieures, comme il semble ressortir du fait que le total des dépenses a été supérieur au total du PIB, comme on l'a vu ci-dessus.

III. Commerce extérieur et balance des paiements

On ne possède pas encore de renseignements concernant le commerce extérieur du Bénin après 1974. La seule chose que l'on sache, c'est qu'en 1975, le déficit commercial risque d'avoir augmenté davantage encore. C'est ce que confirment les données relatives au trafic du port de Cotonou, d'où il ressort qu'en 1975, le volume des exportations a de nouveau baissé de 15 p. 100 (passant de 127.170 tonnes à 108.082 tonnes). En même temps, les importations atteignaient un niveau plus élevé que jamais.

L'écart que l'on constate au tableau 1 ci-après entre le chiffre des paiements nets de marchandises et services et celui du solde des échanges enregistrés révèle qu'une bonne part des exportations du Bénin échappent à la statistique et que la valeur de ces exportations a beaucoup augmenté au cours des années 1973 et 1974. Sur la base de la balance des paiements, la valeur des marchandises exportées en 1974 était estimée à plus de 22 milliards de francs CFA, d'après les évaluations publiées par le FMI.

Les entrées de ressources, transferts et capitaux, n'ont cessé d'augmenter jusqu'en 1973 mais il y a eu, en 1974, une grosse sortie nette de capitaux à court terme qu'a fortement influencé le chiffre net des entrées de fonds étrangers.

En 1975, les réserves internationales ont diminué de moitié, tombant à 15 millions de dollars des Etats-Unis, contre 34,7 millions à la fin de 1974, mais, si on les exprime en avoirs étrangers nets, elles sont passées de 6,3 milliards de francs CFA en décembre 1974 à 5,1 milliards en septembre 1975.

Tableau 1 : Bénin : Commerce extérieur et balance des paiements, 1970-1974 (en milliards de francs cfa)

Commerce extérieur enregistré	1970	1971	1972	1973	1974
Exportations	9,06	11,65	9,19	9,80	8,19
Importations	17,66	21,20	23,51	24,86	35,17
Solde	- 8,60	- 9,55	-14,32	-15,06	-26,98
<u>Balance des paiements</u>					
Marchandises et services (nets)	- 5,92	- 6,51	-11,30	- 8,28	- 7,72
Transferts privés (nets)	+ 0,82	+ 1,33	+ 1,69	+ 1,65	+ 2,04
Transferts publics (nets)	+ 4,78	+ 5,13	+ 8,07	+ 4,10	+ 6,13
Capitaux (nets)	+ 2,19	+ 2,24	+ 1,16	+ 4,74	- 3,32
Réserves (nettes) a/	- 2,19	- 1,99	- 0,19	- 0,38	- 0,10
Divers (nets)	+ 0,32	- 0,20	+ 1,29	+ 1,83	+ 2,97

Source : FMI, International Financial Statistics, octobre 1976.

a/ Le signe "moins" indique une augmentation des réserves.

IV. Recettes et dépenses publiques

Jusqu'en 1970, le budget de l'Etat s'est soldé par des déficits qui provoquèrent la prise de rigoureuses mesures d'austérité. Les dépenses furent amputées par le blocage des traitements et salaires des fonctionnaires publics et par la suppression des dépenses de matériels et d'approvisionnements qui n'étaient pas indispensables. C'est ainsi que fut rétabli l'équilibre et qu'un léger excédent fut enregistré en 1970 et 1971, mais, en 1975, la loi de finance prévoyait un déficit d'environ 740 millions de francs CFA (14,5 milliards de dépenses contre 13,56 milliards de recettes). L'accroissement des dépenses est faible (6,5 p. 100 par rapport aux évaluations de 1974).

Tableau 2 : Bénin : Recettes et dépenses publiques, 1970 à 1975 (en millions de francs CFA)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Recettes	10 103	10 860	10 609	12 391	12 340	13 560
Dépenses	9 674	10 249	11 534	13 192	13 430	14 300

Source : Articles de presse, tirés notamment du Marchés tropicaux et méditerranéens.

Du côté des recettes, il n'y a pas eu grand changement en 1974 et 1975. La plus grosse part des recettes provient de l'impôt et on n'en saurait guère escompter l'accroissement pour toute une série de raisons : les droits perçus sur le commerce extérieur ne peuvent pas différer de ceux que pratiquent les paysans voisins, sous peine d'aggraver la contrebande et la plupart des entreprises privées continuent à opérer en vertu de codes d'investissement qui interdisent effectivement toute augmentation d'impôts et taxes.

V. Monnaie et crédit

En 1975, l'Etat a pris en charge le secteur bancaire commercial, en même temps qu'entraient en vigueur des réformes décidées par tous les pays de la zone franc d'Afrique occidentale. Ces réformes, qui concernent essentiellement la manière dont les crédits sont injectés dans l'appareil économique, ont pour objet d'intensifier l'action de ces crédits dans un sens favorable au développement : c'est ainsi, par exemple, que les crédits sont alloués de façon prioritaire et préférentielle aux entreprises appartenant à des ressortissants du pays. Le taux d'escompte de la Banque centrale a été relevé non seulement pour maîtriser l'expansion du crédit en temps d'inflation, mais aussi pour aligner ledit taux sur ceux qui se pratiquent à l'étranger.

Les données que l'on a pour la fin du troisième trimestre de 1975 indiquent que la masse monétaire s'était accrue de 36,9 p. 100 par rapport au troisième trimestre de 1974, et cela pour la raison que les crédits aux entreprises privées avaient augmenté (de 57,6 pour cent) tandis que l'Etat avait réussi à renforcer sa position excédentaire dans le secteur bancaire. La monnaie proprement dite avait augmenté de 42 pour cent et la quasi-monnaie de 53,6 pour cent.

Tableau 3 : Bénin : Situation monétaire, 1970 à 1975 (en milliards de francs CFA)

	fin 1970	fin 1971	fin 1972	fin 1973	fin 1974	sept.1975
Avoirs extérieurs nets	3,59	5,45	5,35	3,78	6,30	5,10
Crédit intérieur, dont Créances sur l'Etat (nettes)	-0,14	-0,82	-0,51	-1,16	-2,42	-3,52
Créances sur le secteur privé	7,40	8,53	10,41	12,73	16,45	24,19
Monnaie	9,63	11,52	12,70	12,33	15,73	21,27
Quasi-monnaie	0,40	0,74	1,19	2,46	2,72	4,04
Autres postes (nets)	0,79	0,90	1,37	0,56	1,85	0,46

Source : FMI, International Financial Statistics, octobre 1972

VI. Salaires et prix

Les traitements et salaires de la fonction publique, n'avaient subi aucune augmentation depuis 1966. Dans le secteur privé, les traitements et salaires sont bloqués depuis janvier 1973. En 1976, toutefois, il a été annoncé que les fonctionnaires publics recevront une augmentation de 14 p. 100 et les salariés des autres secteurs de l'économie une augmentation de 7 p. 100. Il est malaisé, faute de données à jour, d'apprécier le degré de l'inflation en 1975 et 1976, mais il est à croire que ce degré est assez fort, étant donné la forte inflation extérieure et le gonflement de la masse monétaire. Au début de 1975, l'indice des prix des revenus élevés accusait un taux d'inflation atteignant le taux annuel d'environ 16 ou 17 p. 100. Il se pourrait toutefois que le taux réel soit inférieur car ledit indice est fortement influencé par les prix des importations. D'après la presse, l'indice des prix de gros aurait augmenté de 12 p. 100 en 1975.

B. GRANDS PROBLEMES D'ORDRE ECONOMIQUE ET SOCIAL

La grande question qui se pose est celle de la stagnation de la croissance économique, qui naguère a créé des problèmes budgétaires et dont le résultat a été d'amoindrir les revenus réels.

C. POLITIQUES INTERIEURES DE DEVELOPPEMENT

Il y a eu jusqu'ici trois plans de développement : le plan 1962-1965, le plan quinquennal 1966-1970 et le plan intérimaire pour 1971-1972. Aucun de ces plans n'a été réalisé à plein, mais un certain nombre de projets qui y étaient inscrits ont été menés à bien. La politique du nouveau gouvernement consiste à accroître le contrôle de l'Etat et à intensifier les efforts, particulièrement dans le secteur agricole. On espère que les initiatives nouvelles contribueront à ramener l'activité économique.

D. PROBLEMES NAISSANTS ET PERSPECTIVES

Il est actuellement malaisé de faire la moindre prédiction concernant l'avenir immédiat. L'absence de données ne permet guère non plus de se faire une idée des résultats, même pour 1976. Néanmoins, comme les renseignements d'ordre monétaire indiquent que le montant des réserves internationales n'est plus que la moitié de ce qu'il était en 1975, il semble bien que le solde de la balance commerciale soit toujours déficitaire, et que les entrées de ressources étrangères aient diminué. A long terme, bien que l'expérience fasse prévoir un taux de croissance plutôt faible, il est à croire que le taux du développement s'améliorera.

BOTSWANA

A. EVOLUTION ECONOMIQUE ET SOCIALE PENDANT LA PERIODE 1971-1976

Introduction

La période 1971-1976 a été marquée, pour l'économie du Botswana, par un taux d'expansion élevé. Deux grands projets miniers ont été mis à exécution, ce qui a nécessité des investissements considérables dans l'infrastructure du pays, notamment dans les services des eaux, la production d'énergie électrique et les transports. D'autre part, Gaborone a continué à s'agrandir et tant que capitale.

La mine de diamants d'Orapa a commencé à être exploitée en 1971 et, à l'heure actuelle, le niveau de la production atteint près de 2,5 millions de carats par an. En 1975, les exportations de diamants ont eu une valeur de 32,1 millions de pulas, soit 31 p. 100 de la valeur totale des exportations du Botswana. Le projet d'exploitation des mines de cuivre et de nickel de Selebi-Pilwe a exigé beaucoup plus de temps avant d'approcher de sa capacité de production; les exportations de matte de cuivre et de nickel ont commencé en 1974 mais elles n'ont représenté cette année-là qu'une valeur de 8,3 millions de pulas; toutefois, en 1975, elles ont atteint un total de 22 millions de pulas. Les problèmes techniques sont maintenant résolus dans une large mesure et, au cours des quatre premiers mois de 1976, les exportations avaient une valeur de 14,9 millions de pulas, ce qui les plaçait sur un pied d'égalité avec les exportations de diamants et de viande.

Les produits de l'élevage sont exportés depuis de longues années avec succès vers les marchés d'outre-mer et, pendant la présente décennie, les abattoirs de la Commission des viandes du Botswana à Lobatse ont pu sensiblement augmenter leur production, mesurée en nombre de bêtes abattues. De 1970 à 1972, ce nombre a été de 151 000 par an en moyenne; entre 1974 et 1976, il a dépassé 200 000, avec une pointe possible de 230 000 en 1976.

Le taux de formation de capital a été très élevé pendant les six années considérées. Pour 1971-1972, le total était de 54,4 millions de pulas, soit plus de la moitié du PIB aux prix du marché, tandis qu'en 1973-1974, les investissements représentaient 92,6 millions de pulas, soit 48,5 p. 100 du PIB. Pendant la période allant de 1970-1971 à 1975-1976, le Gouvernement central a consacré au développement des dépenses de 159,9 millions de pulas, le total pour 1975-1976 étant de 46,2 millions, cette somme étant plus de cinq fois supérieure à celle qui avait été dépensée en 1970-1971. Les dépenses renouvelables ont plus que triplé, passant de 15,8 millions de pulas en 1970-1971 à 53,5 millions en 1975-1976. L'inflation est en partie responsable de cet accroissement, mais le taux réel d'augmentation a été considérable.

D'importants emprunts ont été faits pour financer le programme de développement. En mars 1976, le montant de la dette publique extérieure était de quelque 100 millions de pulas, alors qu'il n'était que de 15 millions cinq ans plus tôt. Le service de la dette publique a été estimé à 6,6 millions de pulas dans les prévisions budgétaires de 1976-1977, contre moins d'un million pour 1970-1971.

Les statistiques de la balance des paiements du Botswana sont toujours très rudimentaires et les dernières en date des séries publiées portent sur l'année 1973/74. Pour cet exercice, le déficit du compte des biens et services s'élevait à 38 millions de pulas, les entrées nettes de paiements de transfert étant de 7 millions, les apports nets de capitaux publics s'élevant à 31 millions de pulas, et ceux de capitaux privés à 20 millions. Les réserves extérieures ont augmenté de 20 millions de pulas. Etant donné qu'il est probable que le déficit du compte du commerce extérieur sera considérablement réduit en 1976 (il devrait être inférieur à 10 millions, alors qu'il était de 53 millions en 1973), le déficit du compte courant de la balance des paiements pourrait très fortement diminuer. Les recettes de capital de l'Etat seront sans doute plus élevées en 1976 qu'en 1973, ce qui pourrait amener une nouvelle augmentation des réserves extérieures. Toutefois, en juin 1976, le montant net des avoirs étrangers était à peu près le même qu'à la fin de 1975, ce qui semblerait indiquer un ralentissement des entrées de capitaux privés.

La Bank of Botswana Act (Loi sur la Banque du Botswana) a été adoptée en juillet 1975 et, depuis cette date, les tâches qui incombent à une banque centrale ont été progressivement entreprises. Le pula a été adopté comme unité monétaire en août 1976; il doit devenir indépendant du rand, qui avait cours auparavant. Le retrait du Botswana de la zone rand permettra au pays de fixer le taux de change de sa monnaie, d'utiliser un volume croissant de ressources financières produites sur place et de mettre en place ses propres institutions financières. Le Botswana n'ayant plus automatiquement accès aux réserves en devises de la zone rand, il devra constituer ses propres réserves et les maintenir à un niveau satisfaisant.

Depuis 1970, l'enseignement a connu une expansion rapide; le nombre d'élèves inscrits dans les écoles primaires était de 124 000 en 1976, soit moitié de plus qu'en 1970, tandis que le nombre d'élèves inscrits dans les établissements d'enseignement secondaire avait plus que doublé, atteignant 14 600 en 1975, ainsi que le nombre des étudiants fréquentant les établissements d'enseignement supérieur. L'expansion de l'enseignement vise à atteindre tous les futurs membres de la population active qui, une fois qu'ils auront reçu une formation et acquis de l'expérience, pourront se substituer aux personnes expatriées qui travaillent actuellement au Botswana.

Une urbanisation accélérée a créé une pénurie de logements qui se fait surtout sentir dans les groupes à faibles revenus. Toujours dans le secteur social, les services de santé sont encore insuffisants, surtout dans les régions rurales.

I. PIB par branche d'origine

De 1968-1969 à 1973-1974, l'accroissement du PIB au coût des facteurs en prix courants a été de 260 p. 100, le PIB passant de 49,1 à 176,7 millions de pulas. Le taux annuel d'augmentation a été en moyenne de 29 p. 100. Même si l'on tient compte des hausses des prix, le taux de progrès aux prix constants a été particulièrement rapide.

L'accroissement du PIB a été essentiellement dû aux activités des secteurs suivants : industries extractives, agriculture, construction et commerce, y compris l'industrie hôtelière. On trouvera dans le tableau 1, ci-après, la ventilation du PIB par branche d'origine pour les années 1968/69, 1971/72 et 1973/74. En 1973/74, le secteur agricole continuait à être le secteur qui contribuait le plus au PIB, puisque son apport était de 61,2 millions de pulas sur un total de 190,9 millions aux prix courants du marché; toutefois, sa part relative n'était plus que de 32,1 p. 100, contre 45,3 p. 100 en 1968/69.

Tableau 1 : Botswana : Origine par branche d'activité du PIB, 1968/69 à 1973/74 (en millions de pulas)

Origine	1968/69	1971/72	1973/74
Agriculture, sylviculture, pêche	23,2	34,2	61,2
Industries extractives	0,2	11,2	15,9
Industries manufacturières	2,8	6,1	10,1
Eau et électricité	0,3	1,3	3,4
Construction	1,9	10,0	21,1
Commerce, hôtels, etc.	5,1	17,5	35,1
Transports et communications	3,4	3,8	5,3
Services	14,3	19,5	38,8
Total aux prix courants du marché	51,2	103,6	190,9

Source : République du Botswana, National Accounts of Botswana, 1973/74.

Depuis 1973/74, l'apport des industries extractives a sans doute augmenté rapidement et les secteurs du bâtiment, du commerce et des services auraient également dû enregistrer des progrès sensibles.

II. Principaux secteurs de production

a) Agriculture, sylviculture, pêche. L'élevage est beaucoup plus important au Botswana que la production de cultures vivrières et, si la production commerciale du bétail n'a pas encore atteint un niveau optimal, elle évolue néanmoins dans cette direction. La sécheresse qui touche périodiquement le pays a des répercussions particulièrement graves sur les cultures vivrières, mais elle oblige en outre à abattre un grand nombre d'animaux du fait que les possibilités de pâturage se trouvent réduites. La Commission des viandes du Botswana a des abattoirs à Lobatsé, qui traitent la plupart des animaux abattus et elle organise les exportations de viande à destination de l'Europe et de l'Afrique du Sud.

Le nombre de bêtes abattues par la Commission a été de 128 000 en 1970, 167 000 en 1971, 209 000 en 1973, 188 000 en 1975 et de 130 000 pendant le premier semestre de 1976. Les produits de l'élevage comprennent les carcasses, la viande de boeuf désossée, les abats, les os, les engrais d'os et les produits à base de sang, le suif et la graisse, les peaux et les dépouilles mais les produits les plus importants sont les carcasses et la viande de boeuf désossée.

La valeur de ces deux produits a augmenté dans des proportions considérables depuis 1970, le prix moyen du boeuf en carcasse payé à la production pour 100 kg de la qualité la meilleure étant de 75 pulas en 1975/76, contre 37 pulas en 1971.

L'accroissement de la production des abattoirs et la hausse des prix ont permis aux exportations de viande et de produits de l'élevage de passer de 12 millions de pulas environ en 1970 à un total qui pourrait dépasser 40 millions en 1976.

La production de cultures vivrières a subi de très fortes fluctuations, la récolte de sorgho, de maïs et de millet n'atteignant que 13 100 tonnes en 1972/73 alors qu'elle avait été de 94 800 tonnes en 1970/71; elle sera peut-être plus élevée pour les trois dernières saisons, pendant lesquelles les chutes de pluie ont été supérieures à la moyenne. Lorsque la récolte est mauvaise, il est nécessaire d'importer de grandes quantités de céréales.

b) Industries extractives. Ce sont surtout les progrès réalisés dans ce domaine qui ont permis l'expansion vraiment rapide de l'économie du Botswana pendant la décennie en cours. Des dépenses considérables ont été engagées pour que les projets d'Orapa et de Selebi-Pikme en arrivent au stade de la production et pour mettre en place les services d'infrastructure nécessaires. On a également commencé à extraire du charbon à Morupule, afin d'approvisionner une centrale thermique dont la production est surtout utilisée par les industries extractives.

Tableau 2 : Botswana : Production minière, 1970 à 1976

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	Jan./juin 1976
Diamants (en milliers de carats)	463,6	371,8	2 466,4	2 453,0	...	...	...
Diamants (valeur en millions de pulas)	...	5,26	19,46	23,23	30,14	29,58	...
Matte de cuivre et de nickel							
Teneur en cuivre (tonnes)	-	-	-	-	2 755	6 499	5 941
Teneur en nickel (tonnes)	-	-	-	-	2 572	6 467	5 831
Charbon (en milliers de tonnes)	-	-	-	15,5	25,5	71,2	70,0

Source : République du Botswana, Statistical Bulletin, septembre 1976 (vol. 1, n°2).
Données économiques résumées : Botswana, 1973/74.

Une expansion de la mine de diamants d'Orapa est prévue et une deuxième mine, située au sud d'Orapa, à Letlhakane, est en cours d'aménagement et doit commencer à fonctionner en octobre 1976. La production de cette deuxième mine doit être de 300 000 carats pour commencer et passer à 400 000 carats d'ici 1980.

En ce qui concerne la mine de cuivre et de nickel, il a fallu résoudre des problèmes techniques considérables, de sorte que le démarrage de la production a été beaucoup plus lent que prévu. Le soufre qui devait être un sous-produit de l'exploitation de la mine est actuellement brûlé car sa production pose, dans le domaine de la sécurité, des problèmes qui ne sont pas encore réglés.

Pour certains mois du second semestre de 1976, la mine de cuivre et de nickel a presque atteint sa capacité de production et on pense que 1977 sera une année plus satisfaisante.

Les dépôts de sel de Sua Pan sont connus depuis un certain temps, mais leur exploitation nécessiterait des investissements très importants. On estime que les gisements de houille du Botswana renferment de 25 à 40 milliards de tonnes de houille de chaudière susceptible d'être utilisée pour la production d'électricité ou d'être liquéfiée pour produire une huile minérale. Des opérations intensives d'exploration ont permis et permettent de découvrir de nouvelles ressources minérales.

c) Industries manufacturières. Les installations industrielles les plus importantes sont les abattoirs de Lobatse, dont il a été question ci-dessus. Une brasserie a commencé à fonctionner en 1976 et des boissons non alcoolisées sont produites depuis un certain temps. Une industrie des textiles artificielles et une industrie du vêtement existent aussi d'assez longue date mais, à l'heure actuelle, leur base d'activité est assez réduite. Un parc industriel a été créé à Gaborone et sera agrandi selon les besoins.

La Botswana Development Corporation (Société de développement du Botswana) a participé à des projets nouveaux de développement industriel et a entrepris des activités dans les secteurs hôtelier, immobilier et commercial. Un service de développement des entreprises du Botswana a été créé au sein du Ministère du commerce et de l'industrie afin d'encourager les initiatives locales.

Cette société est propriétaire de deux exploitations agricoles irriguées qui produisent des pommes de terre, du coton, du tabac et du blé d'hiver; sa division des transports comprend Air Botswana.

Les projets de développement entrepris en 1976 comprenaient une usine de laminage pour la production de tôles ondulées à partir de tôles plates importées.

d) Electricité. Le projet principal exécuté pendant la présente décennie a été la centrale utilisant du charbon produit sur place, qui a commencé à fonctionner en 1973. Grâce à ce projet de 60 MW, la production d'électricité du Botswana est passée de 39 millions de kWh en 1971 à 270 millions de kWh en 1975. Le secteur de Shashe de la Botswana Power Corporation (Electricité du Botswana) a produit 197 millions de kWh en 1975.

e) Construction. Les sommes considérables qui ont été consacrées au développement ont permis d'accroître la production du secteur de la construction dans des proportions telles que l'apport de ce secteur au PIB, qui n'était que de 1,9 million de pulas en 1968/69, a atteint 21,1 millions en 1973/74. La valeur des bâtiments en construction était estimée à 12,1 millions de pulas en 1974 et à 8,3 millions en 1975.

III. Dépenses imputées au PIB

En ce qui concerne la décennie en cours, on ne dispose de données que pour 1972/73 et pour 1973/74. Comme il a été indiqué plus haut, on estime la formation de capital à 54,5 millions de pulas en 1971/72, ce qui correspond à 52,5 p. 100 du PIB; en 1973/74, le chiffre correspondant était de 92,6 millions, soit 48,5 p. 100 du PIB aux prix du marché. Ces pourcentages sont surprenants et ils donnent une idée des efforts entrepris pour parvenir à un taux d'expansion rapide de l'économie.

Les dépenses de consommation ont été de 140,9 millions de pulas en 1973/74, soit 72,6 p. 100 du PIB. Les dépenses totales, y compris la formation de capital, qui se sont élevées à 121 p. 100 du PIB ont pu être réalisées grâce au niveau élevé des importations nettes de biens et services dont la majeure partie a été financée par des apports de capitaux étrangers. L'épargne intérieure a effectivement financé une formation de capital d'un montant de 67,1 millions de pulas, les apports nets de capital étranger étant de 25,5 millions de pulas.

IV. Commerce extérieur et balance des paiements

Les données relatives au commerce extérieur sont beaucoup plus complètes que celles qui concernent la balance des paiements. Les données disponibles figurent dans le tableau 3.

Tableau 3 : Botswana : Commerce extérieur et balance des paiements, 1970 à 1976 (en millions de pulas)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	Jan./avril 1976
<u>Commerce extérieur</u>							
Exportations	20,0	31,0	44,8	59,0	81,7	105,1	48,9
Importations	<u>44,8</u>	<u>60,8</u>	<u>84,0</u>	<u>111,7</u>	<u>121,5</u>	<u>157,2</u>	<u>50,5</u>
Balance commerciale	<u>-24,8</u>	<u>-29,8</u>	<u>-39,2</u>	<u>-52,7</u>	<u>-39,8</u>	<u>-52,1</u>	<u>-1,6</u>
<u>Balance des paiements</u>							
		<u>1971/72</u>		<u>1973/74</u>			
Biens et services (chiffre net)		-41		-38			
Paiements de transfert (chiffre net)		8		7			
Capitaux du Gouvernement (chiffre net)		11		31			
Capitaux privés (chiffre net) a/		36		20			
Réserves (chiffre net) b/		-14		-20			

Sources : République du Botswana, Statistical Bulletin, septembre 1976; Statistical Abstract, 1975; National Accounts, 1973-1974.

a) Y compris les erreurs et omissions.

b) Le signe - indique un montant à ajouter au montant net des avoirs étrangers.

A en juger par les statistiques du commerce pour les quatre premiers mois de l'année, le total des exportations en 1975 ne devrait être que légèrement inférieur au total des importations. Il semble toutefois raisonnable de suggérer que le déficit de la balance commerciale se situera aux environs de 10 millions de pulas. Pour la période allant de janvier à avril 1974, les exportations comprenaient de la matte de cuivre et de nickel d'une valeur de 14,9 millions de pulas, de la viande et des produits de l'élevage d'une valeur équivalente et des diamants d'une valeur de 13,7 millions.

Si l'on se fonde sur la comptabilité de l'Etat, on constate que les apports de capitaux de l'Etat s'élevaient à 21,68 millions de pulas en 1973/74, 13,31 millions en 1974/75 et 16,17 millions en 1975/76, le chiffre estimatif pour 1976/77 étant 18,23 millions. Le montant net des avoirs étrangers a augmenté de 3,33 millions en 1973, a diminué de 1,2 million en 1974 et s'est accru de 3,14 millions en 1975. Les recettes de transfert du Gouvernement provenant de l'étranger étaient de 4,2 millions de pulas en 1973/74, 6,62 millions en 1974/75 et 12,09 millions en 1975/76.

V. Aide au développement et dette extérieure

Au cours des dernières années, l'aide extérieure dont bénéficie le Botswana a eu tendance à augmenter rapidement. La comparaison des dons extérieurs et des prêts extérieurs octroyés au fonds de développement pour l'année 1970/71 et les années suivantes s'établit comme suit :

Tableau 4 : Botswana : Dons et prêts à l'Etat (en millions de pulas)

	1970/71	1971/72	1972/73	1973/74	1974/75	1975/76	1976/77 ^a
Dons extérieurs	0,59	0,23	0,00	4,24	6,62	12,09	18,80
Prêts extérieurs	5,37	11,59	25,54	21,68	13,31	16,17	18,23

Source : Financial Statements, Tables and Estimates of Recurrent Revenue, 1976/77.

a/ Chiffre estimatif.

La dette publique extérieure est passée de 15,17 millions de pulas en mars 1971 à 33,12 millions en mars 1975 et elle pourrait dépasser 100 millions en mars 1976. La dette publique intérieure était toujours très limitée en mars 1975 car un excédent de recettes avait permis à l'Etat de financer une partie du budget de développement et d'ajouter au fonds de développement en prévision de dépenses futures.

VI. Recettes et dépenses de l'Etat

Depuis 1970/71, les recettes renouvelables ont augmenté beaucoup plus rapidement que les dépenses renouvelables et on a pu affecter des sommes considérables provenant des recettes en priorité au fonds de développement. Toutefois, l'accroissement des dépenses renouvelables, aux prix courants, a été marqué et les prévisions pour 1976/77 sont près de quatre fois supérieures au chiffre pour 1970/71. Les dépenses de développement ont, elles aussi, augmenté dans de très fortes proportions, les prévisions pour 1976/77 indiquant un total de 56,3 millions de pulas contre 8,5 millions en 1970/71. Le tableau 5 permet de comparer les recettes et les dépenses pour les années 1970-1971 à 1976-1977.

Tableau 5 : Botswana : Recettes et dépenses de l'Etat, 1970/71 à 1976/77 (en millions de pulas)

	1970/71	1971/72	1972/73	1973/74	1974/75	1975/76 ^{a/}	1976/77 ^{a/}
Recettes renouvelables	12,9	19,9	28,6	42,4	63,3	79,0	68,0
Dépenses renouvelables b/	15,8	19,4	25,7	31,3	38,5	53,5	60,6
Recettes de développement	9,3	12,1	23,7	26,4	20,8	30,9	50,6
Dépenses de développement	<u>8,5</u>	<u>12,3</u>	<u>29,9</u>	<u>30,3</u>	<u>32,8</u>	<u>46,2</u>	<u>57,3</u>
Recettes totales	22,2	32,0	57,3	68,8	84,1	109,9	118,6
Dépenses totales	<u>24,4</u>	<u>31,7</u>	<u>55,6</u>	<u>61,6</u>	<u>71,3</u>	<u>99,7</u>	<u>116,9</u>
Solde	<u>-2,2</u>	<u>0,3</u>	<u>1,7</u>	<u>7,2</u>	<u>12,8</u>	<u>10,1</u>	<u>1,7</u>

Source : Financial Statements, Tables and Estimates of Recurrent Revenue, 1976/77.

a/ Prévisions ou prévisions révisées.

b/ Non compris les dépenses affectées aux recettes.

Le solde global des recettes et des dépenses accusait un déficit de 2,2 millions de pulas en 1970/71 mais, à partir de ce point, l'excédent est allé en augmentant pour atteindre 12,8 millions en 1974/75; il y a eu un fléchissement en 1975/76, l'excédent étant de 10,1 millions. En 1976/77, les recettes renouvelables ont diminué par suite de la baisse des recettes douanières et l'excédent global a été estimé à 1,7 million de pulas, mais l'Etat a encore à obtenir ou à emprunter 12,3 millions.

En 1975/76, les dépenses totales de l'Etat ont été de 99,7 millions de pulas, soit plus de quatre fois le montant des dépenses pour 1970/71. Le taux moyen annuel d'accroissement aux prix courants a été de 32 p. 100. Un taux d'augmentation plus faible de 17 p. 100 a été prévu pour 1976/77.

VII. Monnaie et opérations bancaires

L'événement le plus important qui se soit produit dans ce domaine a été la décision prise par le Botswana de quitter la zone monétaire rand et de créer une monnaie nationale, le pula, ainsi que des réserves extérieures libellées en diverses monnaies mondiales. La loi portant création de la Banque du Botswana a été adoptée en juillet 1975 et le Botswana est désormais en mesure de déterminer l'orientation de ses propres institutions financières ainsi que la valeur de sa monnaie nationale en devises étrangères; le pays a en outre la possibilité d'utiliser comme il l'entend un volume croissant de ressources financières produites sur place. La majeure partie de la richesse du Botswana pourra maintenant être réinvestie dans le pays même afin d'accélérer le rythme du développement.

Le taux de change du rand et du pula doit être fixé à la fin de novembre 1976. La Banque du Botswana se propose d'émettre des bons du Trésor et de prendre à son compte, en 1977, le compte courant de l'Etat. Elle déterminera les besoins en liquidités des banques commerciales et le régime de contrôle des changes actuellement en vigueur permettra d'établir des statistiques de la balance des paiements. La Banque exerce donc son contrôle sur le crédit intérieur et sur la politique en matière de change.

Pour le moment, les statistiques des activités monétaires et bancaires sont limitées mais elles indiquent que le montant net des avoirs étrangers a généralement augmenté depuis 1972 pour atteindre, à la mi-1976, un total de 31,46 millions de pulas. En raison de l'importance des dépôts de l'Etat, celui-ci occupe une position de créancier net à l'égard des banques, mais les créances sur le secteur privé sont passées de 36,9 millions de pulas à la fin de 1974 à 51,5 millions à la fin de 1975.

Les dépôts en comptes courants s'élevaient à 22,35 millions de pulas à la fin de 1973, à 23,91 millions à la fin de 1974 et à 28,4 millions en décembre 1975. La monnaie en circulation était probablement de quelque 12 millions de rands en décembre 1975, les disponibilités monétaires atteignant 40 millions environ. L'épargne et les dépôts à terme s'élevaient à 26,5 millions de pulas en décembre 1973, à 43,9 millions à la fin de 1974 et à 64,5 millions en décembre 1975.

VIII. Salaires et prix

Les salaires versés en 1973-1974 ont atteint un montant total de 68,8 millions de pulas contre 30,7 millions en 1971-1972 et 14,5 millions seulement en 1968-1969. Cette augmentation peut être attribuée dans une large mesure à la hausse des salaires, le nombre des personnes rémunérées étant passé de 40 000 environ en 1968-1969 à 52 300 en 1974. Les gains ont augmenté en moyenne de 260 p. 100 mais la composition de la population active était assez nettement différente en 1973-1974 en raison du développement des industries extractives; le total pour 1973-1974 pourrait comprendre des gains estimatifs du secteur officieux.

Les prix à la consommation ont augmenté de 31 p. 100 de 1970 à mars 1974 et, de nouveau, de 28,6 p. 100 entre cette date et le premier semestre de 1976. De 1970 au premier semestre de 1976, les prix ont donc augmenté de 68,5 p. 100.

IX. Emploi

En 1971, le Botswana avait une population de 607 000 habitants résidant dans le pays, en outre, on estimait à 64 000 le nombre de ressortissants travaillant à l'étranger, dont une forte proportion en Afrique du Sud. En 1976, la population résidant dans le pays comptait quelque 712 000 habitants.

Le nombre de personnes ayant un emploi rémunéré, à l'exclusion des emplois domestiques, était probablement de 35 000 environ en 1970 et de 52 000 environ en 1975. Il faut ajouter à ces chiffres quelque 10 000 domestiques, ainsi qu'un nombre considérable de personnes employées dans le secteur officiel, nombre qu'il est impossible de déterminer pour le moment. Si le chiffre estimatif de 64 000 personnes travaillant en dehors du pays est exact, on peut déduire que le nombre des ressortissants du Botswana employés à l'étranger est à peu près équivalent à celui des ressortissants travaillant dans le pays même.

Toutefois, même si l'on se fonde sur les évaluations les plus optimistes on peut situer aux environs de 100 000 le nombre total de ressortissants ayant un emploi rémunéré dans le pays et en dehors du pays en 1975, soit 13 p. 100 de la population totale ou approximativement 30 p. 100 de la population active. En outre, en 1975, on comptait 131 000 individus inscrits dans les écoles ou les universités.

La grande majorité de la population active se compose forcément de travailleurs indépendants, surtout dans les régions rurales. On ne dispose actuellement d'aucune donnée sur le chômage au Botswana.

Le nombre des personnes employées au Botswana s'est accru de 10 000 environ de 1970 à 1975. Pendant cette même période, les effectifs recrutés pour les mines d'Afrique du Sud sont tombés de 35 900 à 32 600, atteignant un chiffre inférieur à ceux-ci pour les années 1971, 1972, 1973 et 1974.

X. Autres secteurs sociaux

a) Enseignement. Le nombre des élèves inscrits dans les écoles primaires est passé de 83 000 en 1970 à 124 300 en 1976 et, en 1975, 87 p. 100 des enfants âgés de 3 ans étaient scolarisés. En 1975, la plupart des enfants suivant les cours de première année étaient âgés de 6 à 9 ans, tandis que ceux qui suivaient les cours de septième année avaient entre 12 et 16 ans. L'évolution vers l'institution d'un système d'enseignement primaire universel doit toujours être considérée comme un objectif à long terme.

Pour le moment, l'organisation d'un enseignement efficace dans les régions rurales pose des problèmes très réels. Huit cents salles de classe sont utilisées par roulement par deux classes différentes et 700 classes ne disposent d'aucune salle. Il est malheureusement vrai qu'un grand nombre d'élèves terminent leur septième année sans savoir lire, écrire ni compter. Cet état de choses s'explique en partie par la forte proportion d'enseignants non qualifiés (30 p. 100).

A l'heure actuelle, un cinquième des élèves qui terminent leur septième année vont dans des établissements d'enseignement secondaire publics et subventionnés et un dixième environ dans des établissements privés. Le nombre total d'élèves fréquentant l'enseignement secondaire était d'environ 4 500 en 1970 et 11 000 en 1975. Le taux d'augmentation a été rapide; en 1975, il a été de 2 100. Au bout de trois années d'études secondaires, les élèves peuvent passer un premier certificat (junior certificate) puis, deux ans après, le niveau ordinaire du certificat de Cambridge (Cambridge 'O' level) et, deux ans plus tard, le niveau avancé de ce certificat ('A' level). Ils peuvent être admis directement dans une université avec le niveau ordinaire du certificat, à condition d'avoir eu des notes suffisamment bonnes.

L'enseignement professionnel comporte une organisation par équipes, grâce à laquelle 700 jeunes par an environ reçoivent une formation dans les domaines du bâtiment, de la fabrication des briques, de la plomberie, des textiles, de la tannerie et de l'agriculture. Il existe également un centre national de formation professionnelle et le Collège de formation du Botswana dispense maintenant une formation aux emplois du secteur public; il fait aussi passer les examens Pitman.

L'Université du Botswana, du Lesotho et du Souaziland a cessé de desservir les trois pays en 1975, lorsque le Lesotho s'en est retiré. Depuis, les campus du Botswana et du Souaziland se sont développés assez rapidement et les deux pays créent actuellement des collèges conjoints pour des domaines d'étude particuliers.

D'ici la fin des années 80, tous les emplois actuellement détenus par des expatriés devraient être exercés par des ressortissants du Botswana; la capacité des établissements d'enseignement est en cours d'expansion, de manière à pouvoir répondre à tous les besoins.

Une Commission nationale de l'enseignement doit présenter un rapport en janvier 1977 pour aider à définir la politique de développement à long terme de l'enseignement.

b) Santé et nutrition. Il ressort des renseignements disponibles que les services de santé se développent dans les régions rurales; alors que l'on comptait, par exemple, 120 dispensaires et postes sanitaires en 1970, il y en avait 174 en 1973. L'exécution de grands programmes visant à améliorer l'approvisionnement en eau, les écoles primaires, les soins et les routes dans les régions rurales se poursuit. En 1975-1977, un projet de formation sanitaire a été mis en œuvre en vue d'améliorer les moyens de formation infirmière existants dans cinq régions différentes. Ce projet aura notamment pour résultat de fournir du personnel qui permettra l'expansion des services de soins dans les régions rurales. En 1974, les hôpitaux disposaient de plus de 1 700 lits et il existait en outre 300 lits environ dans les dispensaires et postes sanitaires.

On ne dispose que de peu de renseignements sur les normes en matière de nutrition, mais il est possible que les familles pauvres des régions rurales, surtout si elles n'ont pas de bétail, courent davantage de risques que les autres membres de la communauté.

c) Construction. L'expansion rapide des zones urbaines a posé le problème habituel de la pénurie de logement, qui a des répercussions particulièrement marquées sur les familles pauvres de ces zones. On estimait à 5 000 environ le nombre des familles inscrites en vue d'obtenir un logement dans les principales zones urbaines en 1976. Les programmes de construction actuellement en cours d'exécution ne permettront de répondre que partiellement aux besoins.

d) Distribution des revenus. Il existe une politique générale qui vise à réduire les inégalités de revenus tant entre les zones urbaines et les zones rurales qu'au sein de ces deux catégories de zones.

B. GRANDS PROBLEMES ET CONJONCTURE INTERNATIONALE

L'expansion rapide de l'économie du Botswana a contribué à réduire les incidences défavorables de la récession mondiale sur l'économie en 1975, mais le projet d'exploitation du cuivre et du nickel à Selebi-Pikwe a sans doute été gravement affecté par la chute du cours des métaux et de la demande de cuivre et de nickel. L'augmentation du prix des combustibles a eu, elle aussi, des répercussions sur l'économie et les statistiques indiquent que les dépenses relatives aux combustibles et aux lubrifiants sont passées de 3,85 millions de pulas en 1972 à 6,2 millions en 1973, 13,7 millions en 1974 et 15,4 millions en 1975. Elles ont représenté près de 10 p. 100 du total des importations au cours de cette dernière année.

En 1975, les règlements de la Communauté économique européenne portant sur les importations de viande dans les pays de la Communauté ont été à l'origine de divers problèmes en ce qui concerne les exportations de viande de boeuf du Botswana à destination du Royaume-Uni. Toutefois, le prélèvement à l'importation a été abaissé à 10 p. 100 de son niveau effectif, à titre temporaire, et cette réduction devrait s'appliquer jusqu'à la mi-1978. Si l'intégralité des prélèvements était exigée, le Botswana connaîtrait de graves difficultés.

La sécheresse périodique est sans doute l'un des problèmes les plus aigus qui se posent au pays. La diversification de la production, qui est devenue une possibilité en 1970, a limité les répercussions que la sécheresse risque d'avoir à l'avenir et l'augmentation, en cas de besoin, de la capacité de production des abattoirs de Lobatse constitue, elle aussi, une garantie. Toutefois, à long terme, il faudra constituer des réserves d'eau pendant les bonnes saisons pour traverser les périodes difficiles. Il faut donc élaborer un plan directeur de mise en valeur des ressources hydrauliques, qui assure l'exploitation de toutes ces ressources.

C. POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT SUR LE PLAN INTERIEUR

Le prochain plan de développement est en cours d'élaboration depuis quelque temps et il doit être bientôt adopté par le Gouvernement. On peut penser que la politique appliquée au cours des dernières années se poursuivra dans ses grandes lignes; cette politique a pour objectifs d'améliorer les services sociaux dans les régions rurales, d'améliorer les routes et les approvisionnements en eau dans ces régions pour pallier les problèmes de transport et d'intensifier l'exploitation des ressources hydrauliques.

La diversification se poursuivra, en particulier grâce à l'expansion des secteurs des industries extractives et des services mais, dans le secteur de l'agriculture, l'élevage deviendra plus efficace. La production de cultures vivrières a pour objectif de permettre au pays d'assurer sa propre subsistance en denrées alimentaires lorsque la saison des pluies est normale et la diversification dans les domaines de l'horticulture et des cultures maraîchères devrait faciliter les choses.

Le taux d'accroissement du PIB sera élevé pendant la période du nouveau plan de développement. D'après les données existantes, le taux annuel devrait se situer aux environs de 9 p. 100. Les projets miniers tels que l'expansion de la production de la mine de diamants d'Orapa et l'exploitation à plein rendement des gisements de Selebi-Pikwe devraient raisonnablement permettre d'atteindre cet objectif de croissance.

Le volume des dépenses de développement devra rester élevé; toutefois, la proportion des ressources nationales consacrées au développement se situera en-dessous du niveau particulièrement élevé qui a été atteint au cours de la première moitié de la présente décennie.

La politique de l'Etat en matière de dépenses renouvelables tendra à un taux d'accroissement global qui coïncide avec le taux d'expansion de l'économie et mettra probablement l'accent sur des secteurs bien définis tels que la santé et l'enseignement.

La politique suivie dans le domaine de l'enseignement fait l'objet d'une étude par une commission spéciale mais le mécanisme de l'enseignement, dans sa totalité, devra tendre à fournir un enseignement fondamental réaliste et à former le nombre d'individus nécessaire pour assumer des responsabilités incombant actuellement à des expatriés.

L'indépendance économique est l'un des grands objectifs du pays, qu'il s'agisse d'avoir une main-d'oeuvre suffisante ou de réduire la mesure dans laquelle les transports sont tributaires des services qui passent par l'Afrique du Sud. La diversification de l'économie contribuera à renforcer l'indépendance économique du Botswana.

D. PROBLEMES NAISSANTS ET PERSPECTIVES

Les domaines dans lesquels des problèmes se posent au Botswana ont déjà été évoqués. Du point de vue économique, il existe des perspectives encourageantes, avec l'expansion de la mine d'Orapa qui devrait produire 4,5 millions de carats d'ici 1978-1979, la mise en exploitation de la deuxième mine de diamants de Letlhakana et la production à plein rendement de la mine de cuivre et de nickel. On peut penser que l'expansion relativement rapide de l'élevage se poursuivra tandis que des techniques différentes pourront permettre d'accroître la production agricole. Le secteur des services devrait se développer de manière sensible à mesure que divers groupes se rendent compte des incidences de la séparation du Botswana et de la zone rand. En tout état de cause, une utilisation plus efficace des ressources financières intérieures devrait avoir des répercussions.

On a évoqué plus haut l'accroissement rapide de la dette publique extérieure pendant la période allant jusqu'en 1975-1976. Il sera nécessaire de veiller à ce que le service de la dette publique n'atteigne pas un niveau qui risque de poser des problèmes à l'économie. Heureusement, ces dernières années, le Botswana a pu obtenir une forte proportion de ses besoins en devises sous forme de dons plutôt que de prêts.

D'après la situation actuelle, le Botswana devrait être l'un des pays africains en développement les plus favorisés pendant le restant de la présente décennie. Si les chutes de pluie sont raisonnables, le taux d'accroissement du PIB pourrait être relativement élevé.

E. COOPERATION ECONOMIQUE

Le Botswana est membre de l'Union douanière qui groupe le Souaziland, le Botswana, le Lesotho et l'Afrique du Sud; il a aussi signé la Convention de Lomé, qui établit des liens entre le Botswana et la Communauté économique européenne. Théoriquement, les industries implantées au Botswana pourraient avoir accès aux marchés africains et aux marchés de la Communauté économique européenne. Le seul secteur qui puisse profiter à l'heure actuelle des avantages de ces débouchés est celui de l'abattage, représenté par les abattoirs de Lobatse. Il existe des possibilités d'expansion dans ce domaine, encore que la situation relative aux prélèvements de la Communauté sur la viande de boeuf devra être régularisée de manière plus satisfaisante.

Les possibilités d'évolution dépendront d'un grand nombre de facteurs mais, compte tenu de la base d'activité que fournissent des produits tels que le sel, la cendre de soude, le soufre et d'importants gisements de houille de chaudière, on pourrait créer une industrie chimique de base ayant une vaste production et desservant une importante région géographique. Toutefois, il faudrait arriver à un degré maximal de coopération économique avec divers pays pour que l'on puisse envisager un tel projet comme une réalisation multinationale.

BURUNDI

A. EVOLUTION ECONOMIQUE ET SOCIALE, 1971-1976

Introduction

Avec une population d'une densité exceptionnellement forte (plus de 400 habitants au km²) sur une superficie réduite, le Burundi a une économie agricole (60 p. 100 de son PIB est d'origine agricole et plus de 95 p. 100 de sa population vit en milieu rural) très sensible aux variations climatiques sur les lieux de production et aux fluctuations des prix du café sur le marché international. En l'absence de progrès techniques accélérés en agriculture, les bonnes années la production agricole reste juste suffisante pour correspondre aux besoins alimentaires de la population. Principale culture d'exportation, le café est exposé aux fluctuations de prix au dehors et les quantités produites n'ont probablement augmenté que lentement. La totalité du secteur dit "moderne" du pays et la quasi-totalité du secteur étatisé dépendent étroitement de la récolte de café et la moindre variation défavorable des prix ou de la production crée immédiatement des difficultés budgétaires. La capacité de croissance de l'économie est faible en l'absence d'aide étrangère. Il n'est donc pas surprenant que la plupart des estimations de la croissance du PIB confirment l'affirmation qu'au mieux, au cours de la période 1970-1975, le PIB en prix constants a crû légèrement plus que l'effectif de la population (environ 3 p. 100 l'an pour une croissance démographique de 2 à 2,5 p. 100 l'an).

Tableau 1 : Burundi : Indicateurs économiques, 1970 à 1975

	Unité	1970	1974	1975
Récolte de café	tonnes	22 084	28 139	16 929
Récolte de coton	tonnes	8 744	4 526	3 313
Production de bière	milliers d'hl	255,6 ^{a/}	380,9	373,9
Production d'électricité	milliers de kWh	22,145	25,543	26,116
Prix du café :				
- A l'exportation	FB/kg	82,22	93,24	...
- A l'importation	FB/kg	36,00	45,00	39,00

Source : Banque du Burundi, Rapports annuels, 1974 et 1975.

a/ 1971.

Si, en 1974, bonne année pour le Burundi, la récolte de café a atteint un record, en 1975 cette même récolte a diminué de 40 p. 100 alors que la sécheresse réduisait aussi les productions de denrées vivrières. Le commerce extérieur a connu un déficit exceptionnel (2 milliards de francs burundais) mais à cause de retards et d'attentes dans les paiements, la situation générale des paiements a été positive. La diminution profonde des revenus des agriculteurs (795 millions de FBu soit la moitié du montant de 1974) a fait baisser la demande de produits des petits établissements industriels locaux dont certains se sont trouvés en difficulté. En même temps des problèmes de transit sur la ligne Bujumbura-Kigoma-Dar es-Salaam ont créé une pénurie de ciment qui a gêné l'industrie de la construction. L'inflation mondiale s'est aussi manifestée au Burundi par la hausse des coûts des produits importés dont la valeur unitaire a encheri dans la proportion de 54 p. 100, à un moment où celle des produits exportés baissait de 6 p. 100. Les prix à la consommation, d'après l'indice des prix pour les fonctionnaires de Bujumbura, a augmenté de 15,7 p. 100.

Par contraste, l'année 1976 se présente beaucoup mieux. La récolte de café a été belle et le prix du café a doublé sur les marchés internationaux. La météorologie, elle aussi, a été meilleure qu'en 1975. Tous ces facteurs permettent donc de prédire des résultats supérieurs à la moyenne, un taux d'accroissement du PIB particulièrement élevé en prix courants et de 5 à 10 p. 100 en prix constants.

I. PIB par origine

Les estimations du PIB du Burundi les plus récentes remontent à 1970 et il n'a pas été publié de chiffres officiels depuis. En 1970, la part du secteur agricole dans le PIB au coût des facteurs était de 61 p. 100, celle du secteur secondaire de 11 p. 100 et celle des services de 28 p. 100. Dans le secteur agricole, 10 p. 100 seulement de la production est vendue sur le marché local ou à l'extérieur, le reste étant réservé à l'autoconsommation. Le secteur des industries manufacturières ne compte dans le PIB que pour 4,3 p. 100 et sa production est principalement composée de bière et de boissons non alcoolisées. Depuis 1970, il n'y a pas eu de changement assez important pour modifier la structure du PIB. La progression de l'agriculture a été, dans la meilleure des hypothèses, très lente et il n'y a pas eu d'essor spectaculaire dans le secteur des industries manufacturières. Par exemple, le taux de croissance de la consommation d'électricité n'a été que de 3,4 p. 100 l'an dans la période 1970-1975.

II. Principaux secteurs de production

a) Agriculture, sylviculture et pêche. Les statistiques pour l'agriculture sont très incomplètes et ne sont fiables que pour les produits d'exportation. Pour les principaux produits alimentaires, les chiffres donnés diffèrent profondément suivant les sources. De fait, ceux de certaines publications officielles semblent peu vraisemblables étant donné les circonstances. Plus importantes que les chiffres sont d'ailleurs les conditions et les tendances, sur lesquelles il n'y a pas d'hésitation. Tout d'abord,

en raison de la forte densité de la population et du relief montagneux, la zone cultivée est réduite et une large majorité d'agriculteurs cultivent de petites exploitations d'un tiers d'hectare en moyenne. Parmi les très nombreuses sortes de denrées cultivées, les plus importantes sont les légumineuses, les tubercules et les bananes (pour la fabrication de la bière et comme aliment). Les céréales sont produites en très petites quantités et les graines oléagineuses sont insuffisantes. D'une façon générale, les aliments ingérés contiennent assez de calories mais sont pauvres en matières grasses et en protéines animales (les troupeaux sont petits et ne sont pas exploités rationnellement). Les conditions techniques n'ont guère changé si bien que les rendements sont faibles. Les cultures alimentaires ont progressé à peine plus vite que la démographie. Les importations de denrées alimentaires pour les besoins de la population urbaine, d'ailleurs peu nombreuse, sont notables et, pour ces consommateurs, les prix des denrées ont monté de 50,2 p. 100 depuis 1970.

Trois produits agricoles sont exportés, le café, le coton et plus récemment le thé. Le café, pratiquement le seul article qui permette aux agriculteurs de se procurer de l'argent, entre dans les exportations pour plus de 80 p. 100. Pour la plus grande partie, le café du Burundi est une excellente variété d'arabica mais, depuis cinq ans, sa production ne croît probablement que lentement, elle se situe aux environs de 22 000 tonnes l'an et sa qualité décline. Il ne semble pas possible d'augmenter cette production en étendant l'aire de culture puisque les superficies occupées par les cultures vivrières sont déjà exigües si bien que des progrès ne paraissent possibles que par une amélioration de la productivité. Un nouveau projet de remplacement des plans est mis en oeuvre sous les auspices de la Communauté économique européenne et de la Banque mondiale. La production de coton est en déclin continu depuis 1970, avec en 1975, 3 813 tonnes contre 8 700 tonnes en 1970. Le plus important des divers facteurs de ce recul est la faiblesse des recettes que les paysans retirent de cette production. La production de coton à l'hectare est estimée à 11 200 francs burundais (FBu) mais les légumineuses rapportent plus. Comme le coton est cultivé dans les plaines qui bordent le lac Tanganyika, l'essor dans cette région, celle de la capitale Bujumbura, a poussé les cultivateurs à s'orienter vers les cultures vivrières, plus profitables. Si le coton décline, la culture du thé s'étend avec une récolte de 787 tonnes en 1975 contre 322 tonnes en 1971. Le Burundi s'est vu allouer un petit contingent et la production de thé est encouragée par l'Etat pour diversifier les exportations dans lesquelles la part du café est encore trop large.

A cause de la densité élevée de la population, l'élevage des bêtes à corne reste peu développé alors que pourtant les conditions climatiques conviennent bien. Le Gouvernement s'attache à rationaliser l'élevage pour dégager des exportations avantageuses. Par exemple, un accord a été conclu avec le Gabon pour la fourniture de viande.

b) Industries extractives. Du minerai de nickel a été découvert dont l'exploitation pourrait changer la situation économique mais il faudrait des capitaux dont le Burundi ne dispose pas.

c) Industries manufacturières. Le secteur industriel est petit et les industries de transformation ne contribuent que pour 4,3 p. 100 au PIB. La principale production industrielle est la bière, avec 374 000 hl en 1975 contre 256 000 hl en 1970. Pour les autres produits industriels, la tendance est moins favorable : la production de chaussures est virtuellement arrêtée et une partie de l'outillage de l'usine existante a été exportée. D'autres produits tels que les couvertures et les produits en ciment ont souffert d'un affaiblissement de la demande en 1975 et/ou d'une réduction des importations de matériaux (le ciment utilisé au Burundi est importé de Dar es-Salaam et il y a eu des problèmes de transport en 1975).

Plusieurs projets sont à l'étude ou en voie de réalisation dont une usine textile avec l'assistance de la Chine, une fabrique de charrues agricoles qui sera construite avec l'aide de la République populaire démocratique de Corée, une usine de cuirs et peaux, une usine d'insecticides.

d) Electricité. Les progrès en matière de production d'électricité ne sont que faibles. La consommation n'a augmenté que de 2,2 p. 100 en 1975 malgré son très bas niveau en 1974.

A présent, l'énergie est fournie dans les régions agricoles par le bois qui pourtant devient moins abondant avec les progrès des abattages comme le bois de chauffage. Heureusement le pays a des réserves de tourbe utilisable dans l'industrie et dans les foyers domestiques. Des expériences réussies permettent de penser que dans l'avenir la tourbe sera utilisée de plus en plus comme combustible par les agriculteurs.

e) Construction. L'industrie de la construction a profité de l'essor de Bujumbura dans les dernières années et, spécialement, des conditions de crédit libérales qui ont prévalu jusqu'ici. Toutefois en 1975, elle a gravement souffert d'une pénurie de ciment et, simultanément du resserrement du crédit aux promoteurs par la Banque centrale et la Banque de développement (BNDE). Pour le moment, le crédit n'est possible que pour les particuliers construisant leur logement.

III. Dépenses du PIB

Le PIB par habitant étant inférieur à 100 dollars, le Burundi utilise la majeure partie de ses moyens de production pour sa consommation. D'après les calculs pour 1970, la consommation privée interviendrait pour 70 p. 100 du PIB, la consommation publique pour 14 p. 100, ce qui donne une consommation totale égale à 93 p. 100. L'investissement brut ne sera donc que de 7 p. 100 du PIB. Bien qu'il n'y ait pas de chiffres plus récents, il se pourrait que le taux de formation du capital ait été plus élevé en 1975. Cette année-là, les importations de biens d'équipement ont atteint le chiffre record de 1 milliard 333 millions de FBu, contre 308,3 millions en 1970 et il est probable que la progression en volume ait été forte puisque la hausse des prix a été inférieure à l'augmentation en valeur.

IV. Commerce extérieur et balance des paiements

Le compte des marchandises et services de la balance des paiements du Burundi est déficitaire; son déficit est comblé par un important afflux de transferts et les entrées nettes de capital. En 1975 le déficit du compte des marchandises et services a été moindre qu'en 1974 mais sur les services il a été plus élevé que jamais. De 1974 à 1975 les transferts unilatéraux ont augmenté de 17 p. 100, et les entrées nettes de capital ont été relativement fortes par rapport à celles des années précédentes. Au total, la balance des paiements de base a enregistré un excédent de 1 milliard 109 millions de francs burundais. La situation a été exceptionnelle en 1975 à cause de retards dans les règlements des exportations. Toutefois, il y a eu un accroissement régulier des transferts d'Etat à l'entrée; ces transferts ont été de 1 milliard 235,8 millions de francs burundais en 1975 contre 761,8 millions en 1972. Cette situation montre dans quelle mesure le Burundi est tributaire de l'aide publique étrangère pour équilibrer sa balance des paiements avec l'extérieur.

Tableau 2 : Burundi : Commerce extérieur et balance des paiements (en millions de francs burundais)

	1970	1974	1975
<u>Commerce extérieur</u>			
Exportations	2 148,5	2 466,9	2 542,3
Café	1 799,7	1 963,4	2 212,8
Prix unitaires des exportations (1970 = 100)	100,0	126,5	119,1
Importations	1 956,1	3 395,6	4 856,6
Prix unitaire des importations (1970 = 100)	100,0	123,1	219,2
<u>Balance des paiements</u>			
Balance des marchandises et services	-350,9 ^{a/}	-1 404,4	+30,3
Entrées nettes des transferts	870,5 ^{a/}	1 260,5	1 470,3
Entrées nettes des capitaux	13,2 ^{a/}	64,4	379,0

Source : Banque du Burundi, Rapports annuels, 1974 et 1975.

a/ 1971.

A cause de la faiblesse de la récolte de café, les exportations n'ont augmenté que de 3 p. 100 en 1975 mais les importations ont fait un bond de 43 p. 100. Le découvert commercial a donc atteint le niveau record de 2 milliards 313,3 millions de francs burundais (près de 10 p. 100 du PIB). Le montant élevé des importations a eu pour cause, d'une part, une hausse des prix (la valeur unitaire des importations a augmenté de 54 p. 100 en 1975) et, d'autre part, des achats accrus à l'extérieur financés par les recettes

de la récolte de café de 1974. Le règlement de cette récolte avait été retardé si bien que la balance des paiements ne s'est pas ressentie de l'important déficit commercial.

Si les importations ont augmenté de 43 p. 100, l'évolution n'a pas été uniforme : les importations d'articles de consommation ont moins augmenté que les importations de biens intermédiaires et de biens d'équipement. De fait, la part des biens d'équipement dans le total des importations de 1975 a atteint 27,5 p. 100; celle des articles de consommation qui était habituellement de la moitié est revenue à 43 p. 100; les importations de biens intermédiaires ont passé de 31,3 p. 100 du total en 1974 à 29,5 p. 100.

Du côté des exportations, il n'y a pas eu de changements importants en valeur et la structure est restée la même : 97 p. 100 pour les produits primaires (90,8 p. 100 pour le café) et 2,8 p. 100 seulement pour les produits manufacturés.

V. Recettes et dépenses de l'Etat

Les dépenses budgétaires ordinaires de 1975 ont excédé de 10,3 p. 100 celles de 1974 mais les recettes n'ont augmenté que de 2,2 p. 100. Ces taux sont à comparer aux taux annuels d'augmentation des dépenses et des recettes de la période 1970-1975 qui avaient été de 10,8 et 7,8 p. 100 respectivement. Le peu d'augmentation des recettes de 1975 a sa cause dans la faiblesse des résultats de l'économie de cette année et, en particulier, dans la médiocrité de la récolte de café. Le déficit du compte des opérations ordinaires est passé de 83 millions de francs burundais en 1974 à 334 millions en 1975. Pour les investissements (équipement), les dépenses avaient été chiffrées à 545,8 millions contre 296,4 millions en 1974 mais, en réalité, les dépenses effectives seraient inférieures à 70 p. 100 des crédits ouverts.

Tableau 3 : Burundi : Evaluation budgétaire (en millions de francs burundais), 1970-1975

	1970	1974	1975
Recettes totales	...	3 143,6	3 428,4
Impôts	2 092,5	2 989,0	3 054,0
Dépenses totales	...	3 368,1	3 976,4
Dépenses ordinaires	2 026,0	3 071,7	3 388,6
Equipement	...	296,4	545,8

Source : Banque du Burundi, Rapports annuels, 1974 et 1975.

En 1975, les impôts indirects ont procuré 62 p. 100 des recettes ordinaires totales. En 1974 ce pourcentage avait été de 63,6, en forte augmentation par suite de l'accroissement des exportations de café. Dans les dépenses ordinaires, le poste le plus important est celui des services généraux avec 46,8 p. 100 suivi par les services sociaux avec 27 p. 100 et par les services économiques avec 11,9 p. 100. La part principale dans les dépenses des services économiques est représentée par les travaux publics; les dépenses pour l'agriculture sont relativement faibles compte tenu de la taille et de l'importance de l'agriculture dans l'économie. Il est à ajouter que les dépenses pour les services généraux ont crû beaucoup plus vite que pour les services économiques et les services sociaux.

VI. Monnaie et crédit

La masse monétaire totale (billets, dépôts et autres instruments de paiement) est restée presque stable en 1975, avec une croissance de 1,5 p. 100 seulement. De fait la monnaie proprement dite a diminué de 2,8 p. 100 mais la quasi-monnaie a augmenté de 43,5 p.100 et les autres instruments de paiement ont augmenté de 22,4 p. 100. Cette évolution est due à l'état de crise de l'économie en 1975 qui a réduit les flux monétaires. Par contraste, l'augmentation moyenne annuelle de l'ensemble de la masse monétaire depuis 1974 est de 14,1 p. 100.

Tableau 4 : Burundi : Situation monétaire 1970-1975 (en millions de francs burundais)

	1970	1974	1975
Avoirs extérieurs	668,2	1 080,5	2 138,4
Crédit intérieur :	2 571,1	3 527,0	2 483,7
Créances sur l'Etat	818,7	877,2	1 185,1
Créances sur le secteur privé	1 752,4	2 649,8	1 298,6
Monnaie	2 044,9	3 503,7	3 406,2
Quasi-monnaie	117,8	118,6	270,7
Divers	258,0	915,2	998,0

D'autre part, il y a eu une augmentation très importante (97,9 p. 100) des avoirs extérieurs qui ont atteint un record avec plus de 2 milliards de francs burundais, surtout à cause des transferts reçus et des retards des règlements de la récolte de café de 1974. En même temps, les créances sur l'Etat, qui avaient légèrement diminué en 1974, ont augmenté de 35,1 p. 100, ce qui s'explique par la situation difficile où s'est trouvé le

budget au deuxième semestre. Les avances au secteur privé ont fortement baissé en 1975, essentiellement à cause de la diminution de 40 p. 100 de la récolte de café.

VII. Salaires et prix

Pour imparfaite que soit la mesure du mouvement des prix (il n'y a, en la matière, qu'un indice officiel, celui des prix à la consommation pour les fonctionnaires de Bujumbura), il n'est pas douteux que l'inflation est devenue grave depuis 1973. Les prix à la consommation ont monté de 15,7 p. 100 l'an en 1974 et en 1975 contre 4,5 p. 100 en moyenne dans les années 1970-1973. Au premier semestre de 1976, il y a eu une nouvelle hausse de 6 p. 100. Les hausses les plus importantes ont été notées sur le prix des denrées alimentaires, à cause principalement des mauvaises récoltes de 1974 et de 1975.

Les traitements et salaires des fonctionnaires n'ont pas été réajustés, en général, depuis 1963. Toutefois, par des primes, des promotions et d'autres solutions, les traitements moyens dans les services de l'Etat ont passé en 1975 à 109 357 francs burundais, soit environ 1 215 dollars des Etats-Unis par an. Le salaire journalier minimal n'est que de 33 francs burundais à Bujumbura, et de 25 francs dans l'intérieur. Le salaire courant de l'ouvrier non qualifié est de l'ordre de 3 000 francs burundais par mois, soit 7,1 p. 100 de plus qu'en 1974. Les revenus individuels dans les agglomérations sont beaucoup plus élevés que les revenus en milieu rural.

VIII. Emploi

Dans un pays où 95 p. 100 des habitants sont des agriculteurs, le chômage mesurable n'est pas élevé mais le sous-emploi dans les zones rurales est très répandu. L'Etat est l'employeur le plus important avec un effectif de 7 822 personnes employées à la fin de 1975. D'autres travailleurs salariés sont employés principalement dans le commerce (2 963), dans l'agriculture (23 269) et dans divers services.

B. PRINCIPAUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET SOCIAUX

Le Burundi a une économie principalement agricole et le manque de terres joint à une forte densité démographique et à des techniques de production traditionnelles fait que la croissance est très lente. A cause de la relative pénurie de terres, peu de produits agricoles pourraient se substituer ou s'ajouter, si peu que ce soit, au café en tant que culture marchande. La situation économique du Burundi et sa position au centre de l'Afrique à plus de 1 000 km du port le plus proche, n'attirent pas les investissements externes et, de fait, dans les années récentes, les entrées de capitaux ont pour ainsi dire cessé. L'absence de littoral crée de nombreux problèmes en tête desquels

viennent le coût élevé des transports depuis les ports maritimes, l'irrégularité et l'insécurité du trafic de transit à travers les pays voisins. Plus de 80 p. 100 du commerce extérieur passe par le port de Dar es-Salaam, est acheminé par bateau sur le lac Tanganyika et par chemin de fer depuis Kigoma. Les marchandises destinées au Burundi sont exposées à de longues attentes si bien que des pénuries graves peuvent se produire, comme pour le ciment en 1975, pour le gasoil en 1976. Les problèmes de la Communauté est-africaine causés par le réseau ferroviaire ont contrarié les échanges commerciaux du Burundi mais le problème de développement le plus important est le manque de personnel qualifié à tous les niveaux et la mauvaise répartition du petit nombre de talents existants. Nulle part cette situation n'est aussi évidente que dans l'agriculture où, semble-t-il, seules sont employées quelques douzaines de personnes formées. Il y a une école qui forme des agronomes du niveau de technicien et une autre école d'agents de l'économie rurale mais les candidats qui s'intéressent à ces carrières pourtant vitales pour l'économie du pays paraissent rares.

Les événements internationaux comme la hausse du coût de l'énergie et l'inflation dans les pays développés ont eu leurs répercussions au Burundi. Ils se font sentir par une inflation interne et par la hausse des prix des produits importés. Toutefois, étant donné le caractère de l'économie, les agriculteurs ne consomment pas grand chose en dehors de l'autoconsommation, des produits qu'ils peuvent acheter avec les recettes de la vente du café et de certains autres produits marchands. L'aide étrangère a été augmentée. Le Burundi semble, aujourd'hui, beaucoup plus sensible aux fluctuations et autres événements dans les pays voisins qui ont des effets immédiats sur sa situation. Les problèmes du ciment et des carburants, l'un en provenance de Dar es-Salaam, les autres en transit par l'Ouganda, ont déjà été signalés.

C. POLITIQUES DU DEVELOPPEMENT INTERNE

Les contraintes pesant sur le développement du Burundi et, en particulier, la nécessité de réserver la priorité absolue à l'agriculture sont désormais bien comprises.

Deux plans de développement ont été élaborés depuis l'indépendance : le plan 1968-1972 et le plan 1973-1977, actuellement en cours d'exécution. L'élaboration du deuxième de ces plans a été difficile et ne s'est achevée qu'en 1975. Toutefois, les politiques qu'il contient indiquent les orientations données au développement. Il est prévu, pendant la période quinquennale, 11 milliards 454 millions de francs burundais pour les investissements soit une moyenne de 2,3 milliards l'an. Le plan semble réaliste compte tenu de la capacité d'absorption de capitaux fixes du pays. Il serait sans objet de prévoir des projets dépassant les possibilités des structures existantes, même si les fonds étaient disponibles.

Le secteur rural s'est vu attribuer 3 milliards 232 millions de francs burundais, soit 28 p. 100 du total, l'industrie 9,8 p. 100, l'infrastructure économique 42,8 p. 100. Le plan réserve une haute priorité à l'agriculture mais prend aussi en considération la nécessité de construire l'infrastructure indispensable pour assurer les services d'approvisionnement d'une économie en développement. Si on détaille la dépense prévue pour le secteur rural, on voit que la conservation des sols et les cultures marchandes reçoivent les dotations les plus fortes. Le Burundi, sur son relief montagneux, souffre d'une érosion importante à laquelle il importe de remédier d'urgence. Dans le passé un très important programme de terrasses avait été entrepris mais il a été abandonné après l'indépendance.

La majeure partie du montant de 1 milliard 63 millions de francs alloué à l'industrie ira aux industries dépendant de l'agriculture pour le traitement des produits du cru.

D. PROBLEMES NAISSANTS ET PERSPECTIVES

En 1975, le Gouvernement s'est principalement occupé des mesures à prendre pour limiter les répercussions défavorables des mauvaises récoltes sur l'économie. A cet effet, une politique du crédit a été introduite pour stimuler la demande défailante. La position satisfaisante de la balance des paiements a beaucoup facilité les décisions car une expansion des crédits bancaires dans une période de ralentissement économique aurait déclenché l'inflation. En 1976, la situation économique s'est nettement améliorée, spécialement à cause des hauts prix du café. Au début de l'année l'interparité du franc burundais contre le dollar a été modifiée, ce qui s'est traduit par une dévaluation. Parallèlement, tandis que les traitements étaient relevés, une retenue obligatoire de 10 p. 100 pour épargne et investissement a été imposée aux fonctionnaires.

Etant donné les réalités économiques, la croissance restera faible plusieurs années, sous réserve, évidemment, de fluctuations résultant de facteurs aléatoires. L'exploitation du nickel récemment découvert modifiera ce tableau puisqu'elle permettra des investissements plus importants. Bien que le Burundi n'ait pour le moment qu'une capacité limitée en fait de projets économiques à élaborer et à exécuter par lui-même, cette capacité de croissance augmentera avec le temps, si bien que le taux de croissance, lui-même s'accélérera à condition que soient menées des politiques appropriées.

CAMEROUN (REPUBLIQUE UNIE DU)

A. EVOLUTION ECONOMIQUE ET SOCIALE (1971-1975)

Introduction

La première moitié de la décennie considérée a coïncidé avec le troisième plan de développement quinquennal, dont le bilan global n'a pas encore été publié. On peut dire cependant que les principaux obstacles à la réalisation des objectifs de ce plan ont été l'inflation, les conditions climatiques défavorables et la récession mondiale.

Le plan prévoyait un taux annuel d'inflation de 3,5 p. 100 pour la période allant de juillet 1971 à juin 1976 : or cette inflation a, en fait, atteint un taux voisin de 10 p. 100 par an. Les effets négatifs de l'inflation ont été particulièrement accusés au cours de la période 1973-74 à 1974-75 pendant laquelle l'économie s'efforçait de se rétablir après le ralentissement de la période 1970-73, et lui firent rencontrer en 1975 et 1976 des goulots d'étranglement des plus préjudiciables à un démarrage satisfaisant du plan 1976-1981.

Le taux élevé de croissance économique enregistré jusqu'en 1970 ne fut pas maintenu, par suite de la sécheresse dont le pays fut victime entre 1970 et 1973, et qui se produisit de surcroît au moment où l'âge des plantations des principales cultures d'exportation, à savoir le cacao et le café, commençait à poser des problèmes.

Enfin, la récession mondiale entraîna en 1975 une diminution importante des exportations, aussi bien en volume qu'en prix : il est donc très probable, en conséquence, que le déficit de la balance des paiements a été important en 1975, alors qu'elle avait été excédentaire en 1973 et 1974.

Deux facteurs positifs devraient néanmoins permettre à l'économie de progresser de manière plus rapide d'ici la fin de la décennie : la diversification de l'agriculture, qui constitue le principal secteur de l'économie, d'une part, et la mise en oeuvre du nouveau plan de développement, dont les grandes lignes ont été publiées à la fin de 1976, d'autre part.

I. PIB par branches d'origine

Les données relatives au PIB ne sont disponibles qu'aux prix actuels des facteurs, mais on peut utiliser les estimations faites par la CEA des taux d'inflation par secteurs pour dessiner les tendances à long terme (voir tableau 1).

Le produit intérieur brut aux prix courants des facteurs est passé de 302,9 milliards de francs CFA en 1970-71 à 483,2 milliards en 1974-75, soit un accroissement annuel de 12,4 p. 100. Les secteurs de l'agriculture et de l'industrie manufacturière ont connu un accroissement supérieur à la moyenne.

Tableau 1 : République Unie du Cameroun : PIB par secteurs (1970-71 à 1974-75)
(en milliards de francs CFA)

	1970/71	1971/72	1972/73	1973/74	1974/75
PIB aux prix courants du marché					
Agriculture	93.2	104.8	114.3	134.5	157.0
Mines	2.1	0.9	1.0	1.1	1.4
Industries manufacturières	35.2	39.2	43.4	51.8	63.2
Electricité et eau	9.5	11.0	12.3	13.8	15.0
Construction et travaux publics	16.7	17.8	16.2	18.9	24.6
Commerce intérieur	85.2	85.5	95.7	120.6	137.7
Transports et communications	15.5	17.0	18.5	21.0	23.5
Services	11.1	11.1	11.7	12.9	14.4
Total partiel	268.5	287.3	313.1	374.6	437.0
Services administratifs	31.9	36.4	37.9	38.5	43.1
Ménages	2.5	2.6	2.7	2.9	3.1
Total du PIB	302.9	326.3	353.6	416.0	483.2
Production intérieure brute aux prix de 1970	268.5	289.6	288.2	300.5	300.1

Source : Gouvernement de la République Unie du Cameroun.
Estimations de la CEA sur la base des renseignements fournis par la République Unie du Cameroun et après application d'indices de déflation sectoriels pour aboutir à une estimation en prix constants.

La modernisation de l'économie de la République Unie du Cameroun se traduit par la proportion du PIB qui relève du secteur monétisé. Ce pourcentage est passé de 82,6 p. 100 en 1971-72 à 84 p. 100 en 1974-75. Le produit non-monétisé est difficile à évaluer avec précision, mais on a pu le chiffrer aux alentours de 70 milliards de francs CFA pour 1974-75.

La production intérieure brute en termes réels (1970 = 100) est passée de 268,5 milliards de francs CFA en 1970-71 à 300,1 milliards de francs CFA en 1974-75, soit un taux de croissance annuel de 2,9 p. 100. Le taux d'accroissement de la population est de l'ordre de 2,5 p. 100 par an, de sorte que l'accroissement de la production par habitant au cours de la période de cinq ans considérée n'a été que peu sensible.

...Au cours de la période allant de 1970-71 à 1974-75, certains changements considérables se sont manifestés dans la structure de la production intérieure brute. Le secteur primaire a vu sa part s'accroître de 34,8 p. 100 du PIB total en 1970-71 à 39,7 p. 100 en 1974-75, alors que dans le secteur secondaire on a noté une diminution de 23,6 p. 100 à 20,2 p. 100 et, dans le secteur tertiaire, une diminution analogue de 41,6 p. 100 à 40,1 p. 100.

II. Grands secteurs de production

a) Agriculture, forêts et pêche : L'agriculture est l'activité économique la plus importante de la République Unie du Cameroun. Les cultures destinées à la consommation intérieure ou à l'exportation sont assez nombreuses : les premières comprennent entre autres le maïs, le riz, le mil, le sorgho, les cassaves et les ignames tandis que les secondes sont représentées par le cacao, le café, le coton et les bananes. Le bois figure également au rang des produits agricoles exportés.

Au cours de la période 1971-74, le pays fut victime d'une sécheresse particulièrement sévère qui l'empêcha d'atteindre certains des objectifs prévus par le plan : la production de coton, de cacao et de riz furent parmi les plus affectées. Toutefois, la production se rétablit en 1975 et en 1976. Un autre facteur défavorable à la production au cours de la première moitié de la décennie considérée fut le vieillissement des plantations de cacao, de café, de caoutchouc et de palmiers à huile.

Il convient d'ajouter à ces causes défavorables la montée des prix des fertilisants d'importation et l'incidence des maladies végétales, qui empêchèrent tout accroissement de la production de cacao, dont la République Unie du Cameroun est le cinquième producteur mondial. En ce qui concerne les produits forestiers, l'institution en 1974 de droits d'exportation sur le bois de travail et de taxes sur les bois ouvrés eut pour conséquence une réduction massive de la quantité de bois abattu : les exportations accusèrent une forte diminution et passèrent de 820.000 m³ en 1973-74 à 400.000 m³ en 1974-75. En 1975, le Gouvernement décida d'abaisser les droits d'exportation - cette diminution pouvant atteindre 50 p. 100 - et de supprimer les taxes sur les bois ouvrés, ce qui entraîna une certaine amélioration de la situation en 1976.

Tableau 2 : République Unie du Cameroun : Production agricole (1970-71 à 1974-75)
(en milliers de tonnes)

	1970/71	1971/72	1972/73	1973/74	1974/75
Maïs	254	298	319	307	307
Mil et sorgho	400	357	339	321	397
Riz	13	14	11	8	24
Cassaves	671	756	822	719	746
Patates douces	313	332	461	529	550
cines et tubercules	532	603	627	600	600
Cacao	113	123	107	110	117
Café	67,9	69,3	66,7	...	69,0
Bananes (pour l'exportation)	50,7	66,6	59,8	...	74,0
Coton brut	38,4	43,2	45,3	27,8	40,0

Source : Gouvernement de la République Unie du Cameroun.
Estimations de la FAO.

b) Mines : Il n'existe pas dans le pays d'extraction minière à proprement parler, mais des exploitations de carrières à ciel ouvert. L'exploitation des dépôts de bauxite de Minim-Martep, au nord du pays, est prévue à la suite de l'extension du chemin de fer trans-camerounien. On poursuit dans le même temps les études relatives à l'exploitation des riches filons de minerai de fer, des dépôts de cassitérite, de l'or, du calcaire et du cuivre. L'exploitation des gisements pétroliers de Rio del Rey et du gaz naturel de Loghaba est inscrite au quatrième plan.

c) Industrie manufacturière : la production industrielle a progressé lentement au cours de la période 1970-75. Ceci a été dû essentiellement au ralentissement de la demande intérieure pendant les années de sécheresse et à la baisse du rythme des investissements dans ce secteur. En 1975 et 1976, on a pu enregistrer un net rétablissement de la situation en matière de production industrielle.

Au cours de la période de référence, une vingtaine d'usines nouvelles sont entrées en opération; néanmoins un certain nombre de projets inscrits au troisième plan et portant sur la transformation de matières premières locales n'ont pas été exécutés.

L'accroissement des exportations de produits manufacturés a été lente : ceci a été dû dans une certaine mesure au faible taux de croissance de l'économie dans les autres pays de l'UDEAC qui sont en relation avec la République Unie du Cameroun ainsi qu'à la récession mondiale de 1975.

d) Transports : au cours de la première moitié de la décennie considérée, la principale réalisation en matière de transports a été l'extension du chemin de fer trans-camerounien jusqu'à Ngaoundere, au nord du pays. Mais des retards se sont produits en ce qui concerne la construction de ports et de routes, et le taux d'exécution des projets inscrits au troisième plan au titre des communications routières n'a été que de 40 p. 100.

III. Dépense intérieure brute

La consommation privée s'est élevée de 216,2 milliards de francs CFA (voir tableau 3) en 1970-71 à 349,1 milliards en 1974-75, ce qui correspond à un taux d'accroissement de 12,8 p. 100 par an, légèrement inférieur à celui de la production intérieure brute et à celui des ressources disponibles. En effet, en 1974-75, la consommation privée représentait 69,2 p. 100 du total des ressources disponibles, alors qu'en 1970-71 elle représentait 69,6 p. 100 de celles-ci.

Tableau 3: République Unie du Cameroun : Dépense intérieure brute (1970-71 à 1974-75)
(en milliards de francs CFA)

En prix courants	1970/71	1971/72	1972/73	1973/74	1974/75
Consommation privée	247,7	234,8	251,2	273,2	349,1
Consommation publique	40,7	49,4	51,1	54,8	61,6
Formation brute de capital fixe	42,8	47,7	52,0	51,6	73,6
Accroissement des stocks	6,2	8,6	10,3	8,7	18,1
Exportations de biens et services	69,0	57,8	66,5	107,5	106,9
Moins importation de biens et services	-75,9	-72,0	-77,5	-79,8	-126,1
PIB total aux prix du marché	302,9	326,3	353,6	416,0	483,2
Total des ressources	310,6	340,5	364,6	388,3	502,4

Source : Chiffres estimatifs suggérés par la CEA et s'appuyant en partie sur des renseignements fournis par le Gouvernement de la République Unie du Cameroun.

Le taux d'accroissement de la consommation publique a été inférieur à celui du PIB et du total des ressources disponibles entre 1970-71 et 1974-75 : de ce fait, sa part dans l'utilisation des ressources a diminué, passant de 14,6 p. 100 à 12,3 p. 100.

Dans le même temps, on note une heureuse augmentation de la part du PIB consacrée aux investissements : celle-ci est passée de 16,1 p. 100 en 1970-71 à 18,3 p. 100 en 1974-75. Cette tendance devrait normalement continuer de se manifester au cours de la période d'application du nouveau plan.

IV. Commerce extérieur et balance des paiements

Au cours de la première moitié de la décennie considérée, sauf en 1973-74, la balance commerciale a été déficitaire (voir tableau 4). Les résultats positifs enregistrés en 1973-74 étaient dus à une forte augmentation des prix à l'exportation, dont l'indice est passé de 92 en 1972 à 111 en 1973 et à 147 en 1974 tandis que dans le même temps le volume des exportations augmentait. Mais, en 1974-75, les prix des exportations accusaient une forte diminution en même temps que leur volume décroissait quelque peu et qu'on notait une augmentation importante des prix des importations : d'où un déficit de la balance commerciale de 19,2 milliards de francs CFA, le plus élevé sans doute qu'on ait jamais connu.

Pour la deuxième moitié de l'année 1975, on a évalué le montant des exportations à 51,04 milliards de francs CFA et celui des importations à 61,94 milliards. Le dernier trimestre de cette même année a connu un accroissement particulièrement net des exportations.

L'augmentation importante des prix du café et du cacao en 1976 a renversé le tableau une fois de plus, et on escompte un relèvement important du total des exportations. Il est peu probable que le prix des importations ait été en augmentation sensible, de sorte que le déficit de la balance commerciale de 1974-75 devrait avoir disparu ou être considérablement amoindri.

Les renseignements dont on dispose en ce qui concerne la balance des paiements ne vont pas au-delà de l'année 1974. Le tableau 4 montre que les déficits du compte des biens et services entre 1970 et 1974 ont été couverts par un apport de transferts et de capitaux. Des avoirs nets à l'étranger ont été constitués en 1970, 1973 et 1974, mais ont été amputés en 1971 et 1972. En 1975, les avoirs à l'étranger ont été amputés de 11,8 milliards de francs CFA : ceci a été dû dans une large mesure au déficit important du compte des marchandises, qui atteignait 31,8 milliards de francs CFA.

Tableau 4 : République Unie du Cameroun : Commerce extérieur et balance des paiements (1970-71 à 1974-75) (en milliards de francs CFA)

	1970/71	1971/72	1972/73	1973/74	1974/75
Commerce extérieur					
Exportations	61,6	56,2	63,2	107,9	106,9
Importations	69,9	71,8	77,1	79,6	126,0
Balance	-8,3	-15,6	-14,3	+28,3	-19,1
Balance des paiements					
Biens et services (nets)	-10,3	-13,7	-23,4	- 2,2	- 4,9
Transferts (nets)	+ 2,0	+ 1,4	+ 0,3	+ 7,8	+ 1,0
Capital (net)	+13,9	+10,4	+13,6	+ 2,3	+ 9,6
Autres (nets)	+ 1,9	+ 0,2	- 0,3	- 4,3	- 1,7
Réserves de change ^{a/}	- 7,5	+ 1,7	+ 9,8	- 3,6	- 4,0

Source : Gouvernement de la République Unie du Cameroun. FMI International Financial Statistics, octobre 1976 (pour les réserves de change).

^{a/} le signe - signifie un accroissement des réserves à l'étranger.

Les exportations consistent surtout en cacao, café, aluminium, coton et bois d'oeuvre, parmi lesquels le cacao et le café se détachent nettement. Les importations comprennent une part importante de matières premières et de produits demi-finis destinés à un traitement complémentaire, ainsi que des biens d'équipement essentiellement destinés à la formation de capital. Le pourcentage des matières premières et des produits demi-finis a été de 45,4 p. 100 en 1974-75 (soit peu de changement par rapport à la moyenne des quatre années précédentes), mais les importations de biens d'équipement ont diminué, passant de 27,8 p. 100 du total en moyenne pour les années 1970-71 à 1973-74 à 24,8 p. 100.

V. Recettes et dépenses des administrations publiques

On escompte que le montant total des recettes du Gouvernement atteindra 111 milliards de francs CFA en 1976-77, soit une augmentation de 11 p. 100 par rapport à l'année précédente. Le taux annuel d'accroissement des recettes entre 1970-71 et 1976-77 est de 14,2 p. 100.

La principale source de revenus de l'Etat est constituée par les recettes douanières : on escompte qu'elles passeront d'environ 32 milliards de francs CFA en 1970-71 à 70,4 milliards en 1976-77, ce qui correspond à un taux d'accroissement annuel de 13,7 p. 100.

Les dépenses publiques pour 1976-77 devraient atteindre 128 milliards de francs CFA soit un accroissement de 28 p. 100 par rapport au niveau atteint pour l'exercice 1975-76. Le taux annuel d'accroissement pour la période allant de 1970-71 à 1976-77 est de 17 p. 100. Le montant des dépenses ordinaires devrait s'élever à 91 milliards de francs CFA, alors que le chiffre correspondant pour 1970-71 était de 42,9 milliards.

Les dépenses d'équipement prévues pour 1976-77 atteindront 37 milliards de francs CFA, soit un accroissement de 90,7 p. 100 par rapport au budget provisionnel de 1975-76. Etant donné que leur montant dans le budget provisionnel de 1970-71 était de 7,1 milliards de francs CFA, le taux d'accroissement des dépenses d'équipement, supérieur à 30 p. 100 par an, représente plus du double de celui des dépenses ordinaires (13,4 p. 100 par an). Le budget d'équipement de 1976-77 sera financé par le surplus de 19 milliards de francs CFA du budget ordinaire, par des prêts s'élevant à 11 milliards de francs CFA et par d'autres ressources intérieures. Cette très forte augmentation des dépenses publiques d'équipement confirme l'intention du Gouvernement d'accélérer le rythme du développement.

Tableau 5 : République Unie du Cameroun : Recettes et dépenses des administrations publiques (1970-71 à 1976-77) (en milliards de francs CFA)

	1970/71	1975/76	1976/77
Recettes	50,0	100,0	110,0
Dépenses ordinaires	42,9	80,6	91,0
Dépenses d'équipement	7,1	19,4	37,0 ^{a/}

Source : Gouvernement de la République Unie du Cameroun.

a/ Solde à financer sur des prêts et sur des ressources intérieures.

VI. Monnaie et crédit

Au cours de la période 1970-75, l'augmentation de la masse monétaire en circulation s'est faite selon un taux annuel de 18,1 p. 100, comprenant une augmentation de 14,6 p. 100 de la monnaie en circulation et de 33,4 p. 100 de la quasi-monnaie. En 1975, cet accroissement a été de 11,2 p. 100, alors qu'il atteignait 33,2 p. 100 en 1974 et 24,2 p. 100 en 1973. Ce gonflement de la masse monétaire au cours des dernières années tient essentiellement à l'augmentation des prêts bancaires consentis au secteur privé.

Comme le montre le tableau 6, les créances sur le secteur privé se sont accrues selon un rythme annuel de 19 p. 100 entre 1970 et 1975.

Jusqu'en 1975, le Gouvernement était en position de créancier en valeur nette à l'égard du secteur privé et, en 1974, le montant net des dépôts du Gouvernement s'élevait à 4,82 milliards de francs CFA. Mais, en 1975, le montant net des créances sur l'Etat s'élevait à 2,64 milliards de francs CFA. Le crédit intérieur, constitué par le montant combiné des créances sur l'Etat et des créances sur le secteur privé, s'est accru de 29,2 p. 100 annuellement au cours de la période 1970-1975.

Tableau 6 : République Unie du Cameroun : Situation monétaire (1970-1975)
(en milliards de francs CFA)

	Fin 1970	Fin 1971	Fin 1972	Fin 1973	Fin 1974	Fin 1975
Avoirs extérieurs (nets)	15,80	14,30	4,30	7,99	12,02	-0,16
Crédit intérieur						
Créances sur l'Etat (nettes)	-14,88	-9,11	-2,19	-1,99	-4,82	2,64
Créances sur le secteur privé	46,15	50,00	59,46	59,80	90,52	110,02
Monnaie	38,39	42,59	45,95	56,77	73,46	75,80
Quasi-monnaie	6,39	7,71	9,96	12,65	19,04	27,03
Postes divers (nets)	2,28	4,72	5,72	6,36	5,29	9,65

Source : FMI, International Financial Statistics, octobre 1976.

Dans le même temps, la situation relative aux avoirs extérieurs a continué de s'aggraver. De 1970 à 1974, le montant net des avoirs à l'étranger a diminué chaque année de 6,3 p. 100. En 1975, le passif net atteignait environ 160 millions de francs CFA. Au cours des premiers mois de 1976, le montant net des avoirs extérieurs retrouvait un chiffre de 6,83 milliards de francs CFA.

VII. Salaires et prix

La législation relative au salaire minimum, qui avait été retouchée en 1973 et en 1974, a été abandonnée en Avril 1976, faisant place à un système d'ajustement sectoriel des salaires en fonction des catégories. Il s'ensuit qu'on tient désormais beaucoup plus compte de la productivité pour accorder des augmentations de salaires.

Les prix à la consommation ont continué à monter selon un rythme croissant, ceci étant dû en partie à l'augmentation importante du crédit intérieur, et en particulier des prêts consentis au secteur privé. L'indice du FMI montre que les prix à la consommation ont augmenté annuellement de 9,6 p. 100 entre 1970 et 1974. La hausse a été de 15,1 p. 100 en 1975, alors qu'elle était de 16,8 p. 100 en 1974 et de 6,6 p. 100 en 1973.

VIII. Emploi

La population active représente 54 p. 100 de la population totale. En 1975-76, le nombre des salariés a été estimé à 308.000, alors qu'il était de 215.000 en 1971-72. Le taux annuel d'accroissement a été de 9,5 p. 100.

Au cours de la mise en oeuvre du troisième plan, une politique d'investissements à forte intensité en main d'oeuvre a été appliquée pour la création de nouvelles entreprises industrielles, mais c'est toujours le secteur agricole qui constitue le grand dispensateur d'emplois.

IX. Autres secteurs sociaux

a) L'Education : entre 1971-72 et 1974-75, on a enregistré un accroissement annuel de 4,6 p. 100 dans les effectifs de l'enseignement primaire.

Les objectifs définis par le troisième plan en ce qui concerne la construction d'établissements d'enseignement secondaire ont été atteints; mais le nombre des élèves s'est accru plus rapidement qu'il n'avait été prévu, passant de 85.000 en 1971-72 à 107.000 en 1975-76.

L'effectif des étudiants relevant de l'enseignement supérieur est passé de 3.334 en 1971-72 à plus de 6.000 en 1974-75, mais malheureusement les disciplines choisies la plupart du temps étaient de nature non-scientifique, ce qui laisse présager le maintien du déséquilibre relativement aux structures de l'économie en matière d'emploi.

Au cours de la période d'application du troisième plan, un effort important a été fait pour l'extension de la formation professionnelle post-primaire et post-secondaire.

b) La Santé publique et nutrition : au cours de la période 1971-76, on a enregistré de bons résultats en ce qui concerne l'augmentation du nombre des établissements hospitaliers et des lits, ainsi que les campagnes de lutte contre la variole et la fièvre jaune. Le nombre de médecins par 1.000 habitants n'a pas connu d'amélioration sensible, mais on escompte que la période d'application du quatrième plan verra se manifester de grands changements dans ce domaine.

B. GRANDS PROBLEMES ECONOMIQUES ET SOCIAUX

Le pays en est encore à se rétablir des dommages causés par la sécheresse des années 1971-1974. Le faible niveau des investissements intérieurs d'origine privée a été également à l'origine de difficultés dans le secteur industriel, lequel a souffert dans une certaine mesure, semble-t-il, des effets de la tendance inflationniste : il est néanmoins difficile de mesurer le rôle joué globalement par l'inflation.

L'exécution du programme prévu par le troisième plan a été également entravée par les retards apportés à la négociation des contrats, en un temps où le coût des projets s'élevait du fait de l'inflation. Le taux d'inflation, voisin de 10 p. 100, a été le triple de ce qu'on avait prévu.

C. POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT SUR LE PLAN INTERIEUR

La politique de la République Unie du Cameroun en matière de développement a pour fondement les plans quinquennaux. Le quatrième plan continuera de mettre en oeuvre les stratégies qui ont été déjà utilisées au cours de la première moitié de la décennie actuelle, à savoir expansion de la production et de la productivité dans les zones rurales, et développement de l'industrie en vue du traitement des matières premières d'origine locale et des produits agricoles.

Les tendances qui se sont manifestées au cours des dernières années dans les secteurs sociaux seront encouragées, et on espère continuer à attirer des capitaux étrangers pour financer des investissements productifs.

Dans le cadre du quatrième plan, des actions seront entreprises pour surmonter les principaux obstacles qui entravent le développement économique, social et culturel du pays. On s'attachera tout particulièrement à améliorer la gestion des entreprises nationalisées qui doivent assurer plus de 30 p. 100 du financement du plan, à stimuler la collecte de l'épargne privée, à créer un marché financier qui soit capable de financer l'expansion, et à mettre en application la réforme agraire.

Enfin, le Gouvernement envisage l'extension de liaisons routières et ferroviaires avec la République centrafricaine et le Tchad.

CONGO

A. EVOLUTION ECONOMIQUE ET SOCIALE DE 1971 A 1976

Introduction

Entre 1970 et 1975, le PIB en prix courants a plus que doublé, si bien qu'en 1975 il dépassait 500 dollars des Etats-Unis par habitant. Les estimations du PIB sont très approximatives et l'inflation a été forte pendant la période considérée, mais la croissance a été substantielle en valeur réelle, quoique presque entièrement concentrée dans le secteur minier. La production de pétrole, qui n'était que de 19 000 tonnes en 1970, avait presque atteint 2 millions de tonnes en 1975. Les prix du pétrole ayant quadruplé, la valeur des exportations pétrolières s'est trouvée portée, en 1974, à 38 milliards de francs CFA et le PIB a enregistré une augmentation de 75 p. 100 par rapport à 1972 et de 31,4 p. 100 par rapport à 1973. En 1975, la lenteur de la progression des autres secteurs de la production (agriculture et industries manufacturières) et une réduction de la production pétrolière ont entraîné une chute du PIB en valeur réelle. Pour cette dernière année, la croissance en prix courants a été estimée par la CEA à moins de 5 p. 100 (contre plus de 30 p. 100 en 1974) et les hausses de prix ont été évaluées à 17,3 p. 100 pour les prix de détail et 13,9 p. 100 pour les prix de gros.

Tableau 1 : Congo : Indicateurs économiques, 1970-1975

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
<u>PIB au coût des facteurs en prix courants</u>						
Total (en milliards de francs CFA)	72,4	75,1	85,2	113,5	149,1	155,9
Agriculture	15,6	16,0	17,8	18,6	19,9	23,9
Industrie	16,7	17,3	21,2	43,4	73,3	66,4
Industries extractives	(1,5)	(1,3)	(1,9)	(16,0)	(41,0)	(29,7)
Industries manufacturières	(8,4)	(8,6)	(10,7)	(15,5)	(17,9)	(20,5)
Services	40,1	41,8	46,2	51,6	56,0	65,9
Production de pétrole brut (en milliers de tonnes)	19	14	335	2 054	2 454	1 970
Exportations de bois (en milliers de mètres cubes)	529	603	473	312	277	...
Production d'électricité (en millions de kWh)	76,4	88,3	102,2	96,4	98,6	...
Indice des prix de détail	100,0	104,1	114,3	118,3	124,7	146,3

Source : Estimations de la CEA. Données officielles.

A la suite de la baisse de la production pétrolière, la balance des paiements s'est trouvée déficitaire en 1975 et les avoirs nets à l'étranger sont tombés, entre 1974 et 1975, de 4 550 à moins de 700 millions de francs CFA. Les premières données recueillies pour 1976 indiquaient que la production pétrolière se situait à peu près au même niveau qu'en 1975 et que le déficit de la balance des paiements s'accroissait. Le chiffre des avoirs nets à l'étranger en juin 1976 était de 1 840 millions de francs CFA. Sachant qu'en raison d'une faible productivité la production agricole augmente moins vite que la population, il y a eu tout lieu de croire que la croissance du PIB en valeur réelle n'a été, au mieux, que modérée en 1976.

I. Grands secteurs de production

a) Agriculture

On n'a que peu de renseignements sur l'évolution récente de l'agriculture congolaise. Il semble cependant que la production demeure stagnante. D'après la FAO, la production par habitant a baissé en 1975 de 2 p. 100 pour les produits alimentaires et de 1 p. 100 pour l'ensemble de la production agricole. De plus, les indices de la FAO indiquaient que la production est demeurée pratiquement au même niveau depuis 1971. Ces tendances se trouvent confirmées par la hausse des prix des denrées alimentaires locales comme le manioc (des pénuries d'aliments de base ont été signalées dans la capitale à la fin de 1974 et au début de 1975), par l'exode rural et par le niveau relativement élevé des importations de produits alimentaires.

Les exportations agricoles du Congo sont assez minimes par rapport aux exportations mondiales. Les principales d'entre elles sont le cacao, le café et les produits du palmiste. L'arachide n'est plus exportée, la production locale étant insuffisante. Les quantités de cacao et de café produites sont faibles, de l'ordre de quelques centaines de tonnes. En ce qui concerne le palmiste, la production des forêts naturelles ne répond plus qu'aux besoins de subsistance des agriculteurs et celles des plantations, qui ont tendance à vieillir, a baissé. Pour 1975, on n'a enregistré qu'une production de 2 212 tonnes d'huile de palme.

b) Sylviculture

Jusqu'en 1972, la principale exportation congolaise était le bois, qui représentait 40 p. 100 des exportations totales. Depuis lors, cependant, plusieurs facteurs sont venus réduire la production. Tout d'abord, les ressources en bois de la région sud-ouest du pays, voisine de l'océan, se sont raréfiées (particulièrement pour les deux espèces les plus précieuses, l'okoumé et le limba); en second lieu, le contrôle de l'abattage imposé par l'Etat a créé des difficultés, notamment en matière de gestion; enfin, depuis 1974, la crise mondiale a fait baisser la demande pour les bois africains.

On ne dispose pas de chiffres de production mais on connaît les quantités transportées par voie ferrée. En 1975, celles-ci n'étaient que de 372 063 tonnes, y compris le bois d'oeuvre, contre 618 490 tonnes en 1974. Les statistiques d'exportation indiquent que les exportations de bois d'oeuvre n'ont été que de 276 967 mètres cubes en 1974, contre 602 684 en 1971.

Le déclin de la production de bois et la chute de la demande mondiale ont eu des répercussions sur les industries de transformation du bois, qui étaient en bonne posture. La production de placages et de contre-plaqué avait, par exemple, atteint 96 185 mètres carrés en 1973, contre 53 888 mètres carrés en 1967. Cependant les statistiques de transport ferroviaire indiquent que les transports d'articles manufacturés en bois avaient diminué de 50 p. 100 en 1975.

c) Mines

Calculée en valeur au lieu d'extraction, la production minière a atteint 10 milliards de francs CFA en 1973 et 35 milliards en 1974 mais elle est redescendue à 27,8 milliards en 1975, soit un déclin de 21 p. 100. Celui-ci a été dû à la diminution de la production de pétrole brut qui n'a atteint que 1 970 000 tonnes en 1975, contre 2 450 000 tonnes en 1974. La production de gaz naturel et de potasse a également baissé. Celle du plomb, du zinc et du cuivre a, par contre, augmenté mais ces minéraux ne sont extraits qu'en petites quantités. La production de l'or est aujourd'hui insignifiante (16 kg seulement). En ce qui concerne les diamants, les exportations congolaises se trouvent alimentées par la contrebande en provenance du Zaïre et ont atteint 578 393 carats en 1975, contre 396 295 carats en 1974.

La baisse de la production pétrolière pose certains problèmes dont le moindre n'est pas le financement du plan triennal de développement pour 1975-1977 qui se fondait sur l'hypothèse que la production dépasserait 7 millions de tonnes en 1977. D'après les prévisions, la production n'atteindra que 1 859 000 tonnes en 1976 et le nouveau gisement de Loango, qui recèle environ 12 millions de tonnes de pétrole, n'en produira que 450 000 tonnes en 1977.

La production de potasse a légèrement diminué en 1975 mais, d'après les indications dont on dispose, la situation financière de la société qui gère la mine se trouve en équilibre pour la première fois depuis le début de la mise en exploitation. Les difficultés ont commencé lorsqu'on a constaté que les réserves étaient inférieures aux prévisions et que les gisements de minerai présentaient des défauts. L'extraction s'est révélée beaucoup plus coûteuse qu'on ne l'avait prévu.

d) Industries manufacturières et électricité

On n'a pas de renseignements détaillés sur le secteur manufacturier. D'après des estimations approximatives, ce secteur aurait enregistré une croissance de 14 p. 100 en 1975, contre 10,7 p. 100 en 1974, mais ces chiffres demeurent tout à fait provisoires. Quant à la production d'électricité, le barrage en cours de construction sur le fleuve Bouenza aura une capacité de 72 megawatts, c'est-à-dire plus que la capacité totale du Congo à l'heure actuelle. Ce barrage coûtera 13 milliards de francs CFA et est construit avec l'aide de la Chine. La nouvelle raffinerie de pétrole de Pointe Noire a commencé de fonctionner en octobre 1976.

e) Transports

Le projet le plus important dans ce domaine, lancé en septembre 1976, est l'ajustement du tracé des voies sur une partie du réseau ferroviaire. Son exécution coûtera 33 milliards de francs CFA et contribuera à la modernisation de 100 km de voies, soit le cinquième du réseau.

II. Dépense intérieure brute

Tableau 2 : Congo : Dépense intérieure brute, 1970-1975 (en milliards de francs CFA)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
<u>En prix courants</u>						
Consommation privée	54,3	54,2	62,6	97,3	134,2	142,4
Consommation publique	12,5	14,4	16,8	25,0	33,0	53,3
Formation de capital	20,5	24,2	26,0	26,8	...	...
Exportations <u>moins</u> importations de biens et services	-1,5	-3,5	-4,3	-19,2	...	...
PIB aux prix du marché	86,3	89,3	101,0	129,9	165,9	173,0

Source : Estimations de la CEA.

Le PIB a augmenté de 4,3 p. 100 en prix courants en 1975 mais les dépenses ont augmenté de 12,6 p. 100; les ressources supplémentaires voulues sont venues de l'étranger. L'augmentation des dépenses totales s'explique principalement par la forte hausse des dépenses publiques qui sont passées de 33 à 53,3 milliards de francs CFA en 1975. La proportion du PIB du Congo affectée à la formation de capital était en moyenne de 25,5 p. 100 dans les années 1970 à 1972 mais elle a baissé depuis lors, bien qu'elle se soit maintenue au-dessus de 20 p. 100 entre 1973 et 1975. La moyenne a été élevée pour les six années qui se sont écoulées depuis 1970 et l'augmentation du PIB réel a été substantielle, ce progrès étant dû en bonne partie au secteur pétrolier. Pendant la période 1970-1975, le PIB en prix courants du marché a doublé, la consommation publique a quadruplé et la consommation privée a augmenté de 160 p. 100.

III. Commerce extérieur et balance des paiements

Les exportations sont tombées de 62 550 millions de francs CFA en 1974 à 51 930 millions en 1975, soit une réduction de 17 p. 100. La réduction des exportations de pétrole brut, de 38 490 à 27 870 millions de francs CFA, est presque entièrement responsable de la chute des exportations totales.

Tableau 3 : Congo : Commerce extérieur, 1970-1975 (en milliards de francs CFA)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Exportations f.o.b.	3,56	10,96	19,69	27,21	62,55	51,93
Importations c.a.f.	16,64	22,60	22,91	23,00	29,90	48,54 ^{a/}
Solde	-8,08	-11,64	-3,22	-0,79	+32,65	+3,39
Exportations de pétrole brut	0,09	0,08	1,13	9,77	38,49	27,87
Exportations de bois	4,54	6,64	7,90	8,63	11,85	...

Source : International Financial Statistics, vol. XXIX, n°10 (octobre 1976).

a/ Importations f.o.b. calculées d'après les paiements; le chiffre équivalent pour 1974 était de 44,13 milliards.

On ne connaît pas encore le chiffre c.a.f. des importations pour 1975. Les chiffres publiés par le FMI d'après les paiements (chiffres f.o.b.) indiquent une augmentation modérée de 44 130 à 48 540 millions de francs CFA, soit à peu près 10 p. 100. L'élévation du chiffre f.o.b. indiqué par le FMI pour 1974 par rapport au chiffre des importations c.a.f. mentionné au tableau 3 peut s'expliquer par un écart dans le temps mais aussi par l'inclusion dans le calcul de ce chiffre de postes dont les statistiques du commerce extérieur ne tiennent généralement pas compte. On ne dispose d'aucune donnée sur la balance des paiements mais les avoirs nets à l'étranger ont augmenté de 4 120 millions de francs CFA en 1974, ce qui indique une situation générale excédentaire, alors qu'ils ont baissé de 5 310 millions en 1975, témoignant d'un déficit.

IV. Monnaie et crédit

La masse monétaire totale a augmenté plus lentement en 1975 qu'en 1974. Cela s'explique par le fait que les avoirs à l'étranger ont diminué (tombant à un solde négatif après le niveau élevé de 1974), tandis que le crédit intérieur augmentait de 44 p. 100, contre 11 p. 100 seulement en 1974. Les crédits au secteur privé ont enregistré une augmentation substantielle, de 26,9 p. 100, mais le montant net des tirages de l'Etat sur les banques a triplé, atteignant 6 930 millions de francs CFA, contre 2 280 millions seulement en 1974. Cette évolution résulte des difficultés budgétaires de l'année. Les prévisions de dépenses ont été établies à un niveau trop élevé et le Gouvernement a dû avoir recours à l'aide de la Banque centrale. La circulation monétaire (monnaie plus dépôts à vue) a augmenté de 11 p. 100 en 1975 et la quasi-monnaie (dépôts d'épargne) de 12 p. 100.

Depuis 1970, la monnaie proprement dite, la quasi-monnaie et le crédit au secteur privé ont approximativement doublé. Cependant le montant net des créances sur l'Etat, qui était négatif en 1970, avait atteint 6 930 millions de francs CFA en 1975.

Tableau 4 : Congo : Etude de la situation monétaire, 1970-1975 (en milliards de francs CFA à la fin de l'année)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Avoirs nets à l'étranger	1,39	2,34	1,48	0,43	4,55	-0,76
Crédit intérieur						
Créances nettes sur l'Etat	-0,08	-0,27	-0,84	1,96	2,28	6,93
Créances sur le secteur privé	14,13	15,36	16,79	19,33	21,37	27,12
Monnaie	12,36	13,57	14,54	16,60	23,52	25,90
Quasi-monnaie	0,88	1,09	1,22	1,37	1,74	2,08
Autres postes (nets)	2,18	2,75	3,34	3,72	2,90	5,27

Source : International Financial Statistics, vol. XXIX, n°10 (octobre 1976).

Dans les premiers mois de 1976, on n'a observé que peu de changement dans les tendances générales des divers agrégats. Les avoirs nets à l'étranger se chiffraient, en avril 1976, à -1 840 millions de francs CFA.

V. Recettes et dépenses publiques

En 1974, les nouvelles recettes provenant du pétrole ont apporté au budget des ressources supplémentaires particulièrement importantes. En 1975, les prévisions de recettes ont été établies à 70 milliards de francs CFA, contre 24,1 milliards en 1973 et 44 milliards (chiffre révisé) en 1974.

Dans le budget de 1975, les recettes prévues étaient de 25,6 milliards de francs CFA au titre des ressources fiscales étrangères au pétrole, de 21,4 milliards au titre du revenu du pétrole et de 23 milliards au titre de prêts non spécifiés. Les dépenses prévues pour les approvisionnements et le matériel courants avaient été doublées et le budget d'investissement avait été porté à 27 milliards, alors qu'il n'était que de 3,1 milliards en 1974.

Les revenus tant intérieurs qu'extérieurs ont été, en 1975, bien inférieurs aux prévisions, de sorte qu'il a été très difficile de financer les dépenses prévues. Malgré les tirages effectués sur la Banque centrale, le budget a dû être ramené à 58 milliards de francs CFA. En 1976, le Gouvernement a pris des mesures radicales pour revenir à un

Tableau 5 : Congo : Recettes et dépenses publiques, 1970-1975 (en milliards de francs CFA)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Recettes fiscales	16,32	17,05	19,21	19,42	22,47	38,58
Recettes totales	18,10	19,56	21,85	24,08	27,47	70,05
Dépenses courantes	16,60	17,86	19,98	22,40	24,98	42,73
Dépenses d'équipement	1,85	2,37	2,25	2,10	3,09	27,32

Source : Bulletin de l'Afrique Noire, n° 870 (2 juin 1976), p. 16 962-16 963.

budget équilibré. Au début de l'année, un budget partiel de 13 milliards de francs CFA a été adopté, tandis que des études étaient entreprises pour l'établissement du budget de l'exercice entier. Ce budget de 1976 a finalement été fixé à 52 milliards de francs CFA, soit un chiffre inférieur au budget révisé de 1975. Le budget d'investissement, en particulier, a été ramené à 3 milliards de francs CFA seulement mais 7 milliards de plus seront consacrés à l'apurement des dettes antérieures (tant extérieures qu'intérieures). Les fonds destinés aux services administratifs généraux représentent 25 p. 100 du budget, ceux qui vont aux services économiques 22,5 p. 100 et ceux des affaires sociales et culturelles 32,7 p. 100; le poste de dépenses le plus important est celui de l'enseignement, qui absorbe 24 p. 100 du budget total.

VI. Salaires et prix

Les prix ont monté en flèche en 1975, l'indice des prix à la consommation et celui des prix de gros enregistrant respectivement des hausses de 17,3 et 13,9 p. 100. L'inflation continue en 1975 s'explique par celle qui sévissait dans les pays industrialisés, par la stagnation économique, par le découvert budgétaire et par un déclin de la production agricole. Pour 1976, il semblait que l'inflation se poursuivre, bien qu'à un rythme moins accéléré.

Après de fortes augmentations de salaires en fin 1974, le niveau des salaires n'a pas été ajusté en 1975. En fait, en raison des difficultés budgétaires, des mesures d'austérité ont été adoptées à l'égard des fonctionnaires.

VII. Autres secteurs sociaux

a) Enseignement

Les dépenses que le Congo consacre à l'enseignement sont très importantes car la fréquentation scolaire y est très élevée. Presque tous les enfants d'âge scolaire sont inscrits à l'école primaire et l'enseignement secondaire et supérieur progresse très rapidement. Le point faible du système, cependant, est l'enseignement technique.

b) Santé

Les services de santé, également, sont relativement bien organisés au Congo et la grande majorité de la population a accès aux soins médicaux. L'approvisionnement des centres de santé en médicaments pose cependant des problèmes et leur équipement est insuffisant. De plus, l'élimination des grandes maladies comme le paludisme et les infestations parasitaires sera longue et exigera une éducation sanitaire approfondie de la population.

B. PROBLEMES, POLITIQUES ET PERSPECTIVES

En 1975, le Congo a dû faire face, d'une part, à un déficit de la production pétrolière, laquelle avait fait naître de grands espoirs et, d'autre part, à des difficultés incessantes dans d'autres branches de l'économie. Ces difficultés ont amené le Gouvernement à modifier ses politiques, en particulier sa politique budgétaire. Dans ces circonstances nouvelles, il pourrait être difficile d'exécuter entièrement le programme triennal de développement économique 1975-1977.

Comme l'indique le budget de 1976, les perspectives immédiates de l'économie ne justifient aucun optimisme car la production de pétrole brut demeure inférieure aux prévisions. En outre certaines des entreprises d'Etat demeurent déficitaires malgré des années de soutien budgétaire et de nombreux changements de direction.

Il est difficile de formuler des observations sur les perspectives plus lointaines car elles sont en grande partie assujetties au niveau de la production de pétrole brut et aux sommes qui seront consacrées à l'investissement.

COTE D'IVOIRE

A. DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL - 1971 A 1976

Introduction

La croissance en Côte d'Ivoire a été plus lente depuis 1971 qu'au cours des années 60. Le taux réel de croissance pour 1965-1970 a été évalué à près de 8 p. 100 par an, contre 6 p. 100 environ pour la période 1971-1975. Les résultats demeurent donc très bons, surtout si l'on tient pleinement compte des problèmes auxquels la Côte d'Ivoire s'est heurtée en 1974 et 1975. A vrai dire, tout porte à croire que ce pays a réagi beaucoup mieux que d'autres pays en développement aux difficultés créées par une forte inflation et une demande réduite sur le marché international. Parce que la Côte d'Ivoire a pu diversifier ses exportations de produits agricoles et développer son industrie manufacturière au point de réussir à exporter, en particulier sur les marchés africains, il lui a été possible de faire face aux épreuves successives de la sécheresse, des augmentations du prix du pétrole et, aussi, de la récession mondiale.

En 1974, la production intérieure brute n'a progressé que de 3 p. 100 à prix constants. La production de café a fléchi de 100 000 tonnes (35 p. 100) et la demande de bois d'oeuvre ivoirien a marqué un recul à cause de la récession dans les pays industrialisés et de leur forte inflation qui a fait monter les prix des importations de la Côte d'Ivoire. La production industrielle en termes réels s'est améliorée de 3 p. 100 en 1975 contre 12 p. 100 en moyenne depuis 1970. En 1975, selon les évaluations préliminaires, la croissance a retrouvé les niveaux élevés des années 1970 à 1973 et atteint à peu près 7 p. 100 en termes réels. La production agricole a augmenté sensiblement et si la croissance dans la branche manufacturière a été peut-être relativement lente, des résultats exceptionnels ont été par contre enregistrés pour la construction, où la valeur ajoutée a monté de presque 30 p. 100. L'inflation, importante en 1974, s'est quelque peu ralentie en 1975, mais les exportations ont été en légère diminution et la balance des paiements déficitaire.

Les perspectives apparaissent bonnes pour 1976. La reprise économique dans les pays industrialisés fait remonter leur demande de produits ivoiriens et le commerce du bois d'oeuvre a retrouvé ses niveaux antérieurs malgré la concurrence de l'Asie du sud-est; les cours du café et du cacao en particulier se sont fortement raffermis, les résultats de la campagne agricole 1975/76 sont satisfaisants et, pour certains produits comme le riz, la Côte d'Ivoire est en passe de devenir exportatrice. Les résultats économiques pour 1976 seront probablement bien meilleurs qu'en 1975.

Tableau 1 : Côte d'Ivoire : PIB aux prix du marché, 1970-1975 (en milliards de francs CFA)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Agriculture	112,6	117,6	125,1	159,2	194,9	233,6
Industrie	68,3	100,6	110,4	120,1	158,1	181,6
(Industrie manufacturière)	(55,1)	(61,4)	(71,0)	(77,9)	(119,6)	(125,7)
Services	214,4	227,7	245,0	292,9	386,0	389,8
PIB aux prix courants du marché	415,3	445,9	480,5	572,2	739,0	805,0 ^{a/}

Source : Données officielles.

a/ Chiffres en partie estimatifs.

Les chiffres du tableau 1 sur les composantes du PIB aux prix courants relèvent une croissance presque parallèle pour l'agriculture et pour l'industrie, qui se situent respectivement à 15,7 et 15,4 p. 100 par an depuis 1970, alors que pour les services, le taux de croissance annuelle, soit 13 p. 100, est moindre. Par voie de conséquence, aucun changement important n'est intervenu dans la structure du produit; c'est ainsi que pendant cette décennie, l'agriculture a contribué pour 29 p. 100 au PIB en 1975 contre 27 p. 100 en 1970, et l'industrie pour 22,5 p. 100 en 1975 contre 21,3 p. 100 en 1970. Les services constituaient plus de la moitié du PIB total en 1970, mais n'atteignaient plus que 48,4 p. 100 en 1975. L'évolution qui s'est produite depuis 1970 est probablement due en partie aux résultats économiques décevants de 1974 en particulier. La part de l'industrie manufacturière dans le PIB total a excédé 15 p. 100 en 1975, pourcentage élevé par rapport à celui de la plupart des pays africains.

I. Grands secteurs de production

a) Agriculture, sylviculture, pêche

L'agriculture joue un rôle de premier plan dans l'économie ivoirienne; elle occupe la plus grande partie de la main-d'œuvre et, chose plus importante, fabrique des produits d'exportation de grande valeur qui permettent au pays de financer son développement et de maintenir un niveau de vie relativement élevé. Les données sur les cultures vivrières sont moins complètes que pour les cultures d'exportation et les cultures industrielles, mais permettent de conclure que la production alimentaire couvre les besoins essentiels de la population. Les produits les plus importants de l'agriculture vivrière sont le manioc, les ignames et les bananes. Les céréales interviennent moins dans le régime alimentaire, encore que la demande, de riz en particulier, ait augmenté dans des proportions telles que le Gouvernement a accru la production de riz dans les régions forestières du pays. Stimulée par des prix à la production élevés, la récolte de riz est passée à 467 000 tonnes en 1975, de sorte qu'elle couvre les besoins du pays et laisse un excédent pour l'exportation.

Tableau 2 : Côte d'Ivoire : Principaux produits de l'agriculture commerciale, 1970 à 1975
(en milliers de tonnes)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Riz	316	385	320	335	406	467
Café	280	240	269	302	196	241
Cacao	181	179	226	185	203	245
Bananes	179	183	212	177	208	...
Coton	34	31	50	54	59	61
Noix de cola	60	60	40	45	59	...
Produits du palmier	480	539	686	686	910	(925)
Ananas	110	138	203	199	228	...
Revenu produit par les cultures commerciales (en milliers de francs CFA)	52,2	57,5	62,2	63,9	81,2	(103,3)
Production de grumes (en milliers de mètres cubes)	3 461	3 882	4 125	5 187	...	...

Source : Données officielles.

Les cultures commerciales ont donné de bons résultats pour la campagne 1974/75. La production de café et de cacao est en hausse et, d'après les évaluations, le revenu produit par l'agriculture commerciale a dépassé 100 milliards de francs CFA contre 81,2 milliards en 1974. Les cultures commerciales sont d'ailleurs remarquablement diversifiées en Côte d'Ivoire puisqu'elles produisent le café, le cacao, la banane, l'ananas, le palmier et le coton. La production d'ananas pour l'exportation s'est fortement accrue et la quantité d'ananas frais débarqués dans les pays importateurs a atteint 78 300 tonnes en 1975 contre 61 165 tonnes en 1974 et 11 967 tonnes seulement en 1969. En outre, la majeure partie de la production, laquelle a doublé depuis 1970, est mise en conserve sur place, puisqu'aussi bien la quantité transformée en 1974 a été de 157 041 tonnes alors qu'elle avait été de 86 646 tonnes en 1970. Les exportations de bananes, signale-t-on, seraient en 1975 moindres qu'en 1974 : 135 500 tonnes contre 157 314 tonnes. La production d'huile de palme a été de 146 403 tonnes en 1975 contre 139 554 en 1974, et la Côte d'Ivoire devient rapidement un grand producteur mondial. A l'avenir, de nouvelles cultures commerciales sont appelées à jouer un rôle important; tel est le cas du sucre, dont la culture se développe au nord dans les régions de savanes, et peut-être des graines de soja, à propos desquelles des expériences sont en cours. La production de bois d'œuvre a particulièrement souffert d'une baisse de la demande sur les marchés européens, imputable à la récession. Les exportations, qui avaient atteint 2 882 000 tonnes en 1973, sont tombées à 2 579 000 tonnes en 1974 et à 1 975 000 seulement en 1975. En année normale, la quantité de bois abattu dépasse 5 millions de m³. Il est signalé qu'en 1976,

la production marque un redressement grâce au mouvement de reprise amorcé par les économies des pays occidentaux. A plus long terme se profile la menace d'une surexploitation des forêts, pour lesquelles de prompts efforts de reboisement s'imposent.

b) Industries manufacturières

La production a progressé en 1975 au même taux que les années précédentes, soit 15,2 p. 100. Cependant, la production manufacturière ne s'est pas aussi bien portée qu'en 1974, alors que dans la construction, l'accroissement a été de presque 50 p. 100. C'est ce que confirment les données concernant les ventes, les investissements et l'emploi dans les industries manufacturières et de la construction, rassemblées par des associations commerciales de la Côte d'Ivoire. En valeur courante, les ventes de produits manufacturés se sont accrues de 19 p. 100 en 1975 contre 55 p. 100 en 1974, cependant que la valeur des ventes dans l'industrie de la construction s'inscrivait en hausse de 57,3 p. 100 en 1975 contre 13 p. 100 seulement en 1974. La croissance élevée dans l'industrie de la construction est liée à la politique gouvernementale consistant à accroître les investissements publics pour ne pas casser l'expansion économique.

Tableau 3 : Côte d'Ivoire : Production industrielle, 1970 à 1975

Poste	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Production d'électricité (en millions de kWh)	517	538	691	796	855	962
Importations de pétrole brut (en milliers de tonnes)	784	641	1 115	930	1 656	1 665
Industries manufacturières						
Chiffre d'affaires (en milliards de francs CFA)	100	115	135	164	254	303
Industrie de la construction						
Chiffre d'affaires (en milliards de francs CFA)	33	43	47	60	68	107

Source : Données officielles.

Depuis 1970, le taux de croissance de l'industrie manufacturière a atteint le chiffre impressionnant de 11 p. 100 par an en termes réels sur la base des statistiques de ventes. Les branches les plus importantes du secteur manufacturier sont l'alimentation, les boissons et les textiles. Elles ont employé en 1975, 52 762 salariés et le montant total des investissements a dépassé 200 milliards de francs CFA. Il vaut la peine de signaler l'importance croissante des exportations dans le total des ventes : elles représentent maintenant 39 p. 100 des ventes contre 24 p. 100 en 1975.

c) Energie

La Côte d'Ivoire est largement tributaire de l'étranger pour le pétrole que nécessite la production d'énergie, du fait que ses centrales fonctionnent au mazout. La consommation totale d'énergie en équivalent charbon avait atteint 2 millions d'unités en 1975 contre 770 000 en 1970, et le taux d'accroissement a été supérieur à 20 p. 100 par an. Les importations de pétrole brut, qui avaient été de 780 000 tonnes en 1970, ont atteint 1 665 000 tonnes en 1975.

II. Dépenses imputées au PIB

La Côte d'Ivoire a maintenu depuis 1970 un taux élevé de formation de capital qui, en 1975, représentait 23,3 p. 100 du produit intérieur brut. Ce résultat a été obtenu en dépit de l'excédent permanent du compte des biens et des services avec le reste du monde. La consommation totale a absorbé 72,6 p. 100 du PIB en 1970 mais était passée à 74,6 p. 100 en 1975. L'épargne nationale brute a été supérieure à la formation totale de capital et l'excédent sert pour des transactions de capitaux et le paiement des revenus des investissements.

Tableau 4 : Côte d'Ivoire : Dépenses imputées au PIB, 1970 à 1975 (en millions de francs CFA)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Consommation privée ^{a/}	236,8	261,3	281,4	328,4	398,1	475,5
Consommation des administrations publiques ^{a/}	64,9	73,9	77,2	95,6	113,0	124,7
Formation brute de capital fixe	83,9	92,4	94,3	116,5	143,7	186,1
Variation des stocks	7,8	3,6	3,1	8,1	19,1	1,5
Exportations de biens et services	137,9	137,4	153,2	196,4	304,6	267,3
Moins importations de biens et services	-116,0	-122,8	-128,7	-172,0	-244,5	-250,1
PIB aux prix courants du marché	415,3	445,9	480,5	573,0	739,0 ^{b/}	805,0 ^{b/}

Source : Données officielles.

^{a/} La ventilation entre consommation privée et consommation des administrations publiques est sujette à révision.

^{b/} Chiffres en partie estimatifs.

L'épargne nationale brute a été en 1975 égale à 24,2 p. 100 du PIB, alors qu'en 1970, la proportion avait été de 27,3 p. 100. Pendant la période de 1970 à 1975, elle a été en moyenne de 26,1 p. 100.

III. Commerce extérieur et balance des paiements

Les exportations ont baissé en 1975 de 13 p. 100 et sont passées de 291,8 milliards de francs CFA à 254,6 milliards. Quant aux importations, elles ont une nouvelle fois augmenté, mais de 3,9 p. 100 seulement contre 47 p. 100 en 1974. La balance commerciale est restée positive, encore que l'excédent n'ait été que de 13,2 milliards de francs CFA, le plus faible enregistré jusqu'ici pour la décennie.

Tableau 5 : Côte d'Ivoire : Commerce extérieur et balance des paiements, 1970 à 1976
(en milliards de francs CFA)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	Jan./mai 1976
Commerce extérieur							
Exportations	130,19	126,56	139,54	190,86	291,77	254,57	132,42
Importations	107,70	110,84	114,32	157,52	232,29	241,39	109,72
Excédent	22,49	15,72	25,22	33,34	59,48	13,18	22,70
Balance des paiements							
Biens et services (nets)	-6,2	-19,6	-16,0	-28,2	+9,5	-37,9	
Transferts privés (nets)	-11,8	-14,3	-17,5	-26,2)	-22,3	-24,0	
Transferts publics (nets)	+8,5	+9,2	+8,3	+10,8)			
Capitaux (nets)	+20,0	+19,5	+6,8	+41,5	+40,6	+30,2	
Réserves en devises ^{a/}	-10,5 ^{b/}	+4,9	+16,5	néant	-11,7 ^{b/}	+29,6 ^{b/}	
Postes divers (nets)	Néant	+0,3	+1,9	+2,1	-17,0	-2,3	

Source : Statistiques financières internationales, FMI, octobre 1976. Données officielles.

a/ Le signe - (moins) signifie une addition aux réserves.

b/ Différence entre les chiffres des réserves nettes de devises à la fin de l'année (voir tableau 7).

La chute des exportations de 1975 est due à la baisse des cours et à la faiblesse de la demande de café, de cacao, de bois d'oeuvre et de bananes sur les marchés extérieurs. C'est sur les ventes de cacao, de bois et de bois d'oeuvre que les baisses ont été particulièrement sensibles. Depuis le second semestre de 1975, une tendance plus favorable s'est dessinée et, pendant les cinq premiers mois de 1976, les exportations correspondaient à un montant annuel de 313 milliards de francs CFA et les importations à 263 milliards. Le second semestre de 1976 a enregistré des cours plus élevés encore

pour le café et le cacao, de sorte que les résultats pour l'ensemble de l'année devraient être meilleurs que jamais.

L'augmentation des prix du pétrole a eu un effet particulier sur la structure des importations. Alors qu'en 1973 le pétrole et les produits dérivés ne comptaient que pour 4,6 p. 100 dans le total des importations, leur part était passée en 1974 à 14,3 p. 100.

Malgré un excédent commercial important, la balance des paiements de la Côte d'Ivoire enregistre constamment depuis 1970 un déficit des postes courants. Ce phénomène s'explique par les transferts croissants de fonds d'étrangers travaillant en Côte d'Ivoire, par les paiements nets, plus importants, de revenu des investissements, et par les frais de voyage à l'étranger. L'apport de transferts et capitaux publics a permis de compenser les paiements globaux pendant la période 1970-1974, mais les réserves de devises ont augmenté certaines années et baissé d'autres années. Cependant, en 1975, en raison de la baisse de l'excédent commercial, des paiements accrus au titre des services et des transferts et d'un ralentissement des entrées en capitaux, il a fallu puiser fortement dans les réserves de devises, lesquelles ont diminué de 29,6 milliards de francs CFA et qu'à la fin de l'année, ce poste enregistrait un déficit de 7,9 milliards, qui s'est depuis lors aggravé et atteignait 19,1 milliards en juin 1976.

IV. Recettes et dépenses publiques

Les éléments principaux du système budgétaire ivoirien sont le "budget général", c'est-à-dire le budget des dépenses ordinaires, et le "budget spécial d'investissement et d'équipement", autrement dit le budget de capital. Alors que les dépenses ordinaires sont financées au moyen de recettes fiscales et autres ressources internes, le budget d'équipement est alimenté à la fois par des ressources internes et par des prêts extérieurs. Certains impôts et taxes spéciaux sont aussi perçus, qui vont au budget d'équipement.

Sur la base des prévisions budgétaires, le total des recettes est passé de 74 milliards en 1970 à 142 milliards en 1975 et à 158,3 milliards en 1976. Le recours à l'emprunt extérieur pour couvrir le déficit s'est accru, étant donné que le Gouvernement ne fait pas appel aux crédits bancaires internes, inflationnistes. Depuis 1974, le Gouvernement a accru les investissements publics pour maintenir le niveau d'activité économique, menacé par la récession.

La plupart des recettes du budget ordinaire proviennent de l'impôt indirect. Selon les estimations, les impôts indirects ont rapporté 96,2 milliards, en 1975, sur un total de 126,8 milliards de francs CFA.

Tableau 6 : Côte d'Ivoire : Recettes et dépenses de l'Etat, 1970 à 1976 (en milliards de francs CFA)

	1970	1971 ^{a/}	1972 ^{a/}	1973 ^{a/}	1974 ^{a/}	1975 ^{a/}	1976 ^{a/}
Budget général							
Recettes	60,8	62,7	72,1	82,8	90,9	126,8	140,2
Dépenses	60,1	62,7	72,1	82,8	90,9	126,8	140,2
Budget d'équipement							
Recettes ^{b/}	13,2	14,4	14,5	16,8	13,9	16,2	18,3
Dépenses	38,1	40,6	34,9	37,0	44,3	60,1	54,0

Source : Données officielles.

a/ Prévisions budgétaires.

b/ Non compris le produit des emprunts extérieurs et intérieurs. En 1974, le rendement attendu des emprunts extérieurs s'élevait à 22,1 milliards de francs CFA.

De 1970 à 1976, les dépenses fonctionnelles ont augmenté de 133 p. 100, c'est-à-dire de 15,2 p. 100 par an. Les crédits affectés à l'éducation et aux services économiques ont augmenté plus rapidement que les dépenses totales.

V. Monnaie et crédit

Pendant la période 1970-1975, la masse monétaire a grossi rapidement, en moyenne de 18 p. 100 par an, mais la progression s'est sensiblement ralentie en 1975. Le taux d'accroissement est tombé à 9,6 p. 100 après avoir atteint 48,9 p. 100 en 1974 et 22 p. 100 en 1973.

L'expansion rapide de la masse monétaire s'explique surtout par le gonflement des prêts bancaires au secteur privé. Comme le montre le tableau 7, les créances sur le secteur privé ont augmenté de 25,8 p. 100 par an entre 1970 et 1975. En 1975, le secteur privé a emprunté quelque 292,52 milliards de francs, ce qui représente un accroissement de 20 p. 100 contre 39 p. 100 en 1974 et 31,9 p. 100 en 1973. Dans l'intervalle, les dépôts de l'Etat dans les banques ont augmenté de 8,2 p. 100 par an et conduit, avec la progression des emprunts du secteur privé, à un accroissement annuel de 28,6 p. 100 du crédit intérieur.

Surtout à cause des déficits persisants de la balance des paiements courants, les réserves de devises nettes ont fondu. En 1975, a été enregistré un passif net de 7,89 milliards de francs CFA, alors qu'en 1974, les avoirs nets à l'étranger s'étaient élevés à 21,73 milliards de francs CFA. En juin 1976, les dettes nettes en compte étranger étaient passées à 19,07 milliards de francs CFA.

Tableau 7 : Côte d'Ivoire : Panorama monétaire, 1970 à 1976 (en milliards de francs CFA)

	Fin 1970	Fin 1971	Fin 1972	Fin 1973	Fin 1974	Fin 1975
Réserves nettes de devises	36,59	34,68	13,88	10,05	21,73	-7,89
Crédit intérieur						
Créances sur l'Etat (nettes)	-16,24	-16,24	-10,21	-25,22	-30,09	-24,13
Créances sur le secteur privé	92,68	111,35	132,91	175,37	243,74	292,52
Monnaie	33,55	92,09	103,16	119,94	162,31	179,85
Quasi-monnaie	23,24	25,52	19,67	29,97	60,40	64,72
Postes divers (nets)	8,25	12,19	13,74	12,23	4,13	15,92

Source : Statistiques financières internationales, FMI, octobre 1976.

VI. Salaires et prix

Le salaire minimum a été révisé à deux reprises en 1974, mais n'a pas été relevé en 1975. Majoré une première fois en janvier 1974, il a été alors porté de 73 à 87,6 francs CFA de l'heure dans les professions non agricoles, puis à 92 francs lors du second relèvement d'août 1974. Les salaires ont aussi été légèrement augmentés dans le secteur privé, où ils ont progressé en moyenne de 7 p. 100, alors que dans le secteur public, les traitements des enseignants ont été sensiblement améliorés afin de faire naître des vocations. En 1974, les fermiers ont eux aussi bénéficié de substantielles augmentations des prix de certains produits d'exportation : café, cacao notamment, et de récoltes marchandes comme le coton et le riz.

L'inflation est restée forte en 1975, encore qu'elle se soit légèrement ralentie par rapport à l'année précédente. Entre décembre 1974 et décembre 1975, deux nombres-indices des prix à la consommation ont augmenté respectivement de 11,3 et 9,3 p. 100. Ces hausses ont d'ailleurs été de plus de moitié inférieures à celles de 1974. Les prix industriels, qui avaient augmenté de 43 p. 100 en 1974, n'ont progressé que de 7 p. 100 l'année suivante. Les prix à l'importation ont subi une hausse plus forte en 1975 (15,2 p. 100) qu'en 1974 (14,5 p. 100).

En 1975, il a été procédé à une nouvelle révision du salaire minimum, lequel a été porté à 115 francs CFA de l'heure. Simultanément, dans le secteur public, les salaires étaient relevés de 10 p. 100 en moyenne. Quant aux prix à la consommation, ils se sont inscrits en juillet 1976 à 161,7 (1970 = 100) contre 149,4 en décembre 1975. Autrement dit l'augmentation entre ces deux dates a été de 8,2 p. 100.

VII. Emploi

Le principal problème d'emploi a été la pénurie de main-d'oeuvre dans le secteur agricole, où les fermiers ont de plus en plus de mal à trouver des ouvriers au moment de la récolte. Ce phénomène n'a pas été sans effet sur le volume des produits récoltés. Dans les zones urbaines, le nombre des emplois a augmenté dans les secteurs de l'industrie et de la construction au cours de 1975. Cependant, comme le montrent les statistiques de la Bourse du travail, le nombre d'emplois créés chaque année devient insuffisant en raison de l'intensification de l'exode rural. Le recensement auquel il a été procédé en 1975 révèle non seulement que la population de la Côte d'Ivoire est plus nombreuse qu'on ne l'avait cru (6,7 millions recensés au lieu de 5 millions), mais aussi que la population urbaine représente désormais 32,4 p. 100 de la population totale. La Côte d'Ivoire commence à avoir une main-d'oeuvre surabondante dans les villes et insuffisante dans les campagnes.

B. GRANDS PROBLEMES ECONOMIQUES ET SOCIAUX

L'économie ivoirienne est tellement tributaire des marchés internationaux (34,6 p. 100 de la production intérieure brute est exportée) que la récession internationale apparue en 1974 a eu de profondes répercussions. 1975 a été l'année d'une forte baisse des recettes d'exportation et de très sérieux problèmes de balance des paiements, encore que, comme nous l'avons vu précédemment, le taux de croissance réelle de l'économie ait été bon. L'inflation, surtout d'origine étrangère, a entamé le revenu réel des salariés en 1974 et, pour parer aux effets pernicioeux de cette situation, les autorités ont réagi en stimulant la demande intérieure par une hausse des prix à la production. Cette mesure a eu pour effet de relever le revenu des fermiers de quelque 40 milliards de francs CFA, c'est-à-dire des deux tiers environ. Les dépenses accrues de l'Etat, financées surtout à l'aide d'emprunts à l'étranger, ont servi en 1975 et 1976 à relever le niveau des investissements. La progression des crédits bancaires au secteur privé a été freinée dans le but de combattre l'inflation. Les taux d'intérêt ont en outre été portés de 5,5 à 8 p. 100 le 1er juillet 1975. Simultanément la Banque centrale a cessé de faire connaître aux banques d'affaires leurs plafonds de crédit, pour les empêcher de créer des moyens de paiement aussi facilement que par le passé.

C. POLITIQUE INTERIEURE DE L'ETAT

Le nouveau plan quinquennal 1976-1980 vise à ne pas casser le développement économique. Bien que l'agriculture d'exportation ait été fortement diversifiée, les événements passés montrent que l'économie est extrêmement sensible aux tendances de l'économie mondiale. Le besoin qu'a le pays de compétences étrangères est particulièrement important et ressenti dans toute l'économie. S'il est vrai que le Gouvernement n'envisage pas de renoncer à une politique ouverte, il s'attache néanmoins à africaniser ses cadres et à réserver à ses nationaux, à mesure que s'effectue leur formation, des emplois actuellement occupés par des étrangers. De même doit être accéléré le transfert de capital-actions à des nationaux.

L'agriculture de paysannerie va être réorganisée, la ferme familiale de taille moyenne devant constituer la principale unité organique. Les efforts précédents ont porté surtout sur les cultures d'exportation et autres cultures industrielles. Aussi va-t-on maintenant faire porter l'accent sur les cultures vivrières. De plus le système de subvention à l'agriculture, qui était jusqu'ici organisé par secteur, chaque production agricole étant prise en charge par un organisme semi-public spécialisé, va être modifié pour répondre au souci de coordonner les divers programmes en vue de présenter à chaque fermier un projet global. L'industrie manufacturière sera plus axée sur les exportations, le marché intérieur étant trop étroit pour absorber une croissance accélérée. Un gros effort sera fait pour transformer l'éducation, actuellement orientée vers la culture générale, afin que les jeunes soient formés à des métiers et à des professions. L'administration sera elle aussi réorganisée avec la volonté de l'adapter mieux aux tâches et problèmes de développement.

Quantitativement, les objectifs du Plan montrent que les autorités entendent revenir au rythme de croissance de naguère. La croissance réelle atteindra 8,7 p. 100 par an, l'agriculture progressant de 6 p. 100, l'industrie de 11,8 p. 100 et le secteur des services de 9,1 p. 100. Les investissements s'élèveront à 1 milliard 501 millions de francs CFA, dont 51,9 p. 100 iront au secteur public. Pour financer le plan, il sera fait largement appel aux capitaux extérieurs, publics et privés. La dette extérieure du pays atteint à l'heure actuelle 326,8 milliards de francs CFA, ce qui est beaucoup, mais il semble possible de l'alourdir encore sans difficultés exceptionnelles, à la condition que les recettes extérieures puissent progresser de pair avec les dépenses qu'entraîne le service de la dette.

D. PROBLEMES NOUVEAUX ET PERSPECTIVES

Les perspectives sont bonnes pour 1976 grâce à une amélioration de la demande extérieure des principaux produits de base. Les prix à l'exportation ont été élevés, en particulier pour le café et le cacao. Les récoltes ont été bonnes et la demande intérieure est restée forte. Néanmoins, l'économie des grands pays industriels, qui sont les principaux clients de la Côte d'Ivoire, ne s'est pas encore rétablie, ce qui crée quelque incertitude pour l'avenir.

Pour les prochaines années l'expansion nouvelle de l'économie nationale est subordonnée à la reprise ailleurs. Le fait que la Côte d'Ivoire a diversifié systématiquement son agriculture commerciale et maintient cette orientation (c'est ainsi que le pays se lance dans la culture sucrière à grande échelle) donne à l'économie une plus grande stabilité, du moins par rapport aux autres pays africains, et augmente ses perspectives de croissance. L'encouragement que les capitaux privés et les initiatives privées continuent de recevoir de la Côte d'Ivoire est un autre facteur important pour la poursuite de la croissance. Simultanément, la politique actuellement suivie, qui vise à renforcer l'africanisation de l'économie, est menée de manière à ne pas empêcher l'expansion. La Côte d'Ivoire a, pour cette décennie, une bonne croissance à son actif et, avec le mouvement ascendant qu'amorce l'économie mondiale, elle devrait pouvoir maintenir ou améliorer le taux de croissance de son PIB d'ici à 1980.

GABON

A. EVOLUTION ECONOMIQUE ET SOCIALE, 1971-1976

Introduction

La croissance a été rapide (plus de 10 p. 100 par an en volume de 1970 à 1972) et le PIB a plus que doublé de 1973 à 1974, en partie à cause de la forte hausse du prix du pétrole qui a introduit un élément nouveau de grand poids dans l'évolution de l'économie puisque le Gabon est lui-même exportateur de pétrole. Le taux de cette croissance a été en 1974, de 131 p. 100 en prix courants et de 119 p. 100 en prix constants. Le PIB par habitant a doublé pour atteindre environ 3 000 dollars. En 1975, le taux de croissance reviendra plus près des niveaux antérieurs mais l'existence de ressources financières beaucoup plus élevées pour le développement devrait permettre, dans les années à venir, de soutenir une croissance économique d'un rythme supérieur.

Tableau 1 : Gabon : Indicateurs économiques, 1970-1975

	Unité	1970	1971	1974	1975
PIB	milliards de francs CFA	85,5	99,2	371,7	...
Production de pétrole brut	milliers de tonnes	5 423	5 785	10 202	11 315
Production de minerai de manganèse	milliers de tonnes	1 453	1 866	2 155	2 229
Production d'uranium	tonnes	1 077	1 274	1 713	1 762
Bois d'Okoumé (abattu)	milliers de tonnes	922	1 066	1 026	...
	milliers de m3	...	...	1 752	1 127
Production d'électricité	millions de kWh	100,1	114,1	192,6	...
Indice des prix à la consommation					
Bas revenu	1962 = 100	129,4	136,5	167,8	...
Haut revenu	juin 1972 = 100	71,3	73,9	121,2	137,5

Source : Chiffres officiels.

Le Gabon est peu peuplé (moins de 2 hb au km²) et possède des ressources exportables qui sont importantes par rapport à l'effectif de sa population. Pendant longtemps l'exportation du bois est restée la principale sinon la seule activité économique importante. Toutefois l'extraction du minerai de manganèse à Franceville, dans le Gabon méridional, a commencé après 1955 et, plus tard, des gisements d'hydrocarbures ont été découverts en mer : la production de pétrole est devenue quantitativement importante au cours de la présente décennie. Avec la hausse du prix du pétrole, le Gabon dispose maintenant, pour l'investissement, de ressources importantes qui sont employées à la mise en oeuvre de nouvelles richesses dans l'intérieur. Par exemple, la construction d'une voie ferrée trans-gabonaise est commencée pour relier le port maritime de Owendo à Boué et, de là, à Franceville, siège des mines de minerai de manganèse, et à Belinga où sera exploité un vaste gisement de minerai de fer. Ce chemin de fer permettra d'accroître le taux d'exploitation en assurant une liaison rapide et directe avec la mer et rendra accessibles et exploitables de nouveaux massifs forestiers.

S'il est vrai qu'en 1974 et 1975 le Gabon a été atteint, comme tous les autres pays, par l'inflation et la récession mondiales, les conséquences de cet état de choses ont été bien atténuées par un large excédent commercial. La balance commerciale qui, en 1973, était de 26,9 milliards de francs CFA, soit le un sixième du PIB, est passée à 100,6 milliards en 1975, soit probablement environ le quart du PIB. Par suite, et malgré la hausse des prix des produits importés, le Gabon n'a pas eu de difficulté à aller de l'avant. Toutefois, l'industrie du bois a durement souffert de la diminution de la demande, en 1974 surtout; les abattages ont ralenti et les stocks se sont accumulés mais, avec la reprise économique intervenue en Europe, la production aurait, selon certaines informations, retrouvé des niveaux proches de ceux d'avant la récession.

En 1976, le niveau de l'activité économique a été très élevé. De vastes programmes d'investissement, tels que le chemin de fer trans-gabonais, sont en cours d'exécution et les investissements dans les industries extractives et manufacturières restent importants. L'économie rencontre des problèmes en matière de main-d'oeuvre car des pénuries de personnel se font sentir à tous les niveaux; l'inflation et l'insuffisance des denrées alimentaires du cru sont encore présentes.

II. Produit intérieur brut

Le trait le plus frappant de l'économie gabonaise est l'importance écrasante du secteur des industries extractives. Au coût des facteurs et en prix courants, ce secteur représente près de la moitié du PIB. L'agriculture, elle, ne compte que pour 9,1 p. 100 et l'industrie manufacturière pour 4,1 p. 100. Cette structure montre le déséquilibre engendré par la croissance explosive du secteur des industries extractives du fait des nouvelles découvertes et de la hausse. La richesse du Gabon est donc due, presque en totalité, à un secteur qui est petit sous le rapport des effectifs employés alors que la majeure partie de la main-d'oeuvre est concentrée dans un autre secteur où la productivité est extrêmement faible.

III. Principaux secteurs de production

a) Agriculture

La contribution de l'agriculture au PIB est très faible. De plus la production agricole est en déclin marqué, surtout pour les denrées alimentaires, ce qui s'explique si on considère les conditions de cette production et les possibilités d'emplois de rechange offertes à présent en milieu urbain. La population est dispersée dans de tout petits villages de la forêt tropicale et la qualité du réseau routier est médiocre. Par suite, les paysans n'ont pas intérêt à cultiver pour le marché s'ils vivent loin de la ville. Certains d'entre eux, de plus en plus nombreux, trouvent des emplois relativement bien rémunérés dans des secteurs comme la sylviculture, les mines et d'autres. Pour nourrir sa population urbaine, le Gabon est de plus en plus tributaire des importations de sorte que les prix des denrées alimentaires sont très élevés dans les villes et que les pénuries de denrées traditionnelles du cru y sont périodiques.

Seuls 145 000 ha sont cultivés, et selon des techniques déficientes; les chiffres sont faibles. La production de manioc, principale denrée alimentaire récoltée, n'a été que de 119 000 tonnes en 1975. Les produits exportés sont le cacao, le café et l'huile de palme mais le café a presque disparu: il en a été récolté 103 tonnes en 1975 contre plus de 1 000 tonnes avant 1970. Le cacao ne progresse pas et sa production se tient entre 4 000 et 5 000 tonnes l'an. La production d'huile de palme aussi est négligeable: 1 504 tonnes seulement en 1975.

Malgré les importantes recettes qu'il retire de l'extraction minière, le Gabon ne peut pas se permettre de négliger son agriculture. Dans le plan pour 1976-1980, l'agriculture reçoit une priorité de haut rang avec des projets très capitalistiques, pour la production de sucre notamment.

b) Sylviculture

Malgré le grand essor des industries extractives, la forêt tient et gardera un rôle important dans l'économie. Le Gabon a de vastes réserves de bois et les forêts de l'intérieur deviendront exploitables avec la construction du nouveau chemin de fer. Depuis quelques années les massifs forestiers côtiers sont plus ou moins épuisés et l'exploitation s'est déplacée vers l'intérieur avec des coûts plus élevés. Les principales essences sont l'okoumé (qu'on ne trouve qu'au Gabon et au Congo) et l'ozigo. La production augmentait entre 1970 et 1973 mais elle a diminué depuis. En 1974, sous l'effet de la récession mondiale, l'office de commercialisation de l'okoumé a dû fixer des contingents ce qui a amené la fermeture de certaines entreprises ou le ralentissement des productions. La production d'okoumé est donc passée de 1 872 000 m³ en 1973 à 1 752 000 m³ en 1974 et 1 127 000 m³ en 1975. Pour l'ozigo, la production a d'abord crû de 132 000 m³ en 1973 à 166 000 m³ en 1974 mais est retombée à 87 000 m³ en 1975. Les entreprises qui alimentent directement les usines européennes ont moins souffert que les autres. Les difficultés que l'industrie du bois rencontre tiennent non seulement à un fléchissement de la demande mais aussi à la vive concurrence de l'Asie. Bien que les bois de cette dernière région soient de moins bonne qualité, les prix plus faibles pratiqués par les exportateurs asiatiques ont séduit les importateurs dont beaucoup ont annulé des marchés de bois gabonais. En 1976, la situation s'est beaucoup améliorée mais les entreprises n'utilisent pas encore toute leur capacité.

c) Industries extractives

La production minière, surtout avec le pétrole, est devenue vitale pour l'économie gabonaise; elle fournit la majeure partie des exportations et une partie notable des recettes destinées aux dépenses ordinaires et aux dépenses d'équipement. Les produits extraits sont le pétrole, le minerai de manganèse, l'uranium et l'or. La production de pétrole est passée de 5,4 millions de tonnes en 1970 à 10,2 millions de tonnes en 1974 et 11,3 millions de tonnes en 1975. Les gisements en mer sont tous peu importants si bien qu'il faudra de nouvelles découvertes pour maintenir le niveau actuel.

La production de manganèse est actuellement d'environ 2,2 millions de tonnes contre 1,4 million de tonnes en 1970. Le minerai est pour le moment exporté par le Congo, en empruntant la voie ferrée de Pointe Noire. A l'avenir, lorsque le chemin de fer trans-gabonais desservira Franceville, 2 millions de tonnes de plus seront exportées par les ports gabonais mais le Gabon s'est engagé à maintenir le volume transporté par le Congo.

L'uranium est exporté sous forme de concentrés avec un volume de 1 762 tonnes en 1975 contre 1 077 tonnes en 1970. Le prix de l'uranium a quintuplé à la suite de négociations qui ont pris fin en 1974.

Les perspectives pour les divers produits de l'extraction dépendent de la découverte de nouveaux gisements d'hydrocarbures et de l'exploitation de la mine de fer de Belinga qui interviendra après 1 990, avec l'achèvement du chemin de fer trans-gabonais. D'après les informations disponibles, cette mine pourrait produire 10 à 12 millions de tonnes de minerai à forte teneur par an.

d) Industrie

Les seules activités industrielles du Gabon sont le travail du bois, le raffinage du pétrole et la production d'articles de consommation tels que la bière et les textiles. En 1974 les industries manufacturières n'ont représenté que 4,1 p. 100 du PIB tandis que la construction intervenait pour 12,5 p. 100. Les principaux produits industriels sont la bière (327 000 hl), la farine de blé (12 500 tonnes), le ciment (93 500 tonnes), le contreplaqué (71 000 m³ en 1974), les placages (38 500 tonnes en 1974) et les produits pétroliers (raffinage de 906 000 tonnes de pétrole en 1975). Parmi les industries de traitement du bois, les usines de contreplaqué et de placages forment une branche en progrès rapide. Les industries alimentaires progressent elles aussi; la production de farine a atteint 12 500 tonnes en 1975 contre 8 500 tonnes en 1970; la production de bière a doublé depuis 1972. On note la même tendance à l'expansion pour le ciment dont la production a doublé depuis 1971 du fait de l'essor que connaît la construction.

Les ressources financières disponibles faciliteront la réalisation d'un certain nombre de projets qui augmenteront beaucoup la production industrielle. Dans les cinq prochaines années, la production industrielle pourrait être un secteur en expansion particulièrement rapide puisque la croissance des industries extractives a retrouvé un rythme plus normal. L'un des facteurs qui stimulent l'industrialisation est le programme du Gouvernement, lequel exige des sociétés pétrolières qu'elles versent 10 p. 100 de leur production brute à un fonds d'investissement. Parmi les projets en cours de réalisation ou à leurs débuts, il existe un complexe sucrier à Franceville (capacité initiale 30 000 tonnes) et une usine de pâte à papier (SOGACEL) en construction sur la rivière Como, d'une capacité de 250 000 tonnes l'an. Cette dernière unité est très importante pour l'avenir car elle utilisera des bois tropicaux, dont la demande n'est pas forte, pour fabriquer de la pâte ce qui, en cas de succès, ouvrira de nouvelles avenues industrielles au Gabon et à d'autres pays africains riches en forêts. Une nouvelle installation de raffinage de pétrole est en construction à Port Gentil avec une capacité de 2 millions de tonnes l'an et, si l'étude qui est en cours est suivie d'effet, une usine d'alliages d'acier à Franceville permettra le traitement de 300 000 tonnes de manganèse par an.

IV. Dépense du PIB

Depuis 1970, des changements fondamentaux sont intervenus dans la structure des dépenses : les recettes de l'exploitation du pétrole ont été affectées surtout à des investissements si bien que la formation de capital, mouvement des stocks compris, représentait en 1974 51,8 p. 100 d'un PIB en forte augmentation contre 34 p. 100 en 1970. La consommation, qui pourtant a augmenté puisqu'elle est passée de 35,8 milliards de francs CFA en 1970 à 91,8 milliards en 1974 (multipliée par 2,6) a vu sa part du PIB tomber de 41,9 à 24,7 p. 100. La consommation publique a suivi la même tendance en progressant de 14,9 milliards de francs CFA en 1970 à 34,4 milliards en 1974, mais avec une part du PIB en recul.

L'excédent du compte extérieur a augmenté puisqu'il est passé de 9,5 milliards de francs CFA en 1970 (11,1 p. 100 du PIB) à 53,1 milliards (14,1 p. 100) en 1974. En même temps, l'épargne intérieure qui est allée croissant, a représenté 66 p. 100 du PIB en 1974 contre 41 p. 100 en 1970. Le Gabon peut, sans difficulté, financer ses investissements à leur niveau actuel.

Tableau 2 : Gabon : Dépense du PIB, 1970 à 1974 (en milliards de francs CFA)

	1970	1972	1973	1974
Consommation privée	35,8	47,5	71,4	91,8
Consommation publique	14,9	18,1	25,1	34,4
Formation du capital fixe brute	27,8	42,8	52,2	156,3
Mouvement des stocks	1,3	2,1	8,1	36,1
Exportations de marchandises et services				
Moins importations de marchandises et services	5,7	6,4	4,2	53,1
PIB en prix courants du marché	85,5	116,9	161,0	371,7

Source : Estimations d'après les chiffres officiels.

V. Commerce extérieur et balance des paiements

Malgré l'excédent de son compte marchandises, qui est traditionnel, le Gabon a une balance marchandises et services assez irrégulière à cause de l'importance des paiements nets pour les services. Jusqu'en 1974 l'équilibre a pu être rétabli par un apport de capitaux. Avec la forte hausse du prix du pétrole, le compte marchandises et services s'est soldé par un excédent en 1974 mais il est redevenu déficitaire en 1975.

Tableau 3 : Gabon : Commerce extérieur et balance des paiements, 1970-1975 (en milliards de francs CFA)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Exportations	39,87	49,43	58,90	84,73	234,90	201,92
Importations	22,23	26,81	34,11	35,54	85,45	100,56
Excédent	17,64	22,62	24,79	49,19	149,45	101,36
Balance des paiements						
Marchandises et services (nets)	-1,81	+5,29	-4,64	-12,09	+27,34	-22,1
Transferts privés (nets)	-2,03	-2,63	-2,90	-4,61	-7,01	-9,3
Transferts d'Etats (nets)	+3,11	+2,27	+6,65	+4,83	+4,38	+8,5
Capital (net)	+1,88	-0,39	+2,27	+14,30	-12,96	+33,6
Réserves extérieures a/ (nettes)	-1,81	-2,38	+0,55	-4,83	-12,43	-9,8
Autres postes	+0,66	-2,16	-1,84	+2,42	+0,68	-0,9

Source : Statistiques financières internationales, vol. XXIX, n° 10 (octobre 1976).

(Chiffres de la balance des paiements de 1970-1974, contrevaletur des montants en dollars des Etats-Unis, en prix courants).

a/ Le signe moins (-) indique une sortie de réserves extérieures.

De 1970 à 1975, les réserves extérieures ont augmenté presque continuellement. Les chiffres de la balance des paiements indiquent une augmentation de plus de 30 milliards de francs CFA.

Les entrées nettes de capitaux pendant les cinq années considérées s'élèvent à 38,6 milliards de francs CFA mais se sont situées pour la plus grande partie en 1975.

En 1975, les exportations ont atteint 201,9 milliards de francs CFA contre 84,7 milliards seulement en 1973 et 39,9 milliards en 1970. Elles ont donc quintuplé depuis 1970. En réalité, ces exportations ont reculé en 1975; elles sont revenues de 234,9 milliards de francs CFA en 1974 à 201,9 milliards à cause d'une diminution des ventes de pétrole et de bois. En majeure partie, elles ont consisté en pétrole et le pétrole est intervenu dans le total, en 1975, pour 155 milliards, soit 77 p. 100. Après le pétrole, les postes des exportations les plus importants sont ceux du minerai de manganèse et du bois. Le bois et les produits du bois ont pâti en 1974 et 1975 de la récession en Europe occidentale et les exportations en 1975 ont diminué en valeur pour passer de 27 milliards de francs CFA en 1974 à 13,3 milliards en 1975.

La tendance a été la même pour les importations qui ont presque quintuplé entre 1970 et 1975. Plusieurs facteurs sont intervenus : l'inflation dans les pays industrialisés, l'augmentation de la demande de consommation au Gabon et l'accroissement des importations de capitaux.

VI. Recettes et dépenses de l'Etat

Par suite de l'augmentation des recettes tirées du pétrole, le budget du Gabon a triplé en 1975 ce qui l'a bouleversé complètement. Les prévisions de dépenses de 1975 se sont situées à 151,4 milliards de francs CFA contre 48,7 milliards en 1974 et 20 milliards seulement en 1970. Les dépenses de développement ont grandi beaucoup plus vite que les dépenses ordinaires, avec 107,3 milliards de francs CFA au total en 1975 contre 15,6 milliards seulement en 1973 et 6,2 milliards en 1970. Ce gonflement spectaculaire des dépenses de développement permettra au Gabon de mettre son territoire en valeur beaucoup plus vite qu'on ne l'aurait cru possible. Les dépenses de développement de l'Etat s'appliquent, pour une grande partie, à l'infrastructure, en particulier au chemin de fer trans-gabonais. Le faible niveau de développement des transports est l'un des principaux goulots d'étranglement si bien qu'il est compréhensible que les ressources très accrues disponibles soient affectées à la solution de ce problème.

Les revenus tirés du pétrole constituent la source principale de recette budgétaire. Les ressources financières proviennent de l'impôt direct sur les bénéfices des sociétés pétrolières, de redevances et de droits à l'exportation sur les produits des industries extractives. Une entreprise, Elf-Gabon, aurait versé au Gouvernement gabonais, en 1975, la somme de 72 milliards de francs CFA. Le pétrole représente maintenant 62,8 p. 100 des recettes budgétaires totales.

Tableau 4 : Gabon : Recettes et dépenses de l'Etat, 1970 à 1975 (en milliards de francs CFA)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Recettes totales	20,00	24,50	31,00	36,94	48,7a/	151,4
Dépenses ordinaires	13,81	16,05	18,32	21,33)	50,1a/	44,1
Dépenses de développement b/	6,19	8,47	12,69	15,61)		107,3

Sources : Chiffres officiels et rapports de presse.

a/ Estimations originales seulement; des rapports indiquent que le total a été ramené à 90 milliards de francs CFA.

b/ Y compris des dépenses de développement du budget ordinaire.

VII. Monnaie et crédit

Dans la période 1970-1975, la masse monétaire a augmenté rapidement, au taux moyen annuel de 39,3 p. 100. La circulation a augmenté de 36 p. 100 et la quasi-monnaie de 68,9 p. 100. Dans le total de la masse monétaire, la quasi-monnaie n'a représenté en moyenne que 12,8 p. 100. En 1975 la monnaie en circulation et la quasi-monnaie, considérées ensemble, ont augmenté de 62 p. 100, contre 69,8 p. 100 en 1974 et 32,8 p. 100 en 1973.

Comme le tableau 5 le montre, la forte position des avoirs extérieurs nets et la croissance rapide du crédit privé ont été la cause de l'expansion de la masse monétaire. Les avoirs extérieurs nets, en déficit de 280 millions de francs CFA en 1970, présentaient un solde créditeur de 23 330 millions de francs CFA en 1975. De 1971 à 1975 l'excédent des avoirs extérieurs a augmenté au taux annuel de 83 p. 100. A cause des facilités de crédit élargies offertes par les banques, le crédit privé est resté élevé, en augmentation de 35,2 p. 100 en 1975 contre 46,8 p. 100 en 1974. Dans la période 1970-1975, les créances sur le secteur privé ont augmenté de 29,6 p. 100 annuellement.

Tableau 5 : Gabon : Situation monétaire, 1970 à 1975 (en milliards de francs CFA, en fin d'année)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Avoirs extérieurs (nets)	-0,28	2,08	0,85	4,87	13,35	23,33
Crédit intérieur dont :						
Créances sur l'Etat (nettes)	-1,64	-2,80	-3,04	-7,05	-11,96	-12,58
Créances sur le secteur privé	18,07	19,38	25,31	33,28	48,86	66,08
Monnaie	12,52	14,20	17,93	22,28	37,49	58,28
Quasi-monnaie	0,86	0,83	1,26	3,21	5,80	11,83
Autres postes (nets)	2,78	3,64	3,93	5,62	6,97	6,73

Source : Statistiques financières internationales, vol. XXIX, n° 10 (octobre 1976).

Dans le même temps, l'Etat a accru ses dépôts auprès des établissements bancaires. Ces dépôts nets, qui ont augmenté de 50,3 p. 100 l'an depuis 1970 ont atteint, en 1975, 12 580 millions de francs CFA. L'accroissement des dépôts de l'Etat a eu un effet de contraction sur la masse monétaire. Il a partiellement réduit l'effet inflationniste de la croissance rapide des avoirs extérieurs nets et des crédits privés.

VIII. Salaires et prix

En février 1974, le salaire horaire minimal a été fixé à 101,15 francs CFA pour les activités non agricoles et 67,50 francs CFA dans l'agriculture. Depuis 1970, sa progression a été de 94,5 p. 100 dans le premier cas et de 55,9 p. 100 dans le second. Les taux effectivement pratiqués sont plus élevés et l'écart est profond entre le secteur public et le secteur privé et, particulièrement, entre les nationaux et les expatriés. Les indices de prix disponibles indiquent un taux d'inflation élevé depuis 1970 dont la moyenne annuelle dépasse 11,7 p. 100. Un indice de 155 articles accuse une inflation moyenne annuelle de 14 p. 100 depuis juin 1972. La hausse la plus forte s'est produite en 1974 avec 36 p. 100 pour cet indice. Depuis lors, le taux d'inflation s'est

ralenti quelque peu mais il dépassait encore 10 p. 100 en 1975. Pour la majeure partie, l'inflation résulte des importations en provenance des pays industrialisés mais le niveau élevé de l'activité économique depuis 1973 a mis à forte contribution les ressources de main-d'œuvre et fait monter les coûts de production; la hausse des salaires qui s'est ensuivie en est la manifestation. Les prix de gros, pour 1970 égal 100, ont atteint les indices 117 en 1973, 143,2 en 1974 et 164,7 en 1975.

IX. Emploi et chômage

Au Gabon, l'emploi ne présente pas le problème courant ailleurs. Avec une population peu nombreuse, le pays souffre même d'une pénurie aigüe de main-d'œuvre autochtone dans toutes les catégories, du manoeuvre au technicien très qualifié. De fait, pour se procurer la main-d'œuvre nécessaire à l'exécution de vastes projets, comme celui du chemin de fer trans-gabonais, le Gouvernement a dû recourir à du personnel migrant : des accords avec d'autres pays africains prévoient l'importation de main-d'œuvre.

B. PRINCIPAUX PROBLEMES ET CONSEQUENCES DES TENDANCES ECONOMIQUES INTERNATIONALES

Producteur de pétrole important, le Gabon n'a pas éprouvé les difficultés qui ont été celles de maints pays en développement depuis 1973. Avec les ressources qu'il retire de sa production croissante de pétrole et de prix en forte hausse, il a pu, au contraire, développer largement son programme d'investissements. Toutefois, il doit affronter des problèmes de développement d'importance que l'on peut résumer sous les rubriques suivantes :

a) Retard de l'agriculture

Le secteur agricole reste à la traîne ce qui est dû d'une part à l'utilisation de méthodes de production traditionnelles mais aussi à l'étendue des forêts avec des communications difficiles et un réseau routier médiocre. La faiblesse numérique de la population et l'attrait d'autres activités expliquent le déclin de certaines cultures d'exportation comme le café. Du fait que, maintenant, les industries extractives créent de nouvelles activités urbaines, la population rurale est plus tentée encore de quitter la campagne et la production agricole risque de connaître un nouveau déclin. La population urbaine est déjà par trop tributaire des importations pour son alimentation.

b) Pénurie de main-d'œuvre

Elle se fait sentir dans tous les secteurs. Il est difficile de trouver des ouvriers pour les travaux agricoles, la production de bois, la construction, le travail en usine. La mise en oeuvre de vastes projets de développement est impossible sans les experts expatriés qui fournissent la plus grande partie du personnel de direction et des techniciens.

c) Prix de revient élevés

L'obligation d'importer la plupart des produits nécessaires, les denrées alimentaires comprises, le fait de dépendre des experts étrangers, la difficulté du relief, sont autant de causes de la cherté, qu'il s'agisse du coût de la production ou du coût des investissements, qui ont aussi une action retardatrice sur la croissance.

Bien que ses recettes pétrolières ait mis le Gabon à l'abri de la récession internationale, la diminution de la demande en 1975 a porté un coup sévère à son industrie du bois. Toutefois, avec la reprise de 1975, la situation s'est améliorée. En général, le Gabon est dans une position particulièrement favorisée car, à la différence de la plupart des pays en développement, il est assuré d'avoir pour des années un minimum de ressources financières pour son développement.

C. POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT

Depuis son indépendance, le Gabon a établi deux plans de développement; le second de ces plans, le plan quinquennal 1971-1975, a été mis en oeuvre pendant la période considérée. Toutefois, les conditions ont entièrement changé pendant sa période d'exécution de sorte que la croissance et l'investissement ont dépassé les prévisions. La méthode essentiellement suivie, qui a consisté à utiliser les recettes des industries extractives pour développer d'autres richesses s'est révélée pleinement justifiée.

Le troisième plan quinquennal, pour 1976-1980, est en préparation et ses grandes orientations sont déjà connues. Le niveau des dépenses est très élevé : 1 225 milliards de francs CFA dont 848 milliards à la charge du secteur public et 377 milliards à la charge du secteur privé. L'Etat dépensera 147 milliards pour les activités productives, 438 milliards pour les projets d'infrastructure et 230 milliards en immobilisations sociales et communautaires. De l'important poste des dépenses d'infrastructure font partie le coût du chemin de fer trans-gabonais et d'autres projets de mise en valeur de l'intérieur. Le développement s'inscrit dans une perspective libérale et le secteur privé étranger est encouragé à réinvestir ses bénéfices sur place. Les sociétés pétrolières ont été invitées à affecter un pourcentage déterminé de leurs bénéfices à un fond spécial d'investissement et le Gouvernement conduit une politique d'active participation à des réalisations économiques en association avec des entreprises étrangères.

Un effort spécial pour l'agriculture sera fait pendant la période du troisième plan mais l'accent sera mis sur de vastes projets tels que la production de sucre. Dans l'industrie manufacturière, dont le marché intérieur est étroit, des unités de production en vue de l'exportation seront créées pour des matériaux de base tels que la pâte à papier, le ciment, l'ammoniaque et les produits du raffinage du pétrole. Le secteur qui progressera le plus vite sera celui des industries, particulièrement les branches des industries manufacturières et de la construction.

D. PERSPECTIVES

Pour 1976, les perspectives économiques sont bonnes. Le secteur des industries extractives paraît devoir connaître une progression de quelque 10 p. 100 en production et en recettes et la reprise en Europe occidentale ranime l'activité de la production de bois. En même temps, l'industrie de la construction prend une expansion notable avec le commencement des travaux du chemin de fer et d'autres réalisations importantes.

D'ici à 1980, il pourra y avoir un certain ralentissement de la croissance puisque le taux moyen de la période qui précédait 1975 a été particulièrement fort. Le niveau futur de la production de pétrole était resté assez incertain mais des découvertes récentes permettent d'espérer que cette production pourra se tenir à son rythme actuel. Le troisième plan sera largement tributaire d'un apport de capitaux extérieurs, de source publique et de source privée, en dépit des vastes ressources propres du Gabon lui-même.

Déjà, la dernière année d'exécution du plan, l'année 1980, s'annonce comme importante car, cette année-là, la première tranche du chemin de fer devrait être achevée et il se pourrait que cet énorme investissement commence à procurer des recettes. Quoi qu'il en soit, des dépenses aussi considérables que celles qui sont envisagées dans le troisième plan auront une action très stimulante sur l'économie et accéléreront la croissance, dans les secteurs des services en particulier.

Dans l'ensemble, les perspectives sont brillantes pour le Gabon et la méthode adoptée par le Gouvernement, qui consiste à utiliser les recettes tirées du pétrole pour développer les immobilisations, est fondamentalement saine. Un taux de croissance annuel moyen de plus de 7 p. 100 jusqu'en 1980 est parfaitement réalisable.

GHANA

A. EVOLUTION ECONOMIQUE ET SOCIALE, 1971-1976

Introduction

Pendant la période 1970-1976, l'économie ghanéenne a été confrontée à un certain nombre de problèmes, notamment l'inflation, le chômage et la rigidité des structures caractérisée par une dépendance excessive à l'égard d'un petit nombre de produits d'exportation instables et une incapacité à réduire les importations sans ralentir le taux d'expansion et de développement de l'économie. Le taux de croissance réel de l'économie, qui n'a été en moyenne que de 0,6 p. 100 par an de 1970 à 1975, suivi une courbe plutôt oscillante marquée par des périodes de croissance, de stagnation et de récession. Après avoir augmenté de 5,2 p. 100 en 1971, le PIB en valeur réelle a baissé de 2,5 p. 100 en 1972 pour remonter à des taux de 5,7 p. 100 et 5,2 p. 100 en 1973 et 1974 respectivement. En 1975, le taux de croissance réel a subi une chute brutale de 10,5 p. 100 mais on prévoit une amélioration modeste en 1976 avec une croissance de 5,6 p. 100. La baisse enregistrée en 1975 a été due à la récession mondiale et aux restrictions sévères des importations qui en ont découlé, ce qui a entraîné une pénurie généralisée de facteurs essentiels de production importés et a privé les secteurs productifs de matières premières, de machines et de pièces détachées.

Les fluctuations sensibles du PIB se sont traduites par des variations tout aussi sensibles dans le secteur du commerce extérieur. Ainsi, après avoir enregistré des déficits de 93,2 millions de cédís et 202,4 millions de cédís en 1970 et 1971 respectivement, le compte courant de la balance des paiements a enregistré des excédents importants de 143,4 millions de cédís et 146,9 millions de cédís respectivement en 1972 et 1973. Par la suite, on a enregistré un déficit presque record de 194,2 millions de cédís en 1974 et un déficit beaucoup moins important de 47,9 millions de cédís en 1975. D'après les estimations et prévisions préliminaires, le bilan restera déficitaire en 1976 mais dans des proportions peut-être moindres que l'année précédente.

Un trait caractéristique de la période considérée a été la série de déficits budgétaires de l'Etat qui ont été financés en recourant au système bancaire. Cette pratique a eu pour effet une expansion rapide de la masse monétaire, ce qui a eu une incidence inflationniste sur les prix locaux des biens et des services. Les données concernant les prix indiquent que l'économie a été relativement stable au début des années 70. En 1970-1972, l'inflation a été maintenue au-dessous de 10 p. 100. Toutefois, en 1973, de fortes pressions inflationnistes se sont développées, faisant grimper l'indice des prix à la consommation de 29,3 p. 100. Après un certain ralentissement en 1974 (où un taux de 18,4 p. 100 a été enregistré), les prix ont en 1975, fait un bond de 29,7 p. 100 et, de janvier à juin 1976, ils ont atteint le taux record de 48,8 p. 100.

En ce qui concerne l'emploi, il ressort des rares statistiques disponibles que la situation ne s'est que très légèrement améliorée au cours de la période considérée. L'indice approximatif du chômage fait apparaître une augmentation en 1971 et 1972, une baisse en 1973 et une nouvelle augmentation en 1974. Le taux de l'emploi a sans doute diminué en 1975/76 en raison essentiellement des nouvelles restrictions imposées au contingentement des importations et de la baisse relative de l'activité économique dans la plupart des secteurs productifs clés.

Le secteur agricole - non compris le cacao - dont la contribution au PIB total est la plus forte et qui a enregistré des succès remarquables en 1974 dans la production de plusieurs denrées alimentaires essentielles a souffert en 1975 de conditions météorologiques défavorables ainsi que de la pénurie d'engrais et autres facteurs de production importés. La récolte médiocre a entraîné la montée en flèche des prix alimentaires locaux, dont l'indice a augmenté en 1975 de 30 p. 100. Compte tenu des conditions météorologiques qui prévalent en 1976, il semble que les résultats obtenus dans le secteur agricole ne seront guère meilleurs qu'en 1975.

La production de cacao est passée de 369 507 tonnes de 2 240 livres en 1974/75 à environ 394 018 tonnes en 1975/76. Cette progression a eu lieu en dépit de conditions météorologiques moins favorables et du manque de fournitures suffisantes d'insecticides et de pulvérisateurs.

Quant à la production de céréales, elle est passée de 752 000 tonnes en 1973 à 814 000 tonnes en 1974, celle de manioc (cassava) de 2 820 000 tonnes à 3 483 000 tonnes et celle d'ignames et d'ignames de coco (eddo) de 1 979 000 tonnes à 2 057 000 tonnes. Enfin, la production de bananes (plantains), qui est aussi une source importante d'alimentation, est passée de 2 037 000 tonnes à 2 121 000 tonnes.

La production industrielle a fléchi en 1975 non seulement en raison des allocations limitées dans le cadre du programme d'importations mais aussi du fait que les licences d'importation ont été délivrées tardivement, ce qui a entraîné une inutilisation partielle de la capacité industrielle. Cette situation ne s'est guère améliorée de façon sensible en 1976. En effet, après une expansion rapide de l'activité dans le secteur du bâtiment en 1974, la production s'est ralentie en 1975 et en 1976 en raison notamment d'une pénurie de matériaux de construction.

I. Dépense au titre du PIB

D'après les estimations préliminaires de la CEA présentées dans le tableau 1, la part de la formation de capital fixe dans le PIB a diminué légèrement passant de 7,8 p. 100 en 1974 à 6,2 p. 100 en 1975. Le fait qu'une proportion aussi faible du PIB soit consacrée aux investissements montre que la situation est particulièrement peu satisfaisante puisque, sur la base des relations normales, un taux d'investissement de capitaux équivalant à 6,2 p. 100 du PIB entraînerait un taux de croissance annuelle d'environ 2 p. 100 seulement lorsque les projets prévus seraient mis en oeuvre.

Tableau 1 : Ghana : Dépenses au titre du PIB aux prix courants du marché, 1970-1975
(en millions de cédís)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
PIB	2 258,6	2 500,5	2 827,7	3 314,0	4 483,9	6 234,1
Consommation privée	1 664,0	1 915,7	2 116,0	2 416,0	3 737,7	5 173,3
Consommation publique	290,3	324,0	355,0	413,3	563,2	766,6
Formation de capital fixe	271,4	310,7	243,9	289,2	350,1	389,3

Source : Estimations de la CEA.

II. Commerce extérieur et balance des paiements

La balance des paiements a continué d'être soumise à des tensions du fait qu'elle dépend du cacao qui fournit la plus grande partie des recettes totales d'exportations. Comme on le verra au tableau 2, les estimations préliminaires montrent que la balance commerciale s'est améliorée en 1975. Les exportations sont passées de 780 millions de cédís en 1974 à 887,9 millions en 1975, soit une augmentation de 107,9 millions de cédís ou de 13,8 p. 100. D'autre part, les importations ont diminué de 69,3 millions de cédís (soit 7,8 p. 100) passant de 922,6 millions de cédís en 1974 à 853,3 millions de cédís en 1975. La balance commerciale a donc enregistré un excédent de 34,6 millions de cédís en 1975 alors qu'elle avait accusé un déficit de 142,6 millions de cédís en 1974. En revanche, le compte des invisibles a été marqué par un déficit considérable, ce qui a entraîné en 1975 un déficit de la balance des biens et services de l'ordre de 95,7 millions de cédís; cela constituait cependant une très nette amélioration par rapport aux résultats de l'année précédente où ce déficit s'élevait à 222 millions de cédís. Ce résultat a été rendu possible par une régulation plus stricte des importations ainsi que par un accroissement du volume des exportations, notamment du cacao, bien que le prix du cacao ne fût pas aussi élevé que l'année précédente.

Tableau 2 : Ghana : Commerce extérieur et balance des paiements, de 1970 à 1975
(en millions de cédís)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Commerce extérieur						
Exportations f.o.b.	638,0	464,5	508,6	678,5	780,0	887,9
Importations c.a.f.	590,0	583,0	337,5	492,9	922,6	853,3
Solde	+98,0	-118,5	+171,1	+185,6	-142,6	+34,6
Balance des paiements						
Biens et services (net)	-90,9	-202,7	+125,9	+132,4	-222,0	-95,7
Transferts privés	-13,8	-12,1	-4,0	-7,3	-4,2	+24,5
Transferts publics	+11,5	+12,5	+21,5	+21,8	+32,0	+23,2
Capitaux non monétaires (net)	+100,2	+190,0	-7,3	-31,3	+24,1	+60,1
Capitaux monétaires (net)	-28,5	-5,6	-135,3	-104,1	+207,6	-100,2
Erreurs et omissions	+21,5	+18,0	-0,8	-11,5	-37,5	+88,0

Source : Département de la recherche de la Banque du Ghana.

Le déficit de 1975 enregistré par la balance des biens et services a été financé par un afflux net de transferts publics et privés (47,7 millions de cédís) et de capitaux (60,1 millions de cédís).

Il ressort des données et estimations disponibles que le solde de la balance des paiements sera meilleur en 1976 et que seul un très faible déficit du compte courant est prévu.

Le bilan de l'ensemble du secteur monétaire a fait apparaître en 1975 une accumulation nette d'avoirs extérieurs d'un montant de 110,9 millions de cédís contre une diminution nette de 209,1 millions de cédís ^{1/} en 1974. Les transactions avec le FMI en 1975 ont eu pour résultat un afflux net de 68,5 millions de cédís provenant essentiellement de tirages au titre de la tranche assortie de versements et des facilités octroyées pour le paiement du pétrole en 1974.

A la fin de 1975, la dette extérieure du Ghana s'élevait à 726,4 millions de cédís contre 680,6 millions de cédís en 1974.

III. Recettes et dépenses publiques

Un trait caractéristique des finances publiques au cours de la période considérée a été l'accroissement rapide des déficits budgétaires et le recours de plus en plus fréquent au financement des déficits (tableau 3). Les finances publiques continuent d'être caractérisées par leur dépendance à l'égard de quatre principales sources de revenus, à savoir les taxes sur les ventes **intérieures**, qui constituent maintenant 22 p. 100 des recettes de l'Etat, les impôts sur le revenu des sociétés et des particuliers (20 p. 100), les taxes sur les importations (16 p. 100) et la taxe d'exportation sur le cacao (28 p. 100), cette dernière étant la plus variable puisque son rendement dépend essentiellement du prix du cacao sur le marché mondial, ce qui est donc un facteur important d'instabilité des finances publiques d'autant que les autres taxes importantes semblent avoir une faible élasticité par rapport au PIB.

Depuis 1970/71, période pendant laquelle un léger excédent a été enregistré du fait, surtout, des prix élevés d'exportation du cacao, le déficit global n'a cessé de croître. Il est passé, en effet, de 105,2 millions de cédís en 1971/72 à 356,7 millions de cédís en 1974/75. Dans le projet de budget révisé pour 1975/76, le déficit était de 546,5 millions de cédís alors que dans le projet de budget pour 1976/77 il est prévu un déficit de 380 millions de cédís. Si, certaines années - 1972/73 par exemple - l'accroissement du déficit était dû en partie à une diminution des recettes, par la suite notamment de baisses des prix du cacao, l'augmentation

^{1/} Selon le FMI, les réserves du Ghana ont baissé de 78,8 millions de dollars des E.-U. en 1974 et ont augmenté de 46,5 millions de dollars des E.-U. en 1975. Au taux actuel des changes, cela revient à 90,6 millions de cédís et 53,6 millions de cédís respectivement.

brusque du déficit qui s'est produite en 1974/75 a, en revanche, été surtout due à un accroissement très sensible des dépenses. De plus, en 1974/75, les recours au système bancaire pour financer le déficit se sont très rapidement multipliés.

En 1974/75, dernière date pour laquelle on dispose de données sûres, le total des recettes perçues s'élevait à 804,8 millions de cedis, soit un excédent de 96,2 millions de cedis (13,6 p. 100) par rapport au montant des prévisions budgétaires qui était de 708,6 millions de cedis. Cet excédent avait essentiellement pour origine les prix soutenus du cacao sur le marché mondial. Comme il est normal que des recettes publiques accrues entraînent des dépenses publiques accrues, les dépenses réelles, qui se sont élevées à 1 161 400 cedis, ont été supérieures aux prévisions, les dépassant de 146,7 millions de cedis, soit 14,4 p. 100. Les dépenses renouvelables, d'un montant de 875,8 millions de cedis, ont dépassé de 160 millions de cedis les prévisions budgétaires alors que les dépenses d'équipement sont restées légèrement en-deçà du montant prévu. Sur un déficit total de 356,7 millions de cedis, 295,9 millions ont été financés à l'aide de fonds bancaires, contre 110,6 millions de cedis en 1973/74.

Tableau 3 : Ghana : Récapitulation des finances publiques, 1971/72-1976/77
(en millions de cedis)

	1971/72	1972/73	1973/74	1974/75	1975/76 Projet de budget re- visé	1976/77 Projet de budget
1. Total des recettes						
et subsides	426,4	396,7	583,5	804,8	818,8	1 084,3
Recettes	426,4	396,5	578,8	804,8	807,8	1 084,3
Subsides de l'étranger	-	0,2	4,7	-	11,0	-
2. Total des dépenses et						
prêts nets	531,6	579,8	779,6	1 161,4	1 365,3	1 464,3
Dépenses ordinaires	381,8	439,6	569,2	875,8	963,1	1 104,3
Dépenses de développe- ment	96,4	84,3	158,1	285,6	338,0	360,0
Prêts nets	53,4	55,9	52,3	...	64,2	...
3. Déficit global (-)	-105,2	-183,1	-196,1	-356,7	-546,5	-380,0
4. Financement (net)						
Extérieur	29,8	31,6	3,0	2,5	67,9	...
Intérieur	99,9	142,6	195,0	443,5	208,9	...
Système bancaire	84,2	6,3	110,6	295,9	105,6	...
Fonds de la sécurité sociale	31,7	56,2	30,9	100,5	80,0	...
Autres a/	-16,0	80,1	53,5	47,1	23,3	...
5. Non identifié						
erreurs et omissions	-24,5	8,9	-1,9	-89,3	269,7 b/	...

Source : Etabli d'après les déclarations budgétaires et les données provenant du Bureau central de statistique, de la Banque du Ghana et autres organismes.

a/ Provenant du secteur privé non bancaire, d'entreprises publiques non financières et autres.

b/ Source de financement non décidée. Généralement financé par la Banque centrale pendant le premier semestre de l'année.

Une fois que le projet de budget pour 1975/76 avait été présenté, on s'est aperçu que les recettes prévues avaient été trop largement calculées et les dépenses insuffisamment évaluées. Diverses mesures ont donc été prises d'office pour faire rentrer des recettes supplémentaires et réduire les dépenses. C'est pourquoi, le projet de budget faisait mention d'un déficit de 546,5 millions de cédis au lieu du montant initialement prévu de 339,8 millions de cédis. L'intention était de recourir au secteur bancaire pour financer 105,6 millions de cédis sur ce déficit révisé de 546,5 millions mais on sait que la quasi-totalité du montant non identifié indiqué au tableau 3 aurait été financée par le secteur bancaire. Cela aurait porté le financement par les banques à 375,3 millions de cédis. Or, cette façon de financer le déficit crée des tensions inflationnistes et il a été démontré que les prix à la consommation ont considérablement monté au cours de la première moitié de 1976 si l'on compare avec la même période de 1975.

Dans le budget pour 1976/77, on prévoit que le total des dépenses et des prêts nets s'élèvera à 1 464 300 cédis alors que le total des recettes sera de 1 084 300 cédis, le déficit global étant estimé à 380 millions de cédis.

IV. Monnaie et crédit

L'évolution de la situation monétaire après 1971 a été dominée par les besoins de financement budgétaire de l'Etat. Comme on l'a indiqué dans la section précédente, le Trésor public a eu considérablement recours au crédit bancaire, surtout auprès de la banque centrale, pour financer ses déficits budgétaires. Cet état de choses est illustré par le crédit net consenti par le secteur bancaire au Trésor public (tableau 4), qui a augmenté en moyenne de 30 p. 100 par an au cours de la période 1970-1975. Il s'est accru de 59,4 p. 100 en 1975 et de 37,1 p. 100 pendant les huit premiers mois de 1976.

Alors que les prêts bancaires à l'Etat augmentaient rapidement, le taux d'expansion du crédit au secteur privé s'est ralenti en moyenne passant de 36,7 p. 100 en 1974 à 16,5 p. 100 en 1975. Le crédit intérieur, comprenant les créances nettes sur le Trésor, les organismes officiels et autres institutions financières et sur le secteur privé, a augmenté de 23,5 p. 100 par an pendant la période 1970-1975.

C'est l'expansion du crédit intérieur qui a été le facteur déterminant de l'expansion de la masse monétaire. Ainsi qu'il apparaît au tableau 4, les moyens de paiement en circulation se sont accrus depuis 1970 de 26,9 p. 100 par an en moyenne, pour atteindre 697,9 millions de cédis en 1974 et 1 013 600 cédis en 1975. La quasi-monnaie, constituée par l'épargne et les dépôts à terme, s'est accrue de 22,7 p. 100 en 1975, contre 39,9 p. 100 en 1974, et d'encore 16,2 p. 100 jusqu'en août 1976. La masse monétaire, composée de la monnaie en circulation et de la quasi-monnaie, a augmenté de 26,6 p. 100 par an entre 1970 et 1975.

Afin de favoriser la réalisation des objectifs économiques du Gouvernement, la banque centrale s'efforce également d'exercer un contrôle sur les allocations de crédits. L'instrument le plus important qu'elle a à sa disposition à cet effet est un ensemble de directives relatives au crédit. Dans les directives pour 1975/76, l'agriculture, l'industrie manufacturière et le commerce d'exportation restaient les secteurs prioritaires et les banques avaient pour instruction d'accroître les crédits octroyés à ces secteurs de 50 p. 100, 20 p. 100 et 25 p. 100 respectivement par rapport au niveau de fin juin 1975. Jusqu'à présent, les résultats obtenus dans le cadre des directives pour 1975/76 font apparaître des écarts sensibles dans les marges de crédit autorisées pour l'activité économique des secteurs prioritaires. En fait, le crédit aux secteurs prioritaires a été inférieur de 22,4 p. 100 au montant recommandé dans les directives.

Les fluctuations des avoirs extérieurs nets de la Banque centrale reflètent l'évolution qui s'est produite dans le commerce et les paiements extérieurs. En 1975, les avoirs extérieurs nets de la Banque du Ghana s'élevaient à 191,5 millions de cedis, contre 21,4 millions de cedis en 1974, lorsqu'un déficit presque record de la balance des paiements avait été enregistré. En août 1976, les avoirs extérieurs de la Banque représentaient 179,4 millions de cedis. Ces chiffres diffèrent quelque peu de ceux présentés par le FMI, tels qu'ils figurent au tableau 4, exprimés encore en nouveaux cedis, monnaie en usage jusqu'en février 1972.

Tableau 4 : Ghana : Situation monétaire de 1970 à 1976 (en millions de nouveaux cedis)

	Fin 1970	Fin 1971	Fin 1972	Fin 1973	Fin 1974	Fin 1975	Juin 1976
Avoirs extérieurs nets	-20,2	-1,2	127,6	232,3	23,2	134,1	146,2
Crédit intérieur							
Créances nettes sur le Trésor public	291,2	289,5	358,4	358,2	558,0	883,7	1 125,4
Créances sur des organismes officiels	45,4	69,4	140,6	135,2	196,5	104,4	145,9
Créances sur le secteur privé	191,5	319,7	290,4	269,9	356,3	474,2	447,5
Créances sur d'autres ins- titutions financières	2,1	6,7	11,5	41,6	58,0	62,8	64,4
Monnaie	305,9	321,1	462,5	563,7	697,9	1 013,6	1 150,3
Quasi-monnaie	121,2	153,6	205,1	229,8	307,7	377,5	428,7
Autres (net)	82,8	209,5	260,9	243,7	186,3	268,0	350,5

Source : International Financial Statistics, vol. XXIX, No. 10 (oct. 1976).

V. Prix, rémunérations et emploi

En ce qui concerne le niveau des prix intérieurs, les variations observées ont reflété l'évolution qui s'est produite dans le domaine monétaire. En 1975, l'indice du coût de la vie, tel qu'il est évalué par l'Indice national des prix à la consommation, a augmenté de 29,7 p. 100 contre 18,4 p. 100 l'année précédente, révélant ainsi la réapparition de tensions inflationnistes dans l'économie.

Ce sont les prix des denrées alimentaires, tant locales qu'importées, qui ont le plus contribué à cette inflation considérable, en augmentant de plus de 30 p. 100 contre 20 p. 100 environ en 1974. D'autres produits dont les prix ont progressé sensiblement en 1975 sont les biens durables (30,9 p. 100) ainsi que les boissons et le tabac (32,9 p. 100).

Les tensions inflationnistes se sont développées encore davantage au cours de la première moitié de 1976. L'indice national des prix à la consommation a fait un bon de 48,8 p. 100 par rapport à la première moitié de 1975. Là encore, les prix des produits alimentaires locaux, avec une hausse de 56,5 p. 100, ont compté parmi les principaux facteurs d'inflation. Les prix des denrées alimentaires de production locale ont continué de figurer en tête de l'indice des prix à la consommation et l'offre insuffisante de produits locaux d'alimentation a joué un rôle dans la hausse des prix.

Des hausses sporadiques de salaires se sont produites en 1967, 1972 et 1974, notamment pour les employés du secteur public. Toutefois, le salaire minimum réel a régulièrement baissé, passant de la base 100 en 1963 à 87,2 en 1975. En l'absence de données pour 1975 et 1976, on ne peut que tirer la conclusion que, aucune autre augmentation générale de salaires n'ayant eu lieu ces années-là, où le taux d'inflation était très élevé, le salaire réel a dû considérablement baisser.

On ne dispose pas de données sûres quant à la situation de l'emploi. Celles dont on dispose indiquent seulement le nombre de chômeurs inscrits. D'après ces chiffres, leur nombre a augmenté de 8 p. 100, passant de 28 255 en 1974 à 30 486 en 1975.

VI. Autres secteurs sociaux

Enseignement. Les inscriptions dans les établissements d'enseignement ont régulièrement augmenté depuis 1970, à l'exception notable des centres de formation d'enseignants qui ont connu une désaffectation croissante. Cette baisse des effectifs s'explique sans doute par les progrès déjà réalisés pour donner aux écoles des maîtres qualifiés. Le nombre d'élèves inscrits dans les écoles primaires est passé de 947 500 en 1970/71 à 1 157 300 en 1975/76, et celui des effectifs dans les écoles intermédiaires et secondaires est passé de 496 700 à 530 000 environ. Le nombre des inscriptions dans les universités était de 7 142 en 1975/76 contre 4 729 en 1970/71. Le nombre d'élèves inscrits dans

les écoles techniques était relativement peu élevé en 1974/75 (10 434) mais il représentait cependant une progression satisfaisante par rapport à 1970/71 (7 896). Le gouvernement a l'intention d'équiper les centres d'enseignement avec des installations telles que laboratoires et ateliers et d'y installer eau, électricité et équipement sanitaire. En outre, il continue de donner la priorité à la formation de personnel technique et scientifique afin de répondre aux besoins les plus urgents du pays en matière de main-d'œuvre.

Santé. Les chiffres disponibles relatifs aux consultations de malades par les médecins montrent que les soins hospitaliers s'accroissent constamment et qu'il est fourni un nombre toujours plus grand de services de santé, notamment dans les zones rurales où des services paramédicaux intégrés sont mis à la disposition de la population. Les programmes de planification familiale continuent de recevoir la plus grande attention.

Logement. L'objectif de la politique gouvernementale est de fournir des logements peu onéreux à la majorité de la population. Toutefois, l'expansion rapide des logements bon marché qui s'est produite entre 1972 et 1974 n'a pas pu se poursuivre en 1975 et 1976, ce qui est imputable en partie à des difficultés de devises. On s'efforce de comprimer les coûts de construction en utilisant davantage de matériaux locaux au lieu de matériaux importés. En réactivant l'usine de panneaux préfabriqués qui se trouve dans le pays, les pouvoirs publics espèrent faire considérablement progresser la mise en œuvre de leur programme de logement en 1976/77.

Protection sociale. Au cours de la période considérée, le gouvernement a continué de développer son programme de protection sociale en créant de nouveaux centres de formation professionnelle à l'intention des femmes, des jeunes qui ont abandonné l'école et des analphabètes ainsi qu'en développant des programmes de rééducation destinés aux handicapés, aux délinquants ou aux indigents, en mettant à leur disposition des centres de loisirs et des ateliers où ils peuvent acquérir de nouvelles compétences.

B. GRANDS PROBLEMES ET POLITIQUE GENERALE

Les grands problèmes auxquels le Ghana s'est trouvé confronté en 1975/76 ont été l'inflation, le chômage et un déséquilibre persistant de sa balance des paiements, ce qui est un grave handicap pour l'expansion et le développement économiques. L'un des effets du déséquilibre de la balance des paiements est une pénurie périodique de facteurs humains et industriels indispensables, avec les conséquences défavorables que cela comporte pour l'ensemble de la production et pour la situation de l'emploi.

La difficulté essentielle de l'économie réside dans le fait que le secteur agricole n'arrive pas à produire suffisamment pour nourrir la population et alimenter l'industrie. On lit dans le budget de 1976/77 que "juguler l'inflation est devenue la préoccupation majeure du gouvernement et le gouvernement s'inquiète tout particulièrement de ce que les prix élevés des produits alimentaires de production locale contribuent fortement à l'inflation".

Au Ghana, la stratégie de la lutte contre l'inflation est essentiellement axée sur l'organisation de l'offre plutôt que sur celle de la demande. En vue de juguler l'inflation intérieure et de réduire l'influence de l'inflation internationale, le gouvernement continue sa politique d'auto-approvisionnement, donnant à l'agriculture une place centrale dans la stratégie du développement. A l'aide de ses programmes intitulés "Operation Feed Yourself" (Subvenez à vos besoins alimentaires) et "Operation Feed Your Industries" (Alimentez votre industrie), le gouvernement a essayé de faire du Ghana un pays dont la production de denrées alimentaires et de matières premières agro-industrielles suffit à ses propres besoins, ce qui ne peut manquer d'avoir des effets favorables sur le coût de la vie, les coûts de production et l'emploi dans les zones rurales.

Conformément à cet objectif, le gouvernement a progressivement augmenté ses investissements dans le secteur agricole. Dans le budget pour 1976/77, les crédits affectés à ce secteur étaient de 53 millions de cedis, soit une augmentation de 41 p. 100 par rapport à l'année précédente. Conscient du fait que le petit cultivateur est le rouage essentiel de l'agriculture ghanéenne, le gouvernement a adopté une stratégie qui consiste à concentrer au niveau du petit exploitant les services de vulgarisation agricole de façon à accroître la productivité et les revenus de la population rurale. Le programme de développement agricole prévoit l'aménagement d'installations d'infrastructure, la mise en oeuvre de travaux d'irrigation, la fourniture de services mécanisés, l'amélioration des débouchés commerciaux et la mise en place d'installations de stockage. L'attention continue d'être portée sur la construction de routes de raccordement, qui ont déjà coûté 63 millions de cedis depuis 1972, mais il est dit dans la déclaration budgétaire de 1976/77 que "les dépenses sont sans proportion avec les travaux réalisés". Des résultats médiocres par rapport aux sommes dépensées, c'est là, en effet depuis longtemps l'infortune du Ghana dans la mise en oeuvre de son plan de développement.

Les cultivateurs sont encouragés à créer des "associations de cultures" pour que leur soit facilitée la fourniture de crédits bancaires et d'assistance technique. Les faits nouveaux survenus dans ce secteur en 1976 ont été la création par la Banque centrale de banques rurales dans la campagne et celle d'une société de crédit-bail pour le développement par la Banque commerciale du Ghana afin non seulement de fournir des crédits mais aussi de louer aux cultivateurs machines et équipements agricoles.

Le gouvernement continue d'encourager les sociétés industrielles à participer à l'exploitation à grande échelle de cultures commerciales en vue "d'alimenter leurs propres industries" et, partant, d'être moins tributaires de l'importation de matières premières.

Le programme agricole du gouvernement représente une démarche structurelle à long terme visant à freiner l'inflation. En guise de mesure provisoire a été institué le contrôle administratif des prix et des rémunérations. Le gouvernement a habilité le Prices and Incomes Board (Conseil des prix et des revenus) à fixer

les prix maxima de vente de certains articles essentiels. En outre, les augmentations de salaires de plus de 2,5 p. 100 ne peuvent être consenties qu'avec l'assentiment du Conseil. Toutefois, les résultats obtenus n'ont pas été remarquables : la hausse des salaires a pu être limitée dans une certaine mesure mais pas celle des prix. Le gouvernement a exprimé l'intention de réduire les déficits budgétaires et de moins recourir au secteur bancaire pour les financer.

Pour ce qui est de la balance des paiements, la politique suivie en 1975/76 est restée axée sur la limitation des importations ainsi que la diversification et l'expansion des exportations en vue de rétablir l'équilibre. Pour réaliser cet objectif, le gouvernement a eu recours à deux instruments essentiels : un programme d'importations et une série de stimulants à l'exportation, notamment une prime d'exportation de 20 p. 100 pour les exportations non traditionnelles. Le programme d'importations, qui était géré selon un système de licences d'importation, visait non seulement à maintenir le volume global des importations en-deçà d'une certaine limite mais aussi à obtenir une répartition par secteur des ressources en devises qui soit compatible avec les objectifs et priorités économiques du pays. Or, il est difficile dans la pratique de parvenir à une répartition optimale des devises en adoptant cette méthode.

Etant donné que l'une des causes principales du problème posé par la balance des paiements était la note élevée à payer pour les importations de pétrole brut, le gouvernement a essayé de réduire la consommation de pétrole. De fortes hausses du prix de l'essence ont été imposées. Le prix du supercarburant, qui avait été augmenté de 70 p. 100 en 1974 et de 33 p. 100 en 1975, a subi une nouvelle hausse de 25 p. 100 en 1976. De plus, le gouvernement a prescrit une interdiction de 24 heures pour la vente d'essence aux automobilistes pendant les fins de semaine.

Le cacao fournissant près de 60 p. 100 des recettes totales d'exportation du pays, les efforts ont porté sur l'accroissement de la production en vue non seulement d'augmenter les recettes mais aussi de maintenir la position du Ghana comme chef de file des producteurs de cacao dans le monde. C'est pourquoi le gouvernement a annoncé de fortes hausses du prix du cacao à la production tant pour compenser les coûts croissants de production que pour stimuler les exploitants et amortir l'augmentation du coût de la vie. Le prix à la production, qui était de 8 cedis par balle de 60 livres en 1970, a été majoré chaque année, passant à 16 cedis en 1975 et 20 cedis en 1976.

En ce qui concerne les dettes extérieures, la position du gouvernement n'a pas sensiblement changé. Celui-ci a poursuivi sa politique tendant à diminuer les arriérés commerciaux à court terme accumulés sous les régimes précédents. C'est ainsi qu'il a remboursé 37,7 millions de cedis en 1975 et qu'en juin 1976 il a fait un nouveau versement de 17 millions de cedis.

La politique monétaire en 1975/76 tendait à lutter contre les tensions inflationnistes touchant la structure de la production et à alléger les pressions exercées sur la balance des paiements. Comme on l'a dit plus haut, une nouvelle mesure a été prise en 1975 qui consistait à formuler des directives en vue de l'affectation de crédits aux secteurs prioritaires. Le taux de réescompte de la

Banque centrale a été porté de 6 à 8 p. 100 en juillet 1975 et les autres taux de prêts ont été majorés en conséquence. Afin d'éponger l'excédent de liquidités monétaires dans le système, les banques commerciales ont été priées de continuer à déposer immédiatement auprès de la Banque centrale tous les dépôts reçus au titre de crédits et de garanties d'importation.

La politique fiscale suivie pendant la période considérée était liée au plan quinquennal de développement lancé en 1975/76 et les budgets annuels s'inscrivent dans le cadre du plan quinquennal d'ensemble. En dépit des limites imposées par les ressources en devises et les recettes fiscales, le gouvernement était résolu à ne pas ralentir l'activité économique et à se conformer au contraire aux objectifs formulés dans les orientations générales du Plan de développement. Les budgets de l'Etat en 1975/76 et 1976/77 ont donc été expansionnistes, le déficit étant financé essentiellement par des emprunts auprès de la Banque centrale, ce qui ne peut manquer d'alimenter l'inflation.

Fidèle au principe selon lequel le développement national ne peut être atteint que si le pays se suffit à lui-même, "en s'emparant des positions dominantes de l'économie" et en assurant une répartition équitable des ressources de la nation, le gouvernement a promulgué en avril 1975 une ordonnance sur la politique d'investissement (Investment Policy Decree), en réservant l'exercice de certaines activités économiques ou commerciales exclusivement à des Ghanéens, l'exercice d'autres activités en association avec des Ghanéens et d'autres encore en association avec l'Etat. Ces dispositions sont en cours d'application et les sociétés étrangères vendent des actions à des Ghanéens et à l'Etat afin d'opérer le changement nécessaire de propriété.

C. PROBLEMES NAISSANTS ET PERSPECTIVES

Il est vraisemblable que le rythme de la croissance économique du Ghana continuera de dépendre du montant de devises disponibles et de leur répartition. Le Ghana dépend de trois grands produits d'exportation : le cacao, le bois et l'or. Le prix mondial du cacao à l'heure actuelle a atteint un niveau exceptionnellement élevé et, l'offre mondiale s'annonçant insuffisante pendant l'année agricole 1976/77, on peut penser que ce prix restera élevé. Toutefois, les perspectives en ce qui concerne la production ghanéenne ne sont pas encourageantes et il se peut que, dans le meilleur des cas, elle reste stationnaire en 1976/77 du fait des mauvaises conditions météorologiques qui affectent déjà la formation des gousses et la couverture des cacaoyers.

La reprise économique mondiale après la récente récession ayant quelque peu progressé, la demande de bois sur le marché mondial a progressivement augmenté et les valeurs unitaires sont passées de 164,6 cedis en 1975 à 199,8 cedis en 1976. Les perspectives dans ce secteur sont donc favorables.

Le marché mondial de l'or a été en baisse depuis la réunion annuelle de septembre 1975 du FMI/BIRD où il a été décidé de vendre une part importante des avoirs en or du FMI sur le marché mondial.

Dans l'ensemble, même si les recettes provenant des trois grands produits d'exportation sont restées inférieures de janvier à septembre 1976 à celles de la période correspondante de 1975 (654,6 millions de cedis contre 716,7 millions de cedis, soit 8,7 p. 100), il est permis de penser que les recettes totales de 1976 seront approximativement aussi élevées que celles de 1975.

Il existe une énorme demande refoulée de devises dans le système. En égard au montant de devises étrangères disponibles, la croissance économique dépendra en grande partie de l'allocation sectorielle des ressources, priorité étant donnée aux secteurs productifs. Or, cette allocation dépendra à son tour de l'efficacité du système des licences d'importation. Il serait donc nécessaire d'instaurer un plus grand degré de discipline dans le système.

Par ailleurs, la plupart des problèmes du Ghana pourraient être résolus si les résultats remarquables obtenus lors des premières étapes de la mise en oeuvre du nouveau programme agricole pouvaient être maintenus. Puisqu'il est difficile d'inculquer au petit cultivateur de nouvelles techniques d'agriculture, le programme agricole du gouvernement aurait une portée beaucoup plus grande si les denrées alimentaires de base et davantage de matières premières industrielles étaient cultivées dans de vastes plantations qui fonctionneraient avec la participation de l'Etat et seraient gérées par des ressortissants ghanéens ou étrangers.

Il serait également indispensable de mettre au point des mesures concernant la gestion de la demande. Il faudrait comprimer les dépenses publiques de consommation et limiter le financement par les banques des déficits budgétaires. En outre, il convient de prendre des dispositions plus efficaces pour neutraliser l'excédent de liquidités provoqué par ces déficits.

D. COOPERATION ECONOMIQUE

I. Problèmes essentiels posés par les produits de base

En 1976, le Ghana a, avec les autres pays producteurs de cacao, conclu avec les principaux pays consommateurs un nouvel accord international sur le cacao devant prendre effet au 1er octobre 1976 avec l'institution d'un mécanisme de stocks régulateurs. Toutefois, le prix plafond convenu dans l'accord est trop bas et les prix devront sans doute beaucoup baisser avant que les dispositions prises puissent être mises en oeuvre.

Le Ghana a profité des dispositions relatives à la stabilisation des exportations contenues dans la Convention de Lomé, en vertu desquelles il a obtenu de la CEE 5 millions de cedis en 1976, année où les recettes provenant des exportations de bois et produits annexes ont été inférieures au niveau stipulé dans la Convention.

II. Financement extérieur

En mars 1974, en vertu de l'Accord de Rome, le Ghana a renégocié avec succès le réaménagement de ses dettes extérieures contractées auprès de créanciers étrangers. Le taux d'intérêt moyen a été ramené de $6\frac{1}{2}$ à $2\frac{1}{2}$ p. 100, avec un moratoire de 10 ans et un délai de remboursement de 18 ans.

En 1975, le Ghana a effectué sur le FMI un tirage de 68,5 millions de cedis au titre de la tranche assortie de versements or et des facilités accordées en 1974 pour le paiement du pétrole.

III. Encouragement de la coopération entre pays en développement

En 1975 et 1976, le Ghana a participé activement aux efforts visant à promouvoir la coopération économique entre les pays en développement, notamment ceux de la région d'Afrique occidentale. L'événement le plus important dans ce domaine a été la création de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) englobant quinze états souverains.

Etroitement liée à la création de la CEDEAO est celle de la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest, qui réunit douze pays et a pour fonction d'effectuer les paiements sur une base multinationale. Cela constitue une expérience intéressante en matière de coopération monétaire multilatérale en Afrique de l'Ouest.

Le Ghana participe au projet multinational sur le ciment CIMAO qui est mis en oeuvre au Togo et qui est géré conjointement par le Ghana, la Côte d'Ivoire et le Togo.

Enfin, le Ghana exporte de l'électricité au Togo et au Bénin grâce au projet hydro-électrique d'Akosombo.

GUINEE

A. EVOLUTION ECONOMIQUE ET SOCIALE, 1971 à 1976

Introduction

Pendant la période écoulée depuis 1970, l'évolution économique de la Guinée a été particulièrement gênée par un secteur agricole exceptionnellement paresseux. La progression de la facture des importations de denrées alimentaires, avec ses conséquences défavorables sur la balance des paiements, a caractérisé une importante partie de cette période. La politique économique des pouvoirs publics a été dominée par des mesures visant à revigorer ce secteur qui semblerait avoir commencé à donner des résultats avec la reprise constatée en 1974 et 1975, années dans lesquelles l'agriculture a progressé de 5,4 et 5,9 p. 100 respectivement alors qu'elle reculait régulièrement depuis 1970.

S'il y eut un secteur brillant pendant la période considérée ce fut celui des industries extractives qui est intervenu pour une part importante dans la modeste croissance totale qui a été réalisée. Les mines ont attiré le plus clair des dépenses d'investissement et auraient, semble-t-il, accru notablement leur production en 1974 et 1975.

Le compte des biens et services de la balance des paiements est généralement déficitaire. Pourtant, dans les dernières années, ce compte est devenu excédentaire avec la diminution des importations de denrées, elle-même due à de meilleurs résultats de l'agriculture et à l'accroissement du volume des exportations de minerais qui se sont traitées à des prix avantageux. Des informations récentes indiquent que cet excédent se serait accru en 1975-1976.

Cette tournure favorable du commerce extérieur devrait sûrement apporter un soulagement bien nécessaire à l'économie qui est devenue tributaire, pour le financement de son développement, d'emprunts à l'extérieur. Le service de la dette est devenu notablement plus lourd ces dernières années. Les importants capitaux étrangers que la Guinée est parvenue récemment à attirer dans le secteur des industries extractives devraient conduire vers des exportations accrues et, par ce moyen, à une atténuation de l'endettement rapporté aux recettes totales des exportations de biens et services.

Tableau 1 : Guinée : Produit intérieur brut (en millions de syllis)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
PIB en prix courants du marché	7 900	8 202	8 325	9 253	12 043	14 763
<u>PIB au coût des facteurs en prix constants de 1970</u>	<u>7 331</u>	<u>7 335</u>	<u>7 461</u>	<u>7 354</u>	<u>8 308</u>	<u>8 705</u>
Agriculture	2 493	2 490	2 181	2 164	2 281	2 416
Industries manufacturières	532	606	693	705	741	772
Industries extractives	691	701	724	942	1 119	1 200
Construction	420	403	434	443	435	485
Services	3 085	3 055	3 415	3 533	3 775	3 819

Source : Estimations conjecturales de la CEA fondées sur des données très imparfaites.

I. PIB par origine

Dans la période 1970-1975, le produit intérieur brut au coût courant des facteurs aurait, selon une estimation approximative, augmenté de 3,5 p. 100 par an. En 1974, il a progressé fortement, de 12 p. 100, et en 1975 de 4,8 p. 100. En 1975, l'agriculture est intervenue dans la production pour 27,7 p. 100 du total, mais était en recul sur 1970. Les industries extractives ont été l'élément du PIB le plus rapidement croissant. En 1970, elles n'avaient compté que pour 9 p. 100 du PIB, mais en 1975, après une progression de 74 p. 100, leur part de la production totale est passée à 13,7 p. 100.

Des projets miniers et d'importants projets d'infrastructure, routiers et ferroviaires notamment, liés eux-mêmes au développement des industries extractives, ont absorbé l'essentiel des investissements réalisés depuis 1970.

II. Principaux secteurs de production

a) Agriculture, sylviculture et pêche. Le secteur agricole qui occupe environ 85 p. 100 de la population apportait naguère une large contribution aux exportations totales. La sécheresse a particulièrement ralenti sa production. Des problèmes particuliers se sont posés du fait de l'importance de la contrebande et à cause de l'augmentation démesurée de la demande de denrées alimentaires dans les agglomérations urbaines.

Il s'avère que les sanctions sévères prises contre les contrebandiers et les programmes d'activité assignés aux brigades de production des communautés paysannes rétablissent partiellement l'ordre dans le secteur. Les importations de céréales qui, ces dernières années ont atteint jusqu'à 60 000 tonnes l'an, semblent s'être nettement ralenties en 1975.

En 1976, il a été annoncé que, pour répondre aux besoins d'investissement dans l'activité de la pêche, 137 brigades de pêche avec leurs bateaux, leurs moteurs hors-bord et leurs engins seraient constituées dans la région de Conakry. La pêche en rivière a été développée aussi.

b) Industries extractives. La Guinée recèle près de la moitié des réserves mondiales de bauxite riche. Ses réserves connues de minerai de fer sont de 12 millions de tonnes métriques et ses gisements diamantifères sont estimés à 200 millions de carats. Elle a de l'or, d'autres minéraux et des traces de pétrole. En 1975, les industries extractives ont fourni les quatre cinquièmes des recettes en devises.

Trois gisements de bauxite, Fria-Kimbo, Boké-Sangaredi et Kindia, sont exploités en association avec des producteurs d'aluminium d'Amérique, de l'Europe occidentale et de l'URSS. Des intérêts yougoslaves et suisses mettent aussi en valeur d'autres gisements de bauxite à Dabola d'une part, et à Tougué, d'autre part. La production annuelle de ces deux gisements est estimée à 13 millions de tonnes métriques de bauxite et un million de tonnes métriques d'alumine.

L'extraction du gisement de minerai de fer du Mont Nimba à laquelle participent la Banque mondiale, plusieurs sociétés étrangères et divers autres pays africains, devrait commencer en 1980-1981 à la cadence de 2 millions de tonnes métriques par an avec un objectif ultérieur de 15 millions de tonnes.

L'expansion rapide des industries extractives a augmenté la demande dont les réseaux de transport, encore insuffisants, sont l'objet. La réparation du chemin de fer Conakry-Kankan est commencée. Il existe aussi des plans d'un chemin de fer trans-guinéen. Le réseau routier, dont la remise en état s'impose d'urgence, bénéficiera d'un emprunt de 313 millions de syllis concédé par la Banque mondiale en décembre 1975.

c) Industries manufacturières. Le secteur des industries de transformation comprend une usine textile, une usine de matériaux de construction, des installations de transformation de denrées alimentaires et une cimenterie. Ce secteur est pour ainsi dire stagnant depuis quelque temps, en partie à cause des résultats médiocres du secteur agricole mais surtout pour une question de gestion. La plupart des unités de production du secteur sont la propriété de l'Etat et leur capacité n'est utilisée que dans une très faible proportion. La politique déclarée du Gouvernement consiste à développer la

capacité de traitement de la production croissante des industries extractives. En juillet 1976, par exemple, plusieurs pays arabes se sont joints à la Guinée pour former une société arabo-guinéenne d'alumine et d'aluminium au capital nominal de 53,7 milliards de sylis. La société exploitera un siège d'extraction du district de Boké et transformera la bauxite en alumine pour l'exportation.

III. Commerce extérieur et balance des paiements

En 1974-1975, et pour la première fois depuis longtemps, la balance commerciale a été excédentaire grâce aux progrès des exportations de bauxite et d'alumine en quantité et aux prix plus élevés obtenus. L'excédent a été de 58,9 millions de sylis et devrait passer à 1,4 milliard de sylis en 1975-1979. Les exportations de bauxite et d'alumine ont progressé de 2 milliards 10 millions de sylis en 1973/74 à 3 milliards 129 millions en 1974/75 et devraient atteindre 5,7 milliards en 1975/76. De fortes augmentations ont été notées dans les importations de véhicules et de matériel de transport, de produits pétroliers et de matériaux de construction. La valeur des importations de denrées alimentaires est tombée de 300 millions de sylis en 1973/74 à 256 millions en 1974/75, puis à 240 millions en 1975/76.

Du fait de la participation de la Guinée à la Convention de Lomé et de l'amélioration des relations avec la France, la proportion des importations en provenance de la Communauté économique européenne est remontée de 22 p. 100 en 1974 à 55 p. 100 en 1975. Les importations en provenance des pays socialistes sont tombées de 25 p. 100 en 1974 à 11 p. 100 en 1975.

Le commerce extérieur est entièrement régi par l'Etat. La société IMPORTEX détient le monopole des importations et agit pour le compte des diverses sociétés d'Etat. Les exportations sont aussi contrôlées par des sociétés d'Etat, elles-mêmes dépendantes de trois organisations : COFICOM pour le secteur commercial, OCOFI pour le secteur industriel et SECOFI pour le secteur agricole.

Dernièrement, le Gouvernement a engagé la lutte contre l'important trafic illicite des diamants et des denrées alimentaires, qui s'explique par la faiblesse des prix payés à la production.

IV. Aide au développement et dette extérieure

A cause des difficultés persistantes de sa balance des paiements, la Guinée a été forcée d'emprunter largement au dehors. Elle est parvenue, ces dernières années, à diversifier ses sources d'aide extérieure. Depuis 1974, plusieurs pays arabes producteurs de pétrole l'ont aidée à financer des projets de développement. La Banque mondiale a repris ses prêts à la Guinée en 1975.

Le volume de la dette extérieure s'est fortement accru dans les dernières années. Il s'élève à 21 milliards de sylis environ sans y comprendre les 3 milliards de sylis de la dette commerciale privée, et les 394 millions de sylis dus à l'URSS pour la fourniture d'armements. Le service de la dette en 1976 devrait atteindre 2 milliards de sylis.

V. Recettes et dépenses de l'Etat

Après une période d'augmentation plus rapide des dépenses ordinaires que des recettes ordinaires, un droit sur les exportations de minéraux a été mis en vigueur en 1975 pour équilibrer les dépenses et les recettes. Cet impôt a rapporté 720 millions de sylis en 1975 et devrait produire 1,3 milliard de sylis en 1976.

VI. Monnaie et crédit

Mis à part les emprunts extérieurs, qui ont été massifs, la Guinée a eu recours, pour financer les investissements, à une importante création de monnaie et à de fortes avances de la Banque centrale. La circulation monétaire serait huit fois plus élevée qu'il y a 12 ans. Ce fait, qui s'ajoute aux effets de la contrebande, aux problèmes de gestion des sociétés d'Etat et aux tendances inflationnistes, a affaibli le sylis. Des mesures rigoureuses dont le retrait de 3 milliards de sylis en billets, sont prises pour améliorer la valeur de la monnaie.

B. POLITIQUES DU DEVELOPPEMENT INTERNE

Dans les toutes dernières années, la Guinée a introduit de nettes modifications dans ses relations extérieures. Les liens avec les pays arabes ont été resserrés. Les relations avec la France sont rétablies et les deux pays passent un certain nombre de marchés pour la mise en oeuvre de projets. La Guinée participe aussi à la nouvelle Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

C. PROBLEMES NAISSANTS ET PERSPECTIVES

Ces nouveaux liens avec l'extérieur auront des effets sur l'économie. Avec la reprise continue du secteur agricole et le succès manifeste du programme de réactivation en cours, l'augmentation des dépenses d'investissement dans les projets d'exploitation de la bauxite et du minerai de fer et les mesures en cours contre l'inflation, ils font penser que l'économie a une chance de connaître une croissance assez rapide d'ici 1980.

Il est regrettable qu'on n'en sache pas davantage sur l'état de l'économie guinéenne pour permettre une évaluation de ses problèmes et de ses perspectives qui serrerait de plus près la réalité. Il faut espérer que de plus amples informations pourront être fournies à la CEA dans l'avenir.

HAUTE-VOLTA

A. EVOLUTION ECONOMIQUE ET SOCIALE DE 1971 A 1976

Introduction

Les renseignements dont on dispose indiquent que la croissance économique de la Haute-Volta depuis 1970 a été lente. D'après les estimations de la CEA, le taux de croissance du PIB en prix courants a été de 5,4 p. 100 par an. Par contre, le seul indice des prix calculés en Haute-Volta révèle un taux moyen annuel d'inflation d'environ 7 p. 100 depuis 1970. Même sans exagérer la signification de ces chiffres, on ne peut qu'en conclure que la production a, au mieux, suivi la progression du taux d'accroissement démographique ou, au pis, n'a pas augmenté du tout. Ces résultats moins que satisfaisants s'expliquent par les contraintes qui s'imposent au développement du pays. Celui-ci se trouve dans la zone du Sahel où les pluies sont à peine suffisantes dans les bonnes années, il est loin de la côte, ce qui impose un coût de transport très élevé à ses exportations et à ses importations et ne dispose que d'un nombre limité de techniciens et de cadres; il lui est très difficile de faire face à ces limitations inhérentes et de les surmonter. La sécheresse qui a affecté toute la zone du Sahel de 1971 à 1974 a aggravé de façon particulièrement sévère les grands problèmes qui font obstacle au développement de la Haute-Volta.

Tableau 1 : Haute-Volta : Indicateurs économiques de 1971 à 1975 (en millions de francs CFA)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
PIB au coût des facteurs en prix courants	82 300	94 939	85 009	88 796	106 407	111 317
Agriculture	33 100	39 168	40 601	39 383	45 075	43 070
Industrie (Secteur manufacturier)	14 800 (10 300)	19 104 (13 405)	13 896 (8 652)	14 863 (9 257)	17 033 (10 996)	19 550 (12 548)
Services	34 400	33 667	30 512	34 500	44 299	48 697
Taux de croissance du PIB	...	15,3	-10,5	4,4	19,9	4,5
Production d'énergie électrique (en millions de kWh)	27,2	34,2	37,1	42,2	46,1	53,2
Indice des prix de détail (100 = 1958) <u>a/</u>	159,9	171,9	153,0	177,5	178,4	205,9

Sources : Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest. Estimations de la CEA.

a/ Au mois de juin de chaque année.

Bien que la Haute-Volta ait moins souffert de la sécheresse que d'autres pays du Sahel, elle n'était pas encore revenue à une situation complètement normale en 1975. Au cours de cette année-là, les insectes et oiseaux nuisibles ont infligé de lourdes pertes à l'agriculture et l'inflation a été particulièrement forte. La hausse des prix avait été modérée en 1974, après le retour de la production agricole aux niveaux d'avant la sécheresse, mais en 1975 l'inflation a atteint 18,7 p. 100. Etant donné le mauvais climat économique de 1975, il est très probable que les revenus réels ont baissé, particulièrement pour les salariés. La situation économique a suscité une forte pression à la hausse des salaires tant dans le secteur public que dans le secteur privé. Il semblerait que l'économie ait progressé en 1976. L'inflation a été beaucoup moins forte et, d'après les données dont on dispose, la balance des paiements a été favorable, le commerce marquant une reprise par rapport à 1975.

I. Grands secteurs de production

a) Agriculture

La production agricole semble avoir décliné légèrement en 1975 du fait des dommages causés aux récoltes par les insectes et autres nuisibles. C'est là un phénomène observé dans presque tous les pays du Sahel. D'après les estimations de la CEA, la valeur ajoutée a diminué de 4,5 p. 100 dans l'agriculture en 1975.

Les principales cultures marchandes sont l'arachide, le coton, le sésame et le karité. La production d'arachide de la campagne 1974/75 s'est élevée à 18 100 tonnes. Les résultats ont été bons pour le coton puisque la récolte, qui avait été de 30 562 tonnes en 1974/75, a atteint le niveau record de 50 695 tonnes en 1975. Les perspectives de la culture du coton justifient actuellement un certain optimisme et on pense que la production pourrait atteindre 100 000 tonnes par an. En ce qui concerne le sésame et le karité, les rapports indiquent que la récolte de 1974/75 a été excellente, particulièrement pour le karité.

Le bétail a moins souffert de la sécheresse en Haute-Volta que dans les autres pays du Sahel. Les pertes en bovins ont été estimées à 8 p. 100 en 1974, alors qu'elles étaient en moyenne de 29 p. 100 dans l'ensemble de la région. Pour les ovins, les pertes de la Haute-Volta se situaient autour de 6 p. 100, contre une moyenne régionale de 12 p. 100. Cependant, l'état des troupeaux n'était pas encore redevenu normal en 1975, comme l'indique la chute des exportations de bétail sur pied et de viande. Les exportations de bétail sur pied avaient baissé de 9,3 p. 100 et celles de viande de 43 p. 100.

b) Mines

La production minière de la Haute-Volta est pour l'instant négligeable mais le gisement de manganèse de Tambao offre des perspectives intéressantes. L'exploitation de ce gisement exigera un investissement évalué à 28 milliards de francs CFA, dont 20 milliards pour la construction d'une voie ferrée. Des appels d'offres ont déjà été

lancés pour la construction de ce chemin de fer qui doit relier Tambao à Ouagadougou. Le financement de ces travaux doit provenir de diverses sources et notamment d'institutions financières internationales, du Japon, du Koweït et de pays occidentaux.

c) Industries manufacturières, électricité, construction

On ne dispose pas de données détaillées sur le secteur secondaire dont la valeur tant absolue que relative est en tout cas faible. D'après les estimations globales de la CEA, la valeur ajoutée, dans les industries manufacturières et l'électricité, a augmenté en 1975 de 14,4 p. 100. Les données relatives à la production d'électricité montrent que celle-ci avait atteint 53,2 millions de kWh en 1975, contre 27,2 millions en 1970; le taux d'accroissement en 1975 était de 15,4 p. 100. Les importations de ciment ont diminué de 8,6 p. 100 en 1975, ce qui signifie probablement que cette année a été mauvaise pour la construction.

II Dépense intérieure brute

Ce qui caractérise surtout les tendances de la dépense c'est l'augmentation rapide de la formation de capital, financée par un accroissement important des entrées de capitaux provenant de l'étranger. Pour 1975, le montant estimatif de la formation de capital a atteint 45,3 milliards de francs CFA, contre 18 milliards en 1971. Le chiffre de 1975 représente 29,9 p. 100 des ressources disponibles cette année-là. L'évolution de la consommation privée qu'on peut déduire des estimations figurant au tableau 2 n'indique qu'une faible augmentation des dépenses en prix courants de 1970 à 1975, ce qui équivaut probablement à une réduction en valeur réelle. La consommation privée représentait 81,7 p. 100 du PIB total en 1975, alors qu'elle en représentait 95,4 p. 100 en 1970. La consommation publique a presque doublé entre 1970 et 1975 mais ne représentait, pour cette dernière année, que 10,8 p. 100 du PIB. L'accroissement de la formation de capital n'a pas encore eu d'effet appréciable sur le taux de croissance réel de l'économie de la Haute-Volta mais, après une inévitable période de gestation, les résultats devraient commencer à s'en faire sentir dans les toutes prochaines années.

Tableau 2 : Haute-Volta : Dépense intérieure brute de 1970 à 1975 (en milliards de francs CFA)

En prix courants	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Consommation privée	84,7	89,5	79,4	81,5	89,2	94,0
Consommation publique	5,5	7,2	9,0	9,5	10,4	12,4
Formation brute de capital	5,5	18,0	19,0	24,4	34,8	45,3
Exportations moins importations de biens et services	-7,9	-12,3	-14,6	-19,0	-24,8	-35,6
PIB aux prix du marché	88,8	102,3	92,8	96,3	109,6	115,1
Montant total des ressources disponibles	96,7	114,7	107,4	115,4	134,4	151,7

Source : Données officielles. Estimations de la CEA.

III. Commerce extérieur et balance des paiements

Les exportations ont à nouveau augmenté en 1975 pour atteindre 9 milliards 370 millions de francs CFA contre 8 milliards 700 millions en 1974 et 5 milliards 600 millions en 1973. Cependant le déficit très important dû à l'ampleur des importations s'est maintenu, atteignant 23 milliards 20 millions en 1975, 25 milliards 960 millions en 1974 et 21 milliards 900 millions en 1973. Les envois de fonds des travailleurs à l'étranger sont importants et couvrent une bonne partie du déficit commercial, l'autre grande source de fonds étrangers étant les versements au titre de l'aide.

Les importations représentaient en 1975 32 milliards 390 millions de francs CFA, soit une diminution de 6,6 p. 100, qui est presque entièrement due à la réduction de 56 p. 100 des importations de céréales; celles-ci qui atteignaient 94 000 tonnes en 1974, ne se montaient qu'à 23 800 tonnes en 1975. Il semble donc que le pays revienne à des conditions plus normales après la sécheresse. Cependant, l'inflation qui sévit dans les pays fournisseurs a inévitablement dû se faire sentir et le coût des importations à l'unité a probablement monté de plus de 20 p. 100 en 1975, tandis que les prix à l'exportation n'augmentaient que d'environ 8 p. 100.

Tableau 3 : Haute-Volta : Commerce extérieur et balance des paiements de 1970 à 1975
(en milliards de francs CFA)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
<u>Commerce extérieur</u>						
Exportations	5,06	4,41	5,14	5,60	8,70	9,37
Importations	13,70	15,61	17,27	21,90	34,66	32,39
Déficit	-8,64	-11,20	-12,13	-16,30	-25,96	-23,02
<u>Balance des paiements</u>						
Biens et services (nets)	-10,81	-15,18	-18,43	-21,40		
Paievements de transfert privés (nets)	+6,96	+8,78	+9,04	+10,26		
Paievements de transfert des administrations publiques (nets)	+6,20	+7,61	+8,33	+11,77		
Capitaux (nets)	+0,71	+1,01	+1,53	+4,01		
Réserves en devises ^{a/}	-2,94	-0,88	-1,15	-2,28		
Autres postes (nets)	-0,12	-1,34	+0,68	-2,24		

Sources : International Financial Statistics, vol. XXIX, n°10 (octobre 1976).
Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, Notes d'information et statistiques, n° 242 (août-septembre 1976).

a/ Le signe moins indique des sorties.

L'accroissement du déficit de la balance des paiements de biens et services de la Haute-Volta, dont le tableau 3 donne les chiffres jusqu'en 1973, s'est poursuivi en 1974 et 1975. Il semble raisonnable de supposer que ce déficit croissant a été couvert par l'augmentation des paiements de transfert privés et des administrations publiques, ainsi que peut-être par des entrées de capitaux. Les avoirs nets à l'étranger ont augmenté chaque année jusqu'en 1974 mais ont baissé en 1975 de 1 milliard 870 millions de francs CFA, ce qui indique qu'une partie du déficit de cette année-là a été comblée en puisant dans les réserves.

IV. Aide au développement

La Haute-Volta reçoit des prêts et subventions d'un certain nombre d'institutions, et principalement de l'IDA, du Fonds européen de développement, de la Kreditanstalt et de la FAC. Le volume de l'aide promise par ces quatre institutions a augmenté d'environ 8 milliards de francs CFA en 1974 et d'un chiffre sensiblement plus élevé en 1975. Ces sommes ne représentent pas la totalité des ressources extérieures dont dispose le pays. En 1973, les paiements de transfert des administrations publiques et les entrées de capitaux publics et privés ont représenté au total 15 milliards 780 millions de francs CFA, tandis que les fonds reçus des quatre institutions mentionnées plus haut ne se montaient qu'à 4 milliards 270 millions de francs CFA.

V. Recettes et dépenses publiques

En 1975, le budget se montait à 15 milliards 64 millions de francs CFA, les recettes comme les dépenses ayant augmenté de 13,2 p. 100 par rapport à 1974. Cette augmentation est comparativement importante pour la Haute-Volta dont le budget n'a marqué qu'une progression modérée jusqu'en 1974 puisque le taux d'augmentation moyen depuis 1970 n'était que de 8 p. 100 par an.

Il semble certain que ces estimations budgétaires ne tiennent pas compte des dépenses effectuées directement en Haute-Volta par les institutions donatrices.

En 1976, les dépenses totales se sont élevées à 21 milliards 122 millions de francs CFA, soit une augmentation beaucoup plus considérable, atteignant 40 p. 100. Les dépenses courantes ont augmenté de 31 p. 100 et les dépenses d'équipement de 135 p. 100, atteignant respectivement 18 milliards 53 millions et 3 milliards 64 millions de francs CFA.

Tableau 4 : Haute-Volta : Recettes et dépenses publiques de 1970 à 1976 (en millions de francs CFA)

Année	Recettes	Dépenses courantes	Dépenses d'équipement	Excédent réel
1970	9 756	8 852	904	740
1971	10 515	9 572	943	921
1972	10 822	9 877	945	763
1973	11 726	10 766	960	360
1974	12 743	11 731	1 012	...
1975	15 064	13 762	1 302	...
1976	21 122	18 053	3 064	...

Source : Bulletin de l'Afrique noire, n° 857 (25 février 1976).

VI. Monnaie et crédit

Tableau 5 : Haute-Volta : Etude de la situation monétaire de 1970 à 1976 (en milliards de francs CFA)

	Fin de 1970	Fin de 1971	Fin de 1972	Fin de 1973	Fin de 1974	Fin de 1975	Fin de 1976
Avoirs nets à l'étranger	8,75	9,74	10,07	12,99	13,56	11,69	12,20
Crédit intérieur :							
Créances nettes sur l'Etat	-3,34	-4,44	-5,14	-6,27	-9,28	-4,92	-6,57
Créances nettes sur le secteur privé	5,63	6,10	7,31	9,16	15,39	21,59	24,87
Monnaie	9,13	9,46	9,88	13,50	16,37	22,50	24,20
Quasi-monnaie	0,23	0,46	0,71	0,99	1,16	1,82	3,49
Autres postes (nets)	1,17	1,46	1,66	1,39	2,14	4,05	2,79

Source : International Financial Statistics, vol. XXIX, n° 10, octobre 1976.

Entre 1970 et 1975, la masse monétaire a enregistré une croissance de 21 p. 100 par an, à raison de 19,8 p. 100 pour la circulation monétaire et de 51,2 p. 100 pour la quasi-monnaie. On voit d'après le tableau 5 que l'augmentation de la circulation monétaire a été substantielle en 1975 puisqu'elle a atteint 37,4 p. 100, contre 21,3 p. 100 en 1974. En moyenne, la quasi-monnaie ne représentait qu'environ 6,6 p. 100 de la masse monétaire.

Dans les dernières années, le secteur privé a sensiblement bénéficié de l'élargissement des facilités de crédit et c'est là la cause principale de l'accroissement rapide de la masse monétaire. Les créances sur le secteur privé ont augmenté de 30,8 p. 100 par an de 1970 à 1975. Les taux de croissance ont été particulièrement marqués en 1974 et 1975, lorsqu'ils ont atteint respectivement 68 et 40,3 p. 100. Toutefois l'expansion de la masse monétaire du fait des emprunts privés s'est trouvée quelque peu freinée par l'accroissement des dépôts bancaires de l'Etat. L'excédent bancaire de l'Etat a augmenté de 5,1 p. 100 par an de 1970 à 1975.

La position des avoirs nets à l'étranger s'est renforcée, bien qu'une baisse de 13,8 p. 100 ait été enregistrée en 1975. Ces avoirs atteignaient 12 milliards 200 millions de francs CFA en juin 1976, contre 11 milliards 690 millions à la fin de 1975.

B. GRANDS PROBLEMES ECONOMIQUES ET SOCIAUX

La Haute-Volta doit, pour atteindre un taux de croissance raisonnable, surmonter bien des problèmes qui tiennent à son environnement et à sa situation sociale. L'accélération de son rythme de croissance dépend dans une très large mesure des apports de l'étranger et le financement de ses investissements est d'ailleurs presque complètement assuré par le secteur extérieur. Depuis la sécheresse, les autorités accordent plus d'attention au secteur agricole. Un effort considérable a été entrepris pour renforcer le secteur de l'élevage qui a subi de gros dommages pendant les années de sécheresse. Un nombre croissant de Voltaïques travaillent à l'étranger, comme en témoigne l'augmentation sensible des paiements de transfert privés. Cette main-d'oeuvre émigrée contribue à la solution du problème que pose le manque d'emplois dans la Haute-Volta elle-même.

C. PERSPECTIVES

Faute de données suffisantes, il n'est guère possible de formuler des conclusions définitives quant à la performance de l'économie en 1976. Toutefois, certains indices témoignent d'une amélioration de la situation extérieure et l'inflation a considérablement ralenti, en partie grâce à l'amélioration des approvisionnements locaux en produits alimentaires.

A plus long terme, l'exploitation des mines de manganèse de Tambao exercera une influence favorable en apportant au pays une source nouvelle et importante de revenu.

Il est en outre évident que les courants d'aide à destination de la Haute-Volta augmentent beaucoup, comme l'indique le renforcement du taux de formation de capital. Judicieusement orientées, ces dépenses devraient avoir un effet concret sur le taux de croissance de l'économie voltaïque d'ici à la fin de la présente décennie.

KENYA

A. EVOLUTION ECONOMIQUE ET SOCIALE PENDANT LA PERIODE 1971-1976

Introduction

La période 1971-1976 devrait être subdivisée en deux parties, la première correspondant aux années 1971 à 1973, avant qu'apparaisse la récession et la seconde, que caractérise ce dernier phénomène, correspondant aux années 1974 à 1976. Pendant la première de ces deux périodes, la croissance de l'économie kényenne s'est poursuivie au taux relativement élevé de 6,7 p. 100 par an, contre un taux de 6,6 p. 100 pour la période 1964-1973. L'expansion des services de l'infrastructure et de l'emploi a progressé à un rythme relativement rapide. On a noté une légère détérioration des termes de l'échange pendant cette période, mais la balance des paiements n'a pas posé de problème au pays. En revanche, le taux de croissance du PIB a été extrêmement bas pendant la seconde période. Le PIB a augmenté de 4,1 p. 100 en 1974 et de 0,7 p. 100 en 1975. Le mauvais comportement de l'économie pendant cette phase a été une conséquence directe de l'inflation mondiale, de la récession générale et des conditions climatiques défavorables qui ont régné dans le pays. Les termes de l'échange se sont rapidement détériorés et des déficits importants sont apparus dans le compte courant de la balance des paiements du Kenya.

Il ressort des renseignements relatifs à 1976 dont on dispose actuellement que la situation économique s'est quelque peu améliorée, surtout grâce au fait que le prix du café a doublé sur les marchés mondiaux. De 1975 à 1976, la valeur des ventes de produits agricoles est passée de 158 millions de livres kényennes ^{1/} à un chiffre estimatif de 210 millions de livres kényennes, aux prix courants. Par suite de l'accroissement des exportations, le déficit du compte marchandises de la balance des paiements a diminué au cours du premier trimestre de l'année, passant de 28,5 à 21,8 millions de livres kényennes. La valeur des exportations a augmenté de près de 25 p. 100 et celle des importations de 8 p. 100.

Parmi les autres indicateurs qui se sont améliorés, on peut citer l'indice de la production manufacturière qui, pendant la première partie de 1976, a été de 7 p. 100 plus élevé que pendant la période correspondante de 1975, ainsi que les avoirs extérieurs nets, qui sont passés de 28,4 millions de livres kényennes en décembre 1975 à 62,1 millions en mai 1976.

Dans l'étude économique pour 1976, on a prévu que le taux de croissance du PIB pendant l'année serait de 4 à 5 p. 100 en prix constants, si la récolte était satisfaisante.

^{1/} Une livre kényenne = 20 shillings kényens.

Dans le secteur social, l'introduction de la gratuité dans l'enseignement primaire, en 1974, a été le facteur le plus important depuis le début de la décennie. Il s'est produit un accroissement massif des effectifs de l'enseignement primaire, qui ont augmenté de 51 p. 100 en 1974 et, de 1973/74 à 1975/76, les dépenses renouvelables consacrées à l'enseignement sont passées de 41,9 millions à 65,5 millions de livres kényennes.

Tableau 1 : Kenya : Produit intérieur brut : taux d'accroissement en pourcentage, en prix constants de 1972, 1972-1975

	1972-1973	1973-1974	1974-1975	Objectif annuel
Economie non monétaire	0,4	3,0	1,1	3,0
Economie monétaire :				
Agriculture, sylviculture, pêche	2,7	-0,2	-7,0	1,0
Industries extractives	44,4	-9,8	2,8	16,9
Industries manufacturières	13,4	5,8	4,0	10,2
Electricité et eau	3,4	9,4	10,4	9,0
Bâtiment et travaux publics	-0,8	-9,7	-6,0	7,2
Commerce de gros et de détail et restaurants et hôtels	15,2	2,0	-7,6	7,2
Transports, stockage et communications	10,4	-1,2	-6,0	7,2
Finances, assurances, affaires immobilières	10,5	10,7	3,9)	
Propriété de logements	5,2	2,6	3,0)	7,2
Services	2,2	15,1	4,9)	
Production de services publics	2,2	12,2	5,0	10,1
Total pour l'économie monétaire	7,0	4,4	0,6	8,4
Total pour le PIB	5,6	4,1	0,7	7,4

Source : Central Bureau of Statistics, Ministère des finances et de la planification du Kenya.

I. Grands secteurs de production

a) Agriculture, sylviculture et pêche. On estime que 83 p. 100 de la population kényenne tirent leur subsistance de l'agriculture. La valeur globale de la production agricole commercialisée, en prix constants de 1972, a été légèrement inférieure en 1974 et en 1975 à ce qu'elle avait été en 1973 et elle n'a dépassé que de 3,5 p. 100 celle de 1972. La récolte de maïs a atteint un volume sans précédent en 1975, année qui a aussi été très satisfaisante pour le pyrèthre et le thé. La production de café a diminué

en 1975, mais elle a repris en 1976 et elle a été encouragée par le cours international élevé du café. Ce produit a permis une amélioration considérable de l'état de la balance des paiements kényenne. La production de sisal et celle de produits laitiers ont également diminué en 1975. Bien qu'il n'existe pas d'indice qui permette de mesurer avec précision les termes de l'échange de l'agriculture par rapport au reste de l'économie, on considère que, depuis dix ans, les termes de l'échange de l'agriculture sont devenus moins favorables.

On trouvera au tableau 2 les statistiques relatives au produit agricole brut commercialisé, en prix constants de 1972, pour les quatre dernières années.

Tableau 2 : Kenya : Production agricole commercialisée en prix constants de 1972 (en milliers de livres kényennes)

	1972	1973	1974	1975
Céréales				
Blé	4 160	3 449	4 361	4 000
Maïs	7 252	8 571	7 104	9 486
Divers	1 541	1 997	1 940	2 061
Total	12 953	14 017	13 405	15 547
Indice, 1972 = 100	100,0	108,2	103,5	120,0
Récoltes industrielles saisonnières				
Pyrèthre	3 662	3 110	3 882	4 041
Canne à sucre	3 038	4 310	4 796	4 616
Divers	1 609	1 547	1 586	2 040
Total	8 309	8 967	10 264	10 697
Indice, 1972 = 100	100,0	107,9	123,5	128,7
Autres récoltes saisonnières				
Pommes de terre	1 723	1 477	1 925	2 012
Divers	2 526	1 837	2 543	2 639
Total	4 249	3 314	4 468	4 651
Indice, 1972 = 100	100,0	78,0	105,2	109,5
Récoltes permanentes				
Café	24 165	27 726	27 302	25 764
Thé	16 034	17 013	16 069	16 916
Sisal	1 862	2 623	3 910	1 972
Divers	2 820	2 684	2 930	2 906
Total	44 881	50 046	50 211	47 558
Indice, 1972 = 100	100,0	111,5	119,9	105,9

Tableau 2 : Kenya : Production agricole commercialisée en prix constants de 1972 (en milliers de livres kényennes) (suite)

	1972	1973	1974	1975
Elevage et produits de l'élevage				
Bovins adultes et veaux destinés à l'abattage	16 510	14 437	12 990	12 785
Produits laitiers	10 890	11 305	10 100	9 766
Divers	4 038	3 887	3 858	4 544
Total	31 438	29 629	26 948	27 095
Indice, 1972 = 100	100,0	94,2	85,7	86,2
Production totale	101 831	105 973	105 296	105 548
Indice, 1972 = 100	100,0	104,1	103,4	103,6

Source : Voir tableau 1.

b) Industries manufacturières. La croissance du secteur manufacturier s'est poursuivie régulièrement pendant toute la période qui a suivi l'indépendance. Son taux annuel moyen a atteint 9 p. 100 environ pendant les années 1964-1973, mais il n'a été que de 5 p. 100 en 1974 et 1975. Toutefois, le caractère continu de l'expansion a permis aux industries manufacturières d'accroître leur contribution au PIB, la faisant passer de 11 p. 100 en 1964 à 15 p. 100 environ en 1975. L'augmentation globale de la valeur de la production en 1974 et en 1975 s'est trouvée limitée par la production relativement décevante des industries alimentaires et des sous-secteurs des boissons et des tabacs, ces derniers représentant plus du quart de la valeur ajoutée par le secteur manufacturier. La production de papier s'est considérablement accrue en 1975 grâce à la mise en exploitation des papeteries de Webuye. On envisage de doubler, à l'avenir, la capacité de production de l'industrie de transformation du sucre. Quant à l'industrie textile, sa progression est régulière.

c) Construction. Pour la deuxième année de suite, la valeur de la production du bâtiment et des travaux publics a diminué en 1975, par suite de la récession qui s'est manifestée dans le pays. Bien qu'au total, la formation totale de capital privé en prix constants ait légèrement augmenté en 1975 par rapport à ce qu'elle était en 1974, la production du bâtiment et des travaux publics a été plus faible.

d) Autres secteurs. Le secteur de la distribution a subi l'influence défavorable de la diminution des importations. Ce facteur a aussi eu un effet négatif sur le secteur des transports, du stockage et des communications. L'année n'a pas été très bonne non plus pour les services privés; toutefois, si le tourisme s'améliore, comme on l'espère, ce secteur devrait avoir un comportement nettement meilleur en 1976.

Tableau 3 : Kenya : Indices quantitatifs de la production manufacturière, 1972-1975
(1969 = 100)

	1972	1973	1974	1975	Accroissement en pourcentage 1974-1975
Industries alimentaires	127,7	142,6	143,9	147,0	2,2
Boissons et tabacs	153,3	133,7	212,6	216,7	1,9
Textiles	127,5	149,4	148,9	171,0	14,9
Chaussures et habillement	119,6	153,9	144,1	154,1	6,9
Objets en bois et meubles	143,1	155,4	156,6	181,7	16,0
Papier et imprimerie	116,9	137,5	146,6	176,5	20,4
Caoutchouc et articles en caoutchouc	161,8	347,5	349,3	398,3	-14,6
Produits chimiques	117,8	127,1	129,3	132,8	2,7
Produits pétroliers	161,5	122,3	132,5	133,2	0,5
Produits minéraux non métalliques	132,0	130,0	135,3	145,1	7,2
Articles en métal	132,9	166,4	158,4	157,3	-0,7
Outillage non électrique	128,3	216,9	256,9	242,0	-5,8
Outillage électrique	124,1	138,6	154,0	150,6	-2,2
Matériel de transport	110,0	115,6	125,7	126,5	0,7
Total général	127,8	144,9	153,4	159,5	4,0

Source : Voir tableau 1.

II. Dépenses imputées au PIB

En 1974, les ressources dont disposait l'économie nationale ont été réparties comme suit : formation brute de capital, 28,5 p. 100; consommation privée, 55,1 p. 100; consommation de l'Etat, 16,4 p. 100. En 1975, la formation brute de capital ne représentait plus que 18,7 p. 100 du produit intérieur brut. Cette très grande différence s'explique surtout par le fait que les stocks ont augmenté dans des proportions considérables en 1974 tandis qu'ils n'ont marqué qu'un léger accroissement en 1975. La consommation publique et la consommation privée ont représenté respectivement 19,3 et 65,5 p. 100 des dépenses totales imputées au PIB en 1975.

La formation brute de capital fixe en prix constants a diminué en 1974 et en 1975. En 1974, cette diminution, qui a été de 3,4 p. 100, a été essentiellement due à la baisse des investissements dans l'outillage et le matériel du secteur privé. La formation brute de capital du secteur public en prix constants a accusé une légère baisse, passant de 66,3 millions de livres kényennes en 1974 à 61,2 millions en 1975. Ce mouvement n'a été compensé qu'en partie par une augmentation des investissements du secteur privé, qui sont passés de 85 millions de livres kényennes en 1974 à 88,1 millions en 1975.

Pendant la période 1970-1975, la formation de capital a représenté 22,6 p. 100 du PIB aux prix du marché mais, comme on l'a indiqué ci-dessus, cette proportion n'était que de 18,7 p. 100 en 1975.

Tableau 4 : Kenya : Dépenses imputées au PIB, 1970-1975 (en millions de livres kényennes)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
<u>Aux prix courants</u>						
Consommation privée	345	411	457	542	641	773
Consommation publique	94	114	129	140	177	228
Formation brute de capital fixe	113	144	166	182	203	207
Variation des stocks	27	8	-6	-15	86	14
Exportations de biens et services	171	182	200	241	339	359
Moins importations de biens et services	-176	-224	-216	-252	-417	-401
PIB aux prix du marché	573	635	730	838	1 029	1 181

Source : Voir tableau 1.

III. Commerce extérieur et balance des paiements

Tableau 5 : Kenya : Commerce extérieur et balance des paiements, 1970-1975 (en millions de livres kényennes)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
<u>Commerce extérieur</u>						
Exportations	108,8	112,3	128,2	167,7	218,4	222,5
Importations	158,0	200,1	191,1	218,1	266,4	347,3
Solde	-49,2	-87,8	-62,9	-50,4	-147,9	-124,8
<u>Balance des paiements</u>						
Biens et services (nets)	-26,2	-61,0	-37,9	-54,6	-121,2	-84,3
Transferts privés (nets)	1,0	néant	0,4	0,3	0,8	0,1
Transferts publics (nets)	8,0	21,0	13,2	7,5	6,1	7,5
Capitaux (nets)	31,4	18,7	32,8	53,1	85,8	62,9
Autorités monétaires (nettes)	-16,0	25,1	-9,0	10,9	30,5	16,3
Erreurs et omissions	1,8	-3,7	0,5	4,6	-2,0	-2,5

Source : Voir tableau 1. FMI, International Financial Statistics, octobre 1976.

Il ressort clairement des statistiques ci-dessus que le déficit du compte courant au titre des biens et services et des paiements de transfert, qui était de 76,7 millions de livres kényennes en 1975, marquait une très nette amélioration par rapport au chiffre correspondant pour 1974, qui était de 114,3 millions. Toutefois, le chiffre pour 1975 reste élevé et représente près de 8 p. 100 du PIB. Les apports de capitaux ont diminué en 1975, ce qui s'explique surtout par le fait que les crédits commerciaux non remboursés ont accusé une baisse de 5 millions de livres kényennes en 1975, alors qu'ils avaient augmenté de 23 millions en 1974. On a financé les déficits en 1974 et en 1975 en procédant à des prélèvements sur les réserves en devises étrangères et en faisant appel, à concurrence de 30 millions de livres kényennes, au mécanisme pétrolier et au mécanisme élargi du FMI.

En 1975, le déficit de 84,3 millions de livres kényennes qui existait au titre des biens et services a été financé par un apport net de capitaux de 62,9 millions, par des recettes nettes des autorités monétaires d'une valeur de 16,3 millions et par des recettes de transferts du secteur publique.

Le caractère significatif de la tendance défavorable de l'évolution des termes de l'échange depuis 1973 est mis en évidence par les indices des prix des importations et des exportations qui figurent ci-après :

<u>Indices des prix (1971 = 100)</u>	<u>1973</u>	<u>1974</u>	<u>1975</u>
<u>Importations</u>			
Pétrole	125	394	518
Produits autres que le pétrole	128	179	202
Total	128	201	237
<u>Exportations</u>			
Pétrole	109	222	309
Produits autres que le pétrole	129	161	173
Total	126	171	196
Termes de l'échange (1971 = 100)	98	85	83

L'augmentation du prix du pétrole a été l'un des facteurs décisifs de la détérioration des termes de l'échange. Une tendance défavorable est également apparue dans les termes de l'échange intéressant les produits autres que le pétrole.

En 1975, le volume des importations a diminué de 20 p. 100 par rapport à ce qu'il était en 1974, la baisse correspondante du volume des exportations étant de 12 p. 100. Cette différence a entraîné une réduction du déficit du compte marchandises en 1975, bien que les termes de l'échange aient à nouveau accusé une légère détérioration. En 1974, le volume des importations avait été influencé par la constitution de stocks mais ce phénomène ne s'est pas renouvelé en 1975; en fait, on a noté une tendance inverse.

La forte hausse des cours du café, qui ont au moins doublé par rapport à l'année précédente, ainsi que le redressement de la situation des pays industrialisés après la récession, devraient permettre une certaine amélioration des termes de l'échange du Kenya en 1976.

IV. Aide au développement et dette extérieure

Compte tenu des difficultés qui sont apparues au cours des deux dernières années dans le domaine de la balance des paiements et qui se sont révélées constituer les plus grands obstacles au développement du Kenya, le Gouvernement kényen envisage favorablement de recevoir une aide au développement appropriée. Par ailleurs, les apports de capitaux privés, qui se poursuivent, contribuent au développement de l'industrie et du tourisme.

On estime que le service de la dette extérieure du Kenya représente 6 p. 100 environ des recettes annuelles du pays en devises. On peut donc dire que cette dette n'impose pas encore un trop lourd fardeau au Kenya. Le Kenya peut encore contracter des emprunts à l'étranger et consacrer ces fonds à des activités de développement tout en assurant, grâce à l'accroissement de ses recettes en devises, le service des ressources financières étrangères nécessaires à son développement.

V. Recettes et dépenses de l'Etat

L'une des innovations les plus importantes de ces dernières années dans le domaine des finances publiques a été l'élaboration du budget prévisionnel portant sur trois ans. Parmi les principaux objectifs qui ont déterminé la répartition des ressources financières entre les divers projets, programmes et services financés par le budget prévisionnel, on peut citer la promotion des exportations, le remplacement des importations de produits agricoles de base et l'utilisation plus fréquente de techniques faisant largement appel à la main-d'oeuvre pour l'exécution de projets de développement. On trouvera ci-après un aperçu du budget prévisionnel pour la période allant de l'exercice 1974/75 à l'exercice 1976/77, ainsi qu'une comparaison avec l'exercice 1970/71.

Le gouvernement a l'intention de limiter à 4 p. 100 par an environ l'augmentation de la consommation de l'Etat en termes réels.

Tableau 6 : Kenya : Estimation des recettes et des dépenses de l'Etat de l'exercice 1970/71 à l'exercice 1976/77 (en millions de livres kényennes)

	Estimations			
	1970-1971	1974-1975	1975-1976	1976-1977
Recettes ordinaires	124,0	226,1	258,9	302,0
Dépenses ordinaires	111,3	207,2	247,2	271,4
Excédent ordinaire	12,7	18,9	11,7	35,6
Excédent de développement	45,7	93,8	136,9	118,1
Excédent de dépenses	32,4	75,0	125,2	82,5
Financé par :				
Prêts extérieurs	10,9	22,0	46,0	...
Dons extérieurs	0,8	6,6	10,4	...
Prêts intérieurs ^{a/}	20,7	28,2	68,8	...
Diminution des soldes de trésorerie	-	18,1	-	...

Source : Central Bureau of Statistics, Ministère des finances et de la planification du Kenya.

a/ Déduction faite de l'augmentation des soldes de trésorerie.

L'excédent ordinaire n'est pas synonyme d'une épargne de l'Etat, pas plus que les dépenses de développement ne sont synonymes d'une formation de capital. Néanmoins, l'excédent des dépenses de développement par rapport à l'excédent ordinaire donne une idée approximative de la mesure dans laquelle l'Etat exerce une influence sur la demande réelle de l'ensemble de l'économie par le truchement des opérations qu'il effectue. L'évolution de l'excédent des dépenses de développement par rapport à l'excédent ordinaire, qui passe de 125,2 millions de livres kényennes en 1975/76 à 82 millions en 1976/77, est significative.

VI. Monnaie et crédit

On trouvera au tableau 7 des données concernant des variables importantes qui ont trait à la monnaie. Les disponibilités monétaires ont augmenté de 14 p. 100 en 1975, ce qui a été surtout dû à l'accroissement des prêts et des avances au secteur privé ainsi qu'à l'augmentation sensible des créances nettes sur l'Etat. Ces facteurs expansionnistes ont été contrebalancés en partie par une forte diminution des avoirs extérieurs nets du secteur bancaire.

Tableau 7 : Kenya : Situation monétaire, 1970-1976 (en millions de livres kényennes)

	Fin 1970	Fin 1971	Fin 1972	Fin 1973	Fin 1974	Fin 1975	Mai 1976
Avoirs extérieurs nets	30,8	60,1	67,9	77,4	48,1	28,4	61,2
Crédit intérieur							
Créances sur l'Etat (nettes)	1,6	6,6	17,3	24,0	46,1	87,9	72,6
Créances sur des organismes publics	5,4	9,0	9,6	11,8	11,6	15,6	13,4
Créances sur le secteur privé	36,6	110,7	124,0	107,2	190,7	217,2	235,9
Monnaie	120,5	129,5	151,5	193,1	201,8	227,9	246,3
Quasi-monnaie	54,7	59,0	63,5	74,7	90,1	113,7	124,6
Autres postes (nets)	-1,6	-2,6	4,0	2,5	4,5	7,6	12,0

Source : FMI, International Financial Statistics, octobre 1976.

Le montant net des créances sur l'Etat est passé de 1,6 million de livres kényennes en décembre 1970 à 87,9 millions à la fin de 1975, mais il a diminué pendant les cinq premiers mois de 1976.

En octobre 1975, le shilling kényen a été dévalué de 14,3 p. 100 environ par rapport au dollar des Etats-Unis.

Dans une lettre adressée au FMI au début de l'exercice 1976/77, le Gouvernement a fait savoir qu'il avait l'intention de limiter à 25 millions de livres kényennes l'augmentation de la valeur des fonds d'Etat détenus par le secteur bancaire ou des avances consenties à l'Etat pendant l'exercice 1976/77. Il a précisé en outre que les avoirs intérieurs de la Banque centrale ne devraient pas augmenter de plus de 24 millions de livres kényennes pendant la période de 15 mois se terminant en juin 1977.

Etant donné les limitations imposées par l'état de la balance des paiements, on n'a fait en 1975 aucune tentative en vue de stimuler l'économie en ayant recours à la politique monétaire, que ce soit en abaissant le taux d'escompte ou en assouplissant le régime des emprunts marginaux. En fait, le montant de la réserve légale a été porté à 19 p. 100. Toutefois, les réserves légales des banques commerciales ne sont jamais tombées en-dessous de ce chiffre en 1975. Les réserves actuelles sont bien supérieures au minimum fixé par la loi.

VII. Salaires et prix

De 1974 à 1975, la rémunération moyenne des salariés a augmenté de 14,5 p. 100 dans le secteur privé et de 15,2 p. 100 dans le secteur public, tandis que les prix à la consommation augmentaient de 20,3 p. 100 pour les groupes à faibles revenus et de 18,5 p. 100 pour les groupes à revenus moyens. On a donc enregistré une diminution de la rémunération réelle des salariés. Les prix à la consommation ont subi une nouvelle augmentation en 1976. La hausse continue des prix mondiaux des importations, les effets tardifs sur les prix de la dévaluation de la monnaie en octobre 1975 et l'augmentation des prix contrôlés de certains produits agricoles ont tous contribué à cet état de choses. En juillet 1976, les prix à la consommation étaient de 8,6 p. 100 plus élevés qu'en décembre 1975.

VIII. Emploi

Le niveau de l'emploi, qui a très sensiblement augmenté en 1973 et 1974, a diminué en 1975, pour la première fois depuis dix ans. Le nombre des salariés a en effet baissé de 2 p. 100. Dans l'industrie privée, les contractions les plus importantes se sont produites dans les secteurs suivants : bâtiment et travaux publics (-19,8 p. 100); industries extractives (-16,1 p. 100); commerce et industrie hôtelière (-12,6 p. 100); agriculture (-8,6 p. 100). Dans le secteur public, le nombre des salariés a augmenté de 3,2 p. 100, ce qui représente un accroissement relativement faible par rapport aux années qui ont précédé 1975.

Tableau 8 : Kenya : Nombre de salariés total inscrit, 1972-1975 (en milliers de personnes)

	1972	1973	1974	1975
Salariés : établissements modernes, zones urbaines et rurales	719,8	761,4	826,3	809,4
Travailleurs indépendants et travailleurs familiaux non rémunérés	50,0	54,0	55,9	54,2
Etablissements non officiels, zones urbaines	33,9	41,4	76,2	74,1
Total	803,7	856,8	958,4	937,7

Source : Voir tableau 1.

Le ralentissement du taux d'expansion de l'économie et la diminution du nombre des salariés qu'il a entraînée ont provisoirement affecté la stratégie de développement à long terme du Gouvernement. Même si l'on se fonde sur les hypothèses les plus optimistes et si les conditions sont favorables, les secteurs industriel et agricole officiels et modernes ne peuvent pour le moment absorber qu'un tiers environ de l'augmentation annuelle de la population active. Les deux autres tiers doivent trouver à s'employer dans le secteur non officiel, surtout dans la petite agriculture. Il est donc indispensable d'arriver à un taux d'expansion plus rapide du secteur officiel et à une amélioration de la productivité de la petite agriculture pour obtenir un taux d'expansion de l'ensemble de l'économie plus élevé et mieux assimiler les effectifs qui viennent s'ajouter à la population active.

IX. Autres secteurs sociaux

a) Enseignement. Le nombre d'élèves inscrits dans les écoles primaires a doublé entre 1970 et 1975 pour atteindre, en 1975, un total de 2 381 000, soit 21,5 p. 100 de la population; ce chiffre indique des effectifs excessifs pour les garçons et les filles de 6 à 12 ans. Dans la réalité, 445 000 élèves avaient 13 ans ou plus, ce qui représente 15 p. 100 du total. Le nombre des inscriptions a augmenté de manière spectaculaire en 1974, passant de 1 816 000 à 2 734 000 à la suite de l'instauration de la gratuité de l'enseignement primaire.

Les effectifs de l'enseignement secondaire étaient de 225 000 en 1975, contre 127 000 en 1970 et on comptait 4 478 étudiants inscrits à l'université, contre 1 788 cinq ans auparavant. L'expansion de l'enseignement technique et professionnel a aussi été relativement rapide; les enseignants reçoivent une formation dans des établissements spécialisés, notamment au Collège des professeurs de sciences (Science Teachers College) et à la Faculté de pédagogie (Faculty of Education) de l'Université.

b) Santé et nutrition. On dénombrait en 1976, 17 100 lits d'hôpital et 570 médecins. Le nombre total des médecins, de dentistes et de pharmaciens était de 1 600 environ en 1975 tandis que le nombre total d'infirmières et de sages-femmes diplômées était de 7 047 en 1974. Le nombre de dispensaires et de postes sanitaires existant dans les régions rurales atteignait 1 040 en 1975, ce qui représente une augmentation considérable par rapport à 1973, où il n'était que de 603. Les dépenses consacrées par l'Etat aux services de santé ont augmenté rapidement depuis 1970-1971 pour atteindre 21,2 millions de livres kényennes en 1975-1976. Les moyens de formation sont plus nombreux et, en 1975-1976, le nombre des étudiants en médecine inscrits à l'Université était de 537, alors qu'il n'était que de 169 en 1970-1971. Le nombre des auxiliaires paramédicaux qui ont reçu leur diplôme en 1975 était de 1 114.

Le principal problème qui se pose au Kenya en matière de malnutrition est celui de la déficience en protéines et en calories chez les jeunes enfants. Des auxiliaires travaillant sur le terrain visitent chaque année près de 375 000 familles afin de donner au public des renseignements sur des produits peu coûteux d'origine locale dont l'utilisation peut éviter la malnutrition et surtout la déficience en protéines.

Le taux d'accroissement démographique du Kenya est parmi les plus élevés du monde et, à l'heure actuelle, la superficie de "bonnes" terres cultivables est de 0,88 hectare par personne. On a estimé qu'avec le taux actuel d'accroissement démographique, elle ne serait plus que de 0,36 hectare par personne d'ici l'an 2000. Il semble préférable de s'efforcer de diminuer les pressions potentielles de la population sur les terres en encourageant la planification de la famille.

c) Logement. Le développement de la construction de logements n'est pas allé de pair avec l'expansion rapide de la population urbaine au cours des dernières années. On estime qu'il faudrait pouvoir disposer de quelque 10 000 logements nouveaux par an pour remédier à la pénurie actuelle de logements à Nairobi, alors que l'on n'en construit que 1 000 par an. Le Gouvernement attache maintenant une importance beaucoup plus grande à la construction de maisons destinées aux groupes à faibles revenus.

B. GRANDS PROBLEMES ECONOMIQUES ET SOCIAUX

L'exécution du troisième plan de développement a commencé pendant l'exercice 1973/74, dans des conditions économiques qui étaient extrêmement favorables au pays. Une expansion marquée avait été prévue pour les cinq années du plan. Le produit intérieur brut réel devait s'accroître de 7,2 p. 100 par an en moyenne. Il est évident désormais que ce taux d'expansion est ambitieux. Comme on l'a déjà indiqué, le taux d'accroissement du PIB réel n'a été que de 4,1 p. 100 en 1974 et il est tombé à moins de 1 p. 100 en 1975, chiffre le plus bas de la décennie. Le ralentissement de l'activité économique en 1975 a entraîné la diminution du nombre de salariés, qui a baissé de 2 p. 100, ce phénomène de baisse apparaissant pour la première fois depuis dix ans.

Les difficultés économiques auxquelles doit faire face le Kenya peuvent, dans une large mesure, être attribuées à des événements qui échappent à son contrôle. Les deux facteurs qui sont à l'origine des principaux problèmes sont d'une part la hausse des prix mondiaux, notamment du prix du pétrole, qui a rendu les produits étrangers achetés par le Kenya beaucoup plus coûteux et d'autre part le fait que cette hausse s'est rapidement accompagnée de la récession la plus grave que les pays industrialisés aient connue depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Tous ces éléments se sont combinés pour avoir des effets néfastes sur l'économie kényenne, surtout après que les répercussions de la récession mondiale eurent été ressenties sur les marchés d'exportation du Kenya. La demande de certains grands produits de l'agriculture, tels que le café et le sisal, a considérablement fléchi. Le tourisme, qui est une source importante de devises étrangères, a également marqué un recul. Du point de vue des termes de l'échange, la situation a effectivement été sombre. Si l'on prend 1971 comme année de référence (1971 = 100), on constate qu'à la fin de 1975, l'indice des termes de l'échange pour tous les produits était tombé à 83. En d'autres termes, pour que le Kenya paye la même quantité d'importations en 1975 qu'en 1971, il aurait fallu que ses exportations augmentent approximativement de 20 p. 100 par rapport à 1971. Les répercussions de ces changements apparaissent de manière spectaculaire dans la balance des paiements. Entre 1971 et 1973, le déficit du compte courant se situait entre 24,3 et 46,8 millions de livres kényennes. A la suite des événements mentionnés ci-dessus, il est subitement passé, en 1974, au niveau inquiétant de 114,3 millions.

Tous ces facteurs ont incité le Gouvernement à instaurer d'urgence des changements fondamentaux à renverser la tendance. C'est ainsi que, pour décourager les usagers domestiques du pétrole, les augmentations des prix sur le marché mondial ont été transmises aux consommateurs; en outre, le prix de l'essence a été majoré de 20 cents le litre, afin de décourager encore davantage l'utilisation du pétrole à des fins non essentielles. En ce qui concerne les produits autres que le pétrole, diverses mesures tendant à réduire la consommation ont été prises; dans le budget de 1975, les droits à l'importation ont été majorés pour les voitures automobiles. En novembre 1974, une subvention à l'exportation de 10 p. 100 a été instaurée pour les articles manufacturés, de manière à encourager les industries à participer plus pleinement aux marchés d'exportation. L'exportation de divers produits agricoles a été interdite jusqu'à ce qu'ait été constitué un excédent de production destiné à approvisionner le marché intérieur. Ces changements, et d'autres encore, ont eu l'effet souhaité puisqu'en 1975 le déficit du compte courant de la balance des paiements n'était plus que de 76,7 millions de livres kényennes. Pour que cette amélioration se poursuive, le shilling kényen a été dévalué de 14 p. 100 environ par rapport au dollar des Etats-Unis en octobre 1975 et les effets de cette dévaluation continuent à se faire sentir dans l'économie. Toutefois, il est juste de dire que la situation s'est très nettement améliorée en 1976 en ce qui concerne la balance des paiements, les tendances étant plus favorables tant pour les recettes que pour le tourisme.

C. POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT SUR LE PLAN INTERIEUR

Comme on l'a indiqué plus haut, le Gouvernement a plusieurs objectifs clefs. Ces objectifs sont les suivants : réduire le déficit du compte courant de la balance des paiements; accélérer sensiblement le taux d'expansion de l'économie; absorber dans le secteur officiel une proportion de plus en plus forte de l'augmentation annuelle des effectifs de la population active; améliorer la productivité des petits agriculteurs dans les régions rurales. Ces divers objectifs sont évidemment liés les uns aux autres.

Pour les atteindre, le Gouvernement a accordé une subvention à l'exportation des articles manufacturés; il a dévalué le taux de change de 14 p. 100 environ; il a limité les augmentations de salaires aux deux tiers de l'augmentation du coût de la vie; il a augmenté les droits à l'importation qui frappent l'outillage et le matériel, ce qui a pour objet d'encourager l'utilisation plus large de techniques faisant appel à la main-d'oeuvre et devrait donc accroître la demande de main-d'oeuvre tout en réduisant le volume des importations; enfin, il a fixé des limites aux crédits consentis par les banques à l'Etat, s'efforçant ainsi d'empêcher une augmentation excessive des disponibilités monétaires et des prix.

Le Gouvernement fait face maintenant au problème difficile que représente la "gestion de la demande". Les mesures qu'il a prises, accompagnées de l'augmentation du prix du café et d'une certaine reprise du commerce international, devraient permettre d'améliorer le déficit actuel de la balance des paiements. Toutefois, cette évolution risque d'être insuffisante pour amener une reprise de l'économie fondée sur un accroissement des exportations. Le problème qui se pose maintenant est de déterminer comment stimuler l'économie par des mesures d'ordre fiscal sans que cela ait des répercussions défavorables sur la balance des paiements.

LESOTHO

A. EVOLUTION ECONOMIQUE ET SOCIALE PENDANT LA PERIODE 1971 A 1976

Introduction

Le taux de croissance de l'économie du Lesotho a probablement oscillé autour de 5 p. 100 par an en moyenne durant la période 1971 à 1976, les principaux stimulants de la croissance étant le fait de l'industrie touristique, de l'augmentation des dépenses publiques (particulièrement des dépenses de développement) et du progrès général du commerce, des transports et des services. Il n'y a guère d'indication d'une véritable croissance du secteur agricole, bien que des mesures aient été prises qui devraient provoquer de fortes augmentations de la production au cours des cinq années à venir. La Lesotho National Development Corporation (LNDC) a beaucoup fait pour créer et développer l'industrie touristique, constituer localement un secteur d'industrie de la construction, développer le secteur du logement et mettre en train l'industrie manufacturière du Lesotho. C'est aussi la LNDC qui a engagé et conduit les négociations aux termes desquelles la DE Beers a consenti à ouvrir une mine de diamants à Letseng-La-Terai.

L'infrastructure du pays a été affermie : le réseau routier a été sensiblement étendu, le service des postes et télécommunications a pénétré dans les montagnes et il a été renforcé dans le reste du pays, la distribution d'électricité a fait des progrès et le plan d'alimentation en eau des campagnes a procuré l'eau courante à un grand nombre de villageois.

Les secteurs sociaux ont, eux aussi, connu un développement assez notable : les écoles primaires ont aujourd'hui quelque 230 000 élèves et les établissements d'enseignement secondaire environ 13 000 (contre 133 000 et 6 000 respectivement en 1970). Le progrès particulièrement fort de la scolarisation secondaire permet au Lesotho de commencer à fournir une plus grande part de candidats de niveau moyen aux emplois du monde économique et universitaire. L'Université nationale comptait en 1975-1976, 502 étudiants et l'on s'employait à augmenter le nombre des facultés. Les services sanitaires ont été améliorés par le perfectionnement des installations existantes ainsi que par une augmentation du nombre des dispensaires visant à mieux desservir la totalité du territoire. Les groupes sociaux de faibles revenus ont de plus en plus de mal à trouver des logements dans les zones urbaines qui grandissent rapidement. C'est un problème auquel on commence à s'attaquer.

La loi de 1974 dite "Financial Institutions Act" (loi sur les établissements financiers) a pour effet de renforcer le contrôle des autorités sur le secteur de la banque et sur celui des finances. L'accord monétaire conclu en décembre 1974 permet au Lesotho de mettre en vigueur des mesures visant à faire investir des fonds dans des valeurs mobilières nationales et confère au pays le pouvoir exclusif de régir les transactions portant sur l'or et les devises étrangères. Ces mesures revêtent une importance toute particulière pour la raison que l'économie se développe et se diversifie et que les très nombreux ressortissants du Lesotho qui continuent à occuper des emplois en Afrique du Sud ont vu leurs revenus grossir très fortement depuis quelques années. Les fonds que ces travailleurs envoient au pays exercent sur la croissance de l'économie de celui-ci une influence propre, que pourrait intensifier le perfectionnement de la gestion financières.

I. Produit intérieur brut par branche d'origine

Les évaluations les plus récentes du Service de statistique indiquent les chiffres du PIB aux prix courants jusqu'en 1972/73; depuis 1969/70, la croissance au coût des facteurs a été de 32 p. 100, c'est-à-dire de près de 10 p. 100 par an mais une bonne part de l'augmentation est le fait de l'inflation. En 1972/73, la part de l'agriculture dans le PIB a été de 47 p. 100 et celle des services de 31 p. 100; les progrès du tourisme ont porté à près de 5 p. 100 celle de l'hôtellerie. Le chiffre du PIB par habitant concernant la population réellement résidente en 1972/73 (la mise à jour des données ferait varier quelque peu la moyenne) n'était que de 57 rands. Les envois de fonds provenant de ressortissants employés hors du pays élèveraient cette moyenne; c'est d'ailleurs un fait qu'en 1972/73, la consommation privée a du fait de cet afflux de fonds dépassé de près de 40 p. 100 le PIB total aux prix du marché.

II. Grands secteurs de production

a) Agriculture, sylviculture et pêche. Le Lesotho souffre périodiquement de sécheresse; même en saison normale, les précipitations, peu abondantes, ne se produisent qu'à certaines périodes de l'année. Les terrains situés en altitude portent des récoltes et nourrissent de grands troupeaux d'ovins et de caprins. Le plat pays et les piémonts nourrissent des bovins; mais et sorgho sont des récoltes d'été; le blé se cultive en hiver. Un certain nombre de projets locaux de développement ont été mis en train au cours de la décennie; ils concernent actuellement Thaba Bosin, Sengu, Khomokhoana et Thaba Tseka. Ce dernier projet concerne une zone située dans les montagnes, tandis que les trois autres sont en dehors des régions montagneuses. Un projet d'irrigation va être mis en oeuvre à Phuthiatsana.

Grâce aux leçons qu'a enseignées l'expérience des quelques dernières années, on a bon espoir de mettre en train un projet fondamental de fournitures à l'agriculture qui facilitera l'acquisition des facteurs de production et la commercialisation depuis l'échelon le plus élevé jusqu'à celui de la commune villageoise.

Les chiffres de production des articles les plus importants du secteur de l'agriculture et de l'élevage figurent au tableau 1 ci-après.

Tableau 1 : Lesotho : Production de l'agriculture et de l'élevage, 1970-1975

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Maïs (milliers de tonnes) ^{a/}	66,5	74,0	59,0	70,0	122,5	70,0
Sorgho (milliers de tonnes) ^{a/}	56,9	64,0	20,0	43,0	84,0	37,0
Blé (milliers de tonnes) ^{a/}	57,9	58,0	24,0	36,0	57,1	45,0
Haricots (milliers de tonnes) ^{a/}	3,7	4,0	2,0	4,0	7,5	13,0
Pois (milliers de tonnes) ^{a/}	4,5	5,0	3,0	4,0	7,2	6,0
Laine (tonnes) ^{b/}	4 736	3 177	3 708	4 764	4 004	...
Mohair (tonnes) ^{b/}	981	867	767	567	678	616

Source : Service de statistique du Lesotho : Deuxième plan quinquennal de développement du Royaume du Lesotho, 1975/76-1979/80.

a/ Campagne achevée au cours de l'année civile indiquée.

b/ Exportations.

En 1975/76, la production de toutes les plantes cultivées a baissé à cause du mauvais temps et le volume de la tonte a diminué en raison d'un début d'épidémie de bouquet, maladie dont l'effet se fera particulièrement sentir au cours de l'année 1976.

Dans le secteur de la sylviculture et dans celui de la pêche, on s'est récemment employé à créer des parcelles boisées d'une superficie de 10 à 20 acres qui donneront du bois de feu et des pieux et piquets et à creuser des viviers dans certaines régions.

b) Industries extractives. Le Lesotho exporte des diamants : la quantité exportée qui était tombée de 16 539 carats en 1970 à 3 466 carats seulement en 1975, a augmenté un peu en 1976 (3 719 carats en un semestre). Les perspectives d'avenir de l'exploitation des gisements diamantifères sont devenues beaucoup plus brillantes, grâce à une importante opération commerciale qui aura pour effet, à partir de 1977, d'augmenter fortement la production; on met aussi au point une autre opération de moindre envergure dans laquelle seront associés l'Etat et de petits entrepreneurs.

c) Industries manufacturières. La croissance de ce secteur, très peu développé en 1970, a été assez forte mais les établissements sont encore en petit nombre et le volume de leur production réduit. Les zones industrielles de Maseru et de Mafeteng ont été agrandies et de nouvelles fabriques ont été ouvertes pour produire des vêtements, des lampes, des bougies, des tapis et tentures, de la vaisselle de terre, des parapluies et des engrais.

Au nombre des opérations de plus grande envergure qui sont en cours ou à l'étude, il faut citer plusieurs usines textiles, une distillerie, un grand concasseur fixe de pierres et un abattoir.

d) Electricité. Toute l'énergie électrique est actuellement importée ; la consommation a très fortement augmenté à cause des progrès qu'on fait dans les divers secteurs individuels de l'économie et de l'agrandissement du réseau de distribution.

La consommation d'électricité est passée de 7 144 000 unités en 1969/70 à 26 543 000 en 1974/75, augmentant en moyenne de 30 p. 100 l'an.

e) Bâtiment. Voici quelque temps que l'industrie nationale du bâtiment se développe ; nombreux sont désormais les bâtiments simples et les maisons que construisent les entrepreneurs du pays. Les grands bâtiments et les routes sont construits par des entrepreneurs étrangers résidant dans le pays qui, toutefois, emploient de plus en plus de main-d'oeuvre locale. Le Ministère des travaux publics, de son côté, fait construire des routes en régie sous le contrôle d'ingénieurs fonctionnaires du ministère. La forte augmentation qu'ont connue les dépenses d'investissement de l'Etat, particulièrement depuis 1972/73 - le total pour 1975/76 est évalué à 16,5 millions de rands contre 3,3 millions seulement en 1972/73 - a sans aucun doute fait beaucoup pour développer l'industrie du bâtiment. En 1976/77, il est prévu d'investir 29,6 millions de rands mais il n'est pas probable que l'on puisse réellement atteindre ce chiffre. Le coût des projets que financent directement des bailleurs de fonds étrangers s'élève au total à 14,8 millions de rands pour 1976/77 mais ces fonds-là ne passent pas par le budget.

f) Tourisme. C'est une industrie qui se développe particulièrement vite. Le nombre des touristes est passé de moins de 20 000 en 1970 à quelque chose comme 200 000 en 1976 ; l'afflux est surtout fort durant le week-end. Parmi les grands hôtels on peut citer le Holiday Inn et le Victoria de Maseru : le plus grand des projets nouveaux est le Hilton qui est en cours de construction.

III. Dépenses imputables au PIB

Comme on l'a vu ci-dessus, les sommes considérables qu'envoient les ressortissants du Lesotho employés à l'étranger, jointes aux marchandises que ceux-ci apportent quand ils reviennent pour un temps au pays, permettent une consommation privée fort supérieure au montant total du PIB. D'après les statistiques relatives à l'exercice 1972/73, les

dépenses publiques n'équivalaient qu'au dixième du montant des dépenses privées et la formation de capital, au douzième dudit montant. La consommation publique, rapportée au PIB aux prix du marché, était égale à 15 p. 100 du total et la formation de capital à 12 p. 100. Comme les dépenses courantes de l'Etat et les dépenses d'investissement aux fins de développement ont beaucoup augmenté depuis 1972/73, il est fort possible que lesdits pourcentages aient connu une hausse sensible.

Les renseignements que fournissent les évaluations des pouvoirs publics donnent à penser que l'épargne intérieure est en voie de fort accroissement. Il ressort des données relatives à 1976/77, que les projets d'investissement du montant total de 29,6 millions de rands pourraient être financés à concurrence de 10,6 millions de rands par recours aux ressources intérieures, alors qu'en 1974/75, les projets d'investissement du montant total de 11,9 millions de rands n'ont été financés de cette façon qu'à concurrence de 1,2 million de rands.

IV. Commerce extérieur et balance des paiements

Les statistiques du commerce accusent une augmentation tout à fait remarquable des importations qui, de 1970 à 1975 sont passées de 22,9 à 109,9 millions de rands. Dans le même temps, les exportations passaient de 4,2 à 11,4 millions de rands et le déficit de la balance commerciale de 18,6 à 98,5 millions de rands. Les principales raisons de la très forte hausse des importations sont l'accroissement des rémunérations des ressortissants du Lesotho employés en Afrique du Sud et l'augmentation des dépenses de l'Etat. Le tableau 2 ci-après contient certains éléments particulièrement importants tirés des statistiques du commerce extérieur et indique comment le déficit en compte courant qu'engendrait le gros déficit commercial a été comblé dans la balance des paiements. La plupart des rubriques d'importation accusent un fort taux d'accroissement particulièrement celles des importations d'articles manufacturés.

Le Lesotho exporte surtout de la laine et du mohair, du bétail sur pied, des diamants ainsi que des haricots et des pois. Depuis quelques années, les exportations d'articles manufacturés augmentent. La hausse des prix à l'exportation a provoqué un accroissement du total de près de 170 p. 100 depuis 1970.

La principale source de financement du solde déficitaire de la balance commerciale a été constituée par les transactions privées qui comprennent un gros élément de rémunérations gagnées à l'étranger. Les entrées de fonds publics transférés (assistance) ont aussi joué un rôle important.

Tableau 2 : Lesotho : Commerce extérieur et balance des paiements, 1970-1975 (en milliers de rands)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Exportations	4 237	3 014	6 093	8 770	9 809	11 406
Importations	22 876	27 997	42 972	60 479	79 120	109 918
Solde commercial	-18 639	-24 983	-36 879	-51 709	-69 311	-98 512
Entrées nettes						
Transferts de fonds publics	9 300	10 800	11 000	16 500	17 700	14 900
Capitaux	5 300	4 100	2 500	400	-1 800	-2 200
Transactions privées ^{a/}	8 200	11 500	21 700	32 700	47 500	85 810
Divers (nets)	-4 160	-1 420	-2 680	-2 110	-5 910	

Source : Service de statistique du Lesotho (pour le commerce extérieur). Evaluation du FMI (pour la balance des paiements).

^{a/} Autres entrées et sorties privées, transferts privés et erreurs et omissions nettes.

V. Aide au développement et dette extérieure

Ainsi qu'il ressort des évaluations relatives aux entrées nettes de fonds publics transférés, l'assistance accordée au Lesotho a beaucoup grossi depuis 1970. Les autres données chiffrées qu'on trouve dans les rapports financiers et dans les évaluations budgétaires indiquent que les dépenses d'investissement de l'Etat qui étaient financées au moyen de capitaux étrangers pour 2 millions de rands en 1970/71 et pour 9,4 millions de rands en 1975/76, le seront pour 19 millions de rands en 1976/77. Au cours des deux derniers exercices, les montants indiqués consistent, pour une bonne part, en dons et prêts assortis de conditions de faveur.

Les chiffres les plus récents concernant la dette publique donnent à penser qu'à la fin de 1974, la dette extérieure totale nette et provenant de capitaux effectivement versés atteignait quelque 6 millions de rands (elle était de 4,66 millions de rands à la fin du mois de mars 1973).

VI. Recettes et dépenses publiques

Les dépenses publiques totales ont grossi de façon particulièrement forte depuis 1972/73 et les évaluations pour 1976/77 font état d'un total de 58,9 millions de rands (contre une dépense effective de 17,1 millions en 1972/73 et 14,1 millions en 1970/71). Il se peut que les dépenses totales prévues pour 1976/77 ne soient pas toutes réalisables mais si elles n'atteignaient que 50 millions de rands, elles auraient tout de même augmenté de 190 p. 100 en quatre ans.

A la suite de la révision du traité d'union douanière avec l'Afrique du Sud, les recettes de douane sont passées entre 1972/73 et 1973/74 de 6,7 à 14,6 millions de rands. Elles ont ensuite augmenté jusqu'à 17,3 millions de rands en 1974/75 et légèrement baissé au cours des exercices financiers suivants. Comme, toutefois, les recettes des autres impôts et taxes ont augmenté, le total des recettes fiscales courantes pour 1976/77 est évalué à 29,3 millions de rands (contre 29,2 millions en 1974/75, 21,4 millions en 1973/74 et 12,9 millions en 1972/73).

En 1973/74 et 1974/75, il a été possible de mettre des fonds en réserve, parce que l'ensemble des dépenses courantes était inférieur à la somme accrue des recettes courantes : il ressort de l'analyse de la période du premier plan quinquennal qu'à la fin de l'exercice financier 1974/75, les réserves accumulées s'élevaient à 13,6 millions de rands.

Tableau 3 : Lesotho : Situation budgétaire globale, 1970/71-1976/77 (en milliers de rands)

	1970/71	1974/75	1975/76 ^{a/}	1976/77 ^{a/}
Recettes intérieures	11 644	28 953	26 643	29 331
Dépenses courantes	11 186	17 406	27 637	28 798
Service de la dette	<u>236</u>	<u>580</u>	<u>833</u>	<u>533</u>
Solde	<u>+222</u>	<u>+10 967</u>	<u>-1 827</u>	<u>néant</u>
Dépenses de développement en compte capital	1 766	6 217	16 476	29 578
Financement intérieur	néant	1 007	6 882	10 564
Autres financements	<u>1 104</u>	<u>3 360</u>	<u>9 394</u>	<u>19 014</u>
Solde général	<u>-440</u>	<u>+9 117</u>	<u>-2 027</u>	<u>néant</u>

Source : Deuxième plan quinquennal de développement du Royaume de Lesotho, 1975/76-1979/80. Evaluation du compte recettes et du compte développement du Royaume de Lesotho, 1975/76 et 1976/77.

a/ Evaluations ou évaluations révisées.

Si l'on met en regard l'exercice 1976/77 et l'exercice 1970/71, on constate qu'alors que l'ensemble des dépenses courantes a augmenté de 146 p. 100, les dépenses d'enseignement ont augmenté de 217 p. 100, les dépenses de santé publique de 131 p. 100, les dépenses consacrées à l'agriculture de 235 p. 100 et les dépenses consacrées aux travaux publics de 124 p. 100. En compte capital, l'accroissement total, par rapport au montant effectif de 2,1 millions de rands en 1970/71, s'établit, selon les prévisions, à 29,6 millions de rands en 1976/77. Les fonds investis dans les services sociaux, qui étaient de 250 000 rands en 1970/71, ont été multipliés par 20 (5 millions de rands) pour 1976/77. Le montant affecté aux services économiques est passé de 1,55 million à 19,41 millions de rands. Ces chiffres des dépenses de développement ne comprennent pas les projets directement financés par des donateurs étrangers dont les fonds ne passent pas par le budget.

VII. Monnaie et crédit

Le Lesotho acquiert de plus en plus la maîtrise directe et positive de sa propre monnaie et de son propre appareil de crédit. En vertu de la loi dite "Financial Institutions Act" entrée en vigueur au mois d'octobre 1974, il a été créé un office d'enregistrement des établissements financiers. Les banques dont l'activité s'exerce au Lesotho doivent désormais disposer des permis d'exercice prévus par la loi et sont tenues de conserver le capital de réserve et le coefficient de liquidité que prescrit ladite loi. C'est l'Office d'enregistrement qui dorénavant est compétent pour exercer le contrôle des changes au Lesotho.

Jusqu'à l'entrée en vigueur de l'accord monétaire qu'ont conclu en décembre 1974, les gouvernements du Lesotho, de l'Afrique du Sud et du Swaziland, l'autorité en matière de contrôle des changes, appartenait, en pratique, à la Réserve Bank d'Afrique du Sud mais, depuis lors, le Gouvernement du Lesotho est devenu seul compétent pour autoriser dans le pays les transactions en or et en devises étrangères. La loi sur le contrôle des changes (Exchange Control Act 1975) a été promulguée au mois de mai 1975.

La Lesotho National Development Corporation ouvre des crédits à long terme à l'intention de projets intéressant l'industrie et le tourisme. Les crédits analogues qui sont nécessaires au secteur du logement et à l'agriculture seront accordés à l'avenir par deux institutions spécialisées à cet effet, qui vont être créées.

Les statistiques bancaires ne sont publiées que depuis 1973. A en juger d'après les données relatives à la demande, à l'épargne et aux dépôts à terme et d'après les facteurs qui influent sur la masse monétaire, c'est-à-dire les avoirs extérieurs nets, les créances sur les organismes officiels, les créances sur le secteur privé et les dépôts (nets) de fonds publics, il semble bien que la masse monétaire ait fortement grossi au cours des années 1974 et 1975.

Les principaux facteurs qui ont agi paraissent avoir été l'accroissement des avoirs extérieurs nets, le développement du crédit bancaire en 1974 comme en 1975 et la forte baisse des dépôts de fonds publics en 1975.

Tableau 4 : Lesotho : Statistiques commerciales bancaires, 1973 à 1975 (en milliers de rands)

	Décembre 1973	Décembre 1974	Décembre 1975
Avoirs extérieurs nets	9 893	14 132	17 531
Créances sur les organismes officiels	946	1 568	1 403
Créances sur le secteur privé	5 741	9 209	8 989
Dépôts à vue	4 710	6 018	7 981
Epargne et dépôts à terme	13 386	14 920	18 820
Dépôts de fonds publics (nets)	1 222	6 142	310

Source : Premier rapport annuel des conservateurs du registre des institutions financières (septembre 1974 à décembre 1975).

VIII. Salaires et prix

Au Lesotho, les prix à la consommation, sur la base d'un indice établi en octobre 1972, ont augmenté en 1973 de 6 p. 100. Puis il y a eu de nouvelles hausses, de 13,5 p. 100 en 1974, de 14 p. 100 en 1975 et de 7,9 p. 100 au premier semestre de 1976. Pendant la période de janvier à juin 1976, l'indice était de 148 (soit 48 p. 100 de hausse par rapport à octobre 1972).

D'après l'indice sud-africain des prix à la consommation, la hausse a été de 23,7 p. 100 entre 1970 et 1973. Le taux d'inflation n'a cessé de croître depuis 1970 et il est bien certain qu'au premier semestre de 1976 rien ne donnait à croire qu'il allait baisser. Il est toutefois possible qu'à partir de 1977, le Lesotho aille se conformant à la tendance générale qui se fait jour dans le monde entier à des hausses de prix moins fortes et probablement plus stables.

On ne sait pas grand chose des taux des salaires : ce qu'on peut dire, c'est qu'en 1974, après une longue période durant laquelle les traitements et salaires n'avaient pas varié, les fonctionnaires publics ont bénéficié d'augmentations de rémunération, du taux moyen de 33 p. 100, les salaires les plus bas recevant l'augmentation la plus forte.

IX. Emploi

Il n'y a pas actuellement beaucoup d'emplois offerts dans l'économie intérieure du Lesotho; comme, en revanche, les emplois de ce genre sont abondants dans la République d'Afrique du Sud, une bonne part de la population masculine adulte du pays va travailler à l'étranger.

La population économiquement active était évaluée à 430 000 personnes en 1970 et à 460 000 en 1973. Le nombre des salariés employés au Lesotho même atteignait 20 000 en 1970, 22 000 en 1973 et 27 500 en 1975, et le nombre des ressortissants du Lesotho qui travaillaient en Afrique du Sud devait être d'environ 130 000 à 175 000 personnes.

Le nombre total des ressortissants du Lesotho employés dans le pays et à l'étranger en qualité de travailleurs indépendants, de salariés ou employés ou de travailleurs familiaux non rémunérés en espèces a été évalué à 540 000 en 1975. Ce nombre pourrait être diminué d'un tiers pour tenir compte de ceux qui résident au Lesotho même et du total ainsi réduit une forte part comprenant une forte proportion de femmes doit travailler à la campagne.

Les emplois de niveau moyen et de niveau élevé ainsi que les professions libérales sont, au Lesotho, toujours remplis dans une forte proportion par des étrangers; c'est l'intention des autorités de faire attribuer ces emplois le plus tôt possible à des ressortissants du pays, en fonction de l'existence de candidats locaux qualifiés. Cette évolution a été poussée beaucoup plus loin dans le secteur public que dans le secteur privé, dans lequel on s'applique aujourd'hui à la faire progresser.

X. Autres secteurs sociaux

a) Enseignement. L'enseignement secondaire a fait de grands progrès depuis 1970; dans l'enseignement primaire, les inscriptions ont augmenté plus vite que ne croissait la population d'âge scolaire. En 1975, il y avait dans les écoles primaires 222 000 élèves et 16 500 seulement dans les établissements secondaires.

Le premier plan quinquennal voyait dans la réforme des programmes d'enseignement le principal moyen d'orienter le développement de l'instruction vers la formation de la main-d'oeuvre dont le pays a besoin mais le service chargé de mettre au point les programmes de l'enseignement primaire n'a été créé que vers la fin de la période visée par ledit plan. Au niveau secondaire, on a mis au point un programme minimum qui comprend les mathématiques, les sciences, le sesotho, l'anglais, des études sur le développement et une matière pratique. La mise en oeuvre du principe est subordonnée à l'existence de laboratoires, de salles de travaux pratiques et de personnel enseignant qualifié. Des plans ont été établis pour doter sept établissements d'enseignement secondaire d'installations aptes à permettre l'enseignement de disciplines d'ordre pratique.

La durée des études primaires avait été ramenée de huit à sept années en 1971 mais il s'est produit, en 1974, à la suite de l'entrée en vigueur de la gratuité des études, une forte augmentation du nombre des inscriptions.

De nouveaux laboratoires, bibliothèques et salles de classe ont été construits dans les établissements secondaires, le principe ayant été adopté que mieux vaut agrandir les lycées et collèges existants que de construire des bâtiments neufs. Les résultats des examens de sortie de l'enseignement secondaire ont accusé jusqu'en 1974 une diminution du nombre des candidats reçus.

La création de l'Ecole normale nationale (National Teachers' Training College) qui a ouvert ses portes en avril 1975, aura, espère-t-on, pour effet d'améliorer désormais les qualifications du corps enseignant. La formation professionnelle et technique est associée aux programmes de développement et des installations neuves sont en cours de construction.

L'université nationale comptait 502 étudiants en 1975/76 contre 323 en 1974/75. Le renforcement de l'effectif estudiantin devrait avoir pour effet d'augmenter fortement le nombre des diplômés au cours des années qui viennent.

b) Santé et nutrition. Les services sanitaires du Lesotho desservent en général beaucoup mieux le plat pays parce qu'il est malaisé d'accéder à certains petits villages de la montagne. Actuellement, toutefois, l'ensemble du territoire est doté d'un meilleur réseau de dispensaires et il existe aussi un service médical se déplaçant par voie aérienne.

Durant la première période du plan et jusqu'en 1974, le nombre des médecins est passé de 35 à 50, celui des infirmiers employés a augmenté de 40 p. 100 (il est de 333) et celui des lits d'hôpital et de dispensaires est passé d'environ 1 800 à 2 291. Le nombre des hôpitaux n'a pas augmenté mais l'hôpital de Quthing a été reconstruit et les autres établissements hospitaliers ont reçu un complément d'équipement. En 1976, le nombre des dispensaires, en augmentation, atteignait 88.

On se propose d'ouvrir à Maseru une faculté de médecine qui sera associée à un nouvel hôpital général, dont la construction toutefois n'a pas encore commencé.

Afin d'accroître l'efficacité de l'action des dispensaires dans les zones rurales, on est en train d'établir un projet d'infirmiers-praticiens, dans le cadre duquel les intéressés recevront une formation spécialisée durant une année de plus.

On accorde une attention particulière à l'enseignement de la nutrition pour inciter les gens à se nourrir mieux : une organisation privée s'efforce de répandre la connaissance de la planification familiale et d'en encourager la pratique.

c) Logement. A cet égard, le Lesotho connaît les mêmes problèmes que les autres pays en développement, particulièrement dans les zones urbaines en voie de forte expansion et, il y a une très réelle pénurie de logements à loyer modéré pour les ménages à faible revenu. On est en train de mettre au point un plan de construction de 250 unités à Maseru et l'on se propose de créer un établissement financier spécialisé dans le financement du logement qui devrait contribuer à permettre de construire un plus grand nombre de maisons à l'intention de personnes de tous les groupes de revenus.

B. POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT SUR LE PLAN INTERIEUR

Ces politiques sont énoncées dans le deuxième plan quinquennal qui vient d'être publié. Les quatre points les plus importants sont les suivants :

Il faut porter au maximum le rendement des ressources agricoles limitées du Lesotho;

Il importe d'encourager le plus possible de nouveaux capitaux à s'investir de façon productive dans l'industrie, le commerce, le tourisme et la mise en valeur des ressources minérales et des ressources en eau;

Il faut se préoccuper davantage des régions du pays qui ont été jusqu'ici assez négligées, particulièrement des zones rurales; et

Il faut pousser énergiquement tous les membres de la collectivité à prendre une part active et enthousiaste à l'effort de développement national.

Pour que le pays atteigne l'autosuffisance en matière de denrées alimentaires de base, il est urgent d'accroître la production des cultures traditionnelles. Il faut améliorer la gestion des pâturages et jeter les bases d'un nouveau régime d'exploitation agricole, associé à l'irrigation et à la lutte contre l'érosion des sols.

On doit se préoccuper davantage des besoins des régions montagnardes (les deux tiers du territoire) de manière à procurer au plus grand nombre possible de personnes le bénéfice des services sociaux et la possibilité d'emplois rémunérateurs.

Le plan envisage un accroissement du PIB au coût des facteurs de 46 p. 100 en cinq ans (jusqu'en 1979/80). On escompte que la part de l'agriculture dans le PIB augmentera de 38 p. 100. La production autre que l'agricole doit croître au plus tôt, particulièrement celle des industries et du commerce autochtones.

On va développer les ressources en eau et en minéraux; améliorer l'enseignement surtout celui des mathématiques, des sciences et des disciplines professionnelles. On va améliorer et développer les transports et communications, en se préoccupant surtout des éléments propres à faciliter le développement du pays ainsi que de la desserte des régions de montagne.

Les capitaux privés seront incités à s'investir dans l'industrie et la qualité des services de santé sera fortement améliorée.

Des emplois nouvellement créés devraient absorber à peu près la moitié du surcroît, évalué à 60 000 personnes, de la main-d'oeuvre. On continue à mettre en oeuvre les programmes de formation professionnelle qui permettront d'attribuer à des ressortissants du pays les postes qu'occupent actuellement les étrangers.

Pour financer les investissements publics prévus, du montant de 80 millions de rands, il y aura une nouvelle diversification des sources de capitaux extérieurs et l'on s'efforcera d'augmenter au maximum les sources intérieures de financement.

Pour mener à bien le programme d'investissements publics (80 des 111,6 millions de dollars, compte tenu des décalages), il sera probablement besoin d'un élément "assistance technique" d'une valeur de 547 millions de rands.

C. PROBLEMES NAISSANTS ET PERSPECTIVES

En marge des problèmes exposés ci-dessus, il y a un problème particulier qui pourrait surgir, si de très nombreux ressortissants du Lesotho venaient à souhaiter quitter l'Afrique du Sud en raison de troubles, comme il est arrivé en 1974. Il a été proposé de créer une organisation rattachée au Ministère des travaux publics et appelée "Service des travaux de construction employant une main-d'oeuvre abondante" qui contribuerait à résoudre le problème s'il venait à se poser.

Les perspectives d'avenir de l'économie du Lesotho sont assez bonnes. On prévoit que les dépenses d'investissement qui vont continuer à croître, feront monter à l'avenir le taux de croissance de l'ensemble de l'économie. L'agriculture qui a pris du retard sur les autres secteurs, devrait commencer à bénéficier des efforts déjà faits et accuser des augmentations de production, surtout lorsqu'aura été mis en oeuvre le projet de services agricoles de base. En procurant des facteurs de production à des zones de plus en plus étendues et en mettant en place des services de commercialisation, on pourrait encourager fortement l'augmentation de la production. Beaucoup dépendra, toutefois, dans le secteur agricole, du climat et, sur ce point, on ne saurait faire de prévisions, encore que la première moitié de la décennie ait été médiocre au regard des moyennes à long terme.

Un certain nombre de projets industriels de taille moyenne sont en cours d'exécution et la mine de diamants de la De Beers qui exigera l'investissement de 23 millions de rands entrera en production en 1977.

On escompte que le tourisme continuera à progresser grâce au nouveau grand hôtel Hilton qui est en cours de construction. La construction de nouvelles routes, particulièrement dans les régions montagneuses, devrait contribuer à renforcer les courants touristiques.

Le taux annuel de croissance de 8 p. 100 qu'envisage le plan de développement est peut-être un peu optimiste. Il semble toutefois que l'on puisse améliorer le taux d'environ 5 p. 100 effectivement atteint jusqu'en 1975. Il serait plus réaliste d'espérer atteindre en 1980 le taux annuel de 6 p. 100, pourvu que les conditions climatiques soient à peu près normales.

LIBERIA

A. EVOLUTION ECONOMIQUE ET SOCIALE, 1971-1976

Introduction

De 1970 à 1974, la croissance de l'économie libérienne n'a été que modérée, avec une augmentation moyenne annuelle du PIB en prix constants de 4 p. 100; en 1975, le PIB a baissé de 1,1 p. 100 à cause de la récession mondiale sur les principales exportations du Libéria, minerais de fer et caoutchouc en particulier. Le taux de croissance moyen qui n'a donc été que de 2,9 p. 100 l'an de 1970 à 1975 peut être rapproché de l'augmentation de la population qui a été, elle, de 2,5 p. 100 l'an. Si bien que l'augmentation du PIB par tête pendant cette période n'aura été que très faible. Pour 1976, les estimations provisoires annoncent un taux de croissance en prix constants proche de la moyenne de 4 p. 100 réalisée de 1970 à 1974.

L'inflation est un problème particulier depuis 1972, avec des hausses de prix à la consommation qui ont été de 19,5 p. 100 en 1973 et en 1974, de 13,5 p. 100 en 1975. En 1976, il semble que l'inflation ralentisse.

L'augmentation des exportations totales, notable en 1973 et 1974 n'a pas continué en 1975 mais les importations, qui avaient déjà progressé vivement en 1974, ont été plus importantes dans les deux années suivantes. La balance commerciale, qui devenait de plus en plus favorable d'année en année jusqu'à 1973, a fléchi en 1974 et en 1975 mais s'est redressée au premier semestre de 1976.

Le taux des dépenses d'équipement de l'Etat s'est fortement relevé en 1975 et les crédits correspondants pour 1976 sont encore en augmentation. De 1970 à 1975, les dépenses et les recettes ordinaires ont doublé mais les dépenses d'équipement ont progressé à un rythme plus accéléré. Le PIB aux prix du marché, en prix courants, a doublé dans la même période si bien que la relation entre les dépenses budgétaires ordinaires et le PIB est restée pour ainsi dire inchangée.

L'amélioration de la situation du commerce extérieur au premier semestre de 1976 a permis de relever le niveau des avoirs extérieurs nets qui avait baissé fortement en 1975.

I. PIB par origine

Le PIB au coût des facteurs en prix de 1971 est passé de 324,7 millions de dollars libériens ^{1/} en 1970 à 375 millions en 1975, soit une progression moyenne annuelle de 2,9 p. 100. Dans la même période, le PIB au coût des facteurs en prix courants a doublé : il a augmenté de 15,4 p. 100 par an en moyenne soit de 323,1 millions de dollars libériens à 662 millions. Le coefficient de "déflation" appliqué correspond à un taux moyen annuel de hausse des prix de 12,1 p. 100.

L'intervention des facteurs économiques extérieurs a été importante. Le secteur des exportations du PIB a diminué de un p. 100 en 1974 et de 11,4 p. 100 en 1975 après avoir augmenté de 3,9 p. 100 en 1973 mais le secteur interne a connu des augmentations de 4,5 p. 100 en 1973, 6,3 p. 100 en 1974 et 7,8 p. 100 en 1975. La tendance

^{1/} Le dollar libérien est à parité avec le dollar des Etats-Unis.

de l'emploi des ressources en prix constants de 1971 indique que la consommation s'est accrue à la cadence moyenne annuelle de 3,7 p. 100 puisqu'elle est passée de 107 dollars libériens en 1970 à 247,8 millions en 1975. La part de la consommation dans le PIB total a donc crû de 58,3 p. 100 à 61 p. 100 environ. La formation de capital a crû davantage encore, à la cadence moyenne annuelle de plus de 12 p. 100 pour passer de 74,1 millions de dollars libériens à 131,1 millions, si bien que sa part dans le PIB est remontée de 21,2 p. 100 à plus de 30 p. 100. Les exportations nettes de marchandises et de services non facteurs (en prix constants de 1971) qui avaient sauté de 73,8 millions de dollars en 1970 à 116,7 millions en 1974, sont retombées lourdement en 1975 du fait de l'augmentation des importations et d'une diminution des exportations.

Tableau 1 : Libéria : Tendances du PIB nominal et réel, 1970-1975

Année	PIB au coût des facteurs en prix courants (millions de dollars)	PIB au coût des facteurs en prix constants de 1971 (millions de dollars)	Variation annuelle en % PIB au coût des facteurs en prix courants	Variation annuelle en % PIB au coût des facteurs en prix constants de 1971
1970	323,1	324,7	-	-
1971	345,9	342,5	7,1	5,5
1972	375,7	354,0	8,6	3,4
1973	431,3	368,8	15,1	4,2
1974	544,8	379,1	26,3	2,8
1975	594,6 a/	375,0	9,1	-1,1

Source : Libéria; Ministère de la planification et des affaires économiques.

a/ Chiffré ailleurs à 662 millions.

Tableau 2 : Libéria : Origine du PIB par branche d'activité, 1970 à 1975 (en millions de dollars)

Au coût des facteurs en prix courants	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Agriculture, sylviculture et pêche	40,4	40,2	38,2	62,6	80,1	71,2
Industries extractives	112,2	124,8	142,1	152,7	195,0	235,6
Industries manufacturières	15,2	17,1	18,0	22,6	29,3	32,5
Electricité et eau	5,6	5,8	7,1	5,8	6,9	7,1
Construction	16,2	14,4	17,6	15,0	18,0	24,0
Commerce de gros et de détail	42,6	45,6	49,4	53,3	70,6	75,3
Transports et communications	31,8	34,7	36,3	39,3	53,2	55,4
Services	59,1	63,3	67,0	80,0	91,7	93,5
Total	323,1	345,9	375,7	431,3	544,8	594,6

Source : Voir tableau 1.

Le tableau 2 qui donne le détail du PIB par branche d'activité montre que l'économie libérienne est de plus en plus dominée par les industries extractives. La part de ce secteur dans le PIB au coût des facteurs est montée de 34,7 p. 100 en 1970 à 48 p. 100 en 1975. La part de l'agriculture est restée à peu près constante. Les autres secteurs : construction, commerce de gros, transports et communications, services dont les valeurs ont toutes augmenté sensiblement en prix courants du marché ont vu diminuer leur part dans le PIB.

II. Commerce extérieur et balance des paiements

Les exportations en prix courants du marché ont augmenté au taux moyen annuel de 10,8 p. 100 pour passer, entre 1970 et 1975, de 235,9 millions de dollars libériens à 394,4 millions. Toutefois les importations en valeur courante ont progressé plus vite encore, à la cadence annuelle moyenne de 17,2 p. 100 pour passer de 149,7 millions de dollars libériens à 331,2 millions. Il est resté possible de réaliser un excédent chaque année à cause de l'avance traditionnelle des exportations sur les importations. L'excédent avait atteint un sommet de 130,5 millions de dollars libériens en 1973 mais, en 1975, il est revenu à la moitié de ce niveau, soit 63,2 millions. L'important apport de capitaux au titre des investissements, soit 12,5 millions de dollars libériens en 1975 comparé aux sorties, qui étaient de 1,1 millions en 1974, a aidé à équilibrer la balance générale.

Le minerai de fer domine encore les exportations. Sa part dans les exportations totales originaires du pays est passée de 65,1 p. 100 en 1970 à 75,6 p. 100 en 1975; celle du caoutchouc, deuxième produit exporté, est passé de 15 p. 100 à 11,9 p. 100 bien que la valeur en prix courant du caoutchouc exporté ait augmenté entre 1970 et 1975; la part des autres produits exportés, à savoir diamants, grumes et bois d'oeuvre, café, cacao, a aussi baissé.

Libéria : Tableau 3 : Commerce extérieur, 1970 à 1976 (en millions de dollars des Etats-Unis)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
Exportations et réexportations	235,9	246,6	269,8	324,0	400,3	394,4	231,7
Importations	149,7	162,4	178,7	193,5	288,4	331,2	179,9
Excédent commercial	86,2	84,2	91,1	130,5	111,8	63,2	51,8
Exportations : minerai de fer	150,7	160,6	182,7	196,7	262,2	293,6	168,6
caoutchouc	36,2	32,5	29,0	42,9	64,5	46,2	23,9
diamant	27,9	28,2	31,7	49,3	29,9	18,4	9,2
grumes et bois d'oeuvre	5,8	8,0	8,2	16,6	17,6	12,8	...
Termes de l'échange (1971 = 100)	...	100	89	87	78	100	...

Source : Voir tableau 1.

FMI, International Financial Statistics, octobre 1976.

Le détail des importations montre que le poste des denrées alimentaires a augmenté au taux moyen annuel de 12,9 p. 100 pour passer de 21,4 millions de dollars libériens en 1970 à 38,6 millions en 1975. Les combustibles ou carburants et lubrifiants importés ont passé, en valeur, de 9,5 millions de dollars libériens en 1970 à 56,4 millions en 1974 pour revenir à 48,3 millions en 1975. Les importations de machines et matériel de transport qui s'étaient situées à 50,1 millions de dollars libériens en 1970 ont plus que doublé en 1975, avec 115,7 millions, et ont représenté 35 p. 100 des importations totales.

Les termes de l'échange, pour 1971 égal 100, s'étaient détériorés, 89 en 1972 et 78 en 1974, mais sont revenus à 100 en 1975 grâce à la hausse, particulièrement vive des prix du minerai de fer.

III. Recettes et dépenses de l'Etat

Comme le tableau 4 le montre, depuis 1970 les recettes budgétaires ont crû plus vite que les dépenses ordinaires ce qui a permis de dégager des excédents grandissants pour financer les dépenses d'investissement budgétaires et extra-budgétaires. Les recettes intérieures ont presque doublé avec 125,3 millions de dollars libériens en 1975 contre 66,5 millions en 1970. Les dépenses ordinaires sur ressources propres de l'Etat ont passé de 47,6 millions de dollars libériens à 78,1 millions. L'excédent du compte ordinaire de 1975, soit 47,2 millions, correspondait à 38 p. 100 des recettes budgétaires tandis que celui de 1970, avec 18,9 millions avait représenté 28 p. 100 de ces mêmes recettes. Cette amélioration marquée a permis au Gouvernement d'affecter des montants plus élevés au développement.

Les dépenses extra-budgétaires, y compris les dépenses sur dons et emprunts extérieurs, ont aussi augmenté notablement en 1975. Leur montant estimé, soit 27,5 millions de dollars libériens excédait d'environ 80 p. 100 celui de 1974. Ces dépenses ajoutées à celles du budget de développement élargi ont plus que contrebalancé l'important excédent des recettes ordinaires et le déficit général a été comblé par une partie des dons et emprunts extérieurs. Pour 1976, les prévisions budgétaires font ressortir une augmentation des dépenses ordinaires particulièrement forte, mais une progression modique seulement des recettes ordinaires. Il suit de là que l'excédent budgétaire sera réduit notablement. Le déficit général, de l'ordre de 15 millions de dollars libériens environ, sera vraisemblablement couvert par des entrées nettes plus élevées en provenance de l'extérieur.

Les principales sources de recettes intérieures restent l'impôt direct et l'impôt indirect qui, atteignaient environ 28 millions de dollars libériens l'un et l'autre en 1970 mais sont arrivés, respectivement, en 1975, à 48,7 et 49,8 millions. Leur taux annuel moyen d'accroissement a été de 12 p. 100.

La dette publique extérieure a augmenté de 10 p. 100 entre 1970 et 1975; elle est passée de 175 millions de dollars libériens à 190,7 millions. Dans le même temps, la dette intérieure diminuait de 36 p. 100 et tombait de 21,8 millions à 14 millions. Le poids d'augmentation de la dette publique extérieure depuis 1970 tient pour une large part à l'emploi important de dons de provenance étrangère pour les dépenses ordinaires et les dépenses de développement.

Tableau 4 : Libéria : Recettes et paiements de l'Etat, 1970-1975 (en millions de dollars libériens)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Recettes budgétaires	66,5	69,9	78,1	89,8	108,6	125,3
Dépenses ordinaires a/	47,6	50,9	52,8	61,4	74,2	78,1
Excédent	18,9	19,0	25,3	28,4	34,4	47,2
Dépenses de développement a/	6,9	6,9	7,4	11,1	15,0	24,0
Dépenses extra-budgétaires b/	16,5	18,3	19,5	19,2	15,3	27,5
Solde	-4,5	-6,2	-1,6	-1,9	+4,1	-4,3
Financé par :						
Dons de l'extérieur	10,8	13,3	11,3	11,0	12,3	11,3
Emprunts nets de l'extérieur c/	-3,4	-6,2	-6,0	-4,6	-12,3	1,7
Position nette au FMI	-0,9	1,6	0,1	-0,9	-1,1	-0,5
Excédent total d/	2,0	2,5	3,8	3,6	3,0	8,2

Source : Libéria, Ministère de la planification et des affaires économiques.

a/ Sur ressources propres de l'Etat.

b/ Y compris les dépenses ordinaires.

c/ Le signe moins (-) indique des remboursements nets.

d/ Résidu, probablement utilisé en atténuation de la dette intérieure.

IV. Monnaie et crédit

Les statistiques monétaires, qui n'existent que depuis 1974, indiquent comme trait principal pour 1975 une forte diminution des avoirs extérieurs nets (38 p. 100) et une diminution du même ordre des créances sur l'Etat (34 p. 100). Les dépôts bancaires à vue ont diminué de 13 p. 100, d'où une réduction de la masse monétaire. Les dépôts d'épargne et dépôts à terme ont augmenté.

Le volume total des crédits intérieurs accuse une petite avance (1,3 p. 100) et atteint ainsi 88,7 millions de dollars libériens à la fin de 1975, l'augmentation des crédits au secteur privé compensant la diminution des crédits à l'Etat.

Au premier semestre de 1976, les avoirs extérieurs nets ont beaucoup augmenté; ils ont passé à 19,77 millions de dollars libériens par suite de l'amélioration de la balance commerciale et d'apports de ressources de l'étranger (dons et capitaux). Les dépôts de monnaie totaux ont beaucoup augmenté et ont passé, en un an, de 33,6 millions de dollars libériens à 44,9 millions tandis que, pour leur part, les dépôts à terme et dépôts d'épargne passaient de 32,5 à 37,4 millions. Les crédits au secteur privé ont augmenté de 9,6 p. 100 mais les avances nettes à l'Etat ont légèrement diminué.

Tableau 5 : Libéria : Etude de la situation monétaire, 1974 à 1976 (en milliers de dollars libériens)

	Fin de 1974	Fin de 1975	Juin 1976
Avoirs extérieurs (nets)	9 724	6 016	19 770
Crédits intérieurs			
Créances sur l'Etat (nettes)	13 910	9 134	8 996
Créances sur le secteur privé	73 515	79 443	86 099
Pièces de monnaie libériennes hors banque	8 479	7 969	7 737
Monnaie de dépôt	38 772	33 629	44 939
Quasi-monnaie	30 141	32 530	37 357
Divers (nets)	19 756	20 465	24 832

Source : FMI, Statistiques financières internationales, octobre 1976.

V. Salaires et prix

L'indice des prix à la consommation de Monrovia, la capitale, a beaucoup augmenté en 1973 et, à nouveau, en 1974 et 1975 si bien qu'en 1975 la hausse par rapport à 1970 était de 68 p. 100. En mai 1976 il y a eu une nouvelle progression des prix, 5,2 p. 100 par rapport à la moyenne de 1975.

VI. Emploi

Les enquêtes sur l'emploi n'indiquent pas d'augmentation des effectifs salariés depuis 1970. Il y a là une situation grave car, sur un total de 816 000 personnes économiquement actives en 1976, moins de 10 p. 100 (65 900) étaient salariées. Dans leur très forte majorité, les travailleurs sont indépendants, particulièrement dans le secteur agricole et cette prépondérance se reflète dans l'importance accordée de nouveau au développement rural dans le plan de développement de 1975-1980.

VII. Autres secteurs sociaux

a) Enseignement. La fréquentation des écoles primaires a progressé dans la proportion de 37,2 p. 100 depuis 1970, les effectifs ayant passé de 80 200 cette année-là à 110 000 en 1976. Toutefois cette fréquentation est probablement restée encore inférieure à 50 p. 100 des enfants des classes d'âge concernées. Dans l'enseignement secondaire, les inscriptions ont fait, en six ans, un bond, de 15 400 à 35 000, et, dans l'enseignement supérieur, le nombre des étudiants est passé de 800 à 2 300.

En 1976, le rapport des inscriptions entre l'école primaire et l'école secondaire était revenu à 3 sur 1, contre 5,2 sur 1 en 1970, ce qui montre que les élèves sortant de l'école primaire sont nombreux à s'inscrire dans le secondaire.

b) Santé et nutrition. De 1970 à 1975, le nombre des infirmiers et infirmières rapporté à l'effectif de la population totale a augmenté. Le coefficient de lits d'hôpital, en ne faisant intervenir que les établissements publics, était d'environ

un pour 612 personnes. Les statistiques sanitaires n'indiquent aucune amélioration du nombre des centres de traitements et d'hygiène dans les régions rurales, dont le total en 1976 s'établit à 300. On peut donc penser que la difficulté de fournir des services adéquats dans ces régions persiste.

Les moyens de formation du personnel médical ont été améliorés ces dernières années.

B. PRINCIPAUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET SOCIAUX

La vulnérabilité de l'économie et des ressources de l'Etat, de par leur dépendance excessive à l'égard de quelques rares produits, constitue le problème majeur. Le secteur des industries extractives ne profite à l'économie intérieure que dans une mesure limitée. C'est une activité dont les ressources s'épuiseront. Elle est capitalistique et, malgré sa taille, n'emploie que 11 000 travailleurs à qui elle distribue 15 p. 100 de ses recettes dont la majeure partie va aux techniciens et expatriés les mieux rémunérés.

Les problèmes de la hausse des prix à l'importation sont graves pour une économie comme l'économie libérienne. Ces prix, en 1975, dépassaient approximativement de 60 p. 100 ceux de 1973. Les politiques de stabilisation interne ont été réduites à néant par cette évolution.

Dans le secteur des industries manufacturières, la création d'activités qui remplaceraient les importations est limitée par l'exiguité du marché intérieur. Une tendance s'est affirmée qui consiste à installer de petites unités monopolistiques, abritées derrière des barrières douanières protectrices, important des matières premières coûteuses. Ces créations n'ont procuré au reste de l'économie que des avantages limités. Pour ces raisons le Libéria s'intéresse vivement à la coopération économique. L'Union du fleuve Mano entre le Libéria et Sierra Leone devrait créer un marché combiné plus vaste permettant aux deux pays de créer de nouvelles entreprises.

Le problème de la faiblesse de la production de denrées alimentaires est des plus sérieux. En 1975, 126 000 tonnes de céréales, part notable des approvisionnements totaux, ont été importées. Le plan de développement socio-économique approuvé en 1976 pour la période 1976-1980 retient comme l'un des thèmes essentiels de sa politique une stratégie de diversification par le développement rural, ce qui implique la diversification de la production, l'accent étant mis sur les denrées alimentaires, la diffusion d'activités socio-économiques rentables dans l'ensemble du territoire, la participation totale de tous les éléments de la population aux efforts de développement et la répartition équitable des avantages de la croissance.

Il est aussi un autre objectif, l'extension de la culture du riz qui est l'aliment national de base. De nouvelles terres deviendront disponibles et le riz récolté sera vendu par AGRIMECO, une entreprise publique de commercialisation.

En matière d'administration publique, une action sera menée pour appuyer plus vigoureusement les efforts entrepris dès 1975 en vue d'améliorer le rendement et la qualité des services publics. D'autres tentatives seront faites aussi pour stimuler la participation spontanée des milieux locaux à la planification de projets.

C. PROBLEMES NAISSANTS ET PERSPECTIVES

Le plan de développement socio-économique de 1976-1980 étant mis en train, on s'attend que certaines des mesures déjà prises en 1975 pour réglementer les prix des biens de consommation, denrées alimentaires comprises, en limitant les marges bénéficiaires abusives aideront à ralentir l'allure des hausses.

On compte que les résultats fiscaux satisfaisants de 1975 se confirmeront. Des mesures ont été prises pour maîtriser l'accroissement des dépenses publiques malgré une progression générale des traitements de 12,5 p. 100.

La part plus large réservée au développement rural au cours de la période quinquennale 1976-1980 devrait permettre un accroissement de la production de riz qui est essentiel et qui, avec une nouvelle progression de la production de caoutchouc, aura des répercussions positives sur le secteur agricole. La plupart des secteurs économiques devraient connaître une croissance réelle en prix constants d'ici à 1980 et leur progression devrait être plus vive que celle des cinq précédentes années qui fut médiocre puisqu'elle n'a été que de 2,9 p. 100 l'an.

MALAWI

A. EVOLUTION ECONOMIQUE ET SOCIALE DE 1971 A 1976

Introduction

Il ressort du tableau I que depuis 1964, année où le Malawi a accédé à l'indépendance, l'économie a considérablement progressé dans tous les secteurs et s'est sensiblement diversifiée. Les résultats économiques ont été particulièrement remarquables depuis 1971 si l'on tient compte du fait que, malgré la persistance de conditions météorologiques défavorables et la récession mondiale, la croissance de l'économie n'a été que légèrement inférieure aux objectifs fixés dans les politiques de développement définies pour la période 1971-1980.

Tableau I Malawi - Principaux indicateurs économiques, 1964-1975

	Unité	1964	1971	1974	1975
Population (au milieu de l'année)	en milliers	3 829	4 552	4 917	5 044
PIB aux prix courants du marché	en millions				
Total	de kwachas	153,4	335,9	553,3	656,4
Par habitant	en kwachas	40,1	73,8	112,5	130,1
PIB aux prix de 1964					
Total	indice	100	168,5	214,9	227,5
Formation brute de capital fixe en pourcentage du PIB	pourcentage	9,1	15,8	18,3	24,9
Importations (c.a.f.)	en millions de kwachas	38,6	89,8	157,7	216,6
Exportations	en millions de kwachas	27,6	59,3	101,3	119,7
Termes de l'échange (1970=100)	-	-	100,3	84,2	72,9
Indice des prix pour les tranches de revenus faibles (1970=100)	-	76,7	108,2	135,9	157,0

Source : Economic Report 1976, (Zomba, Office of the President and Cabinet, Economic Planning Division) page 10.

National Statistical Office; Monthly Bulletin of Statistics, septembre 1976

De 1971 à 1975, le PIB aux prix courants du marché a progressé à un rythme annuel moyen de 13,3 p. 100. Ce taux correspond à un accroissement annuel en valeur réelle de 7,8 p. 100. Ainsi, le PIB converti en prix constants au moyen de coefficients implicites, en vue de calculer les fluctuations de prix, n'a augmenté qu'à un taux annuel moyen de 5,1 p. 100. Le PIB par habitant, aux prix courants du marché a dépassé les 100 kwachas pour la première fois en 1974 et a atteint 130 kwachas en 1975.

La formation brute de capital fixe a augmenté de 32,4 p. 100 en moyenne par an pendant la période 1971-1975 et a représenté 24,9 p. 100 du PIB en 1975. En raison d'une forte demande de produits importés, notamment de biens d'équipement et de matériaux destinés à la construction et à l'industrie, les importations ont progressé ces dernières années beaucoup plus rapidement que les exportations.

Malheureusement, les termes de l'échange du Malawi se sont régulièrement détériorés au cours de ces quelques dernières années, ce qui a fait perdre à son économie une partie importante des ressources réelles accrues que lui avait procurées la croissance de sa production. En raison de cette détérioration des termes de l'échange et d'une hausse sensible des prix des produits importés, le Malawi n'a pu continuer à appliquer sa politique qui visait à atteindre un taux de croissance satisfaisant et à disposer d'un volume de ressources suffisant pour l'expansion de son économie. De ce fait, les réserves en devises du pays ont diminué et il a fallu faire appel à des capitaux plus abondant de l'étranger.

Les perspectives d'avenir sont fortement limitées par l'instabilité des conditions météorologiques et les aléas de l'économie mondiale notamment par l'évolution du rapport entre les prix sur le marché international des articles manufacturés importés et des produits primaires exportés.

Pendant la campagne 1975/76, les conditions météorologiques ont été généralement satisfaisantes et on prévoit d'assez bons résultats pour la plupart des récoltes. Le ralentissement continu du taux d'inflation dans les pays industrialisés contribuera également à empêcher les hausses des prix des produits importés. De plus, l'entrée en vigueur, le 1er avril 1976, des dispositions commerciales de la Convention de Lomé a eu pour effet d'accroître sensiblement les débouchés d'un certain nombre des principaux produits d'exportation du Malawi et de favoriser les apports de capitaux destinés au développement.

Ces indicateurs donnent à penser que, d'ici à 1980, le PIB du Malawi pourra probablement continuer à progresser à son rythme actuel.

I. PIB par branche d'origine

En 1975, le PIB aux prix courants du marché a augmenté d'environ 19 p. 100. En prix constants, le taux de croissance a atteint environ 6 p. 100. La plus grande partie de cet accroissement est imputable à la production du secteur monétaire qui a progressé d'environ 8 p. 100 en prix constants et a représenté 66 p. 100 du PIB contre 64 p. 100 en 1974. La part de la production du secteur non monétaire a augmenté de 2,7 p. 100 en 1975.

A l'exception de l'agriculture, qui a subi les effets de conditions météorologiques défavorables au début de 1975, la plupart des autres secteurs ont enregistré en 1975 des taux de croissance beaucoup plus rapides qu'en 1974. La valeur ajoutée dans le secteur de l'agriculture n'a progressé que de 2,7 p. 100 en 1975 contre 3,5 p. 100 en 1974. La production manufacturière s'est redressée après son ralentissement temporaire de 1974 et s'est fortement accrue en 1975. Le taux de croissance du secteur du bâtiment et de la construction a plus que doublé en 1975 par rapport aux deux années précédentes. Le tableau 2 contient des données sur le PIB par branche d'origine.

Tableau 2 : Malawi : Produit intérieur brut, 1973-1975 (en millions de kwachas)

	1973	1974	1975	Variation en pourcentage	
				1974 par rapport à 1973	1975 par rapport à 1974
<u>PIB au coût des facteurs à prix constants 1/</u>					
Non monétaire	390,4	411,8	436,8	5,5	6,1
Monétaire	139,8	144,7	148,6	3,5	2,7
PIB aux prix courants du marché	250,6	267,1	288,2	6,6	7,9
Non monétaire	440,1	553,3	656,4	25,7	18,6
Monétaire	148,6	180,4	220,3	21,4	22,1
PIB par branche d'origine industrielle	291,5	372,9	436,1	27,9	16,9
Agriculture, sylviculture, pêche	183,2	189,7	194,8	3,5	2,7
Industries manufacturières	52,7	55,2	63,2	4,7	14,5
Bâtiment et construction	24,7	25,7	28,5	4,0	10,9
Electricité, eau et assainissement	4,2	4,6	5,5	9,5	19,6
Distribution	42,9	47,0	47,0	9,6	-
Transports et communications	24,6	27,0	29,2	9,6	8,1
Services	58,1	62,6	68,6	7,7	9,6

Sources : Economic Reports, 1975, 1976 (Zomba, Office of the President and Cabinet, Economic Planning Division).

1/ Prix de 1972.

La formation brute de capital fixe, qui a augmenté à un rythme extrêmement rapide ces dernières années en raison de l'accroissement de la capacité d'absorption de l'économie, s'est élevée à 163,5 millions de kwachas en 1975, ce qui représente un peu moins du quart du PIB. Une grande partie de cette augmentation était imputable à l'investissement du secteur privé. Le fléchissement des stocks enregistré en 1974 a été compensé en 1975.

L'épargne intérieure a représenté 11,5 p. 100 du PIB monétaire en 1975. Les dons et les prêts extérieurs ont permis dans une très large mesure de combler le déficit des ressources financières de ces deux dernières années. Il y a lieu toutefois de noter que le Malawi a financé plus de la moitié de ses investissements publics et privés à l'aide de son épargne intérieure en 1974 et en 1975.

La consommation globale (publique et privée) du secteur monétaire a progressé de 19,5 p. 100 en 1975 contre 22 p. 100 en 1974. Au cours de ces deux années, le taux d'inflation a été élevé, mais les revenus ont eu tendance à croître moins rapidement que les prix à la consommation.

II. Grands secteurs de production

a) Agriculture, sylviculture et pêche

Le ralentissement du taux de croissance de la production agricole en 1975 tenait en partie à la sécheresse qui a eu des effets défavorables sur certaines récoltes, comme le maïs, le coton et le tabac. La très forte hausse des prix des engrais, qui a abouti à une baisse de leur utilisation, a réduit les rendements de certaines cultures, comme le maïs et le riz. Cependant, certaines cultures ont donné d'assez bons résultats. La production de tabac séché à l'air chaud et de tabac burley a atteint des niveaux sans précédent en 1975. La production de thé, de sucre, d'arachides et de tabac séché à l'air froid a aussi augmenté par rapport à 1974.

Tableau 3 : Malawi : Production des cultures commerciales, 1970-1976

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976 a/
Ventes aux enchères de tabac (en millions de livres)	48,9	57,9	67,6	69,0	59,2	76,5	80,0
Arachides (en milliers de tonnes) b/	29,8	41,2	43,3	33,0	31,7	36,2	...
Coton-graine (en milliers de tonnes) b/	23,5	24,4	24,4	17,9	23,6	19,6	...
Riz (en milliers de tonnes) b/	9,9	18,9	22,0	19,0	23,0	16,2	...
Maïs (en milliers de tonnes) b/	9,1	35,1	70,1	69,5	72,2	32,2	...
Thé (en millions de livres)	41,3	41,0	45,6	51,9	51,6	57,8	62,0

Source : Malawi Government National Statistical Office, Monthly Statistical Bulletins jusqu'en septembre 1976.

a/ Il s'agit d'estimations

b/ Achats de la Marketing Corporation (ADMARC), en tonnes courtes de 2000 livres.

Les estimations de la production de thé et de tabac établies sur la base des chiffres concernant les mois de juillet ou août font ressortir que la production a encore progressé en 1976. Les achats de riz ont également augmenté, mais la production des autres cultures énumérées ci-dessus a peu varié.

Le Malawi a peut-être atteint l'auto-suffisance dans le domaine de la viande de porc en 1975, année où il n'a effectué aucune importation de ce produit. Cependant, les approvisionnements intérieurs de viande de boeuf ont subi les effets défavorables d'une nouvelle épidémie de fièvre aphteuse.

Le total des prises de poisson, qui avait atteint 46 600 tonnes courtes en 1974, s'est élevé à 48 000 tonnes en 1975. Les prises atteignaient 37 000 tonnes en 1970. La progression des prises en 1975 par rapport à 1974 est imputable au redressement rapide des pêcheries du Shire inférieur et du lac Chilwa et à l'essor de la pêche dans d'autres régions. En 1975, les valeurs nettes des exportations de poisson ont été quatre fois plus élevées que celles de l'année précédente. Les activités de recherche et de pêche exploratoire se poursuivent et le département de la pêche accorde actuellement une plus grande attention aux eaux des régions centrale et septentrionale du lac Malawi.

b) Industries extractives

En 1975, la production minérale s'est limitée essentiellement à l'extraction de 158 300 tonnes de calcaire pour la fabrication du ciment. Une quantité de dolomite a également été produite pour répondre aux besoins locaux.

c) Industries manufacturières

En 1975, le secteur manufacturier s'est redressé après le ralentissement temporaire de 1974 qui était dû en partie au coût élevé des matières premières et à des retards dans leur livraison qui tenaient à un grave encombrement des ports. On estime que la production réelle de ce secteur a augmenté d'environ 16,6 p. 100 en 1975. La production des industries de biens de consommation a progressé de 15,2 p. 100 alors que la production de biens intermédiaires, qui avait fléchi de 12,6 p. 100 en 1974, a augmenté de 24,9 p. 100 en 1975. Les industries d'exportation, qui avaient aussi enregistré une baisse en 1974, ont progressé de 15,2 p. 100 en 1975. L'indice de la production manufacturière (1970=100) s'est situé à 172,1 au cours des 12 mois qui se sont écoulés jusqu'en juillet 1976, marquant ainsi une légère baisse par rapport au chiffre atteint 12 mois auparavant.

La recession économique mondiale et le ralentissement général de la progression des investissements étrangers ont eu des effets défavorables sur le taux de croissance des investissements que le Malawi prévoyait d'atteindre en 1975. Seules 11 nouvelles licences industrielles ont été délivrées en 1975 contre 18 en 1974. Toutefois, les entreprises existantes se sont considérablement développées au cours de cette période. Le Malawi a encore diversifié l'éventail de sa production industrielle et a produit maintenant des tôles nervurées en caoutchouc fumé, des conduites en béton, des blocs et des produits en béton précontraint, des formulations de mélange de pesticides liquides et pulvérulents, des mélanges de détergents et de solvants industriels, des pièces détachées pour les machines utilisées pour la production du thé et le montage des matériels de terrassement.

On prévoit que ces nouvelles industries permettront de créer 200 emplois et d'obtenir un coefficient capital/main-d'oeuvre bien plus élevé que les années précédentes. Le Malawi attache maintenant une attention accrue à la promotion et au développement des petites industries.

d) Electricité

L'ESCOM a vendu au total 237,5 millions de kWh d'électricité en 1975 contre 192,1 millions en 1974 et 121,9 millions en 1970. La progression de 14 p. 100 par an, enregistrée depuis 1970, s'est poursuivie en 1976.

e) Construction

En 1975, la valeur nette du bâtiment et de la construction a augmenté de 12,5 p. 100 dans le secteur monétaire et de 2,4 p. 100 par an dans le secteur non monétaire et de 2,4 p. 100 par an dans le secteur non monétaire. L'activité du secteur privé dans le domaine du bâtiment et de la construction a progressé de 19,3 p. 100 et celle du Ministère des travaux publics et des approvisionnements de 60 p. 100. Sur la base des nouveaux projets arrêtés en 1975, le volume d'activité du secteur du bâtiment va, semble-t-il baisser à Blantyre et augmenter à Lilongwe en 1976.

f) Tourisme.

Le nombre des visiteurs au Malawi a atteint 56 600 en 1975, ce qui représente une augmentation de 13 p. 100 par rapport à 1974. En 1971, il n'y avait eu que 19 200 visiteurs et le développement du tourisme a donc été relativement rapide. Des négociations sont menées actuellement en vue de financer la construction de deux hôtels et une action est aussi entreprise pour répondre à la demande de plus en plus importante d'installations touristiques.

III. Commerce extérieur et balance des paiements

Le déficit des échanges visibles a presque doublé en 1975, année où il a atteint 97 millions de kwachas, les exportations et les importations se situant à 119,7 millions et 216,6 millions de kwachas respectivement. Les chiffres correspondants pour 1974 étaient de 101,3 millions de kwachas et 157,7 millions de kwachas. La détérioration de 11,31 p. 100 des termes de l'échange en 1975 était due à des hausses de 7,2 p. 100 des prix dérivés des exportations et de 23,9 p. 100 des prix dérivés des importations.

Le déficit du poste biens et services de la balance des paiements courants a atteint 96 millions de kwachas, soit plus de deux fois le niveau de 1974. Ce déficit important a été couvert par des transferts publics et privés (21 millions), des entrées de capitaux (61,6 millions) et des prélèvements sur les réserves à concurrence de 13,4 millions de kwachas. Le montant des avoirs extérieurs nets est tombé à 21,6 millions de kwachas à la fin de 1975 et le solde était déficitaire de 19,2 millions en juillet 1976, traduisant ainsi le grave problème de la balance des paiements auquel continue de faire face le pays.

Tableau 4 : Malawi : Commerce extérieur et balance des paiements (en millions de kwachas)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
Commerce extérieur							
Exportations	49,70	59,30	64,49	79,92	101,31	119,67	65,52
Importations	82,48	89,75	102,91	114,65	157,73	216,63	105,56
Solde	-32,78	-30,45	-38,42	-34,73	-56,42	-96,96	-40,04
Balance des paiements							
					1974 a/	1975 a/	
Biens et services (nets)	-41,9	-37,9	-50,5	-38,6	-42,4	-96,0	
Transferts privés (nets)	+ 1,9	+ 1,9	+ 2,4	+ 3,8	+ 4,2	+ 5,0	
Transferts des administrations publiques (nets)	+11,0	+ 8,6	+ 8,4	+ 9,7	+ 8,7	+16,0	
Capitaux (nets)	+35,8	+27,6	+42,8	+52,2	+43,3	+61,6	
Réserves extérieures (nettes) b/	- 6,8	- 0,1	- 3,2	-27,1	-13,8	-13,4	

Source : Malawi, Economic Report, 1975

Monthly Statistical Bulletin, septembre 1976. Reserve Bank of Malawi : Financial and Economic Review Vol. VII, no. 3, 1975.

a/ Chiffres estimatifs ou provisoires.

b/ Le signe - signifie une augmentation des réserves.

IV. Recettes et dépenses des administrations publiques

L'excédent réel du compte des recettes de l'Etat s'est élevé à 4,86 millions de kwachas en 1974/75. Il y a lieu de comparer ce chiffre avec les excédents de 0,9 et 1,4 million de kwachas atteints en 1972/73 et 1973/74 respectivement. Les dépenses réellement consacrées au développement en 1974/75 se sont élevées à 40,8 millions de kwachas, soit un tiers de plus qu'en 1973/74 et, bien que ces dépenses aient dépassé les recettes du compte développement, le déficit n'a atteint que 0,75 million de kwachas. Le solde général des comptes des recettes de l'Etat et de développement en 1974/75 a donc été excédentaire de 4 millions de kwachas. Toutefois, le montant des emprunts, tant intérieurs qu'extérieurs, a été important.

Au cours de la période de 6 ans qui s'est écoulée jusqu'en 1975/76, les recettes de l'Etat ont augmenté de 86 p. 100 soit à une moyenne de 13 p. 100 par an, les dépenses ordinaires brutes ont progressé d'un peu moins de 13 p. 100 par an et les dépenses de développement ont doublé pour atteindre 70 millions de kwachas.

Tableau 5 : Malawi : Recettes et dépenses des administrations publiques,
1970/71 à 1975/76 (en millions de kwachas)

	1970/71	1971/72	1972/73	1973/74	1974/75	1975/76
Recettes de l'Etat	48,14	50,90	56,95	63,10	78,69	89,70
Recettes du compte développement	37,36	29,79	26,15	31,60	39,77	61,32
Total des recettes	85,50	80,69	83,10	94,70	118,46	151,02
Dépenses ordinaires brutes	48,95	50,46	57,03	61,74	73,83	84,42
Dépenses de développement	35,17	31,17	26,70	30,24	40,77	70,00
Total des dépenses	82,11	81,63	83,73	91,98	114,60	154,43

Source : Malawi National Statistical Office, Monthly Statistical Bulletin, septembre 1976.

V. Monnaie et crédit

Comme il ressort du tableau 5, la masse monétaire a augmenté de 10 p. 100 en 1975, ce qui dénote un net ralentissement par rapport aux taux de croissance enregistrés en 1973 et en 1974 qui avaient atteint 34,7 p. 100 et 35,5 p. 100 respectivement. Le facteur essentiel dans ce ralentissement en 1975 a été la forte baisse des avoirs extérieurs nets. Le crédit intérieur a augmenté d'environ 85 p. 100 en 1975, surtout en raison de la croissance des crédits accordés aux administrations et aux organismes du secteur public.

Tableau 6 : Malawi : Situation monétaire, 1970-1976 (en millions de kwachas)

	1970	1971	Décembre 1972	1973	1974	1975	Juillet 1976
Avoirs extérieurs (nets)	20,36	20,92	24,90	51,93	63,82	21,62	19,23
Créances sur l'Etat (nettes)	2,13	3,15	9,61	10,69	17,33	39,71	41,42
Créances sur les organismes du secteur public	0,45	1,23	1,37	0,71	2,48	32,78	40,49
Créances sur le secteur privé	26,44	33,63	35,68	32,96	49,68	56,09	74,85
Monnaie	32,69	38,81	40,26	54,92	73,28	78,61	77,98
Quasi-monnaie	15,41	18,86	23,25	30,62	42,67	48,95	41,05
Autres postés (nets)	1,28	1,25	8,05	10,76	17,33	22,52	18,49

Source : IIF International Financial Statistics Vol. XXIX No. 10 (octobre 1976)

Au cours des sept premiers mois de 1976, le total des disponibilités monétaires a baissé, la masse monétaire proprement dite de 1 p. 100 seulement et la quasi-monnaie de près de 20 p. 100. Le crédit intérieur, notamment les prêts accordés au secteur privé, a fortement augmenté de plus de 20 p. 100 pour atteindre 156,8 millions de kwachas, mais les avoirs extérieurs nets ont diminué de 40,8 millions de kwachas.

La dette publique extérieure, dont les prêts négociés mais non encore versés, a atteint 198 millions de kwachas en 1974. La charge du service de la dette, dont les paiements au titre du fonds d'amortissement et le versement des intérêts, s'est élevée à 6,19 millions de kwachas en 1974. La dette extérieure du reste du secteur public s'est aussi encore accrue. Le niveau élevé des dépenses inscrites au compte développement depuis 1974 donne à penser que la dette publique extérieure a encore augmenté.

La Banque de réserve du Malawi a indiqué que le montant net des capitaux provenant des emprunts extérieurs du Gouvernement central s'est élevé à 4,15 millions de kwachas en 1973, à 15,92 millions en 1974 et à 2,56 millions au cours des trois premiers trimestres de 1975.

VI. Salaires et prix

Les gains moyens ont augmenté de 3,2 p. 100 en 1975. L'accroissement le plus important à l'échelon sectoriel a été enregistré dans les secteurs du commerce de gros et de détail, des hôtels et des restaurants, suivis par le secteur des transports, du stockage et des communications. Les gains moyens dans le secteur de l'agriculture ont légèrement fléchi en raison de changements dans la composition de l'emploi de ce secteur et du fait que l'effectif des petits salariés augmente plus rapidement que celui des autres travailleurs rémunérés.

L'indice des prix de détail à Blantyre a progressé de 17,8 p. 100 au cours de la période triennale allant jusqu'en 1973, mais le taux d'inflation s'est fortement accéléré en 1974 et 1975 et de ce fait, en 1975 l'indice a été supérieur de 57 p. 100 à celui de 1970. Toutefois, au cours des 8 premiers mois de 1976, le niveau de prix, qui s'est situé à 164,5 n'a pas varié par rapport au dernier trimestre de 1975.

VII. Emploi

Le nombre des salariés dans les établissements employant au moins 20 personnes a augmenté de 9 p. 100 pour atteindre 247 200 en 1975. Le taux d'accroissement correspondant pour 1974 était de 5,4 p. 100. En 1975, l'agriculture a représenté 37 p. 100 du nombre total d'emplois salariés enregistrés, les services 25 p. 100 et l'industrie manufacturière 13 p. 100. Le nombre total d'emplois salariés a encore augmenté de 27 500 entre juin 1975 et juin 1976. Le fait que le nombre de ces emplois soit passé de 159 300 en 1970 à 272 500 en juin 1976 témoigne des progrès accomplis par le Malawi en matière de création d'emplois.

VIII. Autres secteurs sociaux

a) Enseignement

Les effectifs inscrits aux différents niveaux de l'enseignement de type classique ont continué d'augmenter en 1975. L'enseignement primaire a enregistré le plus fort accroissement en pourcentage (14 p. 100). Des progrès importants ont été faits dans l'amélioration du système d'enseignement de type classique et de nouvelles

mesures ont été adoptées en faveur de la formation professionnelle et de l'enseignement de type non classique. Le Malawi entreprend une action en vue de porter la proportion de filles dans les établissements secondaires, qui est actuellement de 25 p. 100, à 35 p. 100 en 1980.

La situation de l'emploi fait l'objet d'examens constants en vue de déceler les goulets d'étranglement et de prendre des mesures efficaces pour les supprimer. Une méthode est actuellement mise au point dans le but d'utiliser dans le système de planification les renseignements disponibles sur le marché du travail ce qui permettra de formuler des recommandations au sujet des besoins de personnel provenant des établissements d'enseignement et de formation.

b) Santé et nutrition

Pour la répartition des ressources dans le domaine de la santé, on continue de chercher avant tout à concentrer les services dans les secteurs où l'on s'attend à une rentabilité économique maximale du fait de l'amélioration des conditions de santé. Les ressources disponibles ont surtout été affectées aux projets touchant les régions agricoles. On met aussi l'accent de plus en plus sur les soins médicaux préventifs et non sur les soins médicaux curatifs.

Les crédits révisés du compte développement consacrés au secteur de la santé ont augmenté de 7 p. 100 en 1975/76 pour atteindre 3,08 millions de kwachas. Environ 23 p. 100 de ce montant ont été affectés à des projets concernant surtout les soins médicaux préventifs et les centres de santé de base.

Les deux principaux problèmes dans le secteur de la santé auxquels a dû faire face le Malawi ont été la forte progression de la demande de soins et les conséquences de l'inflation en 1975, année où les prix des produits pharmaceutiques ont augmenté en moyenne d'environ 65 p. 100.

c) Logement

En dépit des progrès accomplis en matière de construction de logements permanents dans les principaux centres, la demande dans les principaux centres urbains a atteint 17 000 logements permanents en 1975 contre 14 000 en 1974. On ne prévoit pas de réduction du déficit dans le domaine du logement dans un proche avenir. La Housing Cooperation du Malawi a lancé un programme en vue de mobiliser des ressources financières internes et des crédits plus importants doivent être dégagés pour la construction de logements permanents dans les centres tant urbains que ruraux.

B. POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT SUR LE PLAN INTERIEUR

Dans le cadre de sa politique nationale de développement, le Malawi continue d'accorder une haute priorité au développement du secteur agricole, compte tenu du fait que c'est la production agricole qui contribue le plus au PIB à la fois directement et en raison des liens de ce secteur avec les autres secteurs de l'économie. La stratégie appliquée à cet égard consiste à établir des points de croissance qui prennent la forme de projets à forte productivité et d'essayer en

même temps d'accroître le niveau général de productivité au moyen d'opérations de promotion et de marketing. Ces projets visent à exercer un effet de catalyseur sur les activités des petits exploitants agricoles.

Les pouvoirs publics font porter l'essentiel de leur action sur l'agriculture, mais ils n'en continuent pas moins de veiller étroitement à la croissance de l'industrie secondaire. Les mesures destinées à favoriser les entreprises à fort coefficient de capital ne sont adoptées que lorsque ces entreprises sont indispensables et lorsqu'il n'existe aucune autre possibilité d'appliquer une technologie à forte intensité de main-d'oeuvre. La politique douanière vise notamment à assurer des débouchés sur le marché intérieur aux articles produits localement compétitifs sur le plan international.

La Malawi continue de se préoccuper des différences de revenus entre les régions rurales et urbaines. Il applique une politique de relèvement des salaires qu'à la suite de hausses de productivité. Du fait de l'inflation mondiale la hausse des prix intérieurs a constitué un problème épineux ces dernières années. Certains résultats donnent toutefois à penser que la politique des pouvoirs publics consistant à appliquer un contrôle sélectif et restreint des prix et une limitation des hausses de salaires a eu pour effet de modérer l'augmentation des prix au sein de l'économie et de contribuer à maintenir la compétitivité des produits d'exportation du Malawi.

C. PROBLEMES NAISSANTS ET PERSPECTIVES

Le Malawi attache une grande importance aux dispositions de la Convention de Lomé et aux travaux du Comité du développement du Fonds monétaire international, qui ont fortement amélioré les perspectives du Malawi de recevoir un volume de capitaux plus important, capitaux qui sont devenus indispensables au maintien du rythme d'expansion et à la diversification du secteur agricole et de l'infrastructure qui s'y rattache. Compte tenu de l'amélioration des tendances de l'économie mondiale et de la disparition des effets défavorables des mauvaises conditions météorologiques, les perspectives de l'économie du Malawi paraissent assez brillantes pour l'avenir immédiat. A plus long terme, jusqu'en 1980, il est fort probable que le Malawi maintiendra le taux de croissance qu'il a atteint au cours de la première moitié de la décennie, taux qu'il l'a placé dans une situation particulièrement favorable par rapport aux autres Etats africains moins développés.

MAURICE

A. EVOLUTION ECONOMIQUE ET SOCIALE, 1971-1976

Introduction

La période 1971-1976 a été une période de rapide développement socio-économique. En prenant pour bases d'évaluation le produit national brut, le niveau de l'emploi, la balance des paiements et les réserves extérieures, les résultats atteints par l'économie mauricienne ont été meilleurs que prévu. Le plan quadriennal 1971-1975 projetait un taux de croissance de 7 p. 100 par an pour le PIB en prix constants alors que le taux effectif s'est élevé en moyenne à 9 p. 100 par an. La croissance du PIB réel par habitant a été de 4,2 p. 100 par an entre 1971 et 1975.

Ce taux relativement élevé de croissance peut être attribué principalement à trois facteurs : le prix élevé du sucre; des conditions atmosphériques généralement bonnes sauf en 1975 où le cyclone "Gervaise" a causé des dégâts considérables dans l'agriculture; un choix heureux des priorités adoptées en vue de promouvoir l'expansion dans tous les secteurs de l'économie, en particulier dans l'industrie, la construction et le tourisme.

Cependant le pays a eu aussi à faire face à un certain nombre de problèmes, dont le plus sérieux a peut-être été l'accélération du taux d'inflation qui a augmenté de 17,3 p. 100 par an entre 1971 et 1975. On peut citer aussi le chômage persistant, en particulier chez les jeunes, bien qu'il ait fortement diminué entre 1972 et 1975, et la pression croissante sur les équipements sociaux et les services. En outre, comme dans la plupart des pays africains, l'économie a souffert de la récession mondiale en 1975. Comme il s'agit d'une économie ouverte et que la majorité des produits alimentaires de base est importée, une grande partie des bénéfices découlant du fort accroissement des prix à l'exportation du sucre en 1974 a été annulée ultérieurement par les hausses de prix de l'alimentation et des autres prix à l'importation.

I. Produit intérieur brut par branche d'origine

Comme le montre le tableau I, le PIB au coût des facteurs en prix courants a sensiblement augmenté au cours de la période 1970-1975, au taux moyen de 26,5 p. 100 par an, atteignant le chiffre de 2 milliards 960 millions de roupies de Maurice en 1975. On s'attend que le PIB croisse encore en 1976 et atteigne 3 milliards 270 millions de roupies, soit un accroissement de 10,5 p. 100 en un an.

L'agriculture demeure le secteur productif le plus important de l'économie (la plus grande partie de l'île est plantée en canne à sucre) et le taux annuel de croissance atteint par ce secteur -37,7 p. 100 de 1970 à 1975- a été supérieur à celui de l'ensemble du PIB. En 1975 et en 1976, la valeur ajoutée dans l'agriculture a accusé une baisse par rapport au niveau particulièrement élevé enregistré en 1974 à cause du boom sur le sucre : cette diminution a été de 16,9 p. 100 en 1975 et de 4,5 p. 100 en 1976.

Tableau 1: Maurice : PIB par origine industrielle, 1970-1975
(en millions de roupies de Maurice)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975 ^{a/}	Taux annuel d'accroissement 1970-1975 (en pourcentage)
<u>Au coût des facteurs en</u>							
<u>prix courants</u>							
Agriculture	222	262	353	494	1 323	1 100	37,7
Industrie	224	263	347	436	711	793	28,8
dont pour le secteur manufacturier	(146)	(168)	(233)	(277)	(505)	(545)	30,1
Services	466	491	579	720	907	1 067	18,0
Produit intérieur brut	912	1 016	1 279	1 650	2 941	2 960	26,5
<u>Au coût des facteurs en</u>							
<u>prix constants de 1970</u>							
Produit intérieur brut	912	957	1 058	1 181	1 309	...	9,5 ^{b/}

Source : Ministère de la planification du développement économique de Maurice.

a/ Chiffres provisoires.

b/ 1970-1974.

En 1975, la valeur ajoutée dans le secteur industriel s'est accrue de 11,5 p. 100 aux prix courants et elle devrait atteindre 942 millions de roupies en 1976, soit une croissance de 18,8 p. 100. La croissance de l'industrie a été rapide en prix constants, aussi depuis 1970. Le secteur des services s'est développé en même temps que les secteurs productifs, bien que son taux de croissance aux prix courants ait été moindre entre 1970 et 1975. Comme on le montre plus loin, le tourisme s'est rapidement développé et a accru en conséquence sa contribution au PIB.

II. Grands secteurs de production

a) Agriculture. L'effort de diversification agricole est encore très récent. Maurice reste principalement une économie de monoculture et la canne à sucre occupe la plus grande partie des terres cultivées. La récolte de canne à sucre n'a atteint que 4,1 millions de tonnes en 1975 contre 6,0 millions en 1974 et 6,2 millions en 1973, ce qui s'explique surtout par l'action néfaste des cyclones. En fait, en ce qui concerne la canne à sucre, la récolte de 1975 a été la plus mauvaise de la décennie. Le taux de sucre obtenu a également baissé et il en est résulté une diminution sensible de la production de sucre, estimée à 475 000 tonnes en 1975, contre 701 000 tonnes en 1975 et 718 000 tonnes en 1973. L'assurance contre les cyclones a aidé à en amortir l'incidence sur les planteurs en 1975.

A part le thé, en augmentant les autres cultures, on visait principalement à accroître les disponibilités alimentaires. On a enregistré quelques progrès dans la production des pommes de terre, du maïs et des légumes que l'on cultive surtout dans les champs de canne à sucre entre les rangées de jeunes plants. La production de thé a augmenté au cours de la décennie et dépassait 4 000 tonnes en 1975. La production de tabac et celle de paddy ont été en moyenne de 1 000 tonnes par an ces dernières années. Il y a eu quelques progrès dans la production de viande depuis 1970, en particulier grâce à l'utilisation des déchets de canne à sucre pour l'alimentation du bétail.

b) Industrie. La valeur ajoutée dans les grands établissements du secteur manufacturier, à l'exception du broyage de la canne à sucre et du traitement du thé, est passée de 60 millions de roupies en 1971 à 261 millions en 1975. En décembre 1975, 11 400 emplois environ avaient été créés dans les nouvelles entreprises établies dans les zones de traitement des produits d'exportation. A la fin de 1975, il y avait 66 entreprises de ce genre en activité, contre 9 seulement en 1971. Le secteur manufacturier aurait réalisé un taux de croissance encore plus élevé si le rythme de développement de l'infrastructure économique de base avait été plus fort. En 1975, la valeur ajoutée a atteint 190 millions de roupies au coût des facteurs en prix courants, dans le secteur de la construction, dont la contribution au PIB est passée à 6,5 p. 100.

c) Tourisme. Le tourisme joue un rôle relativement important dans l'économie mauricienne et il est particulièrement utile comme source de devises et d'emplois. L'industrie touristique a atteint un taux de croissance de 22 p. 100 par an dans la période 1970-1975, pour ce qui est des arrivées de touristes. Les recettes brutes en devises provenant du tourisme sont passées de 36 millions de roupies en 1971 à 130 millions en 1975.

III. Dépense intérieure brute

La formation brute de capital a augmenté rapidement au cours des dernières années, en partie à cause de la hausse des prix et en partie à cause des lourds investissements nécessaires pour créer et faire fonctionner les zones franches de traitement des produits d'exportation et les programmes importants d'investissements entrepris par le gouvernement pour le développement de l'infrastructure. Les investissements du plan se sont élevés à 414 millions de roupies en 1975/1976, contre 257 millions en 1974/1975. Comme le montre le tableau 2, les investissements publics et privés sont passés de 145 millions de roupies en 1970 à 1 milliard 050 millions en 1975, ce qui représente un taux d'accroissement de 48,5 p. 100 contre un taux d'accroissement du PIB de 26,1 p. 100 par an. On a comprimé la consommation privée ainsi que la consommation publique pour permettre cette forte croissance de la formation de capital.

Les ressources nécessaires au financement de la formation de capital provenaient pour une grande part de l'épargne intérieure. Au cours de la période 1971-1975 les propensions moyenne et marginale à épargner étaient approximativement de 0,30 et 0,42, ce qui veut dire que l'épargne intérieure a augmenté plus rapidement que le PIB. Il en découle que le taux d'augmentation des consommations privée et publique a été moins élevé que celui du PIB. Ce taux était de 23,2 p. 100 par an dans le premier cas et de 23,3 p. 100 dans le second. La consommation totale, exprimée en proportion du PIB, est tombée de 83 p. 100 en 1971 à 66 p. 100 en 1975.

Maurice présente généralement un faible excédent net d'exportations de biens et services mais en 1974 cet excédent est passé à 422 millions de roupies, soit 13 p. 100 du PIB.

Tableau 2 : Maurice : Dépenses du PIB aux prix courants du marché, 1970-1975
(en millions de roupies de Maurice)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975 a/
<u>Aux prix courants du marché</u>						
Consommation privée	734	783	939	1 122	1 684	1 803
Consommation des administrations publiques	166	182	219	235	360	420
Formation brute de capital	145	184	229	480	750	1 050
privée	...	132	163	378	561	750
publique	...	52	66	102	189	300
Excédent d'exportation (biens et services)	3	12	55	15	422	75
Produit intérieur brut	1 048	1 161	1 432	1 852	3 216	3 348

Source : Maurice, Ministère de la planification et du développement économique.
a/ Estimations provisoires.

IV. Recettes et dépenses publiques

Le budget de l'Etat a augmenté rapidement, à la fois en ce qui concerne les dépenses ordinaires et les dépenses d'équipement. Le tableau 3 montre que, au cours de la période 1970/71 - 1975/76, les dépenses totales ont augmenté de 34,3 p. 100 par an, avec un pourcentage d'accroissement annuel de 32,1 p. 100 et de 40,2 p. 100 respectivement pour les dépenses ordinaires et les dépenses d'équipement.

Les dépenses effectives de développement au cours des années 1973/74 et 1974/75 ont été bien supérieures aux prévisions, alors que les deux années précédentes elles avaient été nettement inférieures. La capacité de l'industrie de la construction s'était révélée insuffisante en effet et des retards s'étaient produits dans le programme des projets de développement. On prévoit que les dépenses d'équipement atteindront 511 millions de roupies en 1976/77 et qu'elles augmenteront sensiblement pour l'agriculture, l'aviation civile, le développement rural, l'éducation et l'administration.

Tableau 3 : Maurice : Recettes et dépenses publiques, 1970/71 à 1975/76
(en millions de roupies de Maurice)

	1970/71	1971/72	1972/73	1973/74	1974/75	1975/76
Recettes ordinaires	259,7	294,1	376,7	515,4	744,2	995,0
Dépenses ordinaires	254,5	283,2	326,4	534,8	734,3	1 024,0
Recettes du compte d'équipement	99,2	130,3	156,4	130,1	412,0	339,6
Dépenses d'équipement	84,4	100,8	127,4	244,9	259,0	456,7
Recettes totales	358,9	424,4	533,1	645,5	1 156,9	1 334,6
Dépenses totales	338,9	384,0	453,8	779,7	993,3	1 480,7
<u>Au commencement de la période</u>						
Dette extérieure	175,6	164,8	167,8	178,2	207,0	...
Dette intérieure	158,2	216,5	303,2	408,1	483,1	...

Source : Maurice, Ministère de la planification et du développement économique.

Les recettes ordinaires, qui s'élevaient à 254,7 millions de roupies en 1970/71, ont augmenté très sensiblement, pour atteindre 995,0 millions en 1975/76. Cet accroissement substantiel des revenus a été possible grâce au taux élevé de croissance économique et aux nouvelles mesures fiscales prises par le gouvernement. Après des accroissements substantiels, se montant à 229,5 millions et à 250,1 millions de roupies en 1974/75 et en 1975/76, les prévisions pour 1976/77 indiquent un accroissement de 33 millions de roupies seulement.

Les dépenses ordinaires s'élevaient à 254,5 millions de roupies en 1970/71 et à 1 024,0 millions en 1975/76. Tous les types de dépenses ont contribué à cette expansion rapide, le plus fort accroissement concernant les services sociaux. D'après les projections du plan quinquennal (1975-1980), l'accroissement des dépenses ordinaires sera limité, leur augmentation en 1976/77 ne devant pas être supérieure à 5 p. 100.

Les recettes du compte d'équipement pour l'exercice financier 1974/75 se sont élevées à 412 millions de roupies, montant dont plus de 70 p. 100 avaient été prélevés sur des sources intérieures afin d'éponger les excédents de liquidité dans l'économie. D'après des prévisions révisées, les recettes du compte d'équipement pour 1975/76 devaient s'établir à un peu moins de 339,6 millions de roupies (voir tableau 3). La baisse entre 1974/75 et 1975/76 s'explique en grande partie par une diminution sensible de l'emprunt intérieur. Cependant, les ressources totales disponibles pour le financement des dépenses de développement, en 1975/76, étaient plus élevées, le solde de l'exercice précédent ayant été reporté. Les recettes du compte d'équipement pour 1976/77 sont estimées à 569 millions de roupies, y compris un transfert de 45 millions de roupies du budget ordinaire.

La dette publique extérieure n'a augmenté que lentement entre juin 1970 et juin 1974, mais la dette intérieure a plus que triplé et a atteint 483 millions de roupies. On a enregistré par la suite des accroissements importants de la dette intérieure jusqu'en 1976.

V. Commerce extérieur et balance des paiements

Tableau 4 : Maurice : Commerce extérieur et balance des paiements, 1970-1975
(en millions de roupies de Maurice)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
<u>Commerce extérieur</u>						
Exportations (f.a.b.)	385	362	574	748	1 786	1 838
Importations (c.a.f.)	420	462	636	916	1 756	1 995
Solde	-35	-100	-62	-168	+30	-157
<u>Balance des paiements</u>						
Biens et services (nets)	21	-55	36	-37	228	47
Transferts privés (nets)	7	9	20	26	30	30
Transferts publics (nets)	14	16	27	13	53	30
Capital	29	27	24	-14	7	234
Réserves de change <u>a/</u>	-94	-9	-124	21	-365	-341
Divers (nets)	23	12	17	-9	47	

Sources : Maurice, Ministère de la planification et du développement économique.
FMI, Balance of Payments Yearbook, Vol. 27 (juillet 1976) (pour la
balance des paiements de 1975).

a/ Le signe moins indique une augmentation nette des réserves de change.

La valeur des importations comme des exportations a fortement augmenté au cours de la période 1970-1975, cependant la plus grande partie des accroissements était due à la hausse des prix. Le prix du sucre (la principale exportation) a augmenté fortement en 1974 et la plus grande partie de la récolte de sucre de 1974 a été exportée en 1975, étant vendue à terme aux prix de 1974.

L'essor des industries de transformation travaillant pour l'exportation a conduit à un accroissement substantiel des exportations de produits manufacturés au cours des dernières années.

Malgré les résultats remarquables obtenus dans le domaine des exportations, la balance commerciale a été déficitaire pendant toute la période 1970-1975, à part un faible excédent en 1974. L'augmentation, depuis 1970, des importations de biens, qui sont passées de 420 millions de roupies à 1 milliard 995 millions a été le résultat à la fois de hausses de prix et de légers accroissements en volume, parallèlement à l'activité économique plus forte de Maurice.

Le compte de biens et services de la balance des paiements est passé de l'excédent au déficit, puis du déficit à l'excédent durant la période considérée. En 1974 il y a eu un excédent particulièrement élevé, de 228 millions de roupies, et compte tenu de l'apport enregistré sur les transferts et autres postes, le résultat net a été un accroissement des avoirs à l'étranger de 365 millions de roupies.

En 1975, la principale caractéristique de la balance des paiements a été un apport très important de capitaux, qui, avec un excédent net de transferts et un excédent relativement faible au compte biens et services, a abouti à un nouvel accroissement des avoirs à l'étranger de 341 millions de roupies.

L'excédent net du compte services a constamment augmenté au cours de la décennie. En 1970 cet excédent s'élevait à 56 millions de roupies, en 1975 il avait atteint plus de 200 millions de roupies.

VI. Monnaie et crédit

La masse monétaire a augmenté de 33,4 p. 100 par an au cours de la période 1970-1975, l'accroissement annuel étant de 34,0 p. 100 pour la monnaie et de 32,7 p. 100 pour la quasi-monnaie. En 1975, la circulation fiduciaire et les dépôts à vue s'élevaient à 993,2 millions de roupies et la quasi-monnaie à 953,4 millions, ce qui donnait pour la masse monétaire un total de 1 946,6 millions contre 1 585,7 millions en 1974 et 461,2 millions en 1970.

L'expansion rapide de la masse monétaire a été provoquée par un certain nombre de facteurs. Le tableau 5 montre que le recours de l'Etat au système bancaire en vue de financer les dépenses de développement a été pour beaucoup dans ce phénomène. Les créances nettes sur l'Etat sont passées de 23,6 millions de roupies à 364 millions de roupies entre 1970 et 1975. Dans le même temps les prêts consentis au secteur privé ont augmenté de 28,9 p. 100 par an. Les ressources supplémentaires provenant des ventes accrues de sucre et des entrées nettes de capitaux ont constitué un autre facteur. Les avoirs nets à l'étranger ont augmenté de 32,2 p. 100 par an pour atteindre 1 milliard 136 millions de roupies en 1975.

L'augmentation des prix à la consommation a été très faible en 1971 et en 1972 mais en 1973 et 1974 l'inflation s'est accélérée pour atteindre 13,5 p. 100 la première année et 29,1 p. 100 la seconde, après des augmentations inquiétantes des prix à l'importation. Il fallut alors introduire des mesures de contrôle du crédit pour ralentir l'expansion monétaire. En 1975 le taux de hausse des prix est descendu à 14,8 p. 100.

Tableau 5 : Maurice : Etude de la situation monétaire, 1970-1975
(en millions de roupies de Maurice à la fin de l'année)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Avoirs extérieurs (nets)	280,8	268,5	402,6	397,2	769,7	1 136,0
Crédit intérieur						
Créances sur l'Etat (nettes)	23,6	43,7	26,4	79,7	400,9	364,0
Créances sur le secteur privé	209,9	311,1	356,5	545,4	594,3	746,6
Monnaie	229,6	261,6	376,3	466,6	783,7	993,2
Quasi-monnaie	231,6	273,8	301,2	413,9	802,0	953,4
Divers (nets)	53,1	87,9	108,0	141,6	179,2	300,0

Source : FMI, International Financial Statistics, Vol. XXIX, n^o. 10 (octobre 1976).

Des mesures fiscales et monétaires ont été prises pour contrôler la demande. La Banque de Maurice a poursuivi une politique de restriction du crédit depuis 1973. Les mesures prises en 1973 comprenaient notamment l'augmentation du dépôt minimum que les banques de dépôt devaient faire dans la Banque de Maurice, qui de 5 p. 100 a été fixé à 8 p. 100. Puis il a été porté à 12 p. 100 en 1975. Un dépôt en liquide minimum égal à 25 p. 100 de la valeur à l'importation des marchandises non essentielles a été imposé en 1975.

Parmi les mesures fiscales prises en 1974, on peut citer une majoration de 10 p. 100 de l'impôt sur le revenu des personnes et des sociétés, une augmentation du taux le plus élevé de la taxe progressive à l'exportation, qui, de 9 p. 100 a été porté à 10 p. 100, et une taxe de 10 p. 100 sur les notes d'hôtel. En 1975 les mesures prises comprenaient une taxe spéciale sur les profits commerciaux et la majoration de la taxe à l'exportation pour les producteurs exportant plus de 5 000 tonnes de sucre, qui est passée de 9 p. 100 à 10 p. 100.

VII. Distribution du revenu, salaires et prix

C'est surtout à l'augmentation de l'emploi qu'est due l'amélioration de la distribution du revenu à Maurice. En septembre 1971, le nombre de chômeurs inscrits s'élevait à 31 812 et en mai 1972, à 39 328. Par la suite, le nombre de chômeurs a diminué et en septembre 1975, il y avait environ 19 972 personnes déclarées en chômage. Cette diminution résulte de la politique de "travail pour tous" ainsi que de la croissance économique.

Bien que la situation de l'emploi se soit améliorée, la hausse des recettes sucrières en 1974 a eu pour conséquence de réduire la part des salaires dans le revenu national. Afin d'empêcher que l'augmentation des prix à la consommation ne provoque l'érosion du pouvoir d'achat des salaires et des traitements, une augmentation générale des salaires de 12 p. 100 a été accordée en 1972, dont la plupart des salariés, fonction publique y comprise, ont bénéficié. Elle a été suivie en juillet 1973 par une nouvelle augmentation générale des salaires, de 20 p. 100 cette fois, qui a concerné tous les travailleurs, à l'exception de la fonction publique. Les salaires journaliers des travailleurs de sexe masculin dans l'industrie du sucre, qui est la principale source d'emplois, sont passés de 5,88 roupies en 1971 à 12,40 roupies en 1974 et à 13,10 roupies en 1975.

Pendant ce temps, le niveau des prix a constamment augmenté. Alors qu'en juin 1975 l'indice des prix à la consommation était de 208,2 (base 100 = janvier 1962) il atteignait 243,8 en juin 1976, ce qui correspondait à un taux d'inflation de 17,1 p. 100 en un an. Comme Maurice est tributaire des importations pour les produits alimentaires et pour d'autres produits essentiels, le facteur inflationniste le plus important est la hausse des prix à l'importation. L'indice des prix à l'importation a augmenté de 17 p. 100 par an à peu près pendant la période 1971-1975. Un autre facteur qui a joué a été l'expansion rapide de la masse monétaire.

On peut classer les politiques suivies par le gouvernement pour contrôler l'inflation en deux grandes catégories : celles qui agissent directement sur les prix et celles dont l'effet est indirect. Dans la première catégorie on trouve les subventions et le rationnement du riz, de la farine et autres denrées alimentaires

essentielles. La seconde correspond aux contrôles des prix auxquels procède la Commission de fixation des prix. On a institué d'autre part un tribunal pour l'examen des pratiques commerciales inéquitables et malhonnêtes.

En ce qui concerne l'offre, on a créé un comité national de la production alimentaire, en le chargeant de présenter des recommandations sur les moyens les plus efficaces d'augmenter la production alimentaire nationale.

VIII. Autres secteurs sociaux

Les services d'enseignement, de santé et de protection sociale sont satisfaisants dans Maurice par rapport à ceux des autres pays africains. L'enseignement primaire est maintenant presque généralisé et les enseignements secondaire et supérieur ont progressé rapidement. On accorde davantage d'importance actuellement à la formation professionnelle et technique. En trois ans, de 1972/73 à 1975/76, les dépenses ordinaires de l'Etat pour l'éducation ont augmenté de 38,2 p. 100 par an et en 1975 on comptait 145 400 élèves dans les écoles primaires, 64 950 dans les écoles secondaires et 1 321 à l'université. Cinq ans plus tôt, ces chiffres étaient de 148 100, 45 120 et 426 respectivement.

Les services de protection sociale et de santé se sont développés très rapidement, eux aussi, pour répondre à l'accroissement de la population et aux exigences plus grandes en matière de santé. De 1972/73 à 1975/76 les dépenses ordinaires pour la santé ont augmenté de 45,3 p. 100 par an et celles pour la protection sociale, qui comprennent les allocations familiales, les secours à domicile et les pensions de vieillesse, de 29,5 p. 100 par an. En 1975/76, les dépenses pour les services de santé s'élevaient à 94,1 millions de roupies et celles pour les services sociaux à 63,8 millions.

B. EVOLUTION DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE

La croissance économique rapide, en particulier dans l'industrie manufacturière, a provoqué des goulots d'étranglement dans plusieurs catégories de services. Il a fallu prendre un certain nombre de mesures, dont la création d'institutions para-étatiques, pour augmenter la capacité d'absorption du pays et en particulier pour éliminer les obstacles au développement qui sont d'ordre administratif ou concernent la main-d'œuvre. Parmi les institutions para-étatiques récemment créées, on compte la Société des travaux de développement, l'Office central de l'eau, l'Office de la viande et l'Office maritime. On est en train de former le personnel local qui pourra diriger ces organismes mais en attendant qu'il y soit apte, on a eu recours à des expatriés.

On a mis davantage l'accent sur la création d'emplois qualifiés et rémunérateurs pour la main-d'œuvre masculine dans l'industrie. La préférence marquée des nouvelles industries pour la main-d'œuvre féminine non qualifiée a beaucoup préoccupé le gouvernement. Pour remédier à cette situation, on a décidé que toutes les nouvelles entreprises industrielles devraient respecter un plafond de 80 p. 100 pour la main-d'œuvre féminine. Par la suite, ce pourcentage sera diminué et on le fera tomber peut-être à 40 p. 100. Pour le moment, le gouvernement a lancé des programmes de formation technique de base grâce auxquels on disposera du personnel nécessaire pour intensifier l'industrialisation.

Parmi les principales mesures prises pour promouvoir le développement industriel on trouve : i) l'octroi de "certificats de développement" aux industries qui produisent pour le marché intérieur; et ii) l'octroi de "certificats d'entreprise exportatrice" à celles qui produisent uniquement pour l'exportation. Les industries possédant un certificat de développement jouissent de l'exonération fiscale pendant huit ans et d'autres avantages subsidiaires. Celles auxquelles on a octroyé un certificat d'entreprise exportatrice bénéficient d'une trêve fiscale de dix ans et sont totalement exonérées du paiement des droits à l'importation sur les biens d'équipement, les machines, les matériel et les pièces détachées et peuvent rapatrier gratuitement bénéfices et dividendes.

Afin de satisfaire les besoins en main-d'oeuvre pour le développement, une section de planification de la main-d'oeuvre a été adjointe au Ministère de la planification économique et du développement et un service d'orientation professionnelle de la jeunesse au Ministère de l'emploi. Le premier de ces services a été établi en vue de coordonner les différents aspects de la planification de la mise en valeur des ressources humaines, y compris l'éducation et la formation, et de les intégrer à la planification économique générale. Le but du deuxième service est de fournir aux jeunes des renseignements sur l'emploi et sur la formation, ainsi qu'une orientation professionnelle.

C. PROBLEMES NAISSANTS ET PERSPECTIVES

Avec 34 p. 100 de sa population dans le groupe d'âge de 15 à 24 ans, Maurice est de plus en plus consciente de la nécessité de créer un plus grand nombre d'emplois, principalement dans les secteurs non agricoles. A la différence de celle de nombreux pays africains, la superficie cultivable de Maurice est déjà presque complètement utilisée.

Sur la base de la croissance démographique projetée pour les cinq prochaines années, on estime qu'il faut créer 76 000 nouveaux emplois pour pouvoir atteindre l'objectif du plein emploi en 1980. Le gouvernement s'est lancé dans un programme massif de formation afin de préparer la main-d'oeuvre aux emplois qui doivent être créés. Aussi une plus grande proportion d'élèves terminant le cycle primaire ont-ils maintenant accès à des cours de formation professionnelle et technique.

La priorité donnée à l'emploi et au développement industriel se reflète dans la structure des programmes d'investissement du secteur public. La plus grande partie des dépenses totales d'investissement est consacrée à l'expansion des services publics (zones industrielles, eau, électricité, routes et téléphones, aéroports et ports, etc.).

Maurice aura besoin des investissements de sociétés étrangères pour créer de nouvelles industries. La politique suivie consiste à attirer les industries qui utiliseront une technologie de plus haut niveau que les industries déjà en place. Ces industries auront naturellement besoin de main-d'oeuvre plus qualifiée, qu'elles

devront mieux rémunérer. A en juger d'après les résultats obtenus jusqu'ici, au cours de la décennie, on a de bonnes chances d'atteindre les objectifs fixés en matière d'emploi tant en quantité qu'en qualité.

Pour ce qui est du taux de croissance du PIB jusqu'à 1980, il dépendra beaucoup du succès de la campagne d'industrialisation, de la diversification de l'agriculture et surtout des conditions atmosphériques. Les résultats enregistrés de 1970 à 1975 ont été particulièrement bons, mais il semble vraisemblable que le taux d'accroissement sera légèrement plus bas entre 1976 et 1980, soit de l'ordre de 6 p. 100 par an.

NIGER

A. EVOLUTION ECONOMIQUE ET SOCIALE (1971-1976)

Introduction

La période de sécheresse catastrophique qui compromet gravement l'économie des pays de la zone du Sahel, et qui atteint son point culminant en 1972-73, se fit sentir très cruellement au Niger. Elle entraîna non seulement une diminution de la production, mais une forte réduction du cheptel, qui commence tout juste à se reconstituer. Etant donné qu'on n'a effectué aucun calcul du revenu national depuis 1970, il est difficile de donner des chiffres précis pour illustrer les tendances économiques récentes. Toutefois, des estimations faites par le FMI et utilisées par les autorités nigériennes donnent un montant de 101,9 milliards de francs CFA pour le PIB de 1975, alors que celui de 1972 (aux prix de 1972) est évalué à 108,7 milliards. Le chiffre correspondant à 1975 représente un accroissement de 10,2 p. 100 par rapport à 1974, mais en 1973 et 1974, le PIB avait accusé des diminutions de 10 p. 100 et 5 p. 100 respectivement. Les renseignements dont on dispose montrent que l'accroissement du PIB en valeur réelle n'a peut-être pas dépassé 2 p. 100 par an en 1971 et 1972, alors que l'accroissement démographique dépasserait 2 p. 100 selon les estimations. Il est bien évident que la production par habitant a diminué depuis 1970 et que, de 1970 à 1975, le total du PIB à prix constants a connu une chute de 0,4 p. 100 par an en moyenne.

Tableau I : Niger : Produit intérieur brut (1972-1975)
en milliards de francs CFA

Au coût des facteurs en prix constants (1972)	1972	1973	1974	1975
Agriculture	60,8	46,8	37,8	46,8
Industrie	14,3	16,6	18,5	21,5
Services	33,6	34,3	36,2	33,6
Total	108,7	97,7	92,5	101,9

Source : Estimations du FMI admises par les autorités nigériennes.

Ce tableau ne doit cependant pas conduire à un pronostic par trop pessimiste. Notons en effet, pour commencer, que l'agriculture et l'élevage s'efforcent actuellement de retrouver leurs niveaux de production antérieurs, bien que lors de la campagne de 1975-76, le pays ait subi de sérieux dommages du fait des oiseaux et des insectes, et que les récoltes de mil et d'arachides aient été très mauvaises. Mais des phénomènes récents sont en train de transformer les perspectives économiques et laissent mieux augurer de l'avenir. L'exploitation de l'uranium est désormais d'une grande importance et les revenus tirés des ventes d'uranium apportent d'importantes ressources budgétaires, dont certaines peuvent être utilisées pour des projets de développement. Dans ce domaine de l'uranium, l'avenir se présente sous un jour favorable étant donné que d'autres dépôts seront exploités. En outre, d'autres minéraux ont été découverts, y compris du charbon qui existe en quantités

exploitables près d'Agadès (et sera prochainement utilisé pour la production d'électricité), des phosphates et des traces de gisements pétroliers.

I. Grands secteurs de production

a) Agriculture, forêts et pêche : il s'agit là de l'activité économique principale, qui occupe près de 90 p. 100 de la population active et apporte plus de 50 p. 100 du PIB au coût des facteurs. Les cultures se rencontrent dans le sud du pays, là où les ressources en eau sont suffisantes, mais partout ailleurs, les pluies ne permettent que le maintien de pâturages à peine suffisants pour le gros et le petit bétail. Etant donné que les techniques agricoles restent très retardataires, ce sont les facteurs climatiques qui déterminent essentiellement la production. Lors de la campagne 1973-74, où les pluies manquèrent, la récolte de céréales diminua de 300 000 tonnes, la production d'arachides fut ramenée de 260 000 tonnes par an à 77 000 tonnes seulement, et les pertes en bétail furent énormes. On a estimé qu'elles ont peut-être été de l'ordre de 26 milliards de francs CFA, soit 25 p. 100 du PIB. L'effectif du cheptel bovin passa de 4 à 2 millions de têtes et celui des moutons d'environ 3 millions de têtes à moins de 2 millions.

Tableau 2 : Niger : Produit des principales cultures agricoles (1972-73 à 1975-76)
(en milliers de tonnes)

	1972/73	1973/74	1974/75	1975/76
Total de la production céréalière	1 161,8	801,9	1 135,4	848,1
Mil	913,8	626,9	882,6	581,3
Sorgho	203,4	126,1	218,9	233,8
Maïs	2,8	2,6	3,7	3,7
Riz	31,8	46,3	30,2	29,3
Haricots	165,3	115,1	145,1	231,1
Dolic	94,7	155,9	200,6	175,6
Arachides	260,2	77,0	129,1	41,7
Coton brut	6,1	3,6	7,9	9,4
Canne à sucre	53,5	77,9	75,2	134,7

Source : Gouvernement du Niger.

La campagne 1974-75 a été bien meilleure que celle de 1973-74, la saison des pluies ayant été normale. La récolte de céréales a été de 1 135 000 tonnes, et suffisante pour les besoins de la population. La production d'arachides, qui fournit la principale exportation agricole, s'est partiellement rétablie et a atteint 129 100 tonnes, ce qui lui permet d'alimenter dans une certaine mesure les huileries. Mais, lors de la campagne 1975-76, les pertes dues aux oiseaux et aux insectes ont été sévères : la récolte de mil est retombée au-dessous du chiffre catastrophique de 1973-74, n'atteignant que 581 000 tonnes au total, et la récolte d'arachides n'a été que de 41 700 tonnes. C'est pourquoi une aide internationale a été demandée pour remédier à la pénurie de céréales. Pour ce qui est de l'avenir, le

Gouvernement s'est lancé dans un grand effort de lutte contre les conséquences de la sécheresse et des déprédations affectant les cultures et d'accroissement de la productivité. En ce qui concerne les éleveurs, qui sont essentiellement des nomades, un programme de reconstitution des troupeaux est en cours : il entraînera une dépense de l'ordre de 14 milliards de francs CFA d'ici 1980. D'autres projets particuliers ont pour but de développer les cultures vivrières et d'augmenter la productivité dans des secteurs déterminés. Dans le même temps, on prévoit d'importants projets d'irrigation.

b) Mines : disposant d'importants gisements d'uranium déjà en cours d'exploitation et d'autres gisements en passe d'être exploités dans un proche avenir, d'un gisement de charbon comportant 4 millions de tonnes de réserves, de gisements de phosphates et de traces de nappes de pétrole dans les régions orientales, le Niger a pris rang parmi les pays miniers. La production d'uranium, qui était de 410 tonnes métriques en 1971, a atteint en 1974 le chiffre de 1 118 tonnes, et continue de s'accroître. Ces dépôts d'uranium se situent dans la région de l'Air, dans le désert du Sahara. Le gisement actuellement en cours d'exploitation a atteint sa pleine capacité et on escompte une production de 1 500 à 2.000 tonnes par an. En 1978, un autre gisement sera ouvert à Adouta et, en 1980, un autre sera mis en exploitation à Imouraden. D'ores et déjà, on estime que le revenu rapporté au trésor public du fait de l'exploitation de l'uranium pourrait être de l'ordre de 4 milliards de francs CFA en 1976 et devrait progressivement s'élever à 10 milliards par an après 1980. Le gisement de houille de la région d'Agadès alimentera en combustible une centrale électrique de 32 MW et cette électricité sera utilisée par les mines d'uranium du voisinage. Des phosphates ont été découverts dans deux régions, situées l'une dans le sud-est du pays, l'autre près de la frontière du Bénin.

Le Gouvernement du Niger a pris des dispositions pour augmenter sa participation dans le secteur minier. En ce qui concerne l'exploitation de l'uranium, les accords antérieurement conclus avec la France ont été révisés. Le prix de l'uranium a été augmenté pour permettre de l'aligner sur les nouveaux tarifs de l'énergie, et la part du Gouvernement nigérien dans les compagnies minières a été accrue; dans la Compagnie Somair qui exploite le gisement d'Arlit, la part du Niger est passée de 16,75 à 33 p. 100.

c) Industrie manufacturière : l'industrie manufacturière ne joue dans l'économie du Niger qu'un faible rôle, ce qui s'explique par le prix élevé des transports et le peu d'importance du marché effectif. L'absence de façade maritime signifie que les combustibles liquides doivent être apportés depuis la côte et que les matières premières et autres produits nécessaires doivent effectuer de longs trajets maritimes et terrestres entraînant des frais de transport élevés.

Un certain nombre d'industries effectuent le traitement des produits agricoles locaux, y compris l'arachide : huilleries, une usine textile, minoteries, tanneries. On trouve également des entreprises produisant des matériaux de construction, une cimenterie et une usine de céramique. Les renseignements relatifs à la production industrielle sont peu nombreux. On estime que la valeur ajoutée au PIB a été en augmentation de 16,1 p. 100 en 1973, de 11,4 p. 100 en 1974 et de 16,2 p. 100 en 1975. Selon les renseignements fournis par le Ministère de l'industrie, la production industrielle brute a augmenté de 27 p. 100 en 1974, mais a diminué de 15,7 p. 100 en 1975 en prix courants. Selon les mêmes sources, les industries alimentaires fournissent 65 p. 100 de la production totale. Etant donné que le développement industriel est largement tributaire des contraintes énergétiques, on comprendra l'importance de l'accord

conclu entre le Niger et le Nigéria pour la fourniture au Niger d'électricité en provenance du barrage de Kaindji, ce qui permettra éventuellement d'abaisser les prix de revient. La consommation d'électricité est actuellement faible : elle ne dépassait pas 51 millions de kwh en 1974 et a été estimée à 54,5 millions de kwh en 1975.

II. Dépense intérieure brute

Les derniers chiffres connus relatifs à l'utilisation du PIB remontent à 1969. A l'époque, la dépense intérieure brute se répartissait comme suit : dépenses publiques, 13,8 p. 100, formation de capital, 6,4 p. 100, consommation privée, 87,4 p. 100, tandis que le déficit de la balance extérieure représentait 7,6 p. 100. Malgré la diminution du PIB occasionnée par la sécheresse au cours des années 1973-1974, il est possible que la formation de capital n'ait pas été en baisse, ceci étant lié en particulier à la mise en exploitation des mines d'uranium, et bien que, dans le même temps, on ait donné la priorité à l'alimentation de la population : en effet, les apports étrangers ont été alors en augmentation. L'aide extérieure importante reçue par le Niger se traduit dans les chiffres mesurant la répartition des ressources entre consommation et formation de capital depuis 1972, mais on ne dispose pas de renseignements sûrs permettant de dessiner des tendances.

III. Commerce extérieur et balance des paiements

On ne dispose pas encore des chiffres complets relatifs au commerce du Niger pour l'année 1975. De toute manière, les statistiques commerciales nigériennes ne rendent pas totalement compte des flux commerciaux, étant donné qu'ils n'enregistrent pas les échanges avec le Nigéria, dont le montant est élevé. Toutefois, selon les dernières estimations, il est probable qu'en 1975 les importations ont été ramenées à un montant de l'ordre de 17 milliards de francs CFA alors qu'elles étaient de 23,1 milliards en 1974. Dans le même temps, les exportations connaissent une augmentation sensible, passant de 12,6 milliards de francs CFA en 1974 à plus de 16 milliards en 1975 : ceci est dû à la diminution des importations de denrées alimentaires après la fin de la période de sécheresse et à l'augmentation des exportations d'uranium. Les exportations traditionnelles du Niger - bétail, viandes, cuirs et peaux, arachides et produits dérivés - ont toutes été en diminution. Dans les neuf premiers mois de 1975, le chiffre du bétail sur pied exporté n'a été que de 41 665 têtes, alors que pour la même période de 1974 il s'élevait à 95 056, et atteignait 178 908 pour l'année 1973. En ce qui concerne les arachides et les produits dérivés de l'arachide, les exportations de 1975 ne rapporteront que moins de 1 milliard de francs CFA, alors que leur montant s'élevait à 1,6 milliard en 1974 et à 6,2 milliards en 1972. La récolte d'arachides de 1974-75 a été bien meilleure que celle de 1973-74, mais elle n'a atteint que la moitié de la production de 1972-73. En 1975-76, elle a été de nouveau très mauvaise.

Tableau 3 : Niger : Commerce extérieur (1970-1975)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975 ^{a/}
Total des importations	16 213	14 975	16 576	19 098	23 144	17 096
Prix unitaire	61,5	123,5	103,7	99,9	118,1	115,5
Total des exportations	8 795	10 670	13 712	13 817	12 621	16 332
Prix unitaire	42,4	60,6	64,4	82,8	178,7	465,5
Principales exportations						
Arachides et dérivés	5 692	4 645	6 174	2 939	1 564	996
Uranium	-	1 978	2 369	5 428	6 322	14 022

Source : Gouvernement nigérien.

a/ Chiffres estimatifs.

La forte hausse des prix de l'uranium au cours de l'année 1975 a entraîné une amélioration sensible de la situation commerciale du Niger, qui s'était dégradée jusqu'en 1972 et avait connu un certain redressement en 1973 et 1974. En ce qui concerne la balance des paiements, la balance commerciale et celle des biens et services ont été constamment déficitaires depuis 1970, mais ce déséquilibre a été plus que compensé par l'augmentation des transferts en provenance de l'étranger. Pour l'année 1975, il est probable que le déficit de la balance commerciale a été très faible, de sorte que, malgré une diminution du volume des transferts, la balance globale des paiements reste excédentaire. Les avoirs nets à l'étranger se sont nettement accrus au cours des années 1971, 1972 et 1973, mais ont enregistré une diminution en 1974. Ils s'élevaient à 9,9 milliards de francs CFA à la fin de 1975.

II. Aide au développement et dette extérieure

Les ressources d'origine étrangère jouent un rôle important dans l'économie et la part de l'aide extérieure s'est accrue depuis la période de sécheresse de 1972-73. En 1974, le montant net des transferts au bénéfice du Niger s'est élevé à 25 milliards de francs CFA, soit plus du double du chiffre de 1970. Il semble que les transferts aient accusé une diminution en 1975 et 1976, mais les apports en capital ont pris un rôle plus important. De 1970 à 1974, l'assistance au développement a été particulièrement importante, et la plus grande part des fonds reçus a été orientée vers la construction des routes, l'agriculture et l'élevage. Cette aide consistait surtout en subventions, le donateur principal étant le Fonds européen de développement, suivi par la France. Les dépenses consacrées par l'Etat au développement s'appuient essentiellement sur le financement extérieur. En 1974, bien que la part du budget de l'Etat proprement dit attribuée au développement n'ait pas dépassé 2 856 millions, le total des dépenses publiques de développement a été supérieur à 16 milliards, dont plus de 13 milliards venaient de sources extérieures. Plus récemment, le Niger a bénéficié de fonds en provenance de pays arabes producteurs de pétrole, et portant sur des secours alimentaires et des investissements en capital.

V. Recettes et dépenses publiques

Selon les estimations budgétaires, le montant total du budget de dépenses (compre-
nant le budget général, le budget d'investissement et le budget des travaux publics)
s'est élevé en 1975 à 18 342 millions de francs CFA (ou 17 500 millions si on en re-
tranche les transferts d'un budget à un autre) : l'année précédente, il était de 17 277
millions. L'accroissement a été moins important qu'en 1974, où il avait été de 10,3
p. 100. L'accroissement global de 6,2 p. 100 du budget de 1975 portait presque exclu-
sivement sur les opérations courantes.

Tableau 4 : Niger : Recettes et dépenses publiques (1970 à 1975)
(en millions de francs CFA)

Chiffres budgétaires estimatifs seulement	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Recettes ordinaires	10 806	10 935	11 886	13 098	14 267	15 315
Dépenses ordinaires	10 806	10 935	11 886	13 098	14 267	15 315
Dépenses d'équipement ^{a/}	1 577	1 948	1 914	2 349	3 010	3 027
Total des dépenses	12 383	12 883	13 800	15 447	17 277	18 342
Montant net des dépenses ^{b/}	...	12 624	13 409	14 830	16 287	17 500

Source : Gouvernement nigérien.

^{a/} Seulement le budget du Fonds national d'investissement et des travaux publics.
Les dépenses d'équipement couvertes par des fonds étrangers ne sont pas en général
incluses.

^{b/} Après déduction des transferts interbudgétaires.

Dans les estimations budgétaires, les recettes ordinaires sont toujours égales
aux dépenses ordinaires, même si une certaine portion des dépenses ordinaires est
parfois utilisée pour le financement d'une partie du budget d'équipement. En raison
du rétablissement de la situation économique et de l'extension des opérations relatives
à l'uranium, on escomptait pour 1975 une augmentation des recettes de 13,9 p. 100.

La structure des dépenses est restée en 1975 à peu près la même que lors des
exercices précédents, avec toutefois une augmentation relativement plus importante
des paiements affectés à la dette publique et aux salaires et traitements. Les chan-
gements sont également peu nombreux en ce qui concerne la structure du budget par
secteurs. Des divers ministères, c'est celui de l'éducation qui constitue toujours
le plus gros poste dépensier, mais les affaires sahariennes se voient attribuer des
sommes importantes qui correspondent aux dépenses affectées à l'extraction minière.

Les renseignements relatifs au budget d'investissements n'offrent guère d'intérêt par eux-mêmes, étant donné que la plupart des dépenses de développement ne sont pas inscrites au budget et relèvent de sources de financement extérieures. En ce qui concerne les engagements effectifs de dépenses publiques, les renseignements antérieurs montrent que depuis 1971 les opérations budgétaires du trésor public ont connu un déficit net couvert par des prêts extérieurs d'un montant supérieur à 4 milliards de francs CFA. Néanmoins, l'augmentation des recettes nettes due aux opérations relatives à l'uranium a sensiblement amélioré la situation budgétaire.

VI. Monnaie et crédit

La masse monétaire totale a augmenté de 17 p. 100 en 1975, soit à peu près au même rythme qu'en 1974 et 1973; mais les mouvements des différentes composantes de cette masse ont été très différents. Les avoirs extérieurs nets ont augmenté de 4,4 p. 100, alors qu'ils avaient diminué en 1974 après avoir été en hausse substantielle en 1973. Les crédits consentis à l'économie ont augmenté de 23,4 p. 100, alors que l'augmentation avait atteint jusqu'à 52,5 p. 100 en 1974. Ce ralentissement de l'expansion du crédit au cours de l'année 1975 résulte de l'augmentation du montant net des dépôts effectués par le Gouvernement dans les banques (qui est passé de 7 152 millions à 11 488 millions de francs CFA), tandis que les crédits consentis au secteur privé ont augmenté de 7 573 millions de francs CFA après une augmentation de 8 509 millions au cours de 1974. Ce ralentissement de l'expansion du crédit au secteur privé est partiellement dû aux mesures de resserrement du crédit prises en 1975, en liaison avec les changements qui ont affecté la zone Franc dans son ensemble : le taux d'escompte a été relevé de 5 à 8 p. 100, par exemple.

Tableau 5 : Niger : Situation monétaire (1970 à 1976)
(en millions de francs CFA)

	Fin 1970	Fin 1971	Fin 1972	Fin 1973	Fin 1974	Fin 1975	Fin 1976
Avoirs extérieurs nets	3 160	7 164	9 624	10 649	9 518	9 941	12 563
Crédit intérieur							
Créances sur l'Etat (montant net)	-1 652	-2 324	-3 458	-3 402	-7 152	-11 488	-11 218
Créances sur le secteur privé	10 047	9 738	10 677	12 464	20 973	28 546	28 967
Monnaie	8 830	10 571	11 377	13 621	17 637	20 133	22 758
Quasi-monnaie	766	1 564	1 520	1 883	2 678	2 173	2 832
Postes divers (nets)	1 954	2 442	3 948	4 208	3 023	4 694	4 729

Source : FMI, International Financial Statistics, octobre 1976.

La masse de la monnaie proprement dite (billets en circulation plus dépôts privés) a augmenté moins rapidement en 1975 : l'augmentation n'a été que de 14 p. 100, alors qu'elle atteignait 29 p. 100 en 1974; ceci est lié au ralentissement de l'expansion du crédit. La diminution de la masse de la quasi-monnaie a été de 18,9 p. 100, mais son importance était en 1975 de 2,8 fois celle de 1970. Vers le milieu de 1976, le montant net des avoirs extérieurs accusait une augmentation importante et atteignait 12,6 milliards de francs CFA, mais l'accroissement du crédit intérieur était faible. La masse de la monnaie proprement dite avait augmenté de 13 p. 100 et atteignait 22,8 milliards de francs CFA, alors qu'elle n'était que de 20,1 milliards à la fin de 1975.

VII. Salaires et prix

Avec une économie en situation de quasi-stagnation et une masse monétaire atteignant plus du double de ce qu'elle était en 1970, il est bien évident qu'une poussée inflationniste s'est manifestée. Néanmoins, de 1970 à 1975, les prix à la consommation n'ont augmenté que de 44,1 p. 100, même si des hausses particulièrement accentuées se sont fait sentir en 1973 (11,7 p. 100 par suite de la sécheresse) et en 1975 (9,1 p. 100). Il semble que le rythme de l'inflation se soit aggravé au cours du premier semestre 1976, l'indice pour mai 1976 s'élevant à 173,9 alors qu'il était de 156 pour décembre 1975. L'existence d'importants approvisionnements résultant de l'assistance extérieure n'a pas été sans influence sur les prix des denrées alimentaires, mais le Gouvernement met en oeuvre un vaste système de contrôle de la distribution de ces denrées. Un office gouvernemental, l'OPVN, contrôle la distribution de certaines récoltes vitales (mil, sorgho et haricots) ainsi que l'importation et la distribution du sucre et d'autres produits. Le contrôle direct des prix relève d'un service ministériel, qui fixe des prix plafond pour les produits importés. L'intervention de l'OPVN se fait surtout sentir dans les zones urbaines et tout particulièrement à Niamey.

Des ajustements substantiels des salaires et des traitements ont été effectués en 1974 (augmentation de 60 p. 100 du salaire horaire minimal qui n'avait pas été révisé depuis 1969) et, au début de 1975, des augmentations allant de 5 à 20 p. 100 ont été accordées aux employés de bureau et du secteur non manuel. La proportion des salariés dans la population active est très faible et le nombre des nouveaux emplois créés chaque année est réduit. Comme dans les autres pays africains, on constate au Niger un déséquilibre entre le nombre des demandeurs d'emploi à la sortie de l'école et l'étroitesse de l'offre dans le secteur modernisé.

VIII. Autres secteurs sociaux

Education

L'effectif total des élèves et étudiants fréquentant les établissements d'enseignement était de 134 941 pour l'année scolaire 1974-75, à savoir 120 984 dans les écoles primaires, 11 581 dans l'enseignement général du second degré, 232 dans l'enseignement technique et 889 dans l'enseignement supérieur (au Niger ou à l'étranger). Mais le taux de fréquentation scolaire demeure très faible : un pays comme le Niger, qui compte plus de 4 millions d'habitants, devrait, si l'objectif de l'universalité de l'école primaire était atteint, avoir une population scolaire proche de un million d'élèves. Il y a donc beaucoup de chemin à parcourir avant d'en arriver là. Cet état de choses regrettable est dû au manque de ressources : le budget de l'Etat est inférieur à 20 milliards de francs CFA, et le poste de l'éducation en absorbe déjà près de 20 p. 100. Il convient également de faire remarquer que l'enseignement technique devrait être considérablement amélioré, ce qui souligne clairement l'un des aspects de l'inadaptation

du système scolaire aux besoins de l'économie. On constate cependant des progrès, et d'un rythme relativement rapide, dans ce domaine. Entre 1967 et 1975, les effectifs des classes primaires ont augmenté de 71,2 p. 100 et dans le même temps ceux des établissements secondaires ont plus que doublé.

B. GRANDS PROBLEMES ECONOMIQUES ET SOCIAUX

Au cours des dernières années, le problème le plus urgent qui se soit posé au Niger a été celui de la sécheresse et de ses séquelles. La question immédiate de la survie a pu être résolue grâce à l'aide internationale. Même si la sécheresse n'a pas causé aux sols de dommages irréparables, elle a causé des pertes énormes dans le cheptel et a profondément perturbé la vie sociale des populations nomades. Le bétail est l'une des richesses les plus importantes du Niger et le rétablissement rapide des moyens de subsistance de la population nomade devenait l'un des problèmes les plus urgents à résoudre. La sécheresse a mis nettement en lumière la précarité de l'équilibre nutritionnel dans une région où les pluies sont rares et où les techniques agricoles sont primitives. Il est donc essentiel de profiter du retour à une situation climatique plus normale pour entreprendre un gros effort de modernisation de l'agriculture.

C. POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT SUR LE PLAN INTERIEUR

Le Gouvernement a lancé un programme de trois ans couvrant les années 1976 à 1978 et qui est destiné à lutter contre les conséquences de la sécheresse et à mettre en route un développement économique plus dynamique. En ce qui concerne l'agriculture, la production de denrées alimentaires sera augmentée grâce à l'extension des terres irriguées et à des projets régionaux visant à accroître la productivité de certaines cultures déterminées. Les troupeaux seront reconstitués grâce à un programme de distribution d'animaux aux familles nomades, et un effort d'amélioration des soins donnés au bétail a été entrepris. On s'efforce d'obtenir des éleveurs qu'ils n'entretiennent pas de trop gros troupeaux, qui détruisent les pâturages : avec un meilleur taux d'écoulement, la rentabilité sera plus grande. L'infrastructure est en cours d'extension, grâce à la construction et à l'amélioration des routes reliant les grands centres et les centres miniers du nord. L'absence d'un système de transports satisfaisant est un des grands obstacles au développement, et c'est pourquoi on poursuit les études relatives à l'extension des lignes de chemin de fer reliant le Niger au Bénin et au Nigéria. Le secteur des services est déjà largement entre les mains du Gouvernement du fait de l'existence de bureaux de commercialisation en ce qui concerne les cultures alimentaires et industrielles, et de monopoles en ce qui concerne les biens de consommation importés. Des mesures sont actuellement prises pour mettre au point et améliorer les réseaux commerciaux à l'intérieur du pays. Dans le domaine industriel, on encouragera le développement des produits de relève des importations ainsi que le traitement dans le pays des matières premières locales. Grâce aux revenus que le Niger tire et continuera de tirer de ses exploitations minières, il pourra contribuer dans une proportion de plus en plus grande à son propre développement, mais les appuis extérieurs demeureront importants. Le montant total des dépenses prévues pour les trois années est estimé à 136 milliards de francs CFA. On pense que l'aide extérieure publique apportera 70 milliards et que les banques du pays fourniront 54 milliards. L'agriculture, qui constitue la première des priorités du programme, se voit affecter environ 30 p. 100 du total des dépenses d'investissement prévues.

D. PROBLEMES NAISSANTS ET PERSPECTIVES

Même après le retour d'un régime de pluies normal, le Niger a éprouvé de sérieuses difficultés dans le domaine de l'agriculture : en 1975-76, les récoltes ont été dévastées par les parasites et les prédateurs, et la récolte d'arachides a été la plus mauvaise qu'on ait connue depuis au moins 20 ans. Parallèlement, le niveau général de l'activité économique semble plutôt bas, et la montée des prix est accusée. En dépit des excellents résultats de la production d'uranium, il est probable que la croissance économique n'a été que peu sensible en 1976. Toutefois, passé le cap de 1976, les perspectives semblent relativement favorables. On escompte un accroissement des recettes tirées de l'exploitation minière, lesquelles permettront au Niger de disposer de ressources propres de quelque importance pour ses investissements. La priorité donnée par les pouvoirs publics au développement agricole et à la mise en place de l'infrastructure ne manquera pas de porter ses fruits, surtout si les pluies restent normales et si la lutte contre les insectes et les oiseaux nuisibles donne de bons résultats.

En tant que producteur d'une culture exportable importante, à savoir l'arachide, et d'un produit minéral important, l'uranium, le Niger a un intérêt vital à ce que les prix des produits qu'il exporte soient honnêtes et stables. Etant privé de frontière maritime, il a également le souci de créer des liens économiques étroits avec ses voisins, pour que les circuits commerciaux fonctionnent sans entraves et pour que le pays profite des avantages de la coopération. L'incidence des frais de transport sur le commerce extérieur du Niger est très élevée. En ce qui concerne les arachides, on estime que le montant des frais de transport et des frais accessoires s'élève à 48 p. 100 du prix réalisé à l'exportation des arachides en 1974-75. En ce qui concerne le coton, les frais de transport et de manutention étaient de 32,9 francs CFA par kg. pour un prix total à l'exportation de 221 francs et un prix à la production de 47 francs seulement. Le système actuel de transports est de toute évidence une entrave au développement, mais le manque de capitaux limite les possibilités d'extension. A l'heure actuelle, le chemin de fer du Bénin ne va pas au-delà de Parakou, à l'intérieur des frontières du Bénin, et le chemin de fer du Nigéria ne va que jusqu'à Kano.

La majorité de la population du Niger vit le long de la frontière du Nigéria : les populations de part et d'autre ont des liens étroits et les conditions économiques sont très semblables. Des relations commerciales étendues existent entre les deux régions : elles portent essentiellement sur l'échange de bétail en provenance du nord du Niger contre des produits du Nigéria. Le Niger et le Nigéria ont créé une commission mixte chargée de développer et d'organiser la coopération entre les deux pays sur des bases appropriées.

UGANDA

A. EVOLUTION ECONOMIQUE ET SOCIALE DE 1971 A 1976

Introduction

Après avoir augmenté au taux moyen de 1,8 p. 100 par an en 1971 et 1972, le PIB de l'Ouganda est demeuré stagnant pendant deux ans, puis a baissé de 2,2 p. 100 en 1975. Il n'y a guère d'indice de reprise de l'économie en 1976.

La stagnation de l'économie depuis 1971 est due en grande partie à celle de l'agriculture marchande, qui a été compensée dans une certaine mesure par une production accrue du secteur de subsistance. La valeur ajoutée à prix constants a par ailleurs diminué dans l'industrie manufacturière, le commerce, les mines et la construction mais elle a augmenté du côté des services.

Dans le secteur des cultures marchandes, la production de café et de thé était la même en 1975 qu'en 1971 mais celle du coton et du sucre avait baissé radicalement. Les industries de transformation des produits agricoles ont subi les conséquences de la chute de la production de coton et de sucre, tout en l'influençant de leur côté, et dans les autres branches du secteur manufacturier, le manque de matières premières et de pièces de rechange pour les machines, joint à la vétusté du matériel, a entraîné une réduction de la production.

L'économie tout entière a également souffert d'une réduction de la capacité effective du secteur des transports qui a notamment entravé le mouvement des marchandises dans les zones rurales et le flux du commerce extérieur à destination et en provenance des frontières.

Les statistiques du commerce extérieur et de la balance des paiements montrent que le volume des importations, en particulier, a baissé de plus de 50 p. 100 entre 1970 et 1975, tandis que les exportations tombaient de 35 p. 100. La balance des paiements des biens et services, qui faisait en 1970 ressortir un excédent de 184 millions de shillings, accusait un déficit de 338 millions en 1975. Pour 1976, on pensait pouvoir prévoir un léger excédent. Les recettes nettes provenant des transferts de fonds publics sont passées, entre 1970 et 1975, de 11 à 208 millions de shillings mais le chiffre de 1976 aura probablement baissé jusqu'à moins de 100 millions de shillings.

La montée en flèche des prix du café a amené un progrès substantiel de recettes d'exportation en 1976 et, même pour un tonnage très réduit de ce produit (environ 140 000 tonnes au lieu de 188 000), les recettes d'exportation devraient s'élever à 2,3 milliards de shillings contre 1,5 milliard en 1975. S'il avait été possible de transporter un tonnage de café plus près de la normale, les recettes d'exportation de l'Ouganda pour l'ensemble des produits auraient dépassé de beaucoup les prévisions totales estimées pour 1976 à 2,7 milliards de shillings. La valeur des importations en 1976 devrait être plus élevée qu'en 1975.

La balance des paiements a, d'une façon générale, connu, depuis 1973, des difficultés qui ont été compliquées par le faible niveau des réserves en devises et la nécessité de payer d'avance les importations. Depuis 1974, les entrées de capitaux publics ont été appréciables, tandis que les transferts (nets) publics de l'étranger ont été particulièrement élevés en 1975. Cependant, le compte de capital privé (sauf y compris les erreurs et omissions) accuse un déficit important depuis 1972.

La pénurie de biens de consommation privée, accompagnée d'un financement excessif par le déficit budgétaire, a créé un marché noir qui avait atteint des proportions substantielles en 1976. Les prix des articles ainsi offerts étaient de plusieurs fois plus élevés que les prix officiels. L'indice des prix à la consommation, qui ne tient pas compte des prix du marché noir, était respectivement, dans le premier trimestre de 1976, de 323, 401 et 515 pour les différents groupes de revenu, alors qu'il était de 146 pour chacun des groupes en 1970. Les prix avaient donc monté, depuis 1970, de 121 p. 100 (soit en moyenne 14,2 p. 100 par an) pour le groupe à revenu le plus élevé et de 253 p. 100 (soit 19,6 p. 100 par an en moyenne) pour le groupe à revenu le plus bas.

Le crédit intérieur a augmenté rapidement depuis 1978 puisqu'il était au total, à la fin de 1975, de 5 338 millions de shillings, soit 3,6 fois plus qu'à la fin de 1970. C'est surtout dans le secteur public que cette augmentation a été marquée. La masse monétaire a également augmenté, passant de 1 123 à 4 576 millions de shillings entre décembre 1970 et décembre 1975, soit une augmentation annuelle moyenne de 32 p. 100.

I. PIB par branche d'origine

Le tableau 1 donne la ventilation du PIB de l'Ouganda par branche d'origine, en prix constants, entre 1970 et 1975. La proportion entre la part du PIB provenant du secteur monétarisé et celle provenant du secteur non monétarisé a sensiblement varié, ce dernier secteur représentant une proportion estimative de 30 p. 100 du PIB en 1970 et de 35 p. 100 en 1975. Au cours de cette période, le montant total du PIB en prix constants n'a augmenté que de 1 p. 100, et la croissance du secteur non monétarisé témoigne des difficultés qui accablent l'économie monétaire depuis 1971.

Tableau 1 : Ouganda : PIB par branche d'origine de 1970 à 1975 (en millions de shillings ougandais)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
<u>Au coût des facteurs en prix constants (1966)</u>						
Agriculture, sylviculture, pêche	3 771	3 681	3 826	4 015	3 981	3 956
Mines	119	112	100	72	69	59
Industries manufacturières	631	636	640	599	587	506
Electricité	92	100	99	99	97	95
Construction	122	127	110	99	108	92
Commerce	891	940	806	685	699	635
Transports et communications	276	323	332	326	346	322
Autres secteurs	1 377	1 571	1 632	1 599	1 627	1 683
Total	7 279	7 492	7 545	7 495	7 514	7 350

Source : Bureau de statistique de l'Ouganda, Ministère de la planification.

La croissance de 4,9 p. 100 entre 1970 et 1976 qui apparaît pour l'agriculture, la sylviculture et la pêche est due entièrement à l'accroissement de la production du secteur non monétarisé de l'économie; la part des cultures marchandes dans le PIB est en réalité tombée, pendant cette période, de 1 859 à 1 681 millions de shillings, soit de 9,6 p. 100.

Des chutes plus importantes encore ont été enregistrées dans la contribution au PIB du secteur minier (50,4 p. 100), des industries manufacturières (19,8 p. 100), de la construction (24,6 p. 100) et du commerce (28,7 p. 100). Par contre, le secteur des services a marqué un progrès substantiel.

II. Grands secteurs de production

a) Agriculture, sylviculture et pêche. Un petit nombre de cultures marchandes - le café, le coton, le sucre, le thé et le tabac - représentent une grande partie de la production du secteur monétarisé de l'agriculture. Les cultures vivrières et l'élevage fournissent le gros de la production du secteur non monétarisé. On estimait en 1973 que les huit grandes cultures vivrières représentaient probablement une superficie cultivée de 4 millions d'hectares, dont 10,3 million d'hectares en bananes des Antilles.

Tableau 2 : Ouganda : Production des grandes cultures marchandes de 1970 à 1975

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Café (en milliers de tonnes)	221,0	175,7	212,6	183,7	199,0	176,0
Coton (en milliers de balles)	466,8	412,7	410,7	429,1	270,2	171,4
Thé (en milliers de tonnes)	18,2	18,0	23,5	22,0	22,0	18,4
Sucre (en milliers de tonnes)	144,0	141,3	121,4	68,6	40,6	23,7
Tabac (en milliers de tonnes)	...	4,4	5,1	3,9	4,6	4,6

Sources: Bureau de statistique de l'Ouganda, Ministère de la planification.
Ministère de l'agriculture de l'Ouganda.

Ce tableau rend bien compte des baisses particulièrement sensibles de la production de sucre et de coton. La production de sucre, qui avait atteint 144 000 tonnes en 1970, était retombée à 23 700 tonnes en 1975. La canne à sucre est toujours cultivée dans les plantations mais, en raison de l'insuffisance de la capacité effective de transformation dans les deux dernières années, une proportion croissante de la récolte est utilisée pour faire une sorte de mélasse. En 1976, une nouvelle sucrerie a finalement été achevée à Bunyoro et sa capacité est de 1 500 tonnes de canne par jour. La production sera donc plus importante en 1976 qu'en 1975 mais la véritable reprise de l'industrie dépend des mesures qui sont en cours pour remettre en état deux grandes sucreries existantes.

Le coton est généralement cultivé dans de petites exploitations et la manutention est assurée par des coopératives de producteurs qui dirigent les filatures. La chute de la production depuis 1973 résulte de diverses difficultés, telles que pannes dans les filatures, mauvaises conditions de distribution et de transport et faible niveau des prix à la production. Les cultures vivrières s'avérant plus profitables en valeur réelle, beaucoup de producteurs ont soit cessé de planter du coton soit réduit sensiblement leurs plantations. La production diminuera probablement encore en 1976 et la hausse jusqu'à 3 shillings le kilo du prix à la production a sans doute été annoncée trop tard pour amener une reprise pour la campagne 1976/77. Des mesures sont en cours pour remettre les filatures en état et améliorer la distribution.

La production du café a peut-être souffert de l'insuffisance des services de vulgarisation dans les dernières années et il semble que ce manque d'attention se traduise maintenant par de mauvaises récoltes. Pourtant, le cours élevé du café dans le monde en 1976, qui se maintiendra probablement en 1977, appelle une action décisive pour résoudre les problèmes de transport afin que les stocks de cafés accumulés en Ouganda puissent atteindre les marchés pendant que les prix demeurent hauts. La vente de 200 000 tonnes de café aux prix actuels pendant la campagne 1976/77 pourrait rapporter à l'Ouganda 4 milliards de shillings. Le seul problème réel à résoudre pour réaliser ce profit consiste à transporter au port de Mombasa, pour exportation, le café qui se trouve en magasin et sur les plantations (déjà traité). D'après le nombre de wagons de chemin de fer disponibles, d'autres moyens de transport, tels que les transports routiers, seraient nécessaires pour compléter le transport par chemin de fer.

La production de thé a été réduite depuis 1972 par le manque de main-d'œuvre pour la cueillette des feuilles. Le niveau actuel du salaire minimum et les prix du thé rendent ce problème difficile à résoudre.

La production de tabac a peu augmenté depuis 1971 et il semble que la proportion de la production de feuilles séchées au feu soit en train d'augmenter.

L'approvisionnement alimentaire essentiel de l'Ouganda est en grande partie assuré par l'agriculture locale et il ne semble pas que la population, de plus en plus nombreuse, ait vu ses rations individuelles diminuer. La pénurie, dans les zones urbaines, de certains produits comme le sucre et l'huile comestible est cependant inquiétante et ne peut être combattue que par la réorganisation de certains secteurs de l'industrie.

b) Mines. La principale exploitation de l'Ouganda est une mine de cuivre et sa production est tombée de 17 063 tonnes en 1970 à environ 8 200 tonnes en 1975. Parmi les problèmes affectant cette industrie figurent les difficultés de traitement du minerai.

c) Industries manufacturières. Le traitement des produits agricoles et la fabrication de biens de consommation tiennent une large place dans le secteur manufacturier encore relativement restreint de l'Ouganda. Les problèmes entravant le développement de ce secteur sont le manque de techniciens et de capacité, l'insuffisance d'approvisionnement en produits importés et les pannes constantes de matériel. Les chiffres de production figurant au tableau 3 donnent une idée du fonctionnement de ce secteur depuis 1970.

Tableau 3 : Ouganda : Production de certains articles manufacturés de 1970 à 1975

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Bière (en millions de litres)	27,8	35,0	37,9	45,6	43,5	38,8
Cigarettes (en millions)	1 536	1 583	1 652	1 862	2 009	1 754
Tissus de coton et de rayonne (en millions de m2)	49,6	46,2	48,3	38,1	35,6	35,5
Couvertures (en milliers)	1 164	1 396	1 204	863	315	309
Peinture (en milliers de litres)	1 660	1 777	1 622	1 443	1 895	852
Allumettes (en millions)	493	550	429	393	251	251
Superphosphates (en milliers de tonnes)	24,8	23,9	22,6	18,6	14,1	4,0
Ciment (en milliers de tonnes)	191	205	166	143	153	98
Savon (en milliers de tonnes)	12,9	13,6	14,0	6,3	5,1	3,6

Sosource : Bureau de statistique de l'Ouganda, Ministère de la planification.

En comparant les tableaux 2 et 3, on constate des variations considérables de la performance pour chacun des produits.

d) Electricité. Les chiffres indiquent une chute de la production depuis 1971, qui est due en partie à une certaine réduction des exportations à destination du Kenya. En 1970, la production d'électricité était de 736 millions de kWh; elle est passée à 817 millions en 1971 mais est progressivement retombée jusqu'à 727 millions en 1975. La baisse de l'utilisation industrielle est sans doute la principale raison de cette chute de la production dans les dernières années.

e) Construction. Ce secteur est peu important et les chiffres de production sont fortement influencés par un petit nombre de grands projets. La production de ciment, qui n'était que de 98 000 tonnes en 1975 contre 191 000 tonnes en 1970, témoigne d'un déclin sensible des activités de construction.

III. Dépense intérieure brute

On ne dispose pas de statistiques récentes mais, en 1971, la proportion du PIB consacrée à la formation de capital était de 15,7 p. 100. Il semblerait, d'après les chiffres de la construction et des importations de machines et de matériel de transport, que cette proportion ait diminué depuis lors.

Les dépenses courantes de l'Etat ont marqué une augmentation substantielle depuis 1970, puisque les chiffres de 1975 sont deux fois plus élevés en prix courants. Cependant, en raison du niveau de l'inflation, il est probable qu'à prix constants cette augmentation n'a été que modérée.

Bien que les dépenses de consommation privée aient été radicalement influencées par la pénurie de nombre d'articles dans les dernières années, l'évolution de la répartition des dépenses et les activités de marché noir semblent indiquer qu'une forte proportion du PIB est consacrée à la consommation privée. L'épargne dans l'ensemble de l'économie a probablement diminué par rapport à son niveau de 1971 qui se situait juste au-dessous de 10 p. 100 du PIB.

IV. Commerce extérieur et balance des paiements

C'est là probablement, à l'heure actuelle, le secteur crucial de l'économie. L'insuffisance des recettes en devises qui a résulté de la chute du volume des exportations, due au moins en partie à la surévaluation du taux de change par rapport au taux du marché noir, a restreint la possibilité pour l'Ouganda d'importer les matières premières et autres produits essentiels nécessaires à la reprise des industries qui produisent le plus gros des exportations ou les articles essentiels de consommation locale. Une augmentation substantielle des importations permettrait de résoudre les problèmes que posent certains secteurs de l'économie, ainsi que de faire face aux besoins d'importation de biens de consommation, ce qui éliminerait le marché noir. Etant donné la forte sensibilité aux prix de l'offre de l'agriculture, la hausse des prix à la production et à l'exportation fera beaucoup dans ce domaine. Les chiffres du commerce extérieur et de la balance des paiements qui figurent au tableau 4 montrent la part des exportations dans le financement du secteur extérieur.

Tableau 4 : Ouganda : Commerce extérieur et balance des paiements de 1970 à 1975
(en millions de shillings ougandais)

Commerce extérieur	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Exportations et réexportations	2 013	1 857	2 019	2 205	2 331	1 977
Importations	1 229	1 783	1 158	1 139	1 555	1 469
Excédent	<u>784</u>	<u>74</u>	<u>860</u>	<u>1 067</u>	<u>777</u>	<u>508</u>
<u>Balance des paiements (chiffres nets)</u>						
Biens et services	+ 184	- 578	+ 158	+ 313	- 170	- 337
Transferts de fonds privés	- 50	- 53	- 64	- 27	- 35	- 25
Transferts de fonds publics	+ 11	+ 19	+ 23	+ 18	+ 32	+ 208
Entrées de capitaux publics (n.i.a.)	+ 495	+ 185	+ 148	- 58	+ 72	+ 210
Autres postes ^{a/}	- 640	+ 427	- 265	- 246	+ 101	- 56

Sources : Bureau de statistique de l'Ouganda.
Banque de l'Ouganda.

a/ Elément de contrepartie.

Les avoirs nets à l'étranger de l'Ouganda avaient monté en 1970 mais sont tombés en flèche en 1971. Depuis lors, et au moins jusqu'en avril 1976, ils ont varié autour d'un montant relativement peu élevé de 130 à 200 millions de shillings.

Les chiffres du commerce extérieur ne rendent pas compte de toutes les importations mais ceux de la balance des paiements ont été corrigés en conséquence. Les chiffres d'importation utilisés pour la balance des paiements sont de 1 464 millions de shillings pour 1970, 2 034 millions pour 1971, 1 411 millions pour 1972, 1 416 millions pour 1973, 2 095 millions pour 1974 et 1 949 millions pour 1975.

Le solde du compte biens et services était excédentaire en 1970, 1972 et 1973 mais déficitaire pour les autres années figurant au tableau. Le déficit de 337 millions de shillings de 1975 a été financé par les paiements de transfert des administrations publiques et par les entrées de capitaux publics.

Pour 1976, les recettes d'exportation sensiblement plus élevées, puisqu'elles sont estimées à 2,7 milliards de shillings, et la modération de l'accroissement des importations devraient se traduire par un excédent du compte biens et services.

Le café représentait 50 p. 100 de l'ensemble des recettes d'exportations en 1970 et 75 p. 100 en 1975. Cette proportion devrait encore augmenter en 1976.

Les échanges commerciaux dans le cadre de l'Afrique de l'Est ont subi une évolution fondamentale au cours des dernières années et le Kenya fournit maintenant, directement ou indirectement, une proportion élevée des importations totales de l'Ouganda, tandis que les exportations de l'Ouganda vers les deux autres Etats de la Communauté sont tombées à des niveaux très bas. La plupart des importations en provenance du Kenya sont des produits dérivés du pétrole.

V. Aide au développement et dette extérieure

Le montant total des engagements des bailleurs d'aide s'est élevé, de juin 1972 à juin 1976, à 1 125 millions de shillings, soit en moyenne 281 millions de shillings par an. Les fonds reçus, composés principalement de prêts à des conditions de faveur, sont passés de 159 millions de shillings en 1970 à 199 millions en 1971 et à 278 millions en 1972. Ce chiffre est tombé à 124 millions de shillings en 1973 puis est remonté à 162 millions en 1974 et 295 millions en 1975. Dans ces six années, l'Ouganda a donc reçu, en aide et en prêts de faveur, une somme de 1 217 millions de shillings.

En juin 1973, la dette publique extérieure s'élevait à 1 538 millions de shillings et la dette intérieure à 2 163 millions. Le budget de l'Etat ayant été déficitaire pour les exercices 1972/74, 1974/75 et 1975/76, l'endettement a nettement augmenté depuis juin 1973. Le crédit intérieur net consenti à l'Etat par les banques était passé à plus de 3 milliards de shillings en décembre 1974 et a encore considérablement augmenté en 1975.

VI. Recettes et dépenses publiques

On a déjà vu que le montant des emprunts de l'Etat avait sensiblement augmenté depuis 1970/71. Des données publiées à ce jour, on peut déduire l'évolution ci-après des recettes et dépenses jusqu'en 1976/77.

Tableau 5 : Ouganda : Recettes et dépenses publiques de 1970/71 à 1976/77
(en millions de shillings ougandais)

	1970/71	1971/72	1972/73	1973/74	1974/75	1975/76 ^{a/}	1976/77 ^{a/}
Recettes courantes	1 389	1 593	1 220	1 260	2 000	2 070	3 111
Dépenses courantes	1 337	1 614	1 715	2 060	2 357	3 121	2 661
Recettes du compte d'équipement ^{b/}	26	42	23	280	491	276	757
Dépenses d'équipement	701	899	557	635	1 073	1 065	1 395
Recettes totales	1 415	1 634	1 243	1 540	2 491	2 346	3 868
Dépenses totales	2 038	2 513	2 272	2 695	3 430	4 186	4 056
Solde à financer ^{c/}	623	879	1 029	1 155	939	1 840	188

Source : Bureau de statistique de l'Ouganda. Etats financiers et prévisions de recettes pour 1976/77 et années précédentes.

^{a/} Prévisions ou prévisions révisées.

^{b/} Non compris les emprunts à court terme.

^{c/} Chiffres correspondant probablement aux emprunts à court terme.

D'après les chiffres qui précèdent, le déficit accumulé de 1970/71 à 1975/76 se monte à 6 465 millions de shillings. Ce chiffre se compare avec celui du solde débiteur général réel qui, d'après les états financiers, était de 5 404 millions de shillings au 30 juin 1976.

Dans le but de réduire le déficit de l'exercice 1976/77, on a augmenté de façon substantielle les impôts sur les ventes, ce qui devrait, avec l'augmentation des recettes d'exportation résultant de la hausse des prix du café, faire monter les recettes publiques de 1 041 millions de shillings. Les dépenses courantes devant par ailleurs être réduites, le compte courant pourrait s'en trouver excédentaire pour la première fois depuis 1970/71.

Les dépenses courantes sont passées de 1 337 millions de shillings en 1970/71 à des prévisions de 2 661 millions pour 1976/77. Le budget d'équipement a monté dans les mêmes proportions, c'est-à-dire de 701 à 1 395 millions de shillings.

VII. Monnaie et crédit

Depuis 1970, et surtout depuis 1972, on a enregistré en Ouganda une augmentation rapide du crédit intérieur, particulièrement au bénéfice du secteur public, ainsi que de la masse monétaire. C'est là l'une des raisons et peut-être la plus importante, du haut degré d'inflation qu'a connu le pays. La masse monétaire a rapidement augmenté au moment où l'offre d'articles manufacturés importés et produits localement diminuait sensiblement. Trop d'argent à la recherche de biens trop rares a eu pour effet de faire monter les prix et la situation s'est trouvée mûre pour l'épanouissement du marché noir.

La monnaie ougandaise a toujours la même valeur nominale que la monnaie kényenne mais le fait de notoriété publique que les marchandises sont beaucoup moins chères et beaucoup plus accessibles à l'étranger fait bénéficier les importateurs d'une prime qui, en fait, dévalue très sensiblement la monnaie ougandaise dans les transactions officielles.

L'augmentation de tous les impôts sur les ventes inscrite au budget de 1976/77 visait, ainsi que d'autres mesures, à éponger une partie de l'excédent de liquidités de l'économie mais ces mesures n'ont sans doute pas atteint le résultat escompté puisque le commerce aux prix du marché noir semble avoir augmenté. Pour réduire l'excédent de liquidités, il faudrait que l'offre de marchandises augmente en même temps que diminue la masse monétaire.

L'évolution de la masse monétaire et de ses contreparties est indiquée au tableau 6.

Tableau 6 : Ouganda : Etude de la situation monétaire de 1970 à 1975
(en millions de shillings ougandais)

	Fin 1970	Fin 1971	Fin 1972	Fin 1973	Fin 1974	Fin 1975
Avoirs nets à l'étranger	463	137	136	202	131	233
Crédit intérieur	1 484	1 868	2 440	3 494	4 550	5 338
Créances nettes sur l'Etat	575	934	1 441	2 287	3 006	...
Créances sur les organismes de droit public	60	60	40	60	60	...
Créances sur le secteur privé	849	874	939	1 147	1 484	...
Monnaie	1 123	1 160	1 552	2 130	3 769	4 579
Quasi-monnaie	563	536	605	797)	912)	992
Autres postes (nets)	263	309	420	769)		

Sources: FMI, International Financial Statistics, août 1976.

Discours de présentation du budget du Ministre des affaires intérieures et des finances, en date du 17 juin 1976.

Banque de l'Ouganda.

L'accroissement du crédit intérieur en 1975 a été de 17,3 p. 100 et celui de la masse monétaire de 21,4 p. 100. Entre la fin de 1970 et la fin de 1975, le crédit intérieur a augmenté de 259 p. 100, soit en moyenne de 29 p. 100 par an, et la masse monétaire de 308 p. 100, soit de 32 p. 100 par an. Le plus gros de l'augmentation du crédit depuis 1970 a été absorbé par l'Etat.

En avril 1976, l'Ouganda a tiré 20 millions de DTS sur le FMI, ce qui a eu pour effet de doubler le montant net de ses avoirs à l'étranger. Ces fonds doivent être utilisés pour le programme d'action destiné au redressement de l'économie qui est examiné plus loin.

VIII. Salaires et prix

Le niveau de vie de tous les salariés de l'Ouganda a probablement baissé au cours des dernières années. On s'est efforcé, comme par exemple à l'occasion de l'augmentation de salaires annoncée en janvier 1976, d'assurer une compensation plus adéquate de la hausse des prix aux salariés les moins rémunérés qu'aux groupes à revenu plus élevé. C'est ainsi que le salaire minimum a été élevé à ce moment de 60 p. 100, c'est-à-dire de 150 à 240 shillings par mois, alors qu'aux niveaux plus élevés de revenu le pourcentage d'augmentation a été sensiblement plus faible.

Les prix à la consommation au cours du premier trimestre de 1976 étaient, par rapport à 1970, de 121 p. 100 plus élevés pour les groupes à haut revenu, de 185 p. 100 plus élevés pour les groupes à revenu moyen et de 253 p. 100 plus élevés pour le groupe du revenu le plus bas. En période de forte inflation, les hausses de prix sont beaucoup plus sensibles pour les groupes à faible revenu.

L'inflation a été particulièrement rapide en 1974 et la hausse des prix a atteint 50 p. 100 pour le groupe à revenu moyen; elle s'est ralentie de façon appréciable en 1975, avec une hausse de 18 p. 100, mais au cours du premier trimestre de 1976 une hausse de 23 p. 100 a été enregistrée par rapport à la moyenne de 1975.

IX. Emploi

Le Nombre des salariés est passé de 321 000 en 1970 à 371 000 en 1975 mais n'a augmenté que de 4 000 au cours de cette dernière année. Cette augmentation de 50 000 depuis 1970 correspond à 15,6 p. 100, soit un peu plus de 3 p. 100 par an, ce qui demeure modeste. En 1975, le nombre des salariés ne représentait qu'environ 6 p. 100 de la population active. La plus grande partie de ceux qui entrent dans la population active doivent donc se trouver un emploi indépendant, principalement dans les zones rurales.

L'expansion de l'emploi depuis 1971 s'explique par celle du secteur public; l'emploi dans le secteur privé a, en fait, baissé de 4 p. 100 par an pendant la période considérée. Le montant total des salaires a augmenté de 4 p. 100 en 1974 et de 7,3 p. 100 en 1975 lorsqu'il se situait aux environs de 1 722 millions de shillings.

X. Autres secteurs sociaux

a) Enseignement. Les effectifs de l'enseignement primaire sont passés de 720 100 en 1970 à 901 700 en 1974, chiffre qui représentait 40 p. 100 des enfants d'âge scolaire. Il reste donc encore beaucoup à faire pour en arriver à l'enseignement primaire universel.

Les effectifs des établissements secondaires sont passés de 49 400 en 1970 à 80 200 en 1974, les progrès ayant été particulièrement marqués au cours de cette dernière année. Le nombre des étudiants inscrits à l'université était de 3 571 en 1974 contre 1 949 en 1970.

La formation de la main-d'oeuvre se caractérise encore par des insuffisances à tous les niveaux; cette situation pourrait s'améliorer grâce à l'augmentation du nombre des diplômés des écoles secondaires et des universités.

b) Santé et nutrition. Les statistiques relatives au personnel médical essentiel et aux installations sanitaires indiquent quelque progrès par rapport à 1970, particulièrement en ce qui concerne le nombre des médecins et des infirmiers et infirmières qui avait atteint un niveau très bas en 1972 après l'exode des Asiatiques. Le pays comptait en 1975 12 154 lits d'hôpital et 472 dispensaires et postes sanitaires dans les zones rurales. En 1976, le nombre des médecins avait atteint 468 et celui des infirmières diplômées 745. Les autres infirmières et sages-femmes étaient au nombre d'environ 8 000.

Les conditions nutritionnelles, dans une économie essentiellement rurale où les cultures vivrières poussent bien et où le cheptel est nombreux, sont généralement satisfaisantes.

B. GRANDS PROBLEMES ECONOMIQUES ET SOCIAUX

Le problème le plus urgent pour l'Ouganda consiste à assurer la reprise de son agriculture commerciale, et en particulier des cultures d'exportation, ainsi que de son secteur manufacturier, fondé essentiellement sur la consommation interne, afin d'accroître les approvisionnements, tant pour l'exportation que pour le marché intérieur. Ce problème domine l'économie depuis 1972/73 et des mesures ont été et sont encore prises pour le résoudre, mais les progrès sont lents.

On a déjà mentionné la situation du café, du sucre et du coton et souligné que, si l'Ouganda peut exporter 200 000 tonnes de café pendant la campagne 1976/77, en ajoutant certains des stocks accumulés au produit de la récolte en cours, les recettes d'exportation atteindraient environ 4 milliards de shillings, ce qui permettrait d'augmenter de façon très substantielle les importations de toutes sortes - matières premières, machines et matériel, bien de consommation - et contribuerait dans une très large mesure à l'élimination de bien des distorsions qui affectent actuellement l'économie. Dans la pratique, il s'agit probablement d'augmenter d'environ 6 000 tonnes par mois la capacité de transport du café au port de Mombasa en ayant recours au transport routier.

La chute rapide de la production de coton et de sucre depuis 1972 a entraîné une perte de recettes d'exportation, ainsi qu'une pénurie de sucre sur le marché intérieur. La réduction des importations et des exportations a amené une détérioration marquée de la base du revenu public et l'écart entre les recettes et les dépenses s'est peu à peu élargi jusqu'en 1975/76. On a déjà parlé de l'apparition du marché noir pour les articles qui manquent en Ouganda.

La situation économique internationale a contribué dans une certaine mesure aux difficultés économiques de l'Ouganda mais au moment de la hausse des prix du pétrole et des autres marchandises d'importation les recettes d'exportation étaient déjà stagnantes. Les importations de mazout et de lubrifiants représentaient 336 millions de shillings en 1975 contre 115 millions en 1973. Il est probable qu'en 1976 leur coût sera d'environ 440 millions de shillings. Le prix élevé du café sur le marché mondial en 1976 (et peut-être aussi en 1977) offre à l'Ouganda un moyen de redresser sa situation en ce qui concerne les termes de l'échange, qui étaient tombés de 100 en 1970 à 56 en 1975.

C. POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT SUR LE PLAN INTERIEUR

L'objectif général est de restaurer et de ranimer l'économie. Le redressement a déjà commencé pour les industries du coton et du sucre et la reprise de la production du coton devrait être soutenue par la hausse du prix au planteur de 1,90 à 3 shillings le kilo.

Dans le secteur industriel, le gouvernement entend consacrer une bonne partie de ses ressources en devises à l'importation de matières premières, de pièces de rechange et de matériel. La décision a déjà été prise de moderniser la sucrerie de Kakira.

L'étranglement dû au manque de transports qui menace l'économie devrait être évité par l'importation d'un plus grand nombre de véhicules commerciaux et par l'affectation de ressources importantes à la réfection du réseau ferroviaire.

Le gouvernement entend poursuivre plus vigoureusement son programme de formation, ainsi que le recrutement de techniciens et de cadres dans les pays amis.

Il est reconnu que la situation inflationniste est résultée de la nécessité pour le gouvernement de contracter d'importants emprunts bancaires. La politique de l'exercice financier 1976/77 a été conçue pour augmenter les recettes afin de contenir le niveau des emprunts publics et de libérer ainsi des ressources pour les secteurs privé et para-étatique.

Dans l'exécution de ses objectifs, le gouvernement entend affecter par priorité les ressources destinées au développement, et notamment les devises et la main-d'oeuvre essentielle, aux entreprises et activités économiques les plus pertinentes.

D. PROBLEMES NAISSANTS ET PERSPECTIVES

En dehors des problèmes déjà examinés, le plus grave de ceux qui se posent à l'économie ougandaise est probablement l'ampleur prise par le marché noir. Comme on l'a déjà dit, le remède consiste à assouplir le contrôle des prix pour encourager la production et favoriser les exportations.

Les perspectives de l'économie, si les prix élevés du café sur le marché mondial peuvent être mis à profit, sont bien meilleures en 1976 qu'elles ne l'ont été depuis un certain temps. Ce qu'il faut, cependant, c'est amener les stocks de café accumulés en Ouganda sur le marché avant que les prix ne commencent à baisser, ce qui se produira dès que l'industrie brésilienne du café se remettra des gelées de juin 1975.

L'achèvement de la nouvelle sucrerie de Kinyala commence à atténuer le problème de l'approvisionnement en sucre du marché intérieur mais le système d'allocation devrait être plus équitable. L'accroissement de la proportion de canne à sucre broyée dans les fabriques de mélasse aide à l'approvisionnement régulier du marché mais certains stocks de sucre qui demeurent sont vendus à des prix exorbitants.

La pénurie de produits dans les magasins peut se mesurer à la longueur des files d'attente qui se forment dès qu'un détaillant a pu se procurer certains articles.

Les recettes d'exportation pourraient s'élever à 2,7 milliards de shillings en 1976 contre 1,97 milliard en 1975. A ce niveau, elles atteindraient leur chiffre record. Les importations devraient aussi augmenter sensiblement mais, dans l'ensemble, on espère un excédent du compte biens et services.

L'augmentation des recettes publiques provenant de la hausse des impôts sur les ventes et de la taxe à l'exportation du café contribuera à réduire le déficit qui caractérise la comptabilité nationale depuis quelques années.

Bien qu'en prix constants le PIB ougandais ne doive probablement accuser qu'une légère augmentation en 1976, le redressement des termes de l'échange apportera un gain en valeur réelle.

Un certain optimisme est permis pour 1977 et, si rien ne vient entraver le mouvement du commerce extérieur, cette année devrait marquer le début de la reprise de l'économie. Une utilisation judicieuse des recettes d'exportation plus élevées que devrait apporter 1977 pourrait faciliter la solution de la plupart des problèmes qui peuvent se poser à l'économie d'ici 1980.

SIERRA LEONE

A. EVOLUTION ECONOMIQUE ET SOCIALE PENDANT LA PERIODE 1971-1976

Introduction

De 1970-71 à 1975-76, le taux d'accroissement moyen du PIB de la Sierra Leone en prix constants a été de 2,4 p. 100 par an. Il y a eu, pendant cette période, deux années relativement bonnes, à savoir l'année 1973-74, avec un taux de croissance de 4,1 p. 100 et l'année 1975-76 avec un taux de 5 p. 100 mais, pendant les trois autres années - 1971-72, 1972-73 et 1974-75 - la croissance a été négative ou inférieure à 2,4 p. 100. Ce comportement décevant a été essentiellement dû à une baisse de la production minière; la production de diamants a diminué de 14 p. 100 entre 1970 et 1975. La production de minerai de fer a diminué de 41 p. 100 et la mine de minerai de fer a été finalement fermée fin 1975. La production de l'agriculture commerciale a également diminué depuis le début de la décennie.

En 1976-77, il semble probable que le PIB en prix constants n'augmentera que très légèrement, de 1 p. 100, car les effets de la fermeture de la mine de fer se feront alors pleinement sentir et le secteur agricole paraît en outre avoir une année particulièrement mauvaise.

Les dépenses budgétaires ordinaires ont sensiblement augmenté depuis 1974-75, ce qui s'explique en grande partie par l'augmentation des coûts, par les insuffisances de la gestion budgétaire et du contrôle des dépenses et par l'augmentation des crédits-fournisseurs. Etant donné que les dépenses de développement augmentent elles aussi rapidement et que les recettes n'ont enregistré qu'une légère hausse, le déficit budgétaire global s'est accru. On envisage dans le budget de 1976-77 un déficit de 52 millions de léones.

En 1974-75 et en 1975-76, le crédit intérieur a connu une expansion rapide, de 46 p. 100 par an en moyenne. Cette expansion du crédit s'est accompagnée d'une diminution sensible des avoirs extérieurs nets du système bancaire.

La balance des paiements qui, en 1974, avait accusé un déficit global largement imputable à une détérioration des termes de l'échange et à l'importation de grandes quantités de riz, a également enregistré un déficit considérable en 1975, les avoirs extérieurs nets ayant diminué de 12,9 millions de leones. Bien que l'on prévoie pour 1976 une nouvelle diminution de la valeur des importations, on s'attend à une réduction des recettes d'exportation, en raison de l'arrêt de la production de minerai de fer et de la baisse de la production de diamants. Des difficultés persistent en ce qui concerne le service de la dette extérieure et les entrées de capitaux devraient donc diminuer par rapport à 1975. Par ailleurs, les coûts en matière de fret, d'assurances et de transport vont probablement augmenter. On prévoit une nouvelle diminution des avoirs extérieurs nets de la Sierra Leone.

I. PIB par branche d'origine

De 1970-71 à 1975-76, l'accroissement annuel moyen du PIB de la Sierra Leone au coût des facteurs en prix courants a été de 13,7 p. 100, mais cet accroissement a été dû en grande partie aux augmentations de prix. Le taux d'accroissement du PIB en

prix courants a subi des variations considérables d'une année à l'autre, puisqu'il a été pratiquement inexistant en 1971-72 et qu'il a atteint 31 p. 100 en 1974-75. En termes réels, l'accroissement du PIB a été plutôt limité et s'est chiffré en moyenne à 2,4 p. 100 par an. Le coefficient implicite de déflation du PIB indique que les prix ont augmenté de 11 p. 100 par an en moyenne pendant la même période.

Les considérations qui précèdent s'expliquent dans une large mesure par les vicissitudes du marché des diamants et par l'absence presque complète d'expansion dans le secteur agricole.

Tableau 1 : Sierra Leone : PIB par branche d'origine, 1970-71 à 1975-76
(en millions de léones)

Aux prix constants	1970-71	1971-72	1972-73	1973-74	1974-75	1975-76
Agriculture, sylviculture, pêche	78,4	78,0	80,1	80,5	85,3	89,6
Industrie (Industries manufacturières)	75,6 (14,8)	76,1 (14,3)	71,3 (14,8)	71,5 (15,8)	72,9 (16,1)	76,5 (16,9)
Services	118,2	115,6	122,7	133,5	133,8	140,5
Total	272,2	269,7	274,1	285,5	292,0	306,6
Total aux prix courants	323,1	324,0	353,0	432,2	533,8	613,9

Source : Données officielles.

II. Grands secteurs de production

a) Agriculture, sylviculture et pêche. La proportion du PIB fournie par ce secteur qui comprend l'agriculture, la sylviculture, la chasse et la pêche, a été de 30 p. 100 environ de 1970-71 à 1973-74 mais elle a sensiblement augmenté pour atteindre à peu près 35 p. 100 en 1974-75 et en 1975-76. Cette augmentation est imputable à une diminution relative de la part du secteur des industries extractives notamment car, d'une manière générale, la production de l'agriculture commerciale a diminué au cours de la présente décennie, même si la production de riz a augmenté.

En fait, la production de riz a atteint 541 000 tonnes en 1975, contre 443 000 en 1970, mais la production de palmistes est tombée de 56 340 tonnes à 47 388 tonnes. La production de cacao et la production de café ont toutes deux augmenté pendant la même période, la première passant de 4 946 à 6 388 tonnes et la seconde de 6 091 à 7 299 tonnes. Le nombre de volailles a pratiquement doublé dans le même temps, pour atteindre 5,2 millions en 1975.

b) Industries extractives. La contribution des industries extractives au PIB, qui était de 17 p. 100 en moyenne de 1970-71 à 1973-74, est tombée à 14 p. 100 en 1974-75 à la suite de la diminution de la production de diamants et de minerai de fer.

Tableau 2 : Sierra Leone : Production minière, 1970-1975

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Exportations de diamants (en milliers de carats)	1 955	1 934	1 848	1 394	1 675	1 680
Minerai de fer (en milliers de tonnes)	2 259	2 509	2 512	2 236	1 982	1 324
Bauxite (en milliers de tonnes)	436	581	681	693	682	716

Source : Données officielles.

La mine de minerai de fer a été fermée en 1975 après une période d'exploitation particulièrement difficile. La production de diamants provient d'une grande mine, qui est à l'origine de la moitié environ de la production totale, et de petits producteurs. Si on l'évalue en fonction des exportations, la production de diamants a fortement diminué en 1973 mais elle a marqué une reprise en 1974 et en 1975, même si les exportations ne représentaient en 1975 que 86 p. 100 du niveau des exportations de 1970.

Dans l'ensemble, la production de bauxite a augmenté régulièrement depuis le début de la décennie.

c) Industries manufacturières. Ce secteur a des dimensions encore relativement restreintes en Sierra Leone et sa contribution au PIB est de 6 p. 100 environ. La gamme des produits existants est limitée; la production de biens de consommation tels que les cigarettes, la bière et la confiserie est en hausse, la situation étant moins satisfaisante pour les produits intermédiaires. La production d'essence pour automobiles, de kérosène, de gazoline et d'huile diesel a atteint 59 millions de gallons impériaux en 1970 mais n'a été que de 48 millions en 1975. On note également une baisse de la production d'oxygène, d'acétylène, de gaz carbonique, de clous et d'allumettes.

d) Electricité. Etant donné qu'en Sierra Leone l'électricité est produite à partir du pétrole, le secteur énergétique a subi le contre-coup de l'augmentation du prix du pétrole en 1973. L'une des grandes centrales du pays a interrompu sa production en 1975, ce qui a provoqué depuis des opérations de délestage. L'Association internationale pour le développement et la Banque arabe pour le développement économique en Afrique sont convenues en principe de fournir au Gouvernement de la Sierra Leone un prêt de 13,5 millions de leones pour moderniser les centrales électriques existantes et financer des études préliminaires en vue de l'exécution d'un projet hydro-électrique.

e) Construction. La contribution de ce secteur au PIB se situe en moyenne entre 12 et 13 p. 100. Ce secteur a connu une expansion rapide depuis 1973, grâce aux répercussions du programme national de construction routière et à l'accroissement de la demande de logements.

III. Dépense imputée au PIB

La formation de capital par rapport au PIB, qui était de 14,5 p. 100 en 1970-71 a diminué en 1971-72 et en 1972-73. En 1973-74, elle était de 15,4 p. 100 mais cette proportion a été légèrement inférieure en 1974-75 et en 1975-76. La composition des investissements s'est sensiblement modifiée. Les investissements publics, qui représentaient 24 p. 100 des investissements bruts en capital fixe en 1970-71, ont atteint 31 p. 100 en 1972-73 et 36 p. 100 en 1974-75. Les investissements du secteur public devraient encore augmenter en 1975-76 et en 1976-77 en raison des dépenses supplémentaires prévues pour ces deux exercices.

Les dépenses de consommation ont atteint un niveau élevé, se situant à 88,6 p. 100 en moyenne du PIB pendant la période considérée. Les dépenses finales de consommation de l'Etat, qui équivalaient à 8,8 p. 100 du PIB en 1970-71, ont atteint la proportion de 10,6 p. 100 en 1973-74 et de 9,7 p. 100 en 1975-76. Les dépenses de consommation privée, qui représentaient 77,9 p. 100 du PIB en 1970-71, sont passées à 84,9 p. 100 en 1975-76.

La différence entre les exportations et les importations de biens et services de la Sierra Leone est allée en s'accroissant depuis 1973-74 de telle sorte qu'en 1974-75 et en 1975-76, le montant total des dépenses dépassait le PIB de 10 p. 100.

Tableau 3 : Sierra Leone : Dépense imputée au PIB aux prix courants du marché, 1970-71 à 1975-76 (en millions de leones)

	1970-71	1971-72	1972-73	1973-74	1974-75	1975-76
Consommation privée	276,7	288,6	298,4	369,9	497,0	571,6
Consommation publique	31,2	32,8	41,7	49,7	56,9	65,4
Formation brute de capital						
fixe	47,1	42,7	43,7	55,9	77,4	89,0
Variation des stocks	4,4	-2,1	1,8	18,8	11,5	13,2
Exportations de biens et services	109,0	103,5	115,7	133,7	154,2	177,3
Moins importations de biens et services	-112,9	-108,2	-109,9	-145,0	-211,7	-243,4
Ecart statistique	-9,4	-7,3	-	-	-	-
Total	354,9	359,9	391,4	482,6	585,3	673,1

Source : Données officielles.

IV. Commerce extérieur et balance des paiements

Tableau 4 : Sierra Leone : Commerce extérieur et balance des paiements, 1970-1975
(en millions de leones)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
<u>Commerce extérieur</u>						
Exportations	84,6	83,4	91,6	106,0	123,1	116,6
Importations	97,0	94,3	95,4	127,2	187,7	167,9
Solde	-12,4	-10,9	-3,8	-21,2	-64,6	-51,3
<u>Balance des paiements</u>						
Biens et services (nets)	-17,6	-21,5	-9,7	-29,0	-70,6	-66,8
Transferts privés (nets)	1,5	2,0	0,4	0,8	1,6	2,2
Transferts publics (nets)	2,7	3,0	2,2	4,5	17,2	7,3
Capital (net)	13,6	10,8	16,7	19,7	40,1	39,7
Réserves extérieures a/	-2,1	1,4	-10,1	-7,3	6,7	22,8
Postes divers	1,9	4,3	0,5	11,3	5,0	-5,2

Source : Données officielles.

a/ Ces statistiques se fondent sur les variations des avoirs extérieurs nets; le signe moins indique des sorties pour la constitution de réserves extérieures.

Chaque année depuis le début de la présente décennie, le compte du commerce extérieur de la Sierra Leone a été déficitaire, mais ce déficit a augmenté dans des proportions particulièrement considérables en 1974 puisqu'il est alors passé de 21,2 millions à 64,6 millions de leones. Il a été un peu moins élevé en 1975, année où il s'est chiffré à 51,3 millions de leones.

Le déficit global du compte des biens et services de la balance des paiements a été financé par des apports de capitaux et des recettes de transfert jusqu'en 1973 mais en 1974 et surtout en 1975 les avoirs extérieurs nets ont été réduits de manière à financer une partie du déficit global. Fin 1975, les avoirs extérieurs nets n'étaient plus que de 13,75 millions de leones, chiffre inférieur à la valeur des importations pendant un mois. En juin 1976, il n'y avait guère eu d'amélioration; pendant le premier trimestre de 1976, la valeur des exportations a été de 20,3 millions de leones et celle des importations de 34,9 millions de leones, ce qui donne à penser que le déficit pour l'année ne se sera sans doute pas amélioré par rapport à l'année précédente.

La Sierra Leone a beaucoup souffert de la détérioration marquée des termes de l'échange qui s'est produite en 1974 et il n'y a jusqu'à présent guère de raisons d'espérer une amélioration de la situation par rapport à 1974.

V. Aide au développement et dette extérieure

Le montant total de la dette extérieure, qui était de 47 millions de leones à la fin de juin 1971, n'a pas cessé d'augmenter et, à la fin de juin 1976, il atteignait 225 millions de leones. Toutefois, la proportion des emprunts "souples" a augmenté entre 1970-71 et 1975-76, bien qu'il ressorte des données disponibles qu'à la fin de juin 1976, la plus grande partie de la dette n'avait pas été contractée dans des conditions "souples". C'est ainsi que, compte tenu de lourds engagements pour 1973-74 et 1974-75, le montant des remboursements à effectuer est passé de 8,2 millions de leones en 1973-74 à 10,5 millions en 1974-75 et à 19,6 millions en 1975-76. Etant donné l'accroissement de la dette extérieure, les obligations relatives au service de la dette ont, elles aussi, sensiblement augmenté, passant de 6 millions de leones en 1970 à un chiffre estimatif de 35 millions de leones (y compris les arriérés accumulés) en 1976. En conséquence, les remboursements de dette qui ne représentaient en 1970 que 8 p. 100 des recettes d'exportation vont sans doute représenter en 1976 (y compris les arriérés accumulés) plus de 20 p. 100 de ces recettes.

VI. Recettes et dépenses de l'Etat

Pendant la période qui va de l'exercice 1970-71 à l'exercice 1975-76, les recettes ordinaires ont augmenté à un taux annuel de 6,2 p. 100 et sont passées de 55,8 millions de leones en 1970-71 à 91,4 millions de leones en 1975-76. Les recettes fiscales, qui représentaient 12 p. 100 du PIB en 1970-71, en représentaient 16 p. 100 en 1972-73 et 13 p. 100 en 1975-76. Les impôts indirects, qui ont fourni en moyenne 75 p. 100 des recettes fiscales pendant cette période de six ans, jouent un grand rôle.

Tableau 5 : Sierra Leone : Recettes et dépenses de l'Etat, 1970-1976
(en millions de leones)

	1970/71	1971/72	1974/75	1975/76 ^{a/}	1976/77 ^{a/}
Recettes ordinaires	55,8	53,7	97,8	91,4	104,5
Dépenses ordinaires	43,2	46,7	81,2	80,1	100,5
Excédent	12,6	7,0	16,6	11,3	4,0
Recettes du compte d'équipement	7,7	8,4	19,0	43,3	50,0
Dépenses d'équipement	13,0	17,3	33,4	63,6	50,0
Solde général	+7,3	-1,9	+2,2	-9,0	-4,0

Source : Données officielles.

a/ Prévisions ou prévisions révisées.

L'accroissement du montant de la dette publique intérieure et extérieure pendant les années antérieures à 1975 indique en partie l'origine des recettes du compte d'équipement pour certaines des années visées dans le tableau ci-dessus.

<u>en millions de leones</u>	<u>1971</u>	<u>1972</u>	<u>1974</u>	<u>1975</u>
Accroissement de la dette extérieure	7,0	9,6	16,1	38,8
Accroissement de la dette intérieure	4,4	5,7	22,2	18,2

Après une période de stagnation relative, les dépenses d'équipement ont augmenté rapidement en 1974-75 ainsi qu'en 1975-76, exercice au cours duquel elles ont représenté près de 45 p. 100 des dépenses totales, contre 23 p. 100 seulement en 1970-71. Toutefois, l'accroissement du taux des dépenses d'équipement a entraîné l'accroissement des emprunts et, à la fin de 1975, la dette publique s'élevait à 231 millions de leones, dont 149 millions au titre de la dette extérieure.

VII. Monnaie et crédit

Tableau 6 : Sierra Leone : Etude de la situation monétaire, 1970-1976
(en millions de leones)

	Fin 1970	Fin 1971	Fin 1972	Fin 1973	Fin 1974	Fin 1975	Juin 1976
Avoirs extérieurs nets	27,16	25,78	35,91	43,25	36,53	13,75	15,79
Crédit intérieur							
Créances nettes sur l'Etat	2,47	8,00	9,36	15,09	23,01	56,67	76,67
Créances sur les organismes de droit public	0,05	0,26	0,09	0,41	3,06	0,65	1,28
Créances sur le secteur privé	19,29	19,60	21,65	28,20	39,74	41,14	38,99
Monnaie	28,91	32,49	38,91	48,28	54,86	60,28	64,00
Quasi-monnaie	14,34	15,55	17,60	22,99	29,69	31,32	35,49
Postes divers (nets)	5,72	5,57	10,51	15,68	17,78	20,61	33,24

Source : FMI, International Financial Statistics, octobre 1976.

Le Tableau 6 fait nettement ressortir un phénomène commun à un grand nombre de pays d'Afrique depuis 1974, à savoir la combinaison d'une diminution des avoirs extérieurs nets et d'une hausse marquée des créances nettes sur l'Etat. A la fin de 1975, ces dernières atteignaient le chiffre de 56,7 millions de leones, contre 23 millions de leones en décembre 1974; parallèlement, les avoirs extérieurs nets tombaient de 36,5 à 13,8 millions de leones.

De 1970 à 1975, les disponibilités monétaires sont passées de 28,9 à 60,3 millions de leones, soit une augmentation de 109 p. 100, correspondant à un taux annuel moyen de 15,9 p. 100; la quasi-monnaie s'est accrue dans des proportions analogues, passant de 14,3 à 31,3 millions de leones. Ces augmentations de la masse monétaire totale se sont accompagnées d'un accroissement de 106 p. 100 des crédits consentis au secteur privé.

L'accroissement des crédits consentis à l'Etat en 1975 a été utilisé dans une large mesure pour financer les importations de l'Etat ainsi que les acomptes versés au titre des crédits-fournisseurs. Les crédits à l'Etat ont enregistré une nouvelle

augmentation pendant le premier semestre de 1976, pour atteindre 76,7 millions de leones à la fin de juin 1976. Cette expansion du crédit a été rendue possible par un nouvel amendement apporté en 1976 à la loi sur la Banque de Sierra Leone (Bank of Sierra Leone Act); cet amendement a fait passer de 20 à 40 p. 100 des engagements à vue la valeur des obligations d'Etat que pouvait détenir la Banque et il a relevé le plafond des bons du Trésor non remboursés de 30 à 40 p. 100 des recettes de l'Etat. Il convient de noter que 85 p. 100 environ des crédits consentis à l'Etat ont été fournis par la Banque de Sierra Leone.

VIII. Salaires et prix

En septembre 1971, le Gouvernement a promulgué la loi sur la réglementation des salaires et les relations du travail (Regulation of Wages and Industrial Relations Act). Cette loi porte création d'un Office national mixte de négociation, chargé de déterminer les conditions d'emploi de tous les travailleurs d'un rang inférieur à celui d'agent de maîtrise. Un certain nombre d'accords ont été conclus en application de cette loi et, à la fin de 1971, le salaire minimum se situait entre 0,90 et un leone par jour. Par ailleurs, le salaire moyen payé dans l'agriculture était d'environ 0,63 leone par jour.

A la suite de la forte hausse du coût de la vie, le Gouvernement a approuvé, en mars 1975, des augmentations des salaires de la fonction publique allant de 15 à 33,3 p. 100 des salaires alors en vigueur, les catégories les moins bien rémunérées bénéficiant des pourcentages d'augmentation les plus élevés. Par la suite, il y a eu une augmentation générale des salaires du secteur privé dans tout le pays, le taux d'augmentation se situant entre 8 p. 100 pour les ouvriers du bâtiment et des travaux publics et 30 p. 100 pour les employés de banque.

Pendant la période 1970-1975, le revenu annuel moyen par personne s'est situé aux environs de 190 leones. Toutefois, le revenu par personne dans les régions rurales, où vivent les trois quarts environ de la population, était inférieur à 60 leones. La répartition des revenus individuels est extrêmement inégale; en effet, les 40 p. 100 les plus pauvres de la population reçoivent 10 p. 100 environ du revenu total, tandis que les 5 p. 100 les plus riches en reçoivent à peu près 30 p. 100.

Depuis 1973 jusqu'au deuxième trimestre de 1975, l'indice des prix à la consommation à Freetown a augmenté en moyenne de 15 p. 100 par an. La plus grande partie de cette augmentation est due à l'augmentation des prix des produits alimentaires et des boissons, qui a été de 62 p. 100 et à celle des dépenses de logement, qui a été de 36 p. 100.

IX. Emploi

La population active, qui comptait au total 1 092 000 personnes à la fin de 1970, avait atteint le chiffre de 1 187 000 à la fin de 1975 et devait être de 1 203 000 personnes fin décembre 1976. La majorité des nouveaux effectifs de la population active est employée dans le secteur agricole ou dans le commerce.

On estime que le nombre de personnes qui ne peuvent pas trouver de travail a augmenté à un taux annuel de 4,7 p. 100. On prévoit un accroissement particulièrement important du nombre de chômeurs en 1976, à la suite de la fermeture de la mine de fer

et du fléchissement de l'activité économique. Pendant la période 1970-1975, le nombre d'emplois rémunérés permanents a augmenté à un taux annuel moyen de 2,4 p. 100, passant de 51 000 en décembre 1970 à 66 000 à la fin de 1975.

X. Autres secteurs sociaux

a) Enseignement. Pour que le système d'enseignement devienne mieux adapté aux besoins du pays, l'Université de Sierra Leone a entrepris en 1974, en collaboration étroite avec le Ministère de l'éducation, une étude dont les principales recommandations sont les suivantes : i) il faut élargir l'enseignement primaire et le réorienter vers l'environnement rural; ii) il faut adapter l'enseignement secondaire et post-secondaire aux besoins nationaux en matière d'emploi; iii) il faut améliorer le rapport coût-efficacité de l'enseignement à tous les niveaux.

La politique suivie dans le domaine de l'enseignement a maintenant pour objectif de mettre ces recommandations à exécution.

Toutefois, bien que les effectifs scolaires aient augmenté pendant la période allant de 1970-71 à 1975-76, un tiers seulement des enfants d'âge scolaire sont scolarisés et le pourcentage d'adultes analphabètes est élevé.

b) Santé et nutrition. Fin 1976, il existait dans le pays 24 hôpitaux ayant au total 4 000 lits. On comptait 250 médecins en 1976, contre 149 en 1970. Même en tenant compte de cette amélioration, le rapport entre le nombre de médecins et le nombre d'habitants n'est que de 1/15 000; il varie sensiblement puisqu'il est de 1/2 000 dans la région ouest du pays, qui est essentiellement urbaine et de 1/37 000 dans la province du Nord, qui est en grande partie rurale.

Le taux de mortalité est élevé et l'espérance de vie à la naissance est estimée à 42 ans seulement pour les hommes et à 45 ans pour les femmes. Près de 20 p. 100 du nombre total des décès chez les femmes âgées de 15 à 44 ans sont dus à des complications survenant au cours de la grossesse ou de l'accouchement. Les maladies les plus fréquentes sont le paludisme, la variole, la rougeole, la lèpre et la tuberculose. La cécité des rivières, qui s'est révélée être plus répandue qu'on ne le pensait, est courante dans la province du Nord.

c) Logement. La plus grande partie des bâtiments à usage résidentiel ont été construits par le secteur privé, dont les investissements dans ce domaine sont passés de 6,5 millions de leones en 1964-65 à 12,2 millions en 1970-71 et à 24,1 millions en 1975-76. Le logement des classes pauvres pose toutefois un grave problème.

Se rendant compte des insuffisances actuelles, le Gouvernement suit une politique du logement qui s'efforce d'amener l'utilisation de terrains appartenant à l'Etat pour la construction de logements destinés aux groupes à revenus moyens et à faibles revenus, de fournir des crédits à long terme à ceux qui pourraient construire des logements et d'aider à la création d'entreprises de matériaux de construction.

Pour atteindre ces objectifs, le Gouvernement se propose de faire construire 3 000 logements nouveaux qui seront destinés dans une large mesure aux groupes à faibles revenus, c'est-à-dire aux personnes qui gagnent moins de 50 leones par mois.

d) Protection sociale. On a continué à assurer et élargi les services sociaux qui sont considérés comme ayant un caractère curatif mais on donne maintenant la priorité au développement communautaire, notamment aux programmes destinés aux femmes ou intéressant le bien-être des enfants et des jeunes ainsi qu'aux projets techniques et aux projets auto-assistés, que l'on considère comme des activités sociales préventives qui sont nécessaires. L'objectif général consiste à aider tous les membres de la société à résoudre leurs problèmes sociaux.

B. GRANDS PROBLEMES ECONOMIQUES ET SOCIAUX

Depuis 1973-74, la situation financière du pays est devenue de plus en plus difficile en raison du comportement médiocre du secteur des exportations, qui a entraîné une augmentation des emprunts de l'Etat et un alourdissement du fardeau constitué par le service de la dette.

Un autre facteur qui a contribué à cet état de choses est le fait qu'en 1975-76 et en 1976-77 les recettes de l'Etat ont été inférieures aux prévisions. En 1975-76, les recettes effectivement perçues ont été de 95 millions de leones, alors que les prévisions budgétaires les avaient fixées à 107 millions de leones. En se fondant sur les états disponibles, on estime maintenant que les recettes pour 1976-77 seront de 91 millions de leones alors que le budget avait prévu des recettes de 105 millions. Parmi les autres facteurs qui échappent au contrôle du Gouvernement et qui ont contribué à l'augmentation des dépenses publiques, on peut citer l'inflation mondiale, qui persiste, et la dépréciation de la livre sterling. Ces deux éléments ont provoqué une hausse du prix des importations de l'Etat, tandis que la dépréciation de la livre sterling faisait augmenter le montant des remboursements des dettes en devises autres que la livre sterling.

C. POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT SUR LE PLAN INTERIEUR

Diverses mesures de politique ont été prises depuis 1974. Dans le domaine budgétaire, ces mesures ont eu pour objectif de renforcer la discipline et les contrôles budgétaires tout en améliorant le mécanisme d'entrée des recettes.

En 1975-76, tous les ministères et offices gouvernementaux ont reçu l'ordre de diminuer de 5 p. 100 les dépenses relatives aux émoluments et de 12,5 p. 100 les autres dépenses ordinaires.

Les budgets pour les exercices 1975-76 et 1976-77 comprenaient un certain nombre de mesures visant à augmenter les recettes provenant des impôts directs et des impôts indirects. En ce qui concerne les droits à l'importation, les mesures prises comportaient dans certains cas la substitution de droits ad valorem à des droits spécifiques. En outre, divers droits à l'importation ont été majorés à la suite de l'harmonisation des tarifs de la Sierra Leone et du Libéria et les droits frappant l'importation de voitures automobiles de grosse cylindrée, d'alcools et de tabac ont subi de très fortes augmentations. Toujours dans le cadre des mesures fiscales, les taxes sur l'essence, l'huile diesel, les boissons alcoolisées et les cigarettes ont été relevées. En même temps, les contributions augmentaient, ainsi qu'un certain nombre de permis et redevances.

Une commission budgétaire consultative pour les devises étrangères a été instituée en septembre 1974, sous la présidence du Ministre des finances pour tenter de surmonter les difficultés relatives à la balance des paiements et d'arrêter la diminution des devises étrangères du pays. D'autre part, le Gouvernement a promulgué une loi sur le contrôle des changes (Exchange Control Surrender Obligation Act), en application de laquelle tous les exportateurs sont tenus de remettre aux banques toutes leurs recettes en devises étrangères. Le paiement des importations est effectué sous réserve de l'octroi d'un permis d'importation tandis que, pour les autres remises de fonds, l'autorisation du service de contrôle des changes de la Banque de Sierra Leone est nécessaire.

En vue de régler les problèmes de liquidités du Trésor, la loi sur la Banque de Sierra Leone (Bank of Sierra Leone Act) a été amendée de manière à élargir les possibilités de crédit.

Toutefois, pour restreindre l'accroissement rapide de l'expansion du crédit, le Gouvernement est convenu avec le FMI de limiter les emprunts de l'Etat à 74 millions de leones jusqu'à la fin de décembre 1976.

Malgré les mesures de politique qui ont été prises depuis 1974, les problèmes des recettes fiscales et de la balance des paiements restent graves. L'émission de nouveaux crédits-fournisseurs et de nouvelles lettres de crédit s'est poursuivie bien qu'il ait été décidé de renoncer à cette méthode de financement. En conséquence, de nouvelles pressions se sont exercées sur les liquidités de l'Etat et les remboursements de la dette ont augmenté. Le système des permis d'importation n'a pas donné des résultats complètement satisfaisants et l'accroissement des crédits consentis à l'Etat a maintenu le rythme de la diminution des devises étrangères du pays. Le volume des crédits consentis par les banques à l'Etat, que celui-ci avait accepté de limiter à 74 millions de leones jusqu'à la fin de décembre 1976, atteignait en fait 93 millions de leones à la fin de septembre 1976.

D. PROBLEMES NAISSANTS ET PERSPECTIVES

Il semblerait que, pour résoudre les problèmes qui se posent à elle dans les domaines des recettes fiscales et de la balance des paiements, il faudrait surtout que la Sierra Leone maintienne les dépenses du budget de l'Etat dans les limites des recettes disponibles.

D'autre part, le Gouvernement de la Sierra Leone reconnaît maintenant que les perspectives les plus encourageantes qui s'offrent au pays sont liées au développement de l'agriculture. Sur une superficie cultivable possible de 5 800 000 hectares, 400 000 seulement sont exploités à l'heure actuelle. En outre, depuis 1970, la valeur des importations de produits agricoles dépasse la valeur des exportations.

Le programme de développement agricole adopté par le Gouvernement a les objectifs suivants : parvenir à l'auto-alimentation pour les produits essentiels; instaurer un secteur agricole diversifié et intensif, notamment en ce qui concerne l'élevage; augmenter la production de l'agriculture commerciale pour répondre à la fois aux besoins accrus des exportations et aux besoins en approvisionnement des industries basées sur l'agriculture; enfin, exploiter les ressources abondantes du pays dans le domaine de la pêche.

Le programme de développement qui vise à accroître la production agricole a pour principal instrument le développement agricole intégré de chacune des quatre régions du pays, qui est financé par l'Association internationale pour le développement. Les projets en question fournissent tout l'ensemble de services et de facteurs de production nécessaire pour arriver à un développement intensif de certaines cultures sélectionnées. En outre, le Gouvernement encourage l'utilisation des engrais en subventionnant le prix des engrais pour les agriculteurs.

Pour augmenter le volume des prises de poisson, on se propose de mécaniser les navires de pêche en les équipant de moteurs hors-bord. En vue de réduire les importations de bois, les ressources forestières de la Sierra Leone sont exploitées par une société étrangère. L'aménagement d'une plantation d'hévéas se poursuit, et le caoutchouc qui y sera produit devrait être traité sur place.

Le Gouvernement, pour atteindre les objectifs qu'il s'est fixé en matière de développement de l'agriculture, a prévu des investissements d'un montant de 95 millions de leones pour la période allant de 1974-75 à 1978-79.

SOUAZILAND

A. EVOLUTION ECONOMIQUE ET SOCIALE

Introduction

Au cours des cinq premières années de la Deuxième décennie des Nations Unies pour le développement, l'économie du Souaziland a connu une expansion rapide. En effet, le prix à l'exportation du sucre, principal produit d'exportation, a monté en flèche, les industries manufacturières se sont développées à un rythme relativement accéléré, le tourisme a pris un essor rapide et l'accroissement important des dépenses publiques - dépenses renouvelables ou d'équipement - a contribué à l'expansion de l'économie en général et de l'industrie du bâtiment en particulier.

Malheureusement, l'année 1976 n'est pas aussi favorable : les prix élevés du sucre se sont effondrés et, alors que la reprise de l'économie s'amorce dans les pays développés, son incidence en 1976 sur les exportations de pâte de bois du Souaziland et de ses autres articles d'exportation - qui sont essentiellement des produits de base - ne suffira pas à rétablir le niveau atteint en 1974 par les exportations de pâte de bois. Toutefois, le Souaziland a été en mesure de constituer des réserves monétaires pendant la période où les prix à l'exportation étaient élevés et ces réserves serviront à éviter le ralentissement de l'économie qui, autrement, aurait pu être nécessaire en 1976 et 1977.

Le budget pour 1976/77 montre que les dépenses globales de l'Etat continuent d'augmenter très nettement; comme l'a déclaré le ministre des finances, le 25 mars 1976, dans son discours de présentation du budget, les traitements et salaires devaient être augmentés à partir du 1er avril 1975, ce qui représentait en 1976/77, y compris les arriérés de paiements, un coût estimé à 11 millions d'emalangenis. On prévoyait qu'en 1976/77 il y aurait un déficit assez considérable du compte courant contrairement aux années 1974/75 et 1975/76 où d'importants excédents ont été enregistrés.

Les dépenses d'équipement en 1976/77 sont estimées à 33,9 millions d'emalangenis mais il n'est pas certain que ce niveau de dépenses puisse être atteint dans le secteur du bâtiment alors que moins de la moitié de cette somme a été investie en 1975/76.

Avec une population d'environ un demi million d'habitants, non compris les ressortissants résidant dans la République d'Afrique du Sud, le Souaziland a enregistré en 1975/76 un PIB qui était vraisemblablement de plus de 300 emalangenis par habitant et approchait même de 350 EM, alors qu'en 1969/70 le PIB n'était que d'environ 170 EM par habitant. Le taux d'inflation a été relativement élevé depuis 1970. Les prix des dépenses de consommation au cours des six premiers mois de 1976 étant de 60 à 70 p. 100 plus élevés qu'en 1970, mais même compte tenu de ces hausses de prix, il est probable que le PIB par habitant à prix constants a augmenté d'au moins 20 p. 100 depuis cette date.

Au cours de la période quinquennale considérée, les inscriptions dans les écoles primaires ont augmenté de près de 30 p. 100, le nombre des élèves inscrits dans les écoles secondaires a doublé et celui des étudiants de l'enseignement supérieur a augmenté encore davantage.

Un événement particulièrement important a été la création de la Monetary Authority of Swaziland découlant de la loi promulguée en 1974. Cet organisme assure peu à peu le contrôle pratique du système monétaire et du système bancaire du pays et son action devrait permettre aux ressources accumulées au Souaziland du fait d'une expansion économique accrue d'être utilisées dans le cadre de l'économie nationale en vue de préparer la prospérité future du pays. L'institution en 1974 d'une monnaie propre au Souaziland, le lilangeni (au pluriel, emalangeni) suivie par la signature d'un accord monétaire avec le Lesotho et l'Afrique du Sud constitue une étape dans cette direction. Cet accord prévoit la libre circulation des capitaux entre les pays intéressés, étant entendu que les Gouvernements du Lesotho et du Souaziland peuvent prendre des dispositions, notamment des dispositions relatives aux investissements de capitaux ou parties de capitaux dans des titres émis par eux-mêmes aux fins de mobiliser les ressources nationales en vue du développement de leurs régions respectives.

I. PIB par branche d'origine

Les évaluations les plus récentes du PIB du Souaziland ont été établies par le FMI mais, la méthode de calcul utilisée par celui-ci étant vraisemblablement différente du système appliqué par l'Office de statistique du Souaziland, il se peut que la comparaison entre les chiffres de 1974/75 et ceux de 1970/71 tels qu'ils sont présentés ci-dessous ne soit pas strictement exacte. Il importe de considérer les chiffres présentés comme une indication approximative du développement du Souaziland.

Tableau 1. Souaziland : PIB du Souaziland, de 1970/1971 à 1974/1975

	1970/71 ^{a/}	1971/72 ^{a/}	1972/73 ^{a/}	1973/74 ^{b/}	1974/75 ^{b/}
	(en millions d'emalangeni)				
PIB au prix courants des facteurs	73,7	88,2	100,1	124,8	157,0
PIB aux prix courants du marché	81,0	97,6	111,7	140,3	186,3

Source : a/ Office central de statistique du Souaziland.

b/ Estimations établies par la mission du FMI.

En 1974/75, l'agriculture, la sylviculture et la pêche étaient encore les secteurs prédominants qui fournissaient environ 32 p. 100 du PIB, soit autant qu'en 1970/71. Toutefois, la part des industries manufacturières s'élevait à plus de 20 p. 100 contre seulement 12 p. 100 en 1970/71. Le service des secteurs s'était rapidement développé mais la part du PIB qui en provenait avait diminué.

II. Grands secteurs de production

a) Agriculture, sylviculture et pêche. Le Souaziland a un secteur agricole commercial bien développé ainsi qu'une industrie forestière particulièrement importante fondée sur des plantations artificielles.

Les principaux produits agricoles sont le sucre, les agrumes, le maïs, le coton, les ananas et le riz mais il y a aussi une liste relativement longue de produits cultivés à une échelle modeste. Le nombre de têtes de bétail n'est pas élevé mais on trouve dans les exportations aussi bien du bétail sur pied que de la viande et des produits dérivés.

Les chiffres de production correspondant aux récoltes de 1970 à 1975 sont indiqués dans le tableau 2 ci-dessous.

Tableau 2. Souaziland : Production agricole, de 1970/1971 à 1974/1975

	1970/71	1971/72	1972/73	1973/74	1974/75
(en milliers de tonnes)					
Canne à sucre	1 419,8 ^{a/}	1 503,8 ^{a/}	1 579,7 ^{a/}	1 548,6 ^{a/}	1 767,0
Agrumes	59,3	73,3	71,9	73,8	72,0
Maïs	100,0	120,3	87,8	117,3	95,3
Coton ^{b/}	6,27	9,37	9,57	8,31	9,90
Ananas	8,61	7,92	13,85	21,19	16,47
Riz	8,11	5,65	4,54	3,61	4,19

Source : Office central de statistique du Souaziland.

a/ Années civiles 1970, 1971, 1972, 1973.

b/ Production des exploitations privées seulement.

En 1975/76, la récolte de canne à sucre a atteint le niveau record de 1 867 000 tonnes et les perspectives pour la saison 1976/77 commençant en mai sont dans l'ensemble favorables.

Il est probable que la récolte d'agrumes de 1976 se soldera par un volume de ventes de 63 500 tonnes de fruits contre 49 600 tonnes en 1975 et 58 700 tonnes en 1974.

Pour ce qui est du coton, une diminution de la récolte de l'ordre de 10 p. 100 environ a été prévue pour la saison 1975/76 mais il y a de fortes chances que la production augmente à nouveau puisqu'une hausse des prix a été annoncée. Enfin, la production de maïs en 1976 pourrait baisser d'environ 10 p. 100 en raison de conditions atmosphériques défavorables.

En 1974, les zones forestières du Swaziland recouvraient une superficie de 147 379 hectares dont 85 p. 100 appartenaient à des sociétés enregistrées. Dans le sud, la forêt d'Usutu a été exploitée par la Commonwealth Development Corporation mais, lorsqu'une usine de pâte à papier a été créée, c'est une importante société du Royaume-Uni qui a acquis 50 p. 100 des actions. En 1974/75, un septième environ du PIB provenait des industries de traitement de la pâte à papier et de l'ensemble des industries forestières.

Les chiffres relatifs à la production de pâte de bois ne sont pas disponibles pour être publiés mais les exportations ont été estimées à 31,3 millions d'emalangeni en 1974 contre 9,6 millions seulement en 1970. Cependant, elles sont brusquement tombées à 12,4 millions d'emalangeni en 1975 du fait du marasme économique mondial.

Le volume total de bois utilisé sous forme de bois de sciage ou de pâte de bois, qui était de 782 000 mètres cubes en 1970, est passé à 1 123 000 mètres cubes en 1974 mais a baissé quelque peu en 1975 où il était de 982 000 mètres cubes.

Les industries de traitement du bois comprennent des unités de production de bois de sciage, de bois stratifiés et de bois contreplaqués. La production a constamment progressé pour ce qui est du bois de sciage et du bois contreplaqué (celui-ci depuis 1972) mais celle de bois stratifié a varié.

Il y aura éventuellement un autre projet relatif à la pâte de bois qui intéressera les zones forestières du nord autour de Piggs Peak mais la décision relative à sa mise en oeuvre et la date de mise en route dépendront de la situation du marché mondial pour ce produit.

b) Industries extractives. Les principaux minerais produits à l'heure actuelle sont l'amiante chrysotile, le minerai de fer et le charbon. Il y a aussi une petite production de kaolin et de baryte.

Si la production d'amiante chrysotile a augmenté de 15 p. 100 depuis 1970, celle de fer et de charbon a en revanche diminué. Toutefois, les prix augmentant, la valeur des exportations de l'ensemble des minerais est passée de 16,5 millions d'emalangeni en 1970 à 22,4 millions en 1975, soit une augmentation de plus de 30 p. 100.

En 1975, la production d'amiante a été de 37,900 tonnes, celle de minerai de fer de 2 239 800 tonnes et celle de charbon de 126 900 tonnes.

La valeur du minerai de fer exporté en 1975 n'a que légèrement dépassé celle de 1970 mais celle des exportations d'amiante a augmenté de 77 p. 100.

Les réserves de minerai de fer à forte teneur ont été épuisées en 1975 et le minerai à teneur moyenne est actuellement exporté en vertu d'un contrat prenant fin en 1978. Il se peut qu'on ferme la mine après 1978. Quant à la mine d'amiante de Havelock, elle risque aussi d'être épuisée au début des années 80 mais on a déjà trouvé des gisements importants à un autre endroit situé à proximité de la mine.

c) Industries manufacturières. Ce secteur s'est rapidement développé si bien que l'industrie manufacturière se place maintenant au deuxième rang des activités économiques du Swaziland. L'augmentation en valeur réelle de la production de ce secteur a sans doute dépassé 8 p. 100 par an mais c'est à la forte hausse des prix notamment du sucre et de la pâte de bois, qu'est due l'augmentation annuelle beaucoup plus forte de la production entre 1970 et 1975.

Le secteur des industries manufacturières s'occupe toujours essentiellement de la transformation des produits agricoles et forestiers pour l'exportation et comprend des sucreries, des conserveries de fruits et de viande, des usines de battage du coton, des scieries et une usine de pâte à papier. En outre, un certain nombre de nouvelles industries se sont récemment installées, notamment une usine de montage de postes de télévision, une usine d'engrais représentant un coût de 12 millions d'emalangenis et une filature de coton nécessitant des investissements de l'ordre de 6 millions d'emalangenis. D'autres entreprises, notamment une brasserie qui est devenue un exportateur important, fonctionnent depuis quelque temps déjà. De 1973 à 1975, la valeur des exportations de vêtements s'est élevée à plus de 500 000 emalangenis par an et les exportations de textiles en 1975 ont été évaluées à 139 000 EM. L'expansion industrielle est soutenue par l'action de deux organismes, la National Industrial Development Corporation et la Small Enterprise Development Company.

d) Electricité. Le réseau électrique du Swaziland est maintenant relié à celui de l'Afrique du Sud et, en 1975, les importations d'énergie électrique se sont élevées à 408 000 emalangenis.

En 1975, l'Office de l'électricité du Swaziland comptait 6 025 abonnés, soit plus du double qu'en 1970, et le nombre d'unités vendues a été de 147,9 millions de Kwh contre 90,4 millions. S'il est vrai que toutes les catégories d'usagers ont augmenté leur consommation, c'est aux usagers d'irrigation, d'énergie et autres forts consommateurs que 107,4 millions de Kwh ont été vendus en 1975. On peut se faire une idée de la mesure dans laquelle les industries utilisent leur propre électricité si l'on considère qu'en 1975, sur un total disponible de 107,3 MW, 36 MW étaient importés, 31 MW étaient fournis par l'Office de l'électricité du Swaziland et 40,3 MW provenaient des propres installations des usines.

e) Bâtiment. On ne dispose que de peu de renseignements sur les résultats économiques de ce secteur mais les immeubles dont la construction a été achevée dans les zones urbaines ont été évalués à 1 041 000 emalangenis en 1970 et à 2 275 000 en 1975. Les dépenses globales d'équipement effectuées par l'administration centrale sont passées de moins de 2 millions d'emalangenis en 1970/71 à 14,9 millions en 1975/76 et une grande partie de ces dépenses a sans doute été affectée au secteur du bâtiment.

Comme dans d'autres pays qui sont encore en développement, les entreprises locales du bâtiment n'ont sans doute pas encore atteint le stade où elles seront à même d'accepter tous les contrats offerts. Toutefois, des progrès sont réalisés dans cette direction.

f) Tourisme. Ce secteur a connu lui aussi un essor rapide. Le nombre de clients dans les hôtels venant essentiellement d'Afrique du Sud est passé de 43 000 en 1969 à 96 000 en 1974 et, d'après les chiffres provisoires, il y en aurait eu

140 000 au total en 1975. Malgré tout, le taux d'occupation des chambres d'hôtel dépasse à peine 50 p. 100, les pourcentages très élevés des fins de semaine compensant le taux fort réduit enregistré pendant le reste de la semaine. Un office de développement du tourisme a été récemment créé et on s'efforce actuellement d'accroître les taux d'occupation des chambres pendant le milieu de la semaine. On espère que le développement routier prévu vers le nord et vers le sud permettra d'attirer un plus grand nombre de touristes ailleurs que dans la région déjà bien développée de Mbabane-Manzini. En outre, un nouveau complexe hôtel-casino sera sans doute créé dans le sud.

III. Dépenses financées par le PIB

Pendant la période quinquennale se terminant en 1974/75, le niveau des dépenses d'investissement a sans doute été en moyenne de 23 p. 100 du PIB. C'est là un taux élevé et, par rapport aux ressources disponibles, il le serait encore davantage parce que les exportations de biens et services du Swaziland ont dépassé ses importations pendant la période considérée. Un taux d'investissement aussi élevé a été l'un des facteurs qui ont contribué à la croissance relativement rapide du PIB pendant cette période.

Les parts du PIB, aux prix du marché, correspondant à la consommation privée et à la consommation publique n'ont guère varié entre 1970/71 et 1974/75. Elles étaient, en 1974/75, de 53,5 p. 100 pour la consommation privée et de 11,8 p. 100 pour la consommation publique.

Les données antérieures ne sont pas complètes mais, d'après les renseignements disponibles, l'épargne augmenterait et la proportion d'investissements publics financés par des sources nationales augmenterait également. Dans les prévisions budgétaires d'équipement pour 1976/77, il apparaît que 18,2 millions de dépenses d'équipement doivent être financés à l'aide de ressources locales, sur un total de 33,9 millions d'emalangi.

IV. Commerce extérieur et balance des paiements

Les statistiques du commerce montrent qu'entre 1970 et 1975 le Swaziland a enregistré chaque année un excédent de son compte marchandises, les exportations étant toujours supérieures aux importations. Il est difficile de dire si cette situation se maintiendra en 1976; les recettes d'exportation varieront sans doute peu mais la valeur des importations devrait continuer d'augmenter.

On trouvera au tableau 3 des données relatives aux exportations et aux importations ainsi que les évaluations de la balance des paiements établies par l'Office de statistique et le FMI/Monetary Authority.

Tableau 3. Souaziland : Commerce extérieur et balance des paiements, 1970-1975 (en millions d'emalangi)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Total des exportations	50,89	55,72	54,52	7,22	121,67	131,82 ^{a/}
Total des importations	42,75	47,82	61,76	66,62	88,76	118,74
Excédent	8,14	7,89	9,67	7,59	32,91	13,08
Balance des paiements	1970/71	1971/72	1972	1973	1974	1975
Compte courant	néant	-0,4	-1,6	-2,7	+26,4	+5,9
Autres postes	...	...	+13,0	+1,2	-7,8	+31,3
Réserves de devises b/	...	...	-11,4	+1,5	-18,6	-37,2

Source : Office central de statistique pour toutes les données relatives au commerce extérieur et à la balance des paiements en 1970/71 et 1971/72, les autres données étant fournies par le FMI et la Monetary Authority.

a/ Statistique peut-être incomplète.

b/ Le signe moins (-) signifie des sorties de devises.

La plus grande partie des excédents du compte courant en 1974 a été placée en devises étrangères mais il se peut qu'il y ait eu aussi des sorties de capitaux privés. Il semble qu'en 1975 les rentrées de capitaux privés et publics aient été importantes; elles ont servi à renforcer les réserves de devises du Souaziland.

Les revenus des investissements payés par le Souaziland ont atteint 26 millions d'emalangi en 1975 contre 10,8 millions en 1970 mais il est probable que ce niveau baissera en 1976.

V. Aide au développement et dette extérieure

Dans le projet de budget relatif au fonds d'équipement pour 1976/77, on trouve quelques renseignements quant à l'apport attendu de capitaux extérieurs pour le budget d'équipement mais aucun détail n'est fourni sur le montant de l'assistance et des prêts. On prévoit que l'apport total de ces capitaux s'élèvera à 15,65 millions d'emalangi.

En 1970/71 et 1971/72, les paiements de transfert de l'Etat (versements au titre de l'assistance) se sont élevés à 8,1 et 9 millions d'emalangi respectivement. Ce montant a baissé en 1972 et 1973 pour remonter en 1974 à environ 7,5 millions et, en 1975, à 8,5 millions d'emalangi. On estime qu'en 1973 et 1974 les entrées de capitaux publics ont été de 10,1 et 10,4 millions d'emalangi respectivement.

En mars 1974, la dette publique totale s'élevait à 31,3 millions d'emalangi. Elle avait augmenté depuis 1970 mais pas à un rythme particulièrement rapide. Lorsque les recettes ont été substantielles comme en 1974/75 et 1975/76, l'Etat a essayé de rembourser la dette, les paiements au titre des intérêts et de l'amortissement de la dette s'élevant ces deux années-là à un total de 3,18 et 3,59 millions d'emalangi respectivement.

VI. Recettes et dépenses publiques

L'analyse ci-dessous s'appuie essentiellement sur des renseignements qui ont été publiés et qu'on trouve dans les rapports annuels du Trésor et les prévisions budgétaires relatives au compte courant et au compte capital. Il se peut que les données soient modifiées quelque peu par la suite et il n'est pas toujours possible dans certains cas particuliers de distinguer des autres les transactions purement financières. Dans les cas douteux, le chiffre des prévisions budgétaires pour le compte capital comprendra des sommes qui peuvent avoir indirectement contribué aux dépenses de développement.

Tableau 4 : Souaziland : Recettes et dépenses publiques, de 1970/1971 à 1976/1977
(en millions d'emalangen)

	1970/71	1971/72	1972/73	1973/74	1974/75	1975/76 ^{a/}	1976/77 ^{a/}
Recettes ordinaires	15,66	18,45	22,50	28,59	44,71	70,30	41,33
Dépenses ordinaires	16,58	18,13	21,69	27,75	42,85	57,49	52,40 ^{c/}
Recette du compte d'équipement	...	3,67	8,24	9,90	18,43	7,22	33,85
Dépenses d'équipement ^{b/}	1,64	3,51	7,72	10,39	14,13	14,86	33,85
Recettes totales ^{b/}	...	21,38	28,79	35,89	49,16	52,28	75,28
Dépenses totales ^{b/}	16,62	20,89	27,37	35,54	43,00	47,60	86,25 ^{c/}
Excédent/déficit							
Compte courant ^{d/}	0,68	1,07	2,85	3,44	15,85	...	...
Allocations des recettes ^{e/}	1,60	0,74	2,04	2,60	13,99	25,24	néant
Origine des fonds d'équipement							
Ressources locales	...	1,52	3,59	6,86	15,09	25,10	18,20
Ressources extérieures	...	6,29	0,15	10,90	17,33	7,36	15,65

Source : Rapports annuels du Trésor du Royaume du Souaziland, exercices financiers prenant fin aux 31 mars 1972, 31 mars 1973 et 31 mars 1974. Projet de budget relatif au compte courant et au compte capital, de 1974/75 à 1976/77. Rapport annuel 1975-1976 de la Monetary Authority of Swaziland.

^{a/} Prévisions ou prévisions révisées. ^{b/} Déduction faite des allocations du compte courant au compte capital. ^{c/} Y compris 11 millions au titre de l'ajustement des traitements et salaires. ^{d/} Non compris les sommes allouées au compte d'équipement. ^{e/} Au fonds d'équipements.

L'accroissement des recettes ordinaires jusqu'en 1975/76 a été très rapide; toutefois, on prévoit qu'en 1976/77 elles accuseront une brusque baisse pour retomber vraisemblablement au niveau de 1974/75. On pense qu'en 1976/77 ces recettes représenteront deux fois et demie à trois fois le montant de 1970/71.

Les dépenses ordinaires ont augmenté mais pas aussi rapidement que les chiffres indiqués dans le tableau ci-dessus ne le laissent croire du fait que des allocations importantes de recettes au fonds d'équipement ont été faites en 1974/75 et 1975/76 et qu'elles ont été incorporées aux dépenses ordinaires.

Les chiffres relatifs aux dépenses d'équipement font apparaître également un taux d'accroissement très rapide jusqu'en 1975/76, le montant total de cette année-là étant quatre fois plus élevé qu'en 1971/72 et près de neuf fois plus élevé qu'en 1970/71. La somme particulièrement élevée de 33,85 millions d'emalangeni a été inscrite au projet de budget relatif aux dépenses d'équipement pour 1976/77 mais il sera peut-être difficile de parvenir à ce niveau de dépenses.

Le niveau des avoirs de l'Etat a augmenté très rapidement depuis 1972/73, l'augmentation étant en 1973/74 de 9,64 millions d'emalangeni, en 1974/75 de 19,76 millions et en 1975/76 de 29,93 millions. L'étude monétaire montre qu'en juillet 1976 l'Etat détenait des dépôts bancaires nets d'un montant de 40,07 millions d'emalangeni, ce qui représentait une diminution par rapport au niveau de 1976 où ces dépôts s'élevaient à 46,04 millions.

VII. Monnaie et banque

La Monetary Authority dont il a été question plus haut joue le rôle d'une banque centrale et détient de vastes pouvoirs statutaires pour contrôler les dépôts bancaires et le niveau des taux d'intérêt. Pendant la plus grande partie de 1975, les taux d'intérêt souazis ont été en général légèrement supérieurs à ceux de l'Afrique du Sud mais à la fin de l'année ils leur étaient inférieurs et, au cours du premier trimestre de 1976, les conditions du crédit dans la République d'Afrique du Sud sont devenues encore plus sévères.

En ce qui concerne le niveau des liquidités exigées, la Monetary Authority s'est efforcée de maintenir la pression exercée sur les banques en 1975 à un niveau à peu près identique. Le montant des liquidités exigées au Swaziland était sensiblement inférieur à celui de l'Afrique du Sud. Les banques souazies ont dans l'ensemble enregistré un excédent de liquidités en monnaie nationale pendant la plus grande partie de 1975 et les quatre premiers mois de 1976.

Au début de 1975, un montant minimum de réserves a été imposé en tant que nouvel instrument de politique. En janvier 1975, il a commencé par être de 3,5 p. 100 pour passer ensuite à 4 p. 100 en juin, 4,5 p. 100 en septembre et 5 p. 100 en décembre. En mars 1976, il a atteint 5,5 p. 100 et on prévoit qu'il continuera d'augmenter. Ces réserves imposées concernent le montant total des dépôts d'une banque donnée et consistent en espèces en emalangeni ainsi qu'en dépôts spéciaux auprès de la Monetary Authority.

La monnaie, le lilangeni, a été dévalué deux fois en 1975, suivant la dévaluation du rand, de 4,76 p. 100 en juin à 17,9 p. 100 en septembre. Les importations sont aujourd'hui plus chères mais les exportations rapportent davantage lorsqu'elles sont exprimées en monnaie locale.

Tableau 5. Swaziland : Finances du Swaziland, de 1974 à 1976
(en millions d'emalangen)

	Fin 1974	Fin 1975	Juin 1975	Juin 1976
Avoirs étrangers nets	22,13	59,26	31,30	57,15
Crédit intérieur				
au secteur public (net)	-9,00	-37,11	-16,88	-40,12
au secteur privé	29,25	43,58	28,11	46,44
Masse monétaire	16,93	23,42	17,51	15,72
Monnaie fiduciaire	23,73	38,08	24,13	37,89
Autres avoirs (nets)	1,73	-4,23	0,89	-3,12

Source : Monetary Authority of Swaziland, Quarterly Review, septembre 1976.

L'accumulation des avoirs étrangers nets en 1975 s'est accompagnée d'un accroissement sensible des dépôts nets des pouvoirs publics qui a amorti dans une certaine mesure l'effet expansionniste de cette accumulation. Toutefois, la masse monétaire a beaucoup augmenté (de 38 p. 100) ainsi que la monnaie fiduciaire (60 p. 100) grâce à l'expansion du crédit intérieur au secteur privé, qui est passé de 29,3 millions à 43,6 millions d'emalangen.

En juillet 1976, après une baisse et une période de stagnation depuis décembre 1975, les avoirs étrangers nets ont atteint un nouveau niveau record de 63,96 millions. Or, cette augmentation des avoirs étrangers n'a pas été accompagnée d'un accroissement des dépôts nets d'Etat et les disponibilités monétaires étaient donc plus importantes qu'à la fin de 1975 du fait surtout que le crédit intérieur au secteur privé a continué de s'accroître.

Il ne fait aucun doute que les ventes à terme de sucre aux prix élevés de 1975 ainsi que l'amélioration des revenus provenant de la vente de la pâte de bois ont joué un certain rôle dans l'augmentation des avoirs étrangers nets enregistrée en juillet 1976.

VIII. Traitements, salaires et prix

Les données relatives aux taux de salaires montent qu'à plusieurs reprises, de septembre 1975 au début de 1976, différentes catégories de travailleurs ont bénéficié d'augmentations substantielles du salaire minimum. Il semble que ces augmentations aient eu pour effet de comprimer les taux différentiels des salaires en faveur des travailleurs vraiment peu rémunérés. Ainsi, le salaire minimum d'un ouvrier non spécialisé de l'industrie du bâtiment est passé de 12 à 18 cents l'heure, soit une hausse de 50 p. 100, alors que celui d'un employé de commerce qualifié est passé de 45 à 54 cents l'heure, soit une hausse de 25 p. 100.

Les prix à la consommation ont considérablement monté depuis 1973; les chiffres publiés pour les deux indices font apparaître les mouvements ci-après:

<u>Prix à la consommation</u>	<u>1970</u>	<u>1971</u>	<u>1972</u>	<u>1973</u>	<u>1974</u>	<u>1975</u>	<u>1976</u>
Indice "A" (décembre 1970=100)	...	...	112,2	122,5	137,2	160,3	jusqu'en avril 173,3
Indice "B" (janvier 1967=100)	109,1	111,3	113,9	127,1	151,6	169,9	jusqu'en mars 175,1

L'indice "A" concerne les groupes à revenus moyens ou élevés et l'indice "B" les petits salariés.

Si l'on fait la moyenne pour les deux groupes, la hausse des prix à la consommation a été de 11,7 p. 100 en 1973, et de 14,3 p. 100 en 1974 et en 1975 et a continué pendant la première moitié de 1976 à raison de 5,5 p. 100. En mars 1976, l'indice "B" était de 53 p. 100 supérieur au niveau moyen de 1972 et de 38 p. 100 supérieur à celui de 1973.

Dans son discours de présentation du budget de mars 1976, le ministre des finances a indiqué que le gouvernement avait décidé d'augmenter les traitements et salaires des fonctionnaires avec effet au 1er avril 1975, mesure dont le coût en 1976/77 était estimé à 11 millions de EM, y compris les arriérés de paiements.

IX. Emploi

En 1974, le nombre d'employés salariés au Swaziland était de 62 100 sur une population résidente totale de 478 300 habitants. En outre, un nombre important de Swazis, évalué à plus de 20 000, travaillaient en Afrique du Sud. De 1970 à 1974, le nombre d'emplois salariés au Swaziland est passé de 45 000 à 62 000, soit une augmentation de 16 700, alors que la population africaine âgée de 15 à 60 ans résidant au Swaziland a sans doute augmenté de 26 000 habitants. La population scolaire entrant dans cette catégorie d'âge ayant augmenté d'environ 6 000 personnes, cette comparaison montre que de 1970 à 1974 le taux d'accroissement des emplois salariés a été d'environ 80 p. 100 du nombre probable de nouveaux arrivés sur le marché de l'emploi.

Il est vraisemblable que le nombre d'emplois salariés a de nouveau augmenté en 1975 mais on ne dispose à l'heure actuelle d'aucun renseignement à ce sujet.

X. Autres secteurs sociaux

a) Enseignement. Entre 1970 et 1975, le nombre d'élèves inscrits dans les écoles primaires est passé de 69 055 à 89 528, soit une augmentation de près de 30 p. 100, alors que les effectifs de l'enseignement secondaire ont plus que doublé, passant de 8 027 à 16 227 élèves. En 1975, il y avait 336 étudiants inscrits dans les établissements d'enseignement supérieur du Swaziland et 396 autres à l'étranger à tous les niveaux d'enseignement. En 1975, 20 p. 100 de la population totale étaient scolarisés.

Toutefois, le secteur de l'enseignement continue de poser des problèmes : les taux d'abandon sont élevés et la proportion de redoublants dans l'enseignement primaire est d'environ 10 p. 100, leur nombre étant particulièrement élevé dans la classe V. Au niveau secondaire, la qualité de l'enseignement est révélée par les faibles résultats obtenus en mathématiques et en sciences. En 1975, les résultats scolaires obtenus aux examens du GCE (aux niveaux "Ordinary" et "Advanced") ont été bien meilleurs qu'en 1973 où ils étaient extrêmement bas. Au niveau "Advanced", le taux d'admission a été de 76 p. 100. Pour ce qui est des taux d'admission aux examens du certificat d'études primaires, du certificat d'études secondaires du premier degré et du Cambridge Certificate, ils ont tous augmenté en 1975, passant à 71 p. 100, 79,5 p. 100 et 76 p. 100 respectivement. Ces chiffres montrent que les efforts faits pour améliorer la qualité de l'enseignement grâce à un certain nombre de mesures commencent à produire leurs fruits.

Dans le plan de développement pour la période 1973/1977, les besoins en matière d'enseignement étaient définis comme étant essentiellement : a) de restructurer le système scolaire en améliorant la qualité de l'enseignement proposé et en lui donnant une orientation radicalement différente afin qu'il contribue davantage au développement économique et que les zones rurales en tirent un plus grand profit; b) d'offrir un enseignement et une formation adéquats au plus grand nombre possible d'habitants; c) de développer davantage les programmes officiels d'enseignement et de formation post-scolaires et d'encourager la formation en cours d'emploi afin de permettre à des ressortissants souazis, dans le cadre de la politique d'indigénisation, d'occuper les postes de haut niveau et de niveau intermédiaire, leur nombre étant encore insuffisant.

A des degrés différents, on a répondu en partie à ces besoins essentiels.

b) Santé et nutrition. Le principal objectif du deuxième plan de développement est d'améliorer le niveau de vie et la qualité de la vie de l'ensemble de la population souazie. Or, la réalisation de cet objectif exige notamment une amélioration en matière de santé et d'hygiène. Il faut en particulier améliorer les services médicaux insuffisants et les habitudes d'hygiène. Les conditions de santé médiocres sont liées aux revenus faibles, aux mauvaises habitudes alimentaires, aux conditions déplorables de logement et à une absence générale d'approvisionnement en eau potable et d'installations sanitaires.

La répartition actuelle des services de santé laisse encore beaucoup à désirer, les zones rurales étant nettement défavorisées par rapport aux zones urbaines. Il s'agit donc dans ce domaine d'améliorer le niveau général de l'hygiène et de diminuer l'emprise des maladies transmises par l'eau ou dues aux mauvaises conditions d'hygiène, d'améliorer la répartition des services de soins et de viser à une réduction du taux de croissance démographique sans un délai raisonnable.

En outre, des programmes d'assainissement rural et d'approvisionnement en eau seront mis en oeuvre, l'amélioration des hôpitaux sera freinée afin de libérer des ressources au profit de cliniques rurales et la formation sanitaire sera accrue de même que la formation du personnel de santé.

En 1975, on comptait 1 399 lits répartis dans 10 hôpitaux gérés par l'Etat ou des missions subventionnées et 7 autres hôpitaux disposant de 174 lits étaient gérés par des sociétés ou autres organismes privés. Au nombre de ces établissements figurent un hôpital psychiatrique d'Etat, un centre pour les lépreux et un hôpital pour le traitement de la tuberculose. En 1971, le nombre total de lits d'hôpital était de 1 623, soit 3,3 pour mille habitants si l'on inclut les hôpitaux spécialisés et 2,4 pour mille dans le cas contraire.

La gamme des services de soins existant au Swaziland s'accroît lentement. Pour ce qui est du personnel, il y avait en 1975 un total de 71 médecins résidant dans le pays mais tous n'exerçaient pas à plein temps. Les effectifs d'infirmiers étaient en 1972 de 581 personnes.

Enfin, on espère qu'un accroissement de la production d'aliments protecteurs comme les légumes et les oeufs améliorera le niveau de nutrition notamment dans les zones rurales.

c) Logement. La situation dans ce domaine n'est pas satisfaisante; l'habitat traditionnel dans les campagnes est toujours à base de boue et de chaume mais on se sert de plus en plus de matériaux plus modernes. Dans les zones rurales, on ne trouve que rarement de l'eau potable et des installations sanitaires. Par ailleurs, l'exode vers les villes a accentué la pénurie de logements dans les zones urbaines. Les objectifs prioritaires sont d'améliorer les conditions de logement pour les groupes à faibles revenus, d'encourager les gens à devenir propriétaires de leur logement et d'accroître les facilités accordées pour les prêts hypothécaires.

En 1973/74, le montant des ressources du fonds d'équipement qui a été consacré au logement s'est élevé à 1,2 millions d'emalangenis; en 1974/75, il était de 1,1 million mais en 1975/76 il n'était plus que de 0,8 million. Les allocations budgétaires pour ce secteur en 1976/77 s'élèvent à 982 000 emalangenis, dont 625 000 sont destinés à des projets de logement pour les catégories à faibles revenus.

B. PRINCIPAUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET SOCIAUX

La récession qui a sévi dans les pays développés n'a que partiellement touché le Swaziland en 1975 parce que, grâce aux prix élevés offerts pour le sucre, les exportations ont atteint des niveaux records. Cependant, les exportations de pâte de bois ont considérablement diminué, tombant à 12,4 millions d'EM contre 31,3 millions en 1974, ce qui constitue sans doute le plus grave incident. L'amélioration des échanges commerciaux en 1976 permettra de compenser en partie la chute des exportations de sucre qui risque de diminuer les recettes provenant de ce produit d'environ 20 millions d'EM.

On a indiqué plus haut que l'augmentation du nombre d'emplois salariés au Swaziland depuis 1970 est suffisante pour absorber une proportion élevée des nouveaux arrivés sur le marché du travail. Toutefois, il est encore indispensable de continuer à développer et à diversifier l'économie à un rythme accéléré, d'abord pour résorber le chômage dans le pays, ensuite pour réduire la dépendance d'un très grand nombre d'habitants à l'égard de l'agriculture comme moyen d'existence et enfin pour absorber la population adulte qui travaille actuellement à l'étranger. De plus, il sera nécessaire de répondre

dans la mesure du possible aux aspirations du nombre grandissant de personnes qui reçoivent une formation à l'université ou dans les écoles secondaires. Il y a encore un long chemin à parcourir avant que les postes de niveau intermédiaire et élevé qui sont à l'heure actuelle détenus par des étrangers puissent être occupés par des ressortissants souazis.

Comme c'est le cas de la plupart des pays en développement, le problème de la création d'emplois grâce au développement est encore le problème le plus grave auquel le Souaziland se trouve confronté. Au second rang de ses préoccupations vient sans doute l'accroissement de la productivité agricole au profit des cultivateurs. Les communications sont aujourd'hui beaucoup plus rapides que par le passé grâce à l'amélioration des transports et des réseaux de communication, ce qui facilitera le développement.

Quant au secteur des industries extractives, il doit envisager la perte de l'importante mine de fer après 1978. Dans d'autres pays africains, les producteurs de minerai de fer ont su mettre sur pied des installations destinées à améliorer le minerai à faible teneur qui restait, après avoir commencé par concentrer leurs activités sur le minerai à forte teneur.

On a mis en lumière plus haut à propos des secteurs sociaux les problèmes qui se posaient en matière d'enseignement, de santé et de logement. Toutefois, on peut aussi ajouter aujourd'hui que l'un des objectifs prioritaires d'un grand nombre d'habitants du Souaziland est sans doute de se procurer un logement plus adéquat. Même les zones urbaines et périphériques ont grandement besoin d'un nombre accru de canalisations d'eau et d'installations sanitaires.

C. POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT INTERIEUR

Le plan de développement pour la période 1973/1977 souligne que l'économie est déséquilibrée du fait qu'elle est dominée par des intérêts étrangers, le secteur national à proprement parler n'apportant qu'une faible contribution au PIB. De plus, la répartition des revenus est par trop inégale, une part disproportionnée étant absorbée par les détenteurs de capitaux étrangers et par la main-d'oeuvre étrangère onéreuse.

Les politiques et programmes exposés dans le plan visent en premier lieu à encourager l'ensemble des Souazis à participer largement au développement du pays afin d'améliorer leur niveau de vie et la qualité de leur vie, et en second lieu à contrôler dans une plus large mesure en toute indépendance les affaires économiques de la nation.

Les objectifs sont : de transformer progressivement l'agriculture traditionnelle, d'accroître rapidement le nombre d'emplois, de mieux adapter aux besoins du pays l'enseignement et la formation et d'en accroître l'utilité, de former la main-d'oeuvre nécessaire pour pourvoir les postes de haut niveau et de niveau intermédiaire, de créer et de renforcer les institutions nécessaires pour orienter et contrôler l'économie avec efficacité, d'améliorer la situation dans le domaine du logement et de la santé, de favoriser un développement régional équilibré et de poursuivre la diversification des relations économiques extérieures.

D. PROBLEMES NAISSANTS ET PERSPECTIVES

Pour ce qui est des perspectives de l'économie du Swaziland en 1976, il est vraisemblable que les recettes provenant des exportations se situeront au même niveau qu'en 1975 et que la valeur des importations augmentera, notamment en raison de l'inflation qui sévit dans les principaux pays fournisseurs. Aussi la balance des paiements du compte courant sera-t-elle sans doute déficitaire alors qu'en 1975 elle avait enregistré un excédent de près de 6 million d'EM. Il est probable qu'il y aura un plus grand apport de capitaux étrangers et d'aide extérieure et que le niveau des réserves nettes de devises étrangères baissera quelque peu, baisse qui cependant n'était pas encore évidente en juillet 1976.

Le changement le plus notable de la situation économique au cours de l'exercice financier 1976/77 sera l'écart important qui ne manquera pas de se produire entre les recettes publiques renouvelables et les dépenses publiques renouvelables, l'Etat comblant le déficit en prélevant sur ses réserves antérieurement accumulées.

En effet, depuis 1970/71, le volume total des dépenses publiques du Swaziland a gonflé à une cadence particulièrement rapide. Il y a de fortes chances que le taux global d'accroissement des dépenses proprement dites de 20 p. 100 par an jusqu'en 1975/76 ne sera pas maintenu eu égard au niveau effectivement atteint en 1976/77 et il sera donc important de contrôler avec soin le niveau des dépenses renouvelables futures ainsi que d'établir un rapport plus strict entre les dépenses d'équipement et la capacité de l'industrie du bâtiment et de déterminer ces dépenses en fonction de ce qui peut être financé à l'aide de ressources locales complétées par des ressources extérieures qui contiennent une part importante d'aide et de prêts à intérêt modéré à long terme. S'il est vrai que la dette extérieure du Swaziland n'est pas particulièrement élevée, des difficultés et problèmes de financement pourraient cependant surgir assez rapidement si l'on recourait trop souvent aux prêts à fort intérêt.

Le taux d'expansion de l'économie à prix constants a été sans doute d'au moins 6 p. 100 par an jusqu'en 1975. Il se peut que ce taux diminue en 1976. Il semble probable que pendant les dernières années de la décennie, la croissance se poursuivra dans le secteur du tourisme et des industries manufacturières alors que le secteur agricole bénéficiera d'une augmentation de la production sucrière et l'industrie forestière d'une meilleure utilisation de la capacité de production de l'usine de pâte à papier. Toutefois, les dépenses publiques augmentant moins vite, le secteur des services et celui du bâtiment risquent de ne pas connaître une expansion aussi rapide que par le passé, il est à prévoir que le taux de croissance de l'économie dans son ensemble sera inférieur au taux réalisé entre 1970 et 1975.

REPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE

A. DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL, 1971-1976

Introduction

La République-Unie de Tanzanie a enregistré un taux de croissance de 4,1 p. 100 par an, à prix constants, entre 1970 et 1975. L'année 1975 a marqué une reprise par rapport au taux particulièrement décevant de 1974 mais l'augmentation de 4,6 p. 100 en 1975 demeurait encore inférieure à l'objectif de 6,5 p. 100 par an qui avait été fixé pour la période du deuxième plan de développement, commencée en 1969. La mise en route du troisième plan de développement a été reportée à juillet 1976 et la première année de ce plan s'inscrit dans les prévisions de développement pour l'exercice 1976/1977.

Le fait que le taux annuel de croissance n'ait atteint que 4,1 p. 100 pendant la première moitié de la Deuxième Décennie du développement s'explique en partie par les mauvaises conditions climatiques ainsi que par les bouleversements économiques qu'a connu le monde entier en 1974 et 1975.

En 1974, la République-Unie de Tanzanie a vu le coût de ses importations de denrées alimentaires augmenter de près de 800 millions de shillings du fait de l'échec partiel des récoltes locales. Le coût du mazout et des lubrifiants a, par ailleurs, sensiblement monté et le coût total des importations est passé de 3 479 à 5 258 millions de shillings, soit une augmentation de 51 p. 100, malgré une baisse du volume des importations. Une nouvelle augmentation de 436 millions de shillings du montant total des importations a été enregistrée en 1975 mais les données dont on dispose pour 1976 semblent indiquer que, grâce à l'arrêt des achats massifs de céréales et au maintien du contrôle sévère des importations, les dépenses totales consacrées aux importations baisseront sensiblement. Cette baisse, alliée à une hausse des recettes d'exportation en 1976, due notamment au doublement des prix du café, permettra une réduction très sensible du déficit du compte du commerce extérieur. Celui-ci avait atteint 2 397 millions de shillings en 1974 et 2 929 millions de shillings en 1975 contre une moyenne de 664 millions pour les quatre années de 1970 à 1973. Cependant, même en se fondant sur les évaluations les plus optimistes, le déficit commercial dépassera probablement encore le milliard de shillings en 1976.

L'année 1976 verra la République-Unie de Tanzanie commencer à tirer profit des énormes dépenses consacrées à la construction de la voie ferrée Tazara. La Zambie utilise maintenant cette voie pour résoudre les problèmes de transport qui entravent son propre commerce extérieur et l'acheminement des cargaisons qu'elle avait accumulées au port de Dar es-Salaam montre bien que le réseau de transports de la République-Unie de Tanzanie acquiert une efficacité croissante au service de ses voisins d'Afrique orientale et centrale.

Le secteur agricole n'a marqué, depuis le début de la présente décennie, qu'un taux de croissance moyen dépassant à peine 2 p. 100. La reprise de la production alimentaire a permis à ce taux d'atteindre 6,6 p. 100 en 1975 mais la moyenne de 2 p. 100 seulement enregistrée entre 1970 et 1975 était inférieure au taux d'accroissement démographique, qui atteignait 2,7 p. 100 par an. En 1974 et 1975, la production moyenne annuelle d'environ 855 000 tonnes a été complétée par des importations de 363 000 tonnes par an. En 1970, la production de céréales a été évaluée à environ un million de tonnes et les importations nettes n'ont été que de 29 000 tonnes. Pour l'année 1975, la production locale de céréales aurait dû atteindre environ 1 150 000 tonnes pour se maintenir au niveau de l'accroissement de la population.

Pendant la période considérée, l'industrie manufacturière n'a progressé qu'à raison de 4,7 p. 100 par an. C'est probablement le taux de croissance insuffisant de l'agriculture qui a empêché d'atteindre un meilleur taux de croissance dans l'industrie manufacturière. Le taux de croissance a été de 6 p. 100 par an dans les secteurs de l'économie non producteurs de produits de base mais les secteurs producteurs de produits de base doivent eux-mêmes se développer plus rapidement à longue échéance pour pouvoir contribuer à une croissance régulière et satisfaisante des secteurs des services.

Les effectifs scolaires ont beaucoup augmenté depuis 1970 et les services et installations sanitaires ont également été renforcés, particulièrement en ce qui concerne l'amélioration des services dans les zones rurales. Le projet des villages Ujaama a sans nul doute contribué à l'expansion de l'enseignement et des services de santé dans les zones rurales et les habitants de ces zones ont également commencé à bénéficier de l'accès plus aisé qui leur est offert dans le domaine de l'agriculture, aux facteurs de production, au crédit et aux facilités de commercialisation.

I. PIB par branche d'origine

Le tableau 1 fournit les données essentielles sur le PIB de la République-Unie de Tanzanie. Dans les évaluations récentes, on n'a tenté en aucune manière d'évaluer la perte subie par le PIB en valeur réelle en 1974 du fait de l'évolution défavorable des termes de l'échange, mais les résultats de celle-ci ont certainement été appréciables.

Tableau 1 : République-Unie de Tanzanie : PIB par branche d'origine, de 1970 à 1975
(en millions de shillings)

	<u>1970</u>	<u>1971</u>	<u>1972</u>	<u>1973</u>	<u>1974</u>	<u>1975</u>
<u>Aux prix courants</u>						
Agriculture, sylviculture, pêche	3 381	3 492	4 018	4 539	5 459	6 933
Industries manufacturières	828	937	1 159	1 332	1 510	1 751
Autres industries	593	702	740	823	936	954
Autres secteurs	3 413	3 714	4 213	4 835	5 931	6 896
Total au coût des facteurs	8 215	8 845	10 130	11 531	13 836	16 534
<u>En prix constants (1966)</u>						
Agriculture, sylviculture, pêche	3 205	3 166	3 425	3 458	3 344	3 564
Industries manufacturières	716	782	847	887	899	902
Autres industries	516	610	584	612	613	577
Autres secteurs	3 243	3 447	3 625	3 846	4 139	4 364
Total au coût des facteurs	7 680	8 005	8 481	8 803	8 995	9 407

Source : République-Unie de Tanzanie, Economic Survey 1975/76.

Les principales observations relatives aux chiffres du PIB ont été formulées plus haut dans l'introduction. La hausse des prix dans la République-Unie de Tanzanie résultant de la baisse implicite de la valeur du PIB a atteint 64,3 p. 100 entre 1970 et 1975 mais la plus grande partie de cette augmentation (34,1 p. 100) s'est produite en 1974 et 1975.

II. Grands secteurs de production

a) Agriculture, sylviculture et pêche. C'est ce secteur qui demeure le plus important de l'économie tanzanienne. Les cultures marchandes comprennent le coton, le café, le sisal, la canne à sucre, la noix de cajou, le thé, le tabac et le pyrèthre. L'élevage est particulièrement important mais une grande partie de la production est consommée par le secteur de subsistance et le nombre de têtes continue d'augmenter, peut-être aux dépens de la qualité. Un programme de boisement est en cours, qui doit permettre au pays de cesser d'être importateur net de bois d'œuvre et de produits forestiers. Comme on l'a déjà dit, la République-Unie de Tanzanie peut assurer la plus grande partie de ses besoins en céréales si les pluies sont normales mais elle a dû, dans les dernières années, en importer de grandes quantités.

Le tableau 2 donne la ventilation de la production agricole et du cheptel.

Tableau 2 : République-Unie de Tanzanie : Production agricole et cheptel, 1970-1975

<u>Production agricole</u> (en milliers de tonnes)	<u>1970</u>	<u>1971</u>	<u>1972</u>	<u>1973</u>	<u>1974</u>	<u>1975</u>
Café	49.7	45.8	51.4	54.9	44.7	62.4
Coton en fibres	76.4	65.4	76.9	65.1	71.5	45.4
Sisal	202.2	181.1	156.8	155.4	143.4	127.8
Thé	8.5	10.5	12.7	12.7	13.0	13.7
Noix de cajou	111.2	114.9	109.2	134.1	123.4	85.6
Sucre	87.3	95.8	88.5	105.1	96.2	103.2
Tabac	11.1	11.9	14.2	13.0	18.2	18.1
Pyrèthre	2.3	3.7	4.3	3.5	3.3	4.6
Maïs	767.1	729.7	880.8	831.9	584.8	...
Riz non décortiqué	185.0	193.9	170.1	211.5	114.1	...
Bovins (en millions de têtes)	12.85	13.42	14.03	14.66	15.32	16.01
Ovins (en millions de têtes)	7.28	7.33	7.39	7.46	7.53	7.61

Source : République-Unie de Tanzanie, Economic Survey 1975/76. Données fournies par les autorités tanzaniennes.

La production de céréales a bien repris en 1975 après la sécheresse de 1974. Cependant, tandis que les récoltes vivrières augmentaient, la production des cultures marchandes a en général diminué, plus particulièrement celle du coton, du sisal et des noix de cajou, ce qui a annulé les effets de l'augmentation de la production de café, de thé, de sucre et de pyrèthre. En 1976 la saison des pluies a été bonne et on attendait une production de céréales, de coton et de tabac bien meilleure qu'en 1975.

b) Mines. Ce secteur n'a connu aucune expansion car la production de la principale extraction, celle du diamant, diminue depuis 1971. Les mines ne représentaient que 0,6 p. 100 du PIB en 1975. Du gaz naturel a été découvert au large des côtes et il est probable que des gisements de charbon et de fer vont être mis en exploitation pour permettre la création d'une industrie sidérurgique.

c) Industries manufacturières. La gamme des produits fabriqués dans la République-Unie de Tanzanie a continué de s'élargir depuis le début de la décennie mais la transformation des produits agricoles et le remplacement des importations de biens de consommation tiennent encore la première place; les industries intermédiaires comprennent le raffinage du pétrole et la fabrication de ciment, d'engrais et de produits métallurgiques. En 1974, le pays comptait 561 entreprises qui employaient 82 800 personnes, soit un progrès substantiel sur les chiffres de 1970.

Les industries produisant les biens de consommation les plus courants - bière, cigarettes, sucre et textiles - ont toutes enregistré, depuis le début de la décennie, des progrès sensibles mais la production du ciment, qui avait rapidement augmenté jusqu'en 1973, a rétrogradé depuis lors. La production de pétrole a également baissé depuis 1972 en raison de la perte du précieux marché zambien. Les progrès du secteur manufacturier ont subi les conséquences de la situation relativement mauvaise de l'agriculture marchande, dont le traitement des produits constituait une part importante de la production brute. Les nouveaux produits inscrits sur la liste en 1973 comprenaient l'acier laminé et les engrais.

L'expansion des industries manufacturières porte surtout actuellement sur l'utilisation et l'adaptation des produits locaux et l'on encourage la création de petites industries à forte teneur en main-d'oeuvre. En 1973, a été créée l'Organisation pour le développement des petites industries.

Les nouvelles entreprises dont la création est prévue comprennent notamment des verreries, de nouvelles cimenteries, des usines pour la fabrication d'articles en plastique, de cuir, d'articles en bois, de papier, ainsi que des imprimeries et une fabrique de bicyclettes. Il semble que les plans de développement industriel visent au remplacement des importations et à l'expansion du traitement des produits d'exportation et s'orientent vers la création d'industries intermédiaires et lourdes plus essentielles, les petites industries étant destinées à répondre aux besoins locaux les plus immédiats. Les grands projets pour la période 1976/77 comprennent la fabrique de bicyclettes, une tannerie, des usines de savon en poudre, de produits pharmaceutiques, d'instruments agricoles, une deuxième sucrerie à Kilembéro et une nouvelle filature.

d) Electricité. La production a augmenté assez rapidement depuis 1970 mais les installations de base demeurent limitées. La capacité a atteint 170 Mw en 1975 et devrait augmenter encore de 100 Mw d'ici 1980. En 1975, les ventes de la Tanesco se sont montées à 486 millions de kwh, contre 341 millions en 1970.

e) Construction. L'augmentation du produit de ce secteur entre 1970 et 1975 s'explique dans une très large mesure par la hausse des prix. Toutefois, il demeure un employeur comparativement important de main-d'oeuvre et, pendant la construction de la voie ferrée Tazara, le nombre des salariés a connu de très importantes augmentations.

III. Dépense intérieure brute

Le poste de dépense le plus important pour l'avenir du développement est la proportion du PIB consacrée à la formation brute de capital. Dans la République-Unie de Tanzanie, le pourcentage moyen du PIB consacré à cette fin était, entre 1970 et 1975, d'environ 22,8 p. 100. Une dépense de cet ordre, dans des conditions normales, aurait dû amener une croissance annuelle moyenne du PIB de plus de 6 p. 100 mais, comme on l'a déjà vu, le taux de croissance à prix constants n'a atteint que 4,1 p. 100 par an entre 1970 et 1975. Une part substantielle des dépenses consacrées au développement ont été affectées à l'infrastructure et notamment à des projets de transports, dont la construction du chemin de fer Tazara était le plus important, et à des ouvrages de production d'énergie électrique. De tels projets d'infrastructure ne devraient pas normalement provoquer une croissance immédiate sensible du PIB. Cependant, en 1976, le chemin de fer Tazara était utilisé pour transporter une part considérable des importations et exportations de la Zambie, ainsi que certaines exportations du Zaïre, et les recettes de ce commerce de transit devraient apparaître dans les chiffres tant du PIB que de la balance des paiements pour l'année.

La dépense intérieure brute pour les années 1970 à 1973 se répartit comme il est indiqué au tableau 3.

Tableau 3 : République-Unie de Tanzanie : Dépense intérieure brute de 1970 à 1973
(en millions de shillings)

	1970	1971	1972	1973 ^{a/}
Consommation privée	6 300	6 715	7 905	9 089
Consommation publique	1 208	1 365	1 387	1 710
Formation de capital fixe)				
Variation des stocks	2 067	2 587	2 451	2 856
Exportations de biens et services	2 200	2 366	2 808	2 955
A déduire : importations de biens et services	2 607	3 231	3 379	3 839
PIB aux prix du marché	9 168	9 802	11 172	12 771

Source : Données fournies par les autorités tanzaniennes.

^{a/} Chiffres provisoires

Dans ces quatre années, le rapport entre l'épargne intérieure brute et le PIB est tombé de 18,1 p. 100 en 1970 à 15,4 p. 100 en 1973. Cette tendance à la baisse de l'épargne s'est probablement poursuivie en 1974 et 1975 en raison des difficultés économiques qu'a connu le pays au cours de ces années. Les chiffres donnés plus loin pour la balance des paiements montrent que les entrées de capitaux et les transferts de fonds publics sont montés en flèche, passant de 524 millions de shillings en 1970 à 1 814 millions en 1975, ce qui témoigne de la part croissante qu'a prise le secteur extérieur dans le financement du développement national.

IV. Commerce extérieur et balance des paiements

Le commerce extérieur de la République-Unie de Tanzanie a connu, au cours des années 1974 et 1975, une évolution sans précédent caractérisée par une augmentation particulièrement rapide des importations et une augmentation beaucoup plus modérée des exportations, ce qui a porté le déficit commercial de 898 millions de shillings en 1973 à 2 929 millions en 1975. Au cours de cette dernière année, les exportations n'ont financé que 49 p. 100 des importations. La situation semblait se redresser en 1970 puisque le déficit n'était que de 192 millions de shillings pour les deux premiers mois de l'année mais ce redressement n'a été possible que grâce à l'arrêt virtuel des importations de céréales, à un contrôle très strict des importations et à la hausse des recettes des exportations de café, de coton et de sucre.

L'important déficit de 1974 et 1975 a été couvert par les recettes provenant des transferts de fonds publics, qui ont triplé par rapport à 1973, et par les entrées de capitaux dont le montant est demeuré relativement élevé. Les avoirs nets à l'étranger ont également été réduits de 1 613 millions de shillings à la fin de 1973 à 963 millions à la fin de 1975.

Tableau 4 : République-Unie de Tanzanie : Commerce extérieur et balance des paiements de 1970 à 1975

(en millions de shillings)						
<u>Commerce extérieur</u>	<u>1970</u>	<u>1971</u>	<u>1972</u>	<u>1973</u>	<u>1974</u>	<u>1975</u>
Exportations	1 852	1 989	2 277	2 581	2 861	2 765
Importations	2 274	2 725	2 878	3 479	5 258	5 694
Balance commerciale	- 422	- 736	- 601	- 898	-2 397	-2 929
<u>Balance des paiements</u>						
Biens et services	- 346	- 755	- 460	- 769	-2 269	-2 401
Transferts privés nets	+ 79	+ 25	- 104	- 101	- 81	+ 85
Transferts publics nets	+ 12	+ 17	+ 74	+ 136	+ 405	+ 565
Capital net	+ 512	+ 883	+ 825	+ 964	+ 969	+1 249
Réserves nettes ^{a/}	+ 56	- 139	- 476	- 235	+ 700	- 50
Autres postes (montant net) ^{b/}	- 313	- 31	+ 140	+ 6	+ 277	+ 551

Sources : Données contenues dans la Tanzania Economic Survey, 1975/1976 et dans les International Financial Statistics du FMI, août 1976.

^{a/} Le signe moins indique l'accumulation de réserves à l'étranger.

^{b/} Avec les erreurs et omissions.

En 1975, le pays tirait déjà un profit des services puisque ses recettes nettes à ce titre, provenant principalement du commerce de transit de la Zambie, s'élevaient à 532 millions de shillings.

Les principales exportations sont le café, le coton, les diamants, le sisal, les noix de cajou, les clous de girofle, le tabac, le thé et les produits dérivés du pétrole. Les importations de 1974 et 1975 comprenaient de grandes quantités de céréales destinées à combler le déficit de la production locale. Cependant, en 1975, les importations de machinerie et de matériel de transport représentaient 1 753 millions de shillings, soit 31 p. 100 du total des importations, ce qui donne une idée du niveau élevé des dépenses d'investissement.

V. Aide au développement et dette extérieure

Comme on l'a déjà vu dans le chapitre relatif à la balance des paiements, la République-Unie de Tanzanie a bénéficié de transferts substantiels de fonds publics au titre de l'aide, particulièrement en 1974 et 1975. Les recettes nettes provenant de ces transferts se montaient, en 1974, à 405 millions de shillings et, en 1975, à 565 millions de shillings. Les versements de capitaux publics ont aussi sensiblement augmenté depuis 1970, passant d'un montant net total de 457 millions de shillings cette année-là à un chiffre correspondant de 748 millions pour 1974 et de 1 024 millions pour 1975.

A la fin de 1974, le montant total de l'encours de la dette extérieure publique de l'Etat et des organismes para-étatiques était évalué à 4 050 millions de shillings et le montant des versements effectués cette année-là au titre du service de la dette à 134 millions de shillings. Ces chiffres ne tiennent pas compte de la dette consolidée et, d'après le montant net des apports de capitaux publics en 1975, on peut penser que le montant total de la dette extérieure non consolidée aurait dépassé 5 milliards de shillings à la fin de l'année en question.

Au cours des dernières années, les emprunts du pays à l'étranger ont été contractés pour une bonne partie sous forme d'emprunts sans intérêts ou à très faible intérêt et la totalité des capitaux nécessaires pour les dépenses extérieures de la construction du chemin de fer Tazara, soit 331 millions de dollars, ont été prêtés sans intérêt. Les risques de difficultés à venir pour le service de la dette publique s'en trouvent certes réduits mais la nécessité de commencer à rembourser les prêts, même après une période de grâce, exigera une administration judicieuse de la dette publique.

VI. Recettes et dépenses publiques

Le montant total des dépenses ordinaires et des dépenses d'équipement de l'Etat est passé de 2 520 millions de shillings en 1970/1971 à 6 361 millions en 1975/1976, soit une augmentation de 152 p. 100 qui excède sensiblement celle du PIB qui n'a été que de 104 p. 100 aux prix du marché entre 1970 et 1975. Le gouvernement a donc augmenté la proportion du PIB qu'il dépense directement ou indirectement. Le tableau 5 donne les chiffres des recettes et dépenses de l'Etat depuis l'exercice 1970/1971.

Tableau 5 : République-Unie de Tanzanie : Recettes et dépenses de l'Etat, 1970/1971 à 1976/1977

(en millions de shillings)

	1970- 1971	1971- 1972	1972- 1973	1973- 1974	1974- 1975	1975 ^{a/} 1976	1976 ^{b/} 1977
Recettes ordinaires et transferts de capitaux	1 684	1 859	2 357	3 023	3 975	3 883	4 563
Dépenses ordinaires	1 631	1 781	2 223	2 785	4 063	3 771	4 183
Recettes du compte d'équipement y compris les excédents courants	889	884	956	1 642	2 284	2 590 ^{b/}	3 017
Dépenses d'équipement	889	884	956	1 642	2 251	2 590 ^{b/}	3 045
Recettes totales ^{c/}	2 521	2 665	3 180	4 641	6 259	6 273	7 230
Dépenses totales	2 520	2 665	3 179	4 427	6 314	6 361	7 228
<u>Fonds d'équipement</u>							
Emprunts locaux	143	86	180	196	929	570 ^{b/}	863
Montant total provenant de sources intérieures	559	388	438	901	944	1 160 ^{b/}	213
Prêts et subventions de l'étranger	270	359	325	481	1 039	1 430 ^{b/}	1 804

Sources : République-Unie de Tanzanie, Economic Survey, 1975/1976.

Discours de présentation du budget, 17 juin 1976.

Etats financiers et prévisions de recettes pour 1976/1977.

a/ Chiffres provisoires.

b/ Prévisions budgétaires.

c/ Non compris les excédents courants.

Dans son discours de présentation du budget, en juin 1976, le Ministre des finances et de la planification a déclaré que le montant total des emprunts à court terme de l'Etat atteindrait 2 316 millions de shillings à la fin de juin 1976. Les emprunts de l'Etat ont augmenté de 929 millions de shillings à la suite du déficit réel encouru en 1974/1975.

Le plan de développement pour 1976/1977 fait partie du troisième plan quinquennal de développement et doit entraîner des dépenses de 3 636 millions de shillings, ce qui est proche du montant estimatif des dépenses consacrées au développement en 1975/1976, soit 3 677 millions de shillings. Ces chiffres comprennent le montant des investissements prévus par les organismes para-étatiques et prélevés sur leurs propres fonds.

Les dépenses de l'Etat proprement dit au titre du développement pour 1976/1977 se répartissent comme suit : 42 p. 100 pour des investissements directement productifs dans l'agriculture, l'industrie et les ressources naturelles, 28 p. 100 pour l'infrastructure - eau, énergie, communications, etc. - et 30 p. 100 pour l'enseignement, la santé, la défense et la sécurité nationale. Au cours de l'exercice 1976/1977, le gouvernement espérait bénéficier de prêts à des conditions de faveur de la part d'un certain nombre de pays et d'organisations internationales. Le montant total des prêts et subventions extérieurs destinés au développement devait être en 1976/1977 presque aussi élevé qu'en 1975/1976.

Entre 1970/1971 et 1976/1977, les dépenses ordinaires, sans compter les contributions au budget du développement, sont passées de 1 031 à 4 183 millions de shillings, soit une augmentation de 149 p. 100. Pendant la même période, les dépenses d'équipement sont passées de 889 à 3 045 millions de shillings, soit une augmentation de 243 p. 100.

Les nouvelles dépenses d'équipement sont financées en grande partie par des emprunts et on pense qu'en 1976/1977 ces dépenses seront financées à concurrence de 863 millions de shillings par des emprunts locaux, de 350 millions de shillings par l'excédent budgétaire et de 1 802 millions de shillings par des prêts et subventions de l'étranger. En 1970/1971, les emprunts locaux représentaient 143 millions de shillings, d'autres sources intérieures ont fourni 416 millions de shillings et les prêts et subventions de l'étranger 270 millions de shillings.

VII. Monnaie et crédit

Depuis 1973, les emprunts bancaires de l'Etat ont rapidement augmenté, tandis que les crédits consentis aux autres secteurs intérieurs, particulièrement aux organismes de droit public, augmentaient également, si bien qu'à la fin de 1975, le crédit intérieur s'élevait à 5 751 millions de shillings, contre 2 446 millions à la fin de 1973. Pendant la même période, la masse monétaire est passée de 2 775 à 4 404 millions de shillings et l'indice des prix à la consommation, qui était de 128 en 1973, a atteint 194,3 en 1975. Cette période s'est donc caractérisée par une forte inflation, une forte augmentation du crédit et une augmentation substantielle de la masse monétaire. Les pourcentages respectifs d'augmentation étaient de 135 p. 100 pour le crédit intérieur, 52 p. 100 pour les prix à la consommation et 59 p. 100 pour la masse monétaire.

D'après les chiffres connus pour mars 1976, l'augmentation du crédit intérieur semble avoir pratiquement cessé et la masse monétaire était inférieure au niveau de décembre 1975. Au cours du premier trimestre de 1976, l'indice national des prix à la consommation est monté de 1,2 p. 100 et il est encore monté de 3,6 p. 100 au cours du deuxième trimestre.

Tableau 6 : République-Unie de Tanzanie : Etude de la situation monétaire de 1970 à 1976
(chiffres en millions de shillings)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
	déc.	déc.	déc.	déc.	déc.	déc.	mars
Avoirs extérieurs nets a/	768	904	1 377	1 608	585	357	288
Avoirs extérieurs nets b/	763	902	1 377	1 613	913	963	869
Crédit intérieur	1 639	2 007	2 084	2 446	4 492	4 751	5 822
Créances sur l'Etat	277	487	520	610	1 578	2 358	2 500
Créances sur les organismes de droit public	457	677	592	813	1 702	1 780	1 748
Créances sur le secteur privé	905	843	972	1 023	1 212	1 613	1 514
Monnaie	1 755	2 123	2 365	2 775	3 575	4 404	4 370
Quasi-monnaie	563	581	770	878	1 028	1 297	1 340
Autres postes (nets)	90	208	326	402	472	406	400

Sources : FMI, International Financial Statistics, août 1976.

Banque de Tanzanie, Economic Bulletin, mars 1976.

a/ Chiffres du FMI.

b/ Chiffres de la Banque de Tanzanie.

Les chiffres des années 1974 et 1975 témoignent des difficultés dont ont souffert les secteurs intérieur et extérieur du fait de la mauvaise récolte de céréales en 1974, qui a exigé l'importation de quantités importantes de céréales au moment où les prix montaient en flèche. L'augmentation du coût des importations qui en est résultée a encore été aggravée par la hausse substantielle des prix de toute une gamme d'autres produits importés. L'une des conséquences de cet état de choses a été la dévaluation de 15,5 p. 100 du shilling tanzanien en octobre 1975.

VIII. Salaires et prix

La politique des salaires du gouvernement vise à réduire les inégalités de revenu et il a accordé aux groupes à faible revenu des augmentations de salaire plus élevées en pourcentage que celles dont ont bénéficié les groupes à revenu plus élevé. Les augmentations consenties en 1975 tendaient à éviter de nouvelles pressions sur les prix intérieurs et ont été maintenues à un niveau inférieur à celui de la hausse des prix à la consommation. En mai 1975, le salaire minimum a été porté, pour les employés des villes, de 340 à 380 shillings par mois et, pour les ouvriers agricoles, de 200 à 230 shillings par mois.

Entre 1970 et 1975, l'indice des prix à la consommation dans les villes est passé de 103,5 à 194,3, soit une hausse de 88 p. 100 ou de 13,5 p. 100 par an en moyenne. Ce taux a été plus fort pour les travailleurs rétribués au salaire minimum (l'indice étant passé de 103,7 à 248,5) et pour les fonctionnaires de rang moyen (pour lesquels l'indice est passé de 101,5 à 204,3). Les principales hausses ont eu lieu en 1974 et 1975 puisque l'indice des prix dans les villes est monté de 20 p. 100 en 1974 et de 26 p. 100 en 1975. Comme on l'a déjà vu, l'augmentation des prix s'est quelque peu calmée dans la première moitié de 1976, la hausse enregistrée étant inférieure à 5 p. 100.

IX. Emploi

Bien que le nombre des salariés ait augmenté assez rapidement, passant de 376 000 en 1970 à 466 000 en 1975, il ne représente encore que 3,1 p. 100 de la population totale, c'est-à-dire une très faible proportion. Cette augmentation de 90 000 en cinq ans ne correspond guère, probablement qu'au dixième de l'augmentation de la population active, c'est-à-dire qu'une proportion écrasante de ceux qui entrent dans la population active n'auraient pu, pour gagner leur vie, que devenir travailleurs indépendants, principalement dans l'agriculture.

Quand la construction de la voie ferrée Tazara battait son plein en 1974, le nombre total des salariés dans la République-Unie de Tanzanie avait atteint 484 000 mais, en 1975, il a diminué de quelque 18 000.

Le montant estimatif total des salaires en 1974 était de 2 490 millions de shillings; il dépassait de 66 p. 100 le montant de 1970 et, pendant les quatre années considérées, les salaires ont augmenté en moyenne de 30 p. 100.

On ne dispose d'aucun chiffre concernant le chômage mais, comme dans beaucoup de pays en développement, on verrait certainement de longues files d'attente si les offres d'emploi étaient plus fréquentes.

X. Autres secteurs sociaux

a) Enseignement. L'enseignement a rapidement progressé depuis 1970 puisque les effectifs de l'enseignement primaire sont passés de 828 000 à cette date à 1 533 000 en 1975. On comptait, par ailleurs, cette année-là, 53 370 inscrits dans les écoles secondaires, 2 878 tanzaniens inscrits dans divers collèges d'Afrique orientale et 2 000 autres qui faisaient leurs études à l'étranger. Cependant, les effectifs des écoles primaires ne représentaient probablement qu'un peu plus de la moitié de la population d'âge scolaire. En 1976, 2 183 000 élèves fréquentaient l'école primaire, dont 666 000 dans les classes du premier degré. Le taux d'inscription avait atteint 61 p. 100.

Le principal objectif de l'enseignement est de donner à tous les tanzaniens les connaissances nécessaires pour participer activement aux tâches de construction de la nation. Le gouvernement vise à l'enseignement primaire universel pour 1977 mais cet objectif ne saurait être considéré, pour le moment, que comme une déclaration d'intention. Les matières de caractère commercial et technique tiennent une place grandissante dans les programmes des écoles secondaires.

De nombreux projets destinés à contribuer à l'expansion de l'enseignement sont à l'étude avec la participation de bailleurs d'aide tant bilatérale que multilatérale et les travaux en cours à ce sujet auront eux-mêmes une influence. Les dépenses consacrées par l'Etat proprement dit à l'enseignement sont importantes, étant passées d'un montant total de 337 millions de shillings en 1970/1971 à 848 millions en 1975/1976.

Un programme visant à l'élimination de l'analphabétisme chez les adultes est également en cours d'exécution.

b) Santé. La politique du gouvernement vise avant tout à amener des services de santé dans les zones rurales par la création de centres ruraux de santé et de dispensaires. On prévoit pour l'instant l'installation de 2 200 dispensaires et 3 000 centres qui bénéficieront de l'appui des hôpitaux de district. En 1975, le pays disposait de 1 786 dispensaires et de 138 cliniques rurales. Ces établissements, ajoutés aux 128 hôpitaux, comprenaient au total 31 271 lits pour une population de 15 160 000 habitants, soit à peine plus de 2 lits pour 1 000 habitants. En 1975, les médecins étaient au nombre de 838 et les infirmiers et infirmières au nombre de 4 700.

Les programmes préventifs visent à réduire l'incidence des maladies infectieuses, de la malnutrition et des complications liées à la grossesse. Les services de santé ont encore besoin d'un grand nombre de tanzaniens dotés de la formation requise, particulièrement pour les zones rurales.

c) Logement. Les zones urbaines se sont rapidement étendues et l'insuffisance des revenus y a créé, comme toujours, des conditions insatisfaisantes d'habitation, surtout pour les travailleurs les moins rémunérés. Dans les zones rurales, l'un des problèmes réside dans le manque de matériaux de construction. Toutefois, en 1976, plus de 5 millions de personnes vivaient dans des villages Ujaama qui apportaient une solution au problème consistant à assurer aux habitants de la campagne les services sociaux et le confort voulus. Le gouvernement s'est fixé pour objectif d'approvisionner tous les villages en eau propre d'ici 1980, principalement grâce à des forages et des puits.

B. GRANDS PROBLÈMES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

C'est la balance des paiements qui a sans doute posé le problème le plus difficile pour l'économie tanzanienne en 1974 et 1975. Les raisons de l'élargissement considérable du déficit du compte marchandises ont déjà été indiquées. En 1976, on commençait à appliquer des mesures qui, jointes à la dévaluation monétaire d'octobre 1975, devaient amener un redressement sensible de la situation. La République-Unie de Tanzanie reçoit toujours, sous forme d'aide et de prêts à des conditions de faveur, des sommes substantielles qui, jointes à la révision de la politique du crédit, contribuent à contrôler la situation dans une certaine mesure. Dans le premier semestre de 1976, l'inflation avait été ramenée à 10 p. 100 par an.

Le coût de l'enseignement est déjà passé de 337 à 848 millions de shillings entre 1970/1971 et 1975/1976. Il subira encore une augmentation appréciable en 1976/1977 et devra encore monter considérablement si l'on veut aboutir à l'enseignement primaire universel. La base du revenu est comparativement limitée et des accroissements de dépenses comme ceux qu'appelle l'enseignement susciteront probablement de nouveaux problèmes quant à l'ampleur et à la répartition des dépenses générales de l'Etat.

Le stade difficile qu'a atteint le fonctionnement régulier de la Communauté est-africaine a amené les Etats qui en sont membres à prendre la responsabilité de fait des opérations de certaines des sociétés de la Communauté dans leur propre région.

Le fonctionnement des sociétés para-étatiques constituées dans la République-Unie de Tanzanie a été récemment réexaminé et, dans son discours de présentation du budget en juin 1976, le Ministre des finances a déclaré que très peu de ces entreprises fonctionnaient à plein rendement et qu'il importait d'assurer la formation de personnel doté des compétences requises, ainsi qu'un contrôle par le ministre responsable.

C. POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT SUR LE PLAN INTERIEUR

La mise en oeuvre du troisième plan de développement a été ajournée en juillet 1975 mais il a été décidé d'ajuster ce plan et d'en faire coïncider le lancement avec l'exercice financier 1976/1977. Le plan annuel de développement pour cet exercice marquera donc le début du troisième plan quinquennal de développement.

Les grandes lignes du plan soulignent la nécessité d'augmenter la production alimentaire, de sorte que l'irrigation et l'expansion de l'élevage y occupent une place particulièrement importante. Dans le secteur industriel, le plan est orienté vers la production des biens répondant aux besoins essentiels du consommateur; il vise également à l'approvisionnement adéquat des industries en matières premières et à la mise en place d'un réseau efficace de distribution. Tout le matériel existant dans le pays doit être utilisé à pleine capacité et être maintenu en bon ordre de marche afin d'économiser le coût onéreux des remplacements.

Le plan met aussi l'accent sur la création d'industries directement productives à courte échéance. La mesure dans laquelle le pays continue de dépendre de l'assistance extérieure fera l'objet d'un examen car les engagements pris à ce titre constituent un élément essentiel des subventions et prêts consentis et le poids de ces engagements peut s'avérer lourd dans les années à venir.

Le texte du plan doit être publié dès que la Commission de planification aura terminé ses travaux à la fin de 1976.

Le plan annuel de développement pour 1976/1977, qui se monte à 3 470 millions de shillings, comprend un montant de 2 718 millions de shillings pour les objets dont l'exécution sera confiée aux ministères et sociétés, soit une augmentation de 6,7 p. 100 par rapport à l'exercice 1975/1976. Le montant total est réparti à raison de 42 p. 100 pour des projets directement productifs, 28 p. 100 pour des projets d'infrastructure économique et 30 p. 100 pour les services sociaux, la défense et la sécurité nationale.

On a déjà parlé, à propos des secteurs sociaux, des objectifs fixés pour l'enseignement et la santé. La capacité de production d'électricité est en cours d'expansion et celle de l'industrie de la construction sera étendue pour améliorer, en particulier, les conditions d'existence dans les zones rurales.

La construction de nouveaux tronçons routiers est prévue pour élargir les perspectives de développement des régions méridionales et renforcer celles de la zone du Lac Victoria.

D. PROBLEMES NAISSANTS ET PERSPECTIVES

Les perspectives de l'économie tanzanienne sont certainement plus brillantes en 1976. Les recettes d'exportation de cette année bénéficieront du doublement des prix du café et une campagne agricole plus fructueuse aura probablement éliminé la nécessité des coûteuses importations de céréales pour 1976 et 1977. Au cours de l'année 1977 elle-même, les exportations d'autres cultures marchandes devraient augmenter. De toute façon, la reprise continue de l'économie mondiale bénéficiera à la République-Unie de Tanzanie.

Dans la deuxième moitié de la décennie, si les conditions climatiques sont meilleures que dans la première, la croissance du PIB devrait pouvoir atteindre un taux plus élevé qu'entre 1970 et 1975. La politique d'implantation des villages centraux visant à répondre aux besoins des paysans devrait commencer à porter ses fruits en amenant une augmentation de la production et de la productivité dans le secteur agricole. L'accès plus aisé aux facteurs de production, au crédit et à la distribution devrait en tout cas bénéficier à ce secteur.

L'élimination de l'inefficacité dans le secteur para-étatique et un meilleur contrôle de la part des ministères responsables feraient beaucoup pour renforcer la rentabilité et la production du secteur manufacturier et d'autres secteurs.

L'objectif fixé pour le taux de croissance du PIB jusqu'en 1980 n'a pas encore été publié mais il semble raisonnable, à ce stade, d'espérer que ce taux se situera aux alentours de 5 p. 100 par an pendant la deuxième moitié de la décennie.

TCHAD

A. EVOLUTION ECONOMIQUE ET SOCIALE, 1971-1976

Introduction

L'économie du Tchad a gravement souffert de la sécheresse sahélienne et de mouvements insurrectionnels. Malgré l'absence de statistiques des comptes nationaux, il est certain que, depuis 1970, la production a soit diminué en volume soit, au mieux, suivi seulement le mouvement démographique. Cette évolution est due non seulement aux circonstances notées plus haut mais aussi aux facteurs de ralentissement de la croissance ci-après : a) une partie importante du territoire est aride ou semi-aride; b) le pays n'a pas d'accès à la mer et les ports les plus proches sont à 1 000 à 2 000 km; c) la population manque d'une façon générale de techniques modernes; d) il y a peu de capital accumulé. Le Tchad se classe parmi les pays les moins développés d'Afrique et du monde et son PIB par habitant est encore inférieur à 100 dollars des Etats-Unis.

Tableau 1 : Tchad : Indicateurs économiques, 1970-1975

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Production de graines de coton (milliers de tonnes)	116,6	95,0	108,8	104,1	115,1	143,6
Millet et sorgho (milliers de tonnes)	600	660	...	432	380	540
Bovins (millions)	4,50	...	4,70	4,10	2,90 ^{a/}	3,5 ^{a/}
Ovins et caprins (millions)	4,30	...	5,20	3,70	...	5,0 ^{a/}
Production d'électricité (millions de kWh)	41,9	47,2	51,3	56,7	57,7	...
Prix à la consommation (1970 = 100)	100,0	106,2	109,3	115,2	128,2	148,3

Source : Bulletin de l'Afrique Noire, n° 865 (28 avril 1976). Statistiques financières internationales, vol. XXIX, n° 10 (octobre 1967). Chiffres officiels.

a/ Estimations approximatives seulement.

La sécheresse a atteint les régions nord du Tchad et frappé le plus gravement le troupeau bovin et les autres animaux d'élevage. Le troupeau bovin est revenu d'approximativement 4,7 millions de têtes à moins de 3 millions. La perte a été forte aussi pour les moutons, les chèvres et les chameaux. La sécheresse a pris fin en 1974 et la situation est redevenue normale. Il s'avère que, compte tenu de l'excellente récolte cotonnière de 1974/75 et de la forte reprise de la production de millet et sorgho, l'année 1975 a été relativement bonne avec un taux de croissance du PIB satisfaisant après les diminutions des deux années précédentes.

Pour 1976, la récolte de coton s'annonce bonne aussi mais la pluviométrie ayant été, cette année encore, inférieure à la moyenne, le Gouvernement s'inquiète d'une pénurie possible de céréales.

I. Principaux secteurs de production

a) Agriculture

L'économie tchadienne est largement tributaire de l'agriculture et le secteur de subsistance représenterait environ 30 p. 100 du PIB. Les principales denrées alimentaires sont le millet et le sorgho; la culture commerciale la plus importante est celle du coton. Le riz, le blé, l'arachide, le sucre et le tabac sont aussi cultivés. L'élevage est très important avec un troupeau bovin de 4,7 millions de têtes, en temps normal, et 5 millions d'ovins et caprins. Pendant les années de sécheresse la récolte de millet et sorgho qui avait donné environ 600 000 ou 660 000 tonnes en 1970/71 est tombée à 380 000 tonnes seulement ce qui a créé un déficit céréalier important. En 1974/75 la culture de ces céréales a repris vigoureusement et aurait atteint 530 000 tonnes mais elle est restée encore inférieure de un septième au tonnage de 1970/71.

Le coton dont l'aire de culture est dans le sud du territoire n'a pas été aussi touché par la sécheresse que les céréales. En 1974/75, la production de graines de coton a été la meilleure depuis 1968/69 avec 143 640 tonnes. En même temps, les techniques de production se sont améliorées régulièrement : les surfaces de forte productivité représentent actuellement un quart de l'aire cultivée en coton. Les prix à la production, qui étaient restés stables pendant 11 ans, de 1960 à 1970, ont été relevés dernièrement. Les recettes tirées du coton par les agriculteurs pour la campagne 1974/75 ont atteint 5 650 millions de francs CFA.

La production d'arachides, en déclin régulier de 1970/71 (115 000 tonnes) à 1973/74 (50 000 tonnes) est revenue à 78 500 tonnes en 1974/75.

La gomme arabique, produit d'exportation traditionnel, a diminué beaucoup pour tomber à 38 tonnes seulement en 1974 contre 1 100 tonnes en 1968/69. La sécheresse avait chassé les nomades de la région de production et le ramassage de la gomme sur les arbres n'a pas été fait. Il n'existe pas de chiffres d'ensemble pour les animaux d'élevage mais il semble que les troupeaux se soient partiellement remis des effets de la sécheresse. Les bovins seraient maintenant environ 3,5 millions, les ovins et caprins auraient retrouvé leur effectif précédent soit 5 millions de têtes.

Pendant la campagne 1975/76, la saison humide a encore été difficile dans le nord mais, au sud, les conditions climatiques ont été normales et la récolte cotonnière a été annoncée comme excellente. Depuis 1972, un programme agricole quinquennal est en cours d'exécution dans ces régions qui met spécialement l'accent sur la production de coton. Son coût initial était de 10,8 milliards de francs CFA. L'objectif fixé pour 1976/77 était de 190 000 tonnes de graines de coton.

b) Industries extractives

Pour le moment, le Tchad n'est pas un producteur important de minéraux. Son seul produit est la soude ou natrum. La production a dû cesser dernièrement car il y avait trop d'inventus. Pour d'autres gisements de minerais la prospection est active. Des traces de pétrole ont été confirmées. Aucune évaluation des réserves n'est encore disponible.

c) Industries manufacturières

Les industries de transformation sont encore très petites. Leur chiffre d'affaires, en y comprenant l'égrenage du coton, est probablement de l'ordre de 20 milliards de francs CFA. Les unités de production les plus importantes sont des moulins à farine, des unités de traitement et de réfrigération de la viande, des égreneuses de coton, une sucrerie, des moulins à huile, une brasserie, une usine textile et un atelier de montage de bicyclettes. La sécheresse a eu des répercussions directes sur ces entreprises, en particulier sur les industries de la viande. Le secteur le plus prospère est la brasserie dont la production, constamment croissante, est passée de 70 915 hl en 1970 à 132 282 hl en 1974. Une usine de cigarettes créée en 1970 a produit 20 millions de paquets en 1974.

d) Électricité

La production d'électricité n'est que modeste avec 58 kWh en 1974. Cette année-là, à cause de divers problèmes de transport, l'approvisionnement en fuel des centrales a baissé de sorte que la production n'a augmenté que de 1,7 p. 100. Une certaine augmentation de capacité est envisagée et, dans un délai à définir, un barrage hydro-électrique sera construit.

II. Dépenses du PIB

Les chiffres récents font défaut. Les comptes nationaux pour 1970 montraient que les dépenses excèdent le PIB dans la proportion de 10 p. 100 et que des ressources substantielles sont reçues de l'extérieur. Le niveau des investissements cette année-là était très faible, de l'ordre de 10 p. 100 du PIB seulement. En 1973, selon une estimation officielle, la formation de capital fixe n'a représenté que 7,2 p. 100 de la production intérieure brute.

III. Commerce extérieur et balance des paiements

Les chiffres du commerce extérieur en 1975 ne sont pas disponibles. En 1973 et 1974, les exportations avaient stagné à cause du ralentissement des ventes d'animaux sur pied du fait des pertes subies pendant les années de sécheresse mais, dans ces deux mêmes années, les importations ont augmenté de 16,2 et 14,5 p. 100 réciproquement pour atteindre 20 860 millions de francs CFA. En 1974, les importations ont dépassé le double

des exportations notées. Mais il doit être tenu compte d'une importante contrebande d'animaux sur pied : les exportations clandestines d'animaux vivants seraient de l'ordre de 200 000 à 300 000 bêtes par an.

Tableau 2 : Tchad : Commerce extérieur et balance des paiements, 1970-1975 (en millions de francs CFA)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
<u>Commerce extérieur</u>						
Exportations	8 205	7 787	9 028	8 483	9 053	...
Importations	<u>17 216</u>	<u>17 219</u>	<u>15 675</u>	<u>18 213</u>	<u>20 859</u>	<u>...</u>
Solde	-9 010	-9 432	-6 647	-9 730	-11 806	...
<u>Balance des paiements</u>						
Marchandises et services (nets)	-7 804	-7 563	-7 396	-11 558	-13 588	-25 890
Transferts privés (nets)	+528	+471	+1 250	+324	+746	+1 779
Transferts d'Etat (nets)	+7 730	+8 006	+9 180	+9 220	+11 857	+12 880
Capitaux (nets)	+944	+1 163	-3 985	-757	+1 876	+6 558
Réserves extérieures ^{a/}	-250	-2 216	+277	+2 227	-3 102	+4 865
Autres postes (nets)	-1 148	+139	-326	-56	+2 211	-193

Source : Statistiques financières internationales, vol. XXIX, n°10 (octobre 1976). (Chiffres de la balance des paiements convertis à partir des montants en dollars des Etats-Unis au cours du moment).

a/ Le signe moins (-) indique une sortie de réserves extérieures.

Pour la balance des paiements, un déficit croissant sur les marchandises et services a été comblé par d'importantes entrées de transferts d'Etat et, en 1974 et 1975, par un apport de capitaux. En 1975, le déficit du compte marchandises et services, soit 25,9 milliards de francs CFA, était si considérable que, malgré une augmentation des transferts et des entrées de capitaux importantes, il a fallu entamer les réserves extérieures en les ramenant à 4,9 milliards de francs CFA. Ce déficit de 1975 a compris 22 milliards de francs CFA pour les marchandises (importations r.a.f.), ce qui signifie qu'en supposant une certaine augmentation des exportations dans l'année, les importations ont pu atteindre 30 milliards de francs CFA.

IV. Recettes et dépenses de l'Etat

Les chiffres du tableau 3 montrent que les recettes réelles de l'Etat tchadien ont très peu augmenté entre 1970 et 1975 et qu'avec l'accroissement évident des dépenses, la dette publique a atteint, en 1976, 26 milliards de francs CFA. Avec des recettes faibles les budgets d'équipement ont été des plus réduits ce qui indique qu'une part élevée de l'investissement public est traitée hors budget et qu'elle est financée grâce à un apport de transfert d'Etat.

En 1975, on estimait les dépenses budgétaires à 19,4 milliards de francs CFA, contre 13 milliards 703 millions de francs CFA de recettes seulement. Pour 1976, les prévisions sont plus réalistes et l'équilibre est réalisé à 15 milliards 735 millions de francs CFA cependant que la dotation pour les investissements n'est que de 1 milliard 564 millions. Le poste de dépense le plus lourd dans le budget est celui de la défense avec 4 milliards 621 millions de francs CFA, puis l'éducation, 1 milliard 750 millions, et la santé, 1 milliard 150 millions.

Tableau 3 : Tchad : Recettes et dépenses de l'Etat, 1970-1976 (en millions de francs CFA)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
<u>Prévisions budgétaires</u>							
Recettes	13,75	13,44	13,23	17,02	19,90 ^{b/}	19,28	15,79
Dépenses ordinaires	13,42	13,44 ^{a/}	13,23	13,02	17,40 ^{b/}	19,28	14,23
Dépenses d'équipement	0,64	1,27 ^{a/}	...	1,00	2,50 ^{b/}	...	1,56
Recettes effectives	...	...	...	12,14	14,48	13,70	...

Source : Chiffres officiels et rapports de presse.

a/ Sur apports de capitaux.

b/ Ce total peut inclure des sommes destinées aux réserves.

V. Monnaie et crédit

Les avoirs extérieurs du Tchad ont fortement diminué dans les neuf premiers mois de 1975, le déficit se montant en septembre à 4 milliards 310 millions de francs CFA contre un solde de 120 millions à la fin de 1974. L'augmentation des crédits intérieurs (de 15 milliards 980 millions de francs CFA à 21 milliards 730 millions), a dépassé la diminution des avoirs extérieurs (nets) et a été de 36 p. 100. Elle est entièrement due au secteur privé puisque les créances nettes sur l'Etat ont diminué quelque peu.

La monnaie (circulation + dépôts à vue) n'a augmenté quantitativement que peu (de 14 milliards 130 millions de francs CFA à 14 milliards 550 millions) mais la quasi-monnaie est passée de 820 millions de francs CFA à 1 milliard 360 millions.

Dans la période 1970-1974, les avoirs extérieurs nets du Tchad ont fluctué entre - 1 milliard 500 millions et + 190 millions de francs CFA; le crédit intérieur a baissé en 1971 mais est remonté progressivement à partir de décembre 1971 pour atteindre 15 milliards 980 millions à la fin de 1974, soit une augmentation de 30,7 p. 100 depuis la fin de 1970. L'argent en circulation est passé de 8 milliards 450 millions de francs CFA en décembre 1970 à 14 milliards 130 millions en décembre 1974, ce qui représente une augmentation de 67,2 p. 100 pendant ces quatre ans. La majeure partie de cette augmentation s'est située en 1974 avec 53,7 p. 100.

Tableau 4 : Tchad : Evolution monétaire, 1970 à 1975 (en milliards de francs CFA)

	Fin de 1970	Fin de 1971	Fin de 1972	Fin de 1973	Fin de 1974	Fin de 1975
Avoirs extérieurs (nets)	-1,52	-1,19	0,45	-1,26	0,12	-4,31
Créances nettes sur l'Etat	0,86	0,84	1,82	2,49	3,04	2,19
Créances sur le secteur privé	11,37	9,68	9,56	11,18	12,94	19,54
Monnaie	8,45	9,10	9,31	9,19	14,13	14,55
Quasi-monnaie	0,58	0,51	0,46	0,81	0,82	1,36
Autres postes (nets)	1,67	2,08	2,07	2,41	1,26	1,56

Source : Statistiques financières internationales, vol. XXIX, n° 10, octobre 1976.

VI. Prix

L'inflation a continué en 1975 et l'indice des prix à la consommation pour Djamaena, la capitale, a augmenté de 15,7 p. 100 contre 11,3 p. 100 en 1974. A la fin de 1975, les prix montaient au taux annuel de 30 p. 100 et, comme la sécheresse a reparu dans le nord en 1975, il est possible que cette inflation se soit poursuivie à un taux relativement élevé.

B. PROBLEMES ET POLITIQUES ECONOMIQUES

Il se pose des problèmes de développement aigus à cause du climat, qui est sec dans le nord, et de l'absence de littoral marin. Les dernières années, la sécheresse a infligé des pertes sévères au troupeau tchadien. La collectivité a aussi connu, dans les régions du nord et du centre, un état d'insurrection qui a obligé les pouvoirs publics à affecter à la défense des ressources déjà peu abondantes. Un plan de développement a été élaboré pour la période 1971-1980 mais n'a pas été approuvé par l'Assemblée nationale. Dans l'état actuel des choses, le Gouvernement s'en tient à des solutions à court terme qui privilégient la diversification de l'agriculture dans le sud, où la pruvionométrie est convenable, et une production de denrées alimentaires répondant aux besoins de la population. La Banque centrale encourage les entreprises par une politique de crédit libérale et la prise de participations dans les investissements productifs. Un plan est en préparation pour la période 1977/78-1980/81 qui devrait ouvrir de nouvelles voies au développement et stimuler l'activité économique.

C. PERSPECTIVES ECONOMIQUES

En 1976, la récolte de coton a été très belle et, pour la viande, de nouveaux marchés se sont ouverts au Ghana et au Moyen-Orient, si bien que les exportations devraient s'être améliorées. Toutefois, la situation générale subira l'influence de la nouvelle sécheresse dans le nord.

Pour l'avenir, de vastes espoirs sont attachés à l'exploitation pétrolière. Le changement de politique introduit par les nouveaux gouvernements militaires, visible par le réalisme dans l'établissement du budget, donne l'espoir que le Tchad pourra s'engager dans une phase de croissance qui lui a été refusée dans la première moitié de la décennie. Le nouveau plan, qui doit commencer en 1977-1978, montrera l'importance redonnée au développement économique.

TUNISIE

A. EVOLUTION ECONOMIQUE ET SOCIALE ACTUELLE

Introduction

L'économie tunisienne a progressé à un rythme continu, sauf en 1973, et, de 1970 à 1976, le PIB en prix constants a augmenté globalement d'environ 78 p. 100, soit à un taux moyen de 10 p. 100 par an. La progression la plus forte a eu lieu entre 1970 et 1972 en raison d'un essor particulièrement important de la production agricole en 1972 et le PIB a augmenté de 33 p. 100 au cours de cette période biennale. Le PIB, qui a légèrement fléchi en 1973, a fortement progressé, de 11,2 p. 100, en 1974 en raison de la situation favorable du marché de l'exportation. En 1975 et en 1976, les taux annuels de croissance ont atteint environ 10 p. 100.

Les statistiques de production font ressortir une situation générale beaucoup plus favorable du secteur agricole pendant la période triennale 1974-1976 que de 1970 à 1972 et une forte progression de la production agricole. La production des industries extractives, de phosphates et de pétrole a augmenté entre 1970 et 1976 et la production de la plupart des articles manufacturés a aussi sensiblement progressé. La production d'électricité s'est aussi fortement accrue.

Le tourisme a repris son essor après la diminution des entrées enregistrées en 1973 et en 1974 et le nombre de nuitées des non-résidents dans les hôtels est passé de 3 820 000 en 1970 à 8 889 000 en 1975, ce qui a permis à la Tunisie d'accroître sensiblement ses recettes en devises.

Le commerce extérieur a bénéficié en 1974 d'une augmentation particulièrement importante des exportations qui résultait des hausses successives des prix du pétrole et des phosphates. Les importations ont également fortement progressé et cet accroissement s'est poursuivi en 1975 et en 1976, alors que les recettes d'exportation ont diminué. En 1976, le déficit des échanges visibles sera le plus important jamais enregistré et le taux de couverture des importations par les exportations se situera à moins de 50 p. 100.

Toutefois, les recettes touristiques, les envois de fonds des Tunisiens travaillant à l'étranger et les apports de capitaux devraient contribuer à améliorer la situation de la balance des paiements en 1976, bien que l'évolution des premiers mois de l'année laisse entrevoir une baisse des réserves de devises.

L'administration centrale a continué d'augmenter ses dépenses jusqu'à cette année; les dépenses d'équipement ont progressé plus rapidement que les dépenses ordinaires et ont pu être financées grâce à un excédent croissant du budget du compte ordinaire et à un accroissement des emprunts sur le marché intérieur et à l'étranger.

Dans le domaine social, l'amélioration du système d'enseignement a permis de réduire le nombre de classes que les élèves peuvent redoubler, d'accorder plus d'importance à la formation professionnelle, aux disciplines mathématiques et scientifiques et de réorienter les programmes d'études de manière à mieux répondre aux besoins du développement économique et social.

Les services de santé ont aussi été améliorés et l'accroissement du nombre d'établissements de formation devrait permettre d'augmenter les effectifs du personnel médical et paramédical qui seront en mesure d'assurer des meilleurs services en milieu rural.

L'objectif fixé dans le domaine du logement pendant la durée du quatrième plan semble avoir été atteint et des progrès ont été accomplis en matière de réduction de l'éventail des revenus en faveur des catégories les moins rémunérées.

Les créations d'emplois ont augmenté, rapidement mais d'après les chiffres du recensement de 1975, il y aurait encore en Tunisie un grand nombre de demandeurs d'emploi. Le problème de l'emploi tient en partie au fait que les possibilités d'emploi en Europe ont temporairement été suspendues à la suite de la récession mondiale.

En général, les résultats obtenus par la Tunisie jusqu'à cette année ont été très satisfaisants; on prévoit pour le reste de la décennie que le taux de croissance dépassera le rythme de 6,2 p. 100 par an atteint au cours du quatrième plan. Toutefois, une gestion économique solide et un examen particulier de la situation de la balance des paiements seront nécessaires pour atteindre les taux de croissance plus rapides prévus pendant le cinquième plan.

I. PIB par branche d'origine

Tableau 1 : Tunisie - PIB aux coûts des facteurs, 1970-1975
(en millions de dinars)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
<u>En prix courants</u>						
Agriculture et pêche	126,8	167,4	232,6	224,8	290,9	313,3
Industries extractives et pétrole	40,7	50,1	53,7	74,3	174,5	180,9
Industries manufacturières	60,5	72,4	98,7	105,4	154,9	165,4
Electricité, eau et gaz	13,1	14,6	15,4	18,3	21,2	24,8
Bâtiment	49,0	53,1	64,6	71,8	104,7	142,9
Commerce	81,9	101,1	129,8	138,9	161,1	190,4
Transports et communications	50,2	47,5	56,3	60,9	76,0	80,9
Services	234,1	267,0	301,9	328,9	376,6	467,1
Total en prix courants	656,3	773,2	953,0	1 023,3	1 362,1	1 565,7
Total aux prix du marché de 1966	588,9	640,0	785,0	782,1	870,9	950,8

Source : Tunisie, Rapport sur le budget économique, 1976 (novembre 1975). Séries statistiques rétrospectives, 1968-1973.

D'après l'estimation la plus récente, le PIB en prix constants augmentera en 1976 d'environ 10 p. 100.

II. Grands secteurs de production

a) Agriculture et pêche. En Tunisie, l'agriculture est soumise à des variations climatiques assez fortes et la production de toute campagne agricole dépend dans une très large mesure de la hauteur des précipitations. Les résultats obtenus de 1972 et 1976 ont été bien meilleurs que ceux des années 1970 et 1971 et la production de 1976 a dépassé très largement celle de 1970, mais a toutefois été inférieure à l'excellente campagne de 1972.

Comme chaque année, la production céréalière a dû être complétée par l'importation, notamment de blé. La production céréalière moyenne a atteint environ 1 050 000 tonnes et les importations de céréales et de farines se sont élevées à 330 000 tonnes par an de 1970 à 1975. Ainsi, jusqu'à cette année, la Tunisie a produit 76 p. 100 des céréales dont elle avait besoin. Il paraît probable que la Tunisie continuera à être fortement tributaire de ses importations, mais la politique qu'elle poursuit vise à établir un équilibre entre ses importations et ses exportations de produits alimentaires de façon à ce que ses importations de produits essentiels, comme les céréales, ne constituent plus un fardeau pour son économie. La Tunisie exporte notamment de l'huile d'olive, des agrumes et du vin, produits pour lesquels elle possède certains avantages naturels.

Jusqu'à cette année, la production agricole, calculée sur la base du PIB en prix constants (1966), est passée de 102 millions à plus de 180 millions de dinars, ce qui représente une croissance de 76 p. 100. En d'autres termes, entre 1970 et 1976, le taux de croissance moyen de la production agricole a approché les 10 p. 100 par an. Cependant, ce taux de croissance peut prêter à équivoque, car, en 1970, la campagne agricole a donné des résultats médiocres. Les débats concernant le cinquième plan (1977/81) ont porté essentiellement sur un taux annuel de croissance de la production alimentaire d'environ 2,5 p. 100, taux légèrement supérieur au taux de croissance démographique qui est de 2,3 p. 100. Il est possible que la production agricole totale progresse à un taux encore moins rapide.

Pendant la durée du quatrième plan de développement, il avait été prévu que de larges superficies de terres agricoles seraient restituées au secteur privé. Les progrès accomplis jusqu'en 1975 ont été plus lents que prévu. Toutefois, les objectifs fixés en matière d'investissements dans ce secteur pendant la période du plan paraissent avoir été atteints.

Le secteur de l'élevage est important et permet de répondre à la plus grande partie des besoins de viande de la Tunisie, mais en 1975, les importations de lait se sont élevées à quelque 200 000 tonnes. Le secteur de la pêche s'est fortement développé et on prévoit que les prises atteindront, en 1976, plus de 50 000 tonnes contre 27 800 tonnes en 1970.

Comme il ressort du tableau 2, les principales cultures de la Tunisie sont le blé, l'orge, les olives, les agrumes et le raisin, principalement pour la production de vin.

Les chiffres préliminaires de la production de blé et d'orge en 1976 font apparaître que la production sera inférieure au chiffre prévu de 1 300 000 tonnes et, d'après certaines sources, n'atteindra qu'un total de 1 050 000 tonnes. On prévoit une récolte d'olives de 800 000 tonnes, une récolte d'agrumes de 163 000 tonnes et une production de vin de 106 000 tonnes.

Tableau 2 : Tunisie : Production agricole, 1970 à 1975

	1970	1971	1972	1973	1974	1975 ^{a/}
	-(en milliers de tonnes)					
Blé	519	660	965	890	857	976
Orge	194	160	245	282	228	260
Olives	125	450	900	375	650	468
Agrumes	101	77	126	75	100	131
Vin	55	101	96	106	115	105
Dattes	39	39	42	52	44	45
Tomates	165	167	173	227	238	267
Poivre	91	97	84	92	103	105
Oeufs (en millions)	250	255	265	272	304	320
Poisson	27,8	30,8	33,4	36,7	42,7	48,0

Source : Tunisie : Annexe statistique sur le budget économique, 1976 (publiée en novembre 1975). Séries statistiques rétrospectives, 1968-1973.

a/ Chiffres préliminaires.

b) Industries extractives et pétrole. Ce secteur s'est développé rapidement jusqu'à cette année, bien que la production, calculée sur la base d'un indice de production, n'ait progressé que de 15 p. 100 entre 1970 et 1975. Les prix du pétrole brut et des phosphates ont sensiblement augmenté en particulier depuis 1973 et, de ce fait, la part des industries extractives dans le PIB est passée de 6,2 p. 100 en 1970 à 11,3 p. 100 en 1975, mais on prévoit qu'elle ne représentera plus que 9,5 p. 100 du PIB en 1976.

La production de pétrole brut a été relativement stable et s'est située à environ 4 millions de tonnes par an jusqu'en 1974; mais est passée à 5 millions de tonnes en 1975 et a atteint 975 000 tonnes au cours du premier trimestre de 1976. La production est pratiquement toute exportée, les produits destinés aux raffineries sont importés, car elles utilisent une catégorie différente de pétrole brut. Cependant, le solde net des exportations a atteint environ 4 millions de tonnes en 1975.

La production de phosphates est utilisée pour la fabrication de superphosphates, d'acide phosphorique et le reste de la production est exportée sous forme de phosphates bruts. La valeur des exportations de phosphates bruts, de superphosphates et d'acide phosphorique est passée de 19,4 millions de dinars en 1970 à 97,1 millions de dinars en 1974, mais a fléchi par rapport à ce niveau record pour atteindre 79 millions de dinars en 1975 et même probablement encore moins en 1976.

Le tableau 3 indique les chiffres de la production des principaux minéraux.

Tableau 3 : Tunisie : Production minérale, 1970-1976 (en milliers de tonnes)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
Pétrole brut	4 151	4 096	3 975	3 878	4 139	5 023	975
Phosphate de calcium	3 021	3 162	3 387	3 474	3 826	3 512	654
Minéral de fer	773	943	890	808	818	649	163
Plomb	35,5	34,7	32,1	25,0	20,2	19,1	4,2
Zinc	21,5	20,8	20,7	15,7	11,4	11,7	2,2
Spath fluor	16,7	27,9	40,5	43,3	28,0	35,0	...
Sel	245	250	284	322	296	300	...

Source : Voir tableau 2 et Banque Centrale de Tunisie, Statistiques financières, août 1976.

La Tunisie utilise une part de plus en plus importante de sa production de phosphates bruts pour fabriquer des produits plus élaborés comme en témoigne la différence entre les chiffres de sa production et ceux de ses exportations en 1970 et en 1974. La part de la production nationale destinée apparemment à l'industrie manufacturière a été de 656 000 tonnes en 1970 et de 1 175 000 tonnes en 1974.

c) Industries manufacturières. Le développement du secteur manufacturier a aidé la Tunisie à créer des emplois pour une main-d'œuvre de plus en plus abondante et, si le taux de croissance de ce secteur, calculé sur la base de sa contribution au PIB, n'a pas été conforme aux prévisions de croissance de 1973 à 1976, la progression enregistrée dans certaines de ses catégories a été particulièrement forte, notamment dans le domaine de la transformation des produits non-agricoles.

L'indice de volume de la production manufacturière, qui était de 100 en 1970, est passé à 126,7 en 1974 et est tombé à 116,3 en 1975, mais a progressé au niveau de 127,4 au cours des trois premiers mois de 1976. La valeur ajoutée au PIB en prix constants fait apparaître une accélération très sensible du taux de croissance et les chiffres de 1976 seront au moins deux fois plus élevés que ceux de 1970. Comme il ressort du tableau 4, la production de tous les articles énumérés, à l'exception de la semoule, des superphosphates et des produits pétroliers, a été beaucoup plus importante en 1975 qu'en 1970. Pour ce qui est des superphosphates, les fortes hausses de prix qui ont été appliquées en 1974, ont eu des effets très sensibles sur le marché de l'exportation; la production de la Tunisie a baissé de 40 p. 100 entre 1974 et 1975 et cette évolution a eu une conséquence très défavorable sur l'indice global de la production manufacturière. Les exportations ont à nouveau un peu augmenté au cours du premier semestre 1976, mais n'ont pas encore atteint le niveau de 1974.

On prévoit que l'élargissement continu de la gamme de production du secteur manufacturier de la Tunisie sera une caractéristique importante du prochain plan de développement. La stratégie prévue vise à améliorer les revenus de l'industrie, soit en utilisant les ressources locales et/ou les produits importés.

Il ressort du tableau 4 que la Tunisie a développé particulièrement rapidement son industrie des textiles et des vêtements depuis 1970 et que l'acide phosphorique est maintenant produit en grandes quantités, alors que le volume produit au début de la décennie était très négligeable. La capacité de production de l'acide phosphorique a été récemment doublée et, au cours des sept premiers mois de 1976, les exportations ont atteint 228 000 tonnes, ce qui représente probablement environ la moitié de la capacité réelle de production.

Tableau 4 : Tunisie : Chiffres de production pour quelques articles manufacturés, 1970-1975

	1970	1971	1972	1973	1974	1975 ^{a/}
Farine (milliers de tonnes)	187,4	194,5	209,7	226,0	249,6	180,0
Semoule (milliers de tonnes)	216,9	198,3	194,0	220,1	210,9	215,0
Huile d'olive (milliers de tonnes)	25,0	90,0	180,0	75,0	130,0	117,0
Sucre (milliers de tonnes)	78,4	80,8	88,3	80,0	76,9	86,0
Concentré de tomate (milliers de tonnes)	13,1	15,0	18,0	25,0	27,0	29,0
Boissons non alcoolisées (milliers d'hectolitres)	80,0	85,0	142,0	180,0	216,0	240,0
Ciment (milliers de tonnes)	547,0	584,0	628,0	524,0	540,0	600,0
Superphosphates triples (milliers de tonnes)	383,0	424,0	414,0	399,5	399,5	219,0
Acide phosphorique (milliers de tonnes)	7,0	1,0	61,7	93,2	117,4	100,0
Tissus de coton (millions de mètres)	25,2	28,0	33,9	36,9	39,9	48,2
Vêtements (millions d'articles)	4,90	6,86	7,08	11,71	16,71	26,87
Produits du raffinage du pétrole (milliers de tonnes)	1 106	1 095	1 043	1 048	1 080	1 036

Source : Voir tableau 2.

a/ Chiffres préliminaires.

d) Electricité. La production a presque doublé depuis 1970 et est passée de 680 millions de kWh à environ 1,3 milliards de kWh en 1976. Cette croissance élevée a non seulement contribué à satisfaire la demande du secteur industriel, mais aussi à étendre le réseau d'électricité à l'ensemble du pays. En raison de la forte hausse de la consommation d'électricité, qui a doublé en 4 ans, des nouvelles installations doivent être mises en service à de s intervalles de plus en plus rapprochés.

e) Bâtiment et travaux publics. Ce secteur emploie une main-d'œuvre abondante et la croissance des dépenses afférentes à des projets d'équipement a contribué à maintenir au même niveau, voire à accroître, les effectifs de main-d'oeuvre employés dans la construction. Selon les prévisions du nouveau plan, les dépenses d'équipement augmenteront de 60 p. 100 par rapport au taux annuel de croissance atteint pendant la durée du quatrième plan. Il en résultera un accroissement important des possibilités d'emploi. Le secteur manufacturier bénéficiera aussi d'une croissance de la demande de produits des établissements qui produisent des matériaux de construction.

f) Tourisme. Les investissements dans l'industrie hôtelière en Tunisie ont constamment augmenté. Le nombre total des lits disponibles, qui était de 37 185 en 1970, atteindra, selon les prévisions, 68 400 en 1976. Toutefois, probablement, en raison des variations saisonnières, le coefficient d'occupation global des hôtels s'est élevé en moyenne à environ 36 p. 100 jusqu'à cette année, bien qu'il semble avoir été un peu plus élevé en 1975 et en 1976 qu'au cours des années précédentes.

Le nombre de nuitées des non-résidents dans les hôtels est passé de 3,8 millions en 1970 à 6,8 millions en 1972; une baisse a été enregistrée à la suite de l'effet sur les voyages des hausses des tarifs aériens appliquées en 1973 et en 1974, mais une forte reprise du mouvement de croissance s'est produite en 1975, année où les nuitées des non-résidents se sont élevées à 8,9 millions. Il semble que la croissance se soit poursuivie en 1976. Les recettes touristiques ont pratiquement quadruplé entre 1970 et 1975 et se sont élevées à 119 millions de dinars en 1975. Ce dernier chiffre représente plus d'un tiers des recettes provenant des exportations de marchandises.

On prévoit que l'industrie touristique continuera de progresser sensiblement au cours du prochain plan.

III. Dépense intérieure brute

Au cours de la période comprise entre 1970 et 1976, la part du PIB aux prix du marché consacrée à la consommation privée a atteint environ 64 p. 100, alors que la part de la consommation des administrations publiques et de la formation de capital s'élevait respectivement à 14 et 24 p. 100. En 1975, les pourcentages de la consommation des administrations publiques et de la consommation privée n'ont pas varié, mais une proportion plus importante a été consacrée à la formation du capital en raison d'un apport net quelque peu plus élevé de ressources extérieures. La part de la formation de capital dans le PIB a été de 28 p. 100, mais en 1975, l'accroissement des stocks a été exceptionnellement élevé en Tunisie.

Il semble que la proportion des ressources disponibles consacrées à la formation de capital a légèrement augmenté au cours de la période considérée, compte tenu d'un accroissement de 60 p. 100 en prix constants, soit 10 p. 100 par an, prévu pour la formation de capital au cours du cinquième plan; il est probable que cette progression se poursuivra jusqu'en 1981.

Depuis 1972, le financement de la formation de capital a été assuré en grande partie par l'épargne intérieure. En 1972, l'épargne intérieure représentait 20,3 p. 100 du PIB et en 1975, 23,1 p. 100, mais au cours de cette année, plus de 17 p. 100 de la formation de capital a été financé par des ressources extérieures, contre moins de 10 p. 100 en 1972.

L'accroissement du financement extérieur va probablement se poursuivre au cours du cinquième plan.

IV. Commerce extérieur et balance des paiements

Abstraction faite d'une réduction du déficit des échanges visibles en 1974 à la suite des fortes hausses des prix à l'exportation du pétrole brut et des phosphates, le déficit du commerce extérieur de la Tunisie a généralement augmenté depuis 1970. Le déficit est passé de 64,6 millions de dinars en 1970 à 227,2 millions en 1975, bien que le taux de couverture des importations par les exportations soit resté aux alentours de 60 p. 100. Au cours des sept premiers mois de 1976, le déficit du commerce extérieur s'est élevé à 195,7 millions de dinars et le taux de couverture des importations par les exportations est tombé à moins de 50 p. 100.

Le tableau 5 indique les chiffres du commerce extérieur et contient également des données sur la situation de la balance des paiements. Une grande partie du déficit du commerce extérieur a été couvert par les recettes touristiques nettes, les envois importants de fonds des Tunisiens travaillant à l'étranger et un apport de capitaux publics et privés. L'aide extérieure accordée à la Tunisie sous forme de dons continue d'atteindre un montant négligeable.

Jusqu'en 1974, les réserves monétaires ont augmenté; mais elles ont légèrement baissé au cours de l'année 1975 que l'on a considérée comme une année exceptionnelle.

Les termes de l'échange se sont généralement améliorés entre 1970 et 1973 et ont vivement progressé pour passer de l'indice 100 en 1970 à l'indice 171 en 1974. Toutefois, en 1975 et en 1976, les prix à l'importation ont augmenté alors que les prix à l'exportation ont baissé et la situation des termes de l'échange s'est relativement détériorée au cours de ces deux années.

Tableau 5 : Tunisie : Commerce extérieur et balance des paiements, 1970-1975
(en millions de dinars)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Commerce extérieur						
Exportations	95,8	113,3	150,3	178,8	397,7	345,6
Importations	160,4	180,0	222,2	286,1	488,7	572,8
Solde	-64,6	-66,7	-71,9	-107,3	-91,0	-227,2
Balance des paiements						
Postes courants a/	-87,6	-91,3	-91,4	-126,8	-170,2	-243,0
Revenus nets des voyages	22,2	41,2	53,1	60,5	62,6	96,2
Revenus nets de la main-d'oeuvre	10,6	17,7	19,5	25,9	47,0	54,6
Autres transferts privés	3,7	7,5	2,9	0,9	1,4	-
Transferts des administrations publiques (nets)	14,8	12,3	13,3	17,1	9,4	14,3
Capitaux (nets) b/	46,4	59,8	39,5	58,7	80,9	66,8
Variations des réserves c/	-10,1	-47,2	-36,9	-33,5	-31,1	-11,1

Source : Banque centrale de Tunisie, Statistiques financières, août 1976.

Statistiques rétrospectives, 1968-1973, Ministère du Plan.

a/ A l'exclusion des voyages et des revenus de la main-d'oeuvre.

b/ Comprend de faibles montants afférents à d'autres postes.

c/ Le signe - signifie une baisse des réserves de devises.

V. Aide au développement et dette extérieure

Le volume global net de l'aide et les apports nets de capitaux ont été indiqués dans la section précédente. Le montant des transferts nets du secteur public a été relativement peu élevé et a varié entre 9,4 millions et 17,1 millions de dinars par an pendant la période 1970-1975. Les apports de capitaux publics ont été plus importants et le total net est passé de quelque 5,7 millions de dinars en 1970 à 21,9 millions en 1972, 36,3 millions en 1974 et 33,3 millions en 1975.

Les apports de capitaux privés ont été en général plus importants que les apports de capitaux publics.

Le total de la dette extérieure de la Tunisie est passé de 322 millions de dinars en 1970 à 546 millions en 1976. Ce dernier chiffre représente 27,5 p. 100 du PIB prévu pour cette année. Les paiements au titre du service de la dette, dont les remboursements du principal, se sont élevés à 51,5 millions de dinars en 1975, soit 9,2 p. 100 du total des recettes des biens et des services.

VI. Recettes et dépenses des administrations publiques

Depuis 1970, les dépenses totales des administrations publiques ont progressé un peu plus rapidement que le taux de croissance du PIB aux prix du marché, qui a augmenté de 162 p. 100 de 1970 à 1976, alors que les dépenses des administrations publiques se sont accrues de 193 p. 100. Une partie de ces augmentations est imputable à la hausse des prix.

Les dépenses d'équipement ont augmenté beaucoup plus rapidement que les dépenses ordinaires. Si l'on ne tient pas compte du remboursement de la dette publique, les dépenses d'équipement se sont élevées à 56,7 millions de dinars en 1970, 157,4 millions en 1975 et atteindront, selon les prévisions, 219,5 millions de dinars en 1976. L'accroissement de 281 p. 100 de 1970 à 1976 est à comparer avec la progression de 125 p. 100 des dépenses ordinaires. L'importance donnée ainsi à l'accroissement des dépenses d'équipement est conforme à la politique qu'applique actuellement la Tunisie pour accélérer son développement.

Tableau 6 : Tunisie : Recettes et dépenses des administrations publiques 1970-1976
(en millions de dinars):

	1970	1971	1972	1973	1974	1975 ^{a/}	1976 ^{a/}
Recettes ordinaires	155,3	168,7	199,0	255,0	311,8	359,6	385,5
Dépenses ordinaires	130,5	137,8	158,4	181,0	213,5	267,8	293,5
Excédent	24,8	30,9	40,6	74,0	98,3	91,8	92,0
Recettes du compte d'équipement ^{b/}	40,9	49,3	45,0	66,1	83,3	127,5	163,5
Dépenses d'équipement	64,7	71,3	77,1	100,4	161,5	192,0	255,5
Recettes totales ^{c/}	219,7	240,8	292,5	335,7	450,7	586,0	602,6
Dépenses totales ^{c/}	206,8	233,0	277,5	318,1	431,1	558,7	602,6
Excédent global	12,9	7,8	15,0	17,6	19,6	27,3	nil

Source : Voir tableau 2.

^{a/} Il s'agit d'estimations.

^{b/} Non compris l'excédent du compte ordinaire.

^{c/} Y compris les recettes et dépenses diverses.

L'augmentation de l'excédent du budget du compte ordinaire mérite particulièrement d'être relevée et a permis de dégager des fonds supplémentaires qui ont été affectés aux dépenses de développement.

Toutefois, le montant des emprunts à l'étranger et sur le marché intérieur a aussi été important au cours de la période considérée. On prévoit que les emprunts extérieurs atteindront en 1976 45,1 millions de dinars et les emprunts sur le marché intérieur 70 millions de dinars. Les paiements au titre du remboursement de la dette s'élèveront à 16 millions de dinars pour la dette extérieure et à 20,6 millions pour la dette intérieure.

On prévoit que le total de la dette publique extérieure atteindra 456 millions de dinars à la fin de 1976 contre environ 230 millions six ans auparavant. Les intérêts payés au titre de la dette publique sont passés de 10,8 à 18,7 millions de dinars et les remboursements de 8,4 à 36 millions.

Le crédit intérieur et les disponibilités monétaires n'ont pas suivi un rythme de croissance différent de celui du PIB en prix constants, ce qui explique que le taux d'inflation de la Tunisie depuis 1970 est resté relativement faible.

Les créances nettes sur l'Etat atteignaient pratiquement les mêmes montants en avril 1976 qu'en décembre 1970, mais les crédits consentis au secteur privé ont augmenté assez rapidement au cours de cette période et sont passés de 255,7 millions à 700,2 millions de dinars, ce qui représente une progression de 174 p. 100.

Tableau 7 : Tunisie : Etude de la situation monétaire, 1970-1976 (en millions de dinars)

	1970 Déc.	1971 Déc.	1972 Déc.	1973 Déc.	1974 Déc.	1975 Déc.	1976 Avril
Avoirs extérieurs (nets)	8,00	55,24	91,49	126,43	156,84	145,71	107,90
Crédit intérieur	340,44	362,18	394,14	451,58	585,06	744,23	783,99
Créances sur l'Etat (nettes)	84,78	76,55	61,43	54,52	65,52	69,51	83,79
Créances sur le secteur privé	255,66	285,63	332,71	397,06	519,54	674,72	700,20
Monnaie	192,67	241,18	278,22	323,14	404,30	475,41	464,11
Quasi-monnaie	58,21	62,75	76,41	103,04	142,00	192,42	211,98
Emprunts extérieurs à long terme	18,05	24,84	27,31	34,77	45,72	49,67	51,81
Autres postes (nets)	79,54	88,66	103,69	117,08	149,90	172,45	164,00

Source : FMI, International Financial Statistics, août 1976.

Les renseignements dont on dispose actuellement pour 1976 font apparaître que les avoirs extérieurs nets ont diminué et que le crédit intérieur a continué d'augmenter. La baisse des avoirs extérieurs nets tient à la mauvaise tenue des exportations au cours du premier semestre de l'année qui a eu pour résultat de faire tomber le taux de couverture des importations par les exportations à moins de 50 p. 100. Toutefois, le début de la reprise après la récession mondiale de 1975 devrait améliorer quelque peu la situation au cours du deuxième semestre de l'année.

VIII. Salaires et prix

En Tunisie, les hausses de prix ont été extrêmement faibles comparées à celles enregistrées dans le monde au cours de la période qui s'est écoulée depuis 1970. En 1975, les prix à la consommation ont atteint l'indice 128,9 (base 100 en 1970), mais une grande partie de la hausse a eu lieu en 1975, année où l'indice est passé de 117,7 à 128,9 soit une augmentation de 9,5 p. 100. Au cours du premier semestre 1976, les prix à la consommation ont encore augmenté de 4,7 p. 100, soit au même rythme annuel qu'en 1975.

L'indice des prix de gros a augmenté bien plus fortement que l'indice des prix à la consommation; en effet, de 1970 à 1975, la progression a été 52,3 p. 100 et les prix des produits importés se sont accrus à un taux plus rapide que ceux des produits locaux. En 1974 et en 1975, les prix de gros ont très sensiblement augmenté, ce qui a fait passer l'indice de 114,8 en 1973 à 152,3 en 1975. Les données concernant les premiers mois de 1976 font apparaître un ralentissement de la hausse des prix de gros.

En Tunisie, la politique des revenus vise à améliorer en particulier les revenus des catégories les plus défavorisées; les mesures adoptées ces dernières années, comme l'accroissement de 25 et 33 p. 100 du salaire minimum applicable à différentes catégories de travailleurs, vont dans cette direction et de nouvelles augmentations de 11,5 et 12,5 ont été appliquées en 1975.

Le système de sécurité sociale a été étendu et les allocations familiales ont été majorées. Des mesures ont aussi été adoptées en vue de stabiliser les prix au cours de ces dernières années principalement au profit des groupes à faible revenu.

IX. Emploi

La politique définie dans le quatrième plan de développement visait à créer un nombre suffisant d'emploi (119 000) au sein de l'économie tunisienne pour fournir un travail à la majeure partie des nouveaux arrivants sur le marché. On espérait aussi qu'un certain nombre d'emplois pourraient être offerts aux émigrants tunisiens en Europe et dans les pays voisins.

Toutefois, la récession mondiale de 1974-1975 a créé un climat défavorable à l'émigration et a rendu nécessaire la création d'un nombre de plus en plus important d'emplois au sein de l'économie nationale.

Les chiffres provisoires dont on dispose jusqu'à présent font apparaître qu'au cours des quatre années qui se sont écoulées jusqu'en 1976, 150 000 emplois ont été créés en Tunisie, ce qui a permis de fournir du travail à une grande partie des nouveaux arrivants sur le marché. Cependant, en raison du nombre de plus en plus important des femmes qui prennent un emploi rémunéré et de la baisse de l'émigration, la Tunisie continue de devoir faire face à un problème de chômage relativement grave.

Un des objectifs les plus importants de la stratégie du cinquième plan consiste à accroître le taux des dépenses de développement et le taux de croissance de l'économie en vue de créer le plus grand nombre d'emplois possible. Au cours des cinq années du plan, le nombre de ces emplois pourrait être augmenté d'environ 230 000.

Toutefois, le recensement de 1975 a fait ressortir que 250 000 personnes étaient à la recherche d'un emploi contre 166 000 en 1966 et, au cours des cinq prochaines années, soit jusqu'en 1981, les nouveaux arrivants sur le marché du travail qui ne trouveront pas immédiatement un emploi tendront à accroître le nombre des chômeurs. Cependant, une partie de cette main-d'œuvre supplémentaire pourra trouver du travail à l'étranger une fois que les pays développés auront résolu leur propre problème du chômage.

X. Autres secteurs sociaux

a) Enseignement. A la suite du changement apporté au système d'enseignement primaire au sujet des redoublants, les effectifs inscrits à ce niveau ont peu augmenté entre 1970/71 et 1976/77. La proportion des redoublants est maintenant bien inférieure à celle des années précédentes parmi les 95 000 élèves de l'enseignement primaire inscrits en 1976/77. Dans l'enseignement secondaire, les effectifs inscrits n'ont guère augmenté également et atteignent au total 202 000 élèves en 1976/1977 contre 195 300 en 1970/71. Cependant, les effectifs inscrits dans des établissements de formation professionnelle se sont très rapidement accrus et atteindront, en 1976/77, 47 000, dont un grand nombre sont formés dans les zones rurales.

Le système d'enseignement officiel met aussi l'accent beaucoup plus que dans le passé sur la formation aux travaux manuels et sur les disciplines mathématiques et scientifiques aux niveaux de l'enseignement secondaire et supérieur.

En 1975/76, 20 700 étudiants étaient inscrits dans les établissements d'enseignement supérieur en Tunisie et 8 000 poursuivaient des études à l'étranger. Ces chiffres sont bien plus élevés que ceux enregistrés en 1970/71.

Des mesures sont actuellement adoptées en vue de mieux adapter le système d'enseignement aux besoins du développement économique et social; de réduire le nombre d'étudiants qui abandonnent leurs études avant de les avoir achevées, de renforcer les programmes de formation professionnelle et technique et de rationaliser l'enseignement dans les domaines des mathématiques et des sciences. La Tunisie cherche également à parvenir à une décentralisation dans le domaine de l'enseignement.

Dix-neuf p. 100 des professeurs de l'enseignement secondaire étaient des ressortissants étrangers en 1974/1975 et enseignaient surtout les mathématiques et les sciences. Il est prévu de remplacer ces enseignants par des Tunisiens dès que le personnel qualifié nécessaire sera formé. On prévoit que le taux de réussite aux examens de l'enseignement secondaire continuera d'augmenter ces prochaines années grâce aux améliorations du système d'enseignement.

En 1974-1975, le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire de la classe d'âge de 6 à 13 ans a été de 69 p. 100 et la proportion des filles scolarisées était beaucoup moins élevée que celle des garçons. Environ 80 p. 100 des enfants de six ans étaient scolarisés à cette époque. On prévoit une augmentation progressive du taux de scolarisation et de la proportion d'élèves qui accèdent à l'enseignement secondaire, qui n'est actuellement que de 27 p. 100.

b) Santé et nutrition. En 1973, la Tunisie comptait 2,4 lits d'hôpital pour 1 000 habitants et un médecin pour 5 300 habitants. La politique médicale tend à améliorer les services en milieu rural, à étendre les services de prévention, à continuer d'accroître le nombre de lits d'hôpital et le personnel médical au service de l'Etat et à développer l'utilisation des méthodes de planification familiale en vue de ralentir le taux de croissance démographique.

En 1974/75, la Tunisie a ouvert deux nouvelles facultés de médecine et en 1975/76 une faculté de pharmacie et un institut de formation dentaire. Les programmes d'enseignement d'un certain nombre d'écoles de formation aux professions de santé ont aussi été élargis. Ces mesures auront pour résultat d'accroître le nombre de médecins par habitant et d'assurer une meilleure répartition régionale des médecins et du personnel paramédical. La proportion de Tunisiens dans l'ensemble des médecins exerçant en Tunisie sera aussi progressivement augmentée.

Dans le domaine de la planification familiale, des efforts particuliers doivent être faits dans les zones rurales, où, en 1974, 12 p. 100 des nouveaux utilisateurs étaient des habitants de ces zones, dont la population féminine totale dans les classes d'âge intéressées constitue 53 p. 100 de l'ensemble des femmes tunisiennes.

Pendant la durée du quatrième plan, le programme de nutrition prévoyait la formation de spécialistes, l'élaboration d'un programme d'études destiné à établir des normes de nutrition pour les produits alimentaires consommés en Tunisie, l'enrichissement de certaines catégories de denrées alimentaires et la diffusion de connaissances en matière de nutrition. On prévoit que de nouveaux progrès seront accomplis dans ce domaine pendant le cinquième plan.

c) Logement. Il semble que l'objectif fixé concernant la construction de 71 000 unités d'habitation de 1973 à 1976 ait été atteint et, pour 1976, le total avoisine 26 000. Une société spéciale de construction (La Caisse nationale d'épargne-logement) a été créée en 1973 et le nombre de déposants ne cesse de s'accroître, de même que le total des prêts accordés. La construction de logements, notamment dans les grandes zones urbaines, doit continuer de suivre le rythme d'accroissement démographique et doit tenir compte de la nécessité d'adopter des mesures particulières en faveur des groupes à faible revenu.

B. PRINCIPAUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET SOCIAUX

La Tunisie continue de se préoccuper au premier chef de créer un nombre suffisant d'emplois au sein de son économie pour accueillir les nouveaux arrivants sur le marché du travail et essayer de réduire le chômage. Il est essentiel d'atteindre un rythme de croissance plus élevé que dans le passé et de mettre l'accent sur les projets de développement qui permettent de créer des emplois en entraînant le minimum de dépenses en capital par habitant. L'émigration a été une "soupape de sécurité" utile pour les chômeurs dans le passé, mais les effets de la récession mondiale de 1974-1975 ont limité les possibilités d'emploi des Tunisiens à l'étranger. La planification concernant la période du cinquième plan jusqu'en 1981 a été établie en tenant compte de la nécessité d'accélérer le taux de croissance du PIB et de créer ainsi un plus grand nombre d'emplois.

La baisse des recettes d'exportation en 1975, qui s'est accompagnée d'un accroissement des dépenses d'importation, a élargi sensiblement le déficit du commerce extérieur et le taux de couverture des importations par les exportations n'a été que de 60 p. 100. La persistance d'une demande peu soutenue de phosphates et de produits en 1976 et la diminution de la production de pétrole ont aggravé la situation et, au cours des sept premiers mois de l'année, les exportations n'ont pas dépassé celles de la période correspondante de 1975, alors que le coût des importations a augmenté de 14 p. 100. Le déficit du commerce extérieur s'est encore accru.

Le tourisme semble avoir augmenté en 1976 de 8 p. 100 si l'on tient compte du nombre de visiteurs du premier semestre de l'année. Les dépenses des touristes devraient augmenter sensiblement les recettes nettes au titre du poste voyages.

C. POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT SUR LE PLAN INTERIEUR

Les politiques mentionnées dans le budget économique de 1976 ont été conçues de façon à accroître la production et notamment à atteindre une auto-suffisance dans le domaine de la production alimentaire, à favoriser le développement des investissements et à les orienter en vue de créer le plus grand nombre d'emplois possible, à assurer une meilleure décentralisation de l'emploi, et enfin à améliorer la compétitivité de l'économie et l'environnement économique et social.

La poursuite de la restitution des terres agricoles au secteur privé, l'amélioration de l'efficacité du système de crédit à l'agriculture et la promotion des exportations sont des mesures qui tendent à accroître la production.

Des mesures énergiques adoptées en 1976 devraient favoriser les investissements et permettre de résorber les goulots d'étranglement dûs aux difficultés d'approvisionnement de certains produits.

L'emploi sera favorisé grâce à la nouvelle orientation en faveur de projets à forte intensité de main-d'oeuvre. De plus, il y a lieu de mieux tirer parti des possibilités de l'agriculture, de la pêche et de la construction.

On prévoit que la décentralisation permettra d'assurer un meilleur équilibre régional, en particulier dans les domaines de l'enseignement, de la santé, du logement, de l'électricité et de la fourniture d'eau. Le développement industriel sera aussi plus largement réparti dans le pays.

La réforme de la fiscalité appliquée au cours du quatrième plan avait pour objet d'unifier le système d'imposition en vue d'égaliser les impôts indirects entre les différents secteurs de l'économie. En 1976, il était prévu d'étendre la taxe à la production aux transports et au commerce de gros. On prévoit aussi d'appliquer de meilleures méthodes de recouvrement des impôts et d'autres changements afin de parvenir à un système fiscal plus équitable et plus général.

Certains changements d'ordre financier ont été apportés au système bancaire, notamment une modification du coefficient de réserves obligatoires et un accroissement de 5 à 7 ans de la durée du crédit pour les prêts à moyen terme afin de permettre aux banques d'assurer plus efficacement le financement de l'économie.

D. PROBLEMES NAISSANTS ET PERSPECTIVES

Les problèmes de la création d'emplois en nombre suffisant, de la balance des paiements et de la dette extérieure ne devraient pas, dans l'ensemble, susciter des difficultés si une politique de gestion économique rationnelle est appliquée et la Tunisie est en mesure d'obtenir les fonds qui lui sont nécessaires pour atteindre les taux de développement élevés prévus dans son plan.

Les perspectives économiques jusqu'à la fin de la décennie paraissent assez favorables. Il est certainement possible d'atteindre un taux de croissance du PIB plus élevé et comme cette progression reposera essentiellement sur les secteurs non agricoles, les conditions météorologiques joueront donc un rôle moins important à cet égard.

Les moteurs essentiels de la croissance seront les industries manufacturières, la construction et le tourisme et les secteurs du transport, du commerce et des services bénéficieront de l'accroissement des dépenses de développement et des activités des secteurs productifs.

De 1973 à 1976, le taux de croissance du PIB en prix constants a atteint en moyenne 6,2 p. 100, mais on prévoit un taux un peu plus élevé pour les années 1977 à 1980.

La Tunisie a établi des relations importantes avec la CEE et est un des trois Etats membres du Groupe des pays du Maghreb, les autres étant l'Algérie et le Maroc.

L'accord d'association conclu avec la CEE en 1969 était essentiellement un arrangement commercial qui permettait à chacun des partenaires d'exporter certains de ses produits à des conditions préférentielles. La CEE avait autorisé l'accès sur ses marchés des produits industriels tunisiens, à l'exception du liège et des produits sidérurgiques et des préférences réciproques avaient été accordées aux pays membres de la CEE pour l'exportation de certains produits industriels sur le marché tunisien. Les exportations tunisiennes de vêtements ont très rapidement progressé pendant la durée de l'accord d'association, bien qu'une partie de ces échanges ait eu lieu avec la République arabe de Libye. Les exportations d'acide phosphorique et de tissus de coton ont également sensiblement augmenté depuis 1970.

L'accord de coopération économique avec la CEE signé en avril 1976 doit être ratifié en novembre 1976 et entrera probablement en vigueur en 1977. Dans le cadre de cet accord, la Tunisie n'a pas accordé un traitement réciproque pour les produits de la CEE comme le prévoyait l'accord d'association, et un nombre plus important de produits industriels tunisiens, dont les produits sidérurgiques, pourront accéder aux marchés des pays de la CEE, de même qu'un contingent de pétrole et de produits en liège. La Tunisie a aussi obtenu des conditions plus favorables pour l'accès de ses principaux produits agricoles.

L'élargissement de l'accord commercial à un accord de coopération économique ressort des principaux chapitres de l'accord qui portent sur le commerce, les finances, la technologie, l'industrialisation, l'emploi et l'aide au développement. Dans le domaine de l'emploi, la Tunisie a conclu des accords particuliers avec certains pays membres de la CEE et sa politique vise à assurer une immigration sélective comportant l'octroi d'un traitement non discriminatoire aux Tunisiens dans les pays d'accueil.

Le Comité consultatif permanent du Maghreb coordonne un programme de coopération entre ses Etats membres et vise en définitive à parvenir à une intégration économique complète, mais, jusqu'à présent, la coopération s'est en fait limitée aux transports et à quelques études de projets intéressant les Etats membres.

La Tunisie appuie activement le projet d'établissement d'un nouvel ordre économique international et espère que des arrangements concernant les produits primaires porteront sur les exportations de phosphates et d'huile d'olive.

ZAIRE

A. EVOLUTION ECONOMIQUE ET SOCIALE DE 1971 A 1975

Introduction

De 1970 à 1974, l'expansion de l'économie du Zaïre, facilitée par la hausse du cours du cuivre en 1973 et en 1974, a été relativement satisfaisante mais, depuis 1975, une forte récession est apparue dans le pays et les statistiques du PIB accusent une baisse tant aux prix courants qu'en prix constants. Il existe certains facteurs extérieurs, tels que l'augmentation du prix des importations, l'inflation dans les pays industrialisés et la guerre civile en Angola qui a entraîné la fermeture de l'une des voies de transit des exportations de minerais du Zaïre, qui contribuent à expliquer ce ralentissement. Néanmoins, des problèmes intérieurs dont les racines sont profondes ont, eux aussi, joué un certain rôle. Du fait que l'on a négligé le réseau routier et accordé une attention insuffisante à l'agriculture, ce secteur s'est trouvé désorganisé, au moment même où, en mettant l'accent sur les investissements dans les industries extractives et la production hydro-électrique, on supprimait la possibilité de financer des travaux d'une importance vitale dans le domaine de la réfection des routes et du développement de l'agriculture. En 1973, des mesures d'une portée étendue ont été prises en vue de limiter la propriété étrangère dans le secteur moderne. Malheureusement, le Zaïre ne possédait pas un nombre suffisant de cadres expérimentés parmi ses ressortissants et ce programme a entraîné de nouvelles difficultés dans ce secteur.

Après avoir enregistré une hausse sensible, le cours du cuivre a commencé à fléchir en 1974 et il s'est maintenu en 1975 à un niveau particulièrement bas, qui ne correspondait même pas au coût de production du métal. Lorsqu'il est devenu impossible d'exporter des quantités suffisantes de cuivre en raison de la fermeture de la ligne de chemin de fer de Benguela, des déficits considérables sont apparus dans la balance des paiements et dans le budget de l'Etat. La situation s'est rapidement aggravée, à tel point que le Zaïre s'est trouvé dans l'impossibilité de rembourser ses dettes étrangères. A la fin de 1975, le Gouvernement a modifié sa politique en matière d'indigénisation et a entamé avec ses créanciers étrangers et avec le FMI des négociations en vue de réaménager ses dettes et d'obtenir de nouveaux prêts. Au début de 1976, la monnaie du Zaïre a été dévaluée de 40 p. 100.

Il existe des signes encourageants comme, par exemple, la mise en route de la production pétrolière, qui devrait permettre au Zaïre de satisfaire ses besoins en pétrole pendant quelques années, et le comportement satisfaisant du secteur des industries manufacturières. La légère amélioration du cours du cuivre qui s'est produite en 1976 et l'utilisation, pour les exportations de voies de transit autres que la ligne de chemin de fer de Benguela ont eu des résultats favorables. Cependant, la situation économique reste difficile et de nouveaux efforts devront être faits avant que la croissance du Zaïre puisse retrouver pleinement son impulsion.

I. PIB par branche d'origine

Aux prix courants, la contribution au PIB du secteur des industries extractives a fortement diminué en 1975 à la suite de la baisse particulièrement accusée du cours du cuivre. La production de cuivre n'ayant accusé qu'une légère diminution en 1975, la diminution de la contribution de ce secteur au PIB en prix constants a été limitée.

Toutefois, la croissance peu satisfaisante du secteur agricole a entraîné une diminution globale du PIB en prix constants, qui se situe sans doute aux environs de 5 p. 100. La situation s'est améliorée en 1976, grâce à une hausse du prix des minéraux et d'autres produits de base qui se trouvent au Zaïre et il est probable que le PIB va se redresser tant aux prix courants qu'en prix constants. Le tableau 1 fournit des données sur le PIB au coût des facteurs pendant la période allant de 1970 à 1974, ainsi que certains indicateurs économiques pour la période allant jusqu'en 1975.

Pendant les neuf premiers mois de 1976, le cours du cuivre à Londres s'est élevé en moyenne à 65,32 cents des Etats-Unis la livre. Cette augmentation aurait dû être un peu plus élevée pour l'ensemble de l'année. A la suite de la dévaluation du zaïre, le prix du cuivre en monnaie nationale a, en fait, doublé et l'industrie du cuivre sera devenue beaucoup plus rentable.

Tableau 1 : Zaïre : PIB par branche d'origine et autres indicateurs économiques, 1970-1975

PIB aux prix de 1970	1970	1971	1972	1973	1974	1975
	(en millions de zaïres)					
Agriculture, sylviculture, pêche	158.8	164.4	166.8	170.3	175.0	
Industries extractives et métallurgie	211.5	219.1	230.1	246.4	254.0	
Industries manufacturières	77.5	85.3	85.8	93.4	100.9	
Electricité et eau	8.7	9.5	9.6	10.4	9.1	
Construction	45.0	51.5	46.0	51.9	63.0	
Commerce	106.4	115.7	122.5	128.7	138.9	
Transports et communications	75.9	79.9	71.6	82.1	90.1	
Services	217.9	233.4	235.1	259.3	279.6	
Total	901.7	958.8	967.5	1 042.5	1 110.6	1 050.0 ^{a/}
Impôts indirects sur les importations	50.7	57.9	59.6	59.5	51.3	50.0 ^{a/}
PIB aux prix du marché	952.4	1 016.7	1 027.1	1 102.0	1 161.9	1 100.0 ^{a/}
Production de cuivre (en milliers de tonnes)	387.1	407.0	435.7	488.6	499.4	496.3
Production d'électricité ^{b/} (10 ⁶ kWh)	3 152	3 437	3 348	3 764	3 380 ^{c/}	3 500 ^{c/}
Cours du cuivre à Londres (en cents des E.-U. par livre)	64.17	49.05	48.47	80.81	93.07	55.85

Tableau 1 : Zaïre : PIB par branche d'origine et autres indicateurs économiques, 1970-1975 (suite)

PIB aux prix de 1970	1970	1971	1972	1973	1974	1975
(en millions de zaires)						
Indice des prix à la consommation (1970 - 100)	100.0	105.8	122.5	141.7	183.4	236.2
Avoirs extérieurs nets ^{d/} (en millions de zaires)	108.9	80.9	72.4	98.9	58.6	-73.0

Source : Banque du Zaïre, Rapport annuel, 1974; Bulletin mensuel, mai 1976.

FMI, International Financial Statistics, octobre 1976.

Estimations de la CEA.

a/ Estimations.

b/ Grandes centrales hydro-électriques seulement.

c/ Chiffres en partie estimatifs.

d/ A la fin de l'année.

II. Grands secteurs de production

a) Agriculture, sylviculture et pêche. Les données concernant ce secteur sont incomplètes, notamment en ce qui concerne la production de subsistance. La production commerciale est plus facile à mesurer en fonction des exportations des principaux produits de base et il ressort des statistiques qui figurent dans le tableau 2 que, depuis 1970, les exportations d'huile de palme, d'huile de palmistes et de fibres de coton ont très sensiblement diminué. Les exportations de caoutchouc ont également baissé. Ces diminutions peuvent s'expliquer en partie par un accroissement de la consommation intérieure des produits en question; toutefois, la réduction des exportations d'huile de palme et de tourteaux de palmistes, dont le total est tombé de 234 000 tonnes environ en 1970 à quelque 113 000 tonnes en 1975 indique une baisse fondamentale, due à des difficultés concrètes telles que l'insuffisance des transports et la pénurie d'approvisionnements dans les régions de production.

Tableau 2 : Zaïre : Exportations de produits agricoles, 1970-1975 (en tonnes)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Café robusta	56 000	62 028	61 524	56 252	68 658	50 892
Café arabica	9 000	9 580	12 523	10 656	9 046	8 044
Caoutchouc	31 440	39 886	37 710	30 177	26 617	24 170
Huile de palme	123 473	111 881	86 969	69 684	62 433	53 195
Huile de palmistes	50 251	44 780	37 256	32 785	33 983	28 601

Tableau 2 : Zaïre : Exportations de produits agricoles, 1970-1975 (suite)
(en tonnes)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Tourteaux de palmistes	...	55 467	44 600	30 470	39 388	30 761
Coton fibres	8 806	6 034	4 294	6 630	1 661	922
Cacao	4 389	5 976	5 961	4 864	4 662	5 306
Thé	6 879	6 528	6 389	6 657	5 902	4 665
Grumes (m3)		12 566	30 799	50 035	29 896	2 161
Sciages (m3)	47 020	36 668	37 480	36 137	24 720	16 572
Placages (m3)		24 535	23 031	16 309	17 947	5 775

Source : Banque du Zaïre, Bulletins trimestriels et mensuels jusqu'en janvier 1976.

Les importations de denrées alimentaires représentent maintenant plus de 20 p. 100 du total des importations du Zaïre; la population urbaine dépend de plus en plus étroitement de ces importations pour son ravitaillement et, à Kinshasa, qui compte à l'heure actuelle plus d'un million d'habitants contre 300 000 il y a dix ans, les prix des denrées alimentaires ont augmenté de plus de 20 p. 100 par an depuis 1970.

Les résultats enregistrés dans le secteur agricole ont été notoirement insuffisants depuis le début de la décennie; la part de la production de subsistance dans la production agricole totale est plus élevée maintenant qu'elle ne l'était en 1970. Il est nécessaire de renverser ce mouvement régressif en redressant la situation du secteur de la production agricole commerciale.

b) Industries extractives. Les industries extractives et les premiers stades de la transformation des métaux sont les branches d'activité économique les plus importantes. Ce secteur représente 25 p. 100 du produit intérieur brut commercialisé et fournit plus de 80 p. 100 du total des exportations ainsi qu'une proportion élevée des recettes de l'Etat. Pendant la période 1970-1974, son expansion a été de 4,7 p. 100 par an en moyenne mais ce taux a sans doute fléchi en 1975, en raison de la baisse du cours du cuivre et des problèmes de transport. Le cours du cuivre a atteint un niveau exceptionnellement élevé pendant les premiers mois de 1974 et le cours moyen pour l'année a été le plus haut qui ait jamais été enregistré mais, par la suite, en raison de la contraction de la demande provoquée par la récession mondiale, il a baissé de manière spectaculaire et, en 1975, il était inférieur de 40 p. 100 à ce qu'il avait été en 1974. Lorsque la ligne de chemin de fer de Benguela a été fermée, il est devenu extrêmement difficile d'exporter. La "voie nationale" qui mène au port de Matadi ne peut pas recevoir de transports lourds et la voie d'accès au port de Kigoma, par la Tanzanie, n'a pas l'équipement nécessaire à un accroissement du transport par route. En 1976, les exportations arrivaient au port de Dar-es-Salaam par la Zambie et étaient également expédiées par d'autres voies de transport en Afrique. L'augmentation du cours international du cuivre, qui a été approximativement de 20 p. 100 en monnaie des Etats-Unis et de 100 p. 100 en monnaie du Zaïre, a joué un rôle important dans le rétablissement de la rentabilité de l'industrie.

Le Gouvernement a maintenant entrepris l'exécution d'un programme visant à améliorer les possibilités de transport par la voie nationale jusqu'au port de Matadi. Théoriquement, l'objectif est toujours d'amener la production de cuivre aux alentours de 600 000 tonnes d'ici 1980 mais les perspectives relativement peu encourageantes du marché du cuivre ont interrompu l'exécution du gigantesque projet de Tenke Fugurume (dont le coût estimatif était de 800 millions de dollars des Etats-Unis), à la réalisation duquel sont associés des intérêts japonais et américains. L'exécution de ce projet ne reprendra que lorsqu'on aura pu constater une amélioration vraiment fondamentale du marché du cuivre.

Le Zaïre produit une grande variété d'autres minéraux, dont certains sont énumérés dans le tableau 3. D'une manière générale, la production de la plupart des minéraux en question a diminué depuis 1970, exception faite de l'argent. La production de cobalt est liée à la production de cuivre et elle a augmenté parallèlement à celle-ci jusqu'en 1974. Les estimations provisoires pour 1975 indiquent une baisse sensible de la production de cobalt, surtout pendant le second semestre.

Tableau 3 : Zaïre : Production des principaux minéraux, 1970-1975

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Cuivre (milliers de tonnes)	387.1	407.0	435.7	488.6	499.0	496.3
Cobalt (milliers de tonnes)	13.96	14.52	13.11	15.05	17.53	13.64
Diamants (milliers de carats)	13 063	14 316	13 390	12 939	13 611	12 810
Minéral de zinc (teneur Zn) (milliers de tonnes)	104.3	109.2	99.5	87.6	89.0	79.2
Minéral de manganèse (milliers de tonnes)	347.0	330.0	396.5	334.0	308.8	308.6
Or (kilos)	5 630	5 310	4 377	4 157	3 971	3 210
Argent (tonnes)	46.1	51.1	64.6	62.1	52.7	71.3
Minéral d'étain (teneur Sn) (tonnes)	6 458	6 055	5 960	5 442	4 436	4 562
Indice de la production	100	103.7	108.9	119.7	123.2	120.0

Source : Banque du Zaïre, Bulletin trimestriel, jusqu'en septembre 1975
Bulletin mensuel de statistique, janvier 1976.

c) Industries manufacturières. Depuis 1970, ce secteur a connu une expansion sensible et, en 1974, sa contribution au PIB était de 9 p. 100 environ; cette contribution a augmenté de 30 p. 100 en quatre ans, approximativement, soit une moyenne annuelle de 8,8 p. 100. Pour 1975, la Banque du Zaïre a prévu un léger fléchissement de la production. Il se peut que le mauvais comportement de l'agriculture commerciale, les problèmes de la balance des paiements qui ont entraîné une diminution des importations des approvisionnements destinés à l'industrie et les problèmes de transport aient tous contribué à cette diminution de la production.

Toutefois, avec une population de plus de 20 millions d'habitants et un secteur primaire qui se fonde à la fois sur des ressources agricoles et sur des ressources minières, le Zaïre se trouve dans une situation favorable à une expansion assez rapide des industries manufacturières. Il apparaît que la demande intérieure de produits industriels dépasse l'offre et qu'il existe de vastes possibilités d'exécution de projets nouveaux ou d'expansion d'activités existantes. Le Zaïre dispose maintenant de ses propres sources d'approvisionnement en pétrole brut et son potentiel hydro-électrique est effectivement considérable. L'achèvement du barrage d'Inga va permettre de fournir d'importantes quantités supplémentaires d'électricité aux industries qui en utilisent beaucoup.

d) Electricité. La production d'électricité de GECAMINES est tombée de 2,72 milliards de kWh en 1973 à 2,24 milliards en 1974 mais elle a amorcé une reprise en 1975, en atteignant 2,4 milliards de kWh environ. A la centrale d'Inga, la production a commencé en 1973 et, en 1974, elle était de l'ordre de 550 millions de kWh. On ne dispose pas de statistiques pour 1975 mais il aurait dû y avoir une amélioration par rapport au niveau de 1974.

La production totale des grandes centrales hydro-électriques est passée de 3 152 millions de kWh en 1970 à 3 764 millions en 1973, puis elle est tombée à 3 380 millions environ en 1974 pour remonter et dépasser 3 500 millions de kWh en 1975.

e) Construction. On ne dispose que de peu de données au sujet de ce secteur mais les estimations font apparaître une nouvelle expansion de 7,1 p. 100 en 1975.

III. Dépenses imputées au PIB

De 1970 à 1974, la structure des dépenses a été relativement stable. Dans la mesure où les données statistiques dont on dispose sont sûres, il semble que cette structure ait été caractérisée par un faible niveau de la consommation privée (de 45 à 50 p. 100), par un niveau élevé de la consommation publique (27 p. 100), par un niveau élevé de la formation de capital (nettement plus de 20 p. 100) et par un léger excédent net, sujet à fluctuations, au titre des biens et services du compte extérieur. Les données pour 1975 ne sont pas encore disponibles mais il semble que certaines modifications importantes se soient produites : les dépenses de consommation auraient augmenté et les investissements diminués, le compte du commerce extérieur accusant un déficit sensible par suite d'une augmentation des importations et d'une diminution des exportations. Toutefois, dans une période d'inflation et de difficultés d'approvisionnement, il se peut que l'on ait voulu maintenir en priorité le niveau de la consommation plutôt que celui de la formation de capital et de l'épargne.

IV. Commerce extérieur et balance des paiements

La balance commerciale a été presque exclusivement tributaire des exportations, donc du cours, du cuivre. Cette tendance est allée en s'accroissant par suite de la diminution, depuis 1970, des exportations de produits agricoles traditionnels. De 1970 à 1973, la situation d'ensemble de la balance des paiements n'a pas nécessité une utilisation importante des réserves en devises mais, en 1974, ces réserves ont diminué de 40,3 millions de zaires. La chute du cours du cuivre et la récession qui est apparue pendant le second semestre de 1975 ont rendu la balance des paiements extrêmement instable. On ne dispose pas encore de statistiques complètes mais on sait que les avoirs extérieurs nets sont tombés de 58,6 millions de zaires à la fin de 1974 à un chiffre négatif de 73 millions en décembre 1975. En avril 1976, les réserves, toujours négatives, se chiffraient à 62,5 millions de zaires. Pour 1975, les exportations ont été provisoirement estimées à 408 millions de zaires et les importations à 447 millions. Il se peut que les importations aient été sous-estimées; en effet, au cours des années précédentes, il a fallu procéder à des ajustements considérables pour tenir compte des produits non mentionnés.

Tableau 4 : Zaïre : Commerce extérieur et balance des paiements, 1970-1975

Compte Marchandises	1970	1971	1972	1973	1974	1975 ^{a/}
Exportations ^{b/}	400.1	347.5	345.3	518.6	740.1	408.5
Importations	317.6	388.9	433.5	522.0	632.2	446.5
Solde	+ 82.6	- 41.4	- 88.2	- 3.4	+ 107.9	- 38.0
Autre compte courant ^{c/}	- 122.9	- 111.2	- 125.7	- 152.7	- 203.1	...
Solde en compte courant ^{c/}	- 40.4	- 152.6	- 213.9	- 156.1	- 96.8	...
Financé par :						
Transferts publics nets	28.4	97.6	38.8	54.5	51.5	...
Transferts privés nets	-4.0	39.7	117.8	37.9	35.3	...
Capitaux publics nets	5.8	- 21.0	39.9	90.7	- 35.5	...
Changement des réserves ^{d/}	11.3	33.1	8.5	- 30.8	43.2	...

Source : Banque du Zaïre.

a/ Il se peut que la couverture ne soit pas la même que pour la période 1970-1974, pendant laquelle on a utilisé la couverture de la balance des paiements.

b/ Y compris l'or non monétaire.

c/ Non compris les transferts.

d/ Le signe moins indique une accumulation de réserves de devises.

Pour 1976, le doublement du prix du cuivre établi en monnaie nationale devrait entraîner un accroissement marqué des recettes d'exportation, en dépit des problèmes posés par le transport des exportations et des importations, surtout pendant les premiers mois de l'année. En monnaie locale, la valeur des importations augmentera aussi sensiblement, en raison de la dévaluation de la monnaie et, en outre, parce que de nombreux produits d'importation sont des produits essentiels qui ne peuvent pas facilement être remplacés par la production locale.

V. Aide au développement et dette extérieure

Ces dernières années, le Zaïre a obtenu des prêts considérables de l'étranger, aux fins d'investissement dans les industries extractives et l'hydro-électricité. Tant que les perspectives du marché du cuivre étaient bonnes, les remboursements n'ont pas semblé poser de problèmes mais la baisse du cours du cuivre en 1975 et les difficultés rencontrées pour le transport des exportations ont rendu la dette très difficile à gérer. Le Gouvernement s'est vu contraint de demander le réaménagement de ses dettes extérieures, qui sont considérables. L'accord s'est déjà fait sur certains points mais, fin 1976, de nouvelles négociations étaient en cours avec les créanciers étrangers.

VI. Recettes et dépenses de l'Etat

Les dépenses de l'Etat ont augmenté par rapport au PIB total aux prix courants du marché, passant d'un niveau se situant entre 30,3 et 33,6 p. 100 pendant la période 1970-1973 à un niveau de 42,2 p. 100 en 1974. Toutefois, l'année 1974 s'est révélée être une exception et, en 1975, le montant total des dépenses de l'Etat est tombé de 745 à 536 millions de zaïres, le pourcentage du PIB ainsi représenté étant sans doute de l'ordre de 32,6 p. 100, ce qui correspond à la moyenne pour les années 1970 à 1973.

Les recettes ordinaires ont augmenté en 1973 et en 1974, surtout pendant cette dernière année, mais elles ont diminué en 1975 par suite du cours peu élevé du cuivre et d'une situation économique généralement difficile.

Tableau 5. : Zaïre : Recettes et dépenses de l'Etat, 1970-1975 (en millions de zaïres)

Non compris les dépenses directes financées par l'étranger	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Recettes ordinaires	306.9	292.2	299.8	373.7	538.3	431.9
Dépenses ordinaires	257.6	272.6	274.2	264.7	605.0	...
Recettes en capital	...	...	52.4	51.6	206.8 ^{a/}	164.2 ^{b/}
Dépenses en capital	62.4	68.3	80.7	85.3	140.2	...

Tableau 5 : Zaïre : Recettes et dépenses de l'Etat, 1970-1975 (suite)
(en millions de zaïres)

Non compris les dépenses directes financées par l'étranger	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Recettes totales	...	...	352.2	425.3	745.2	596.1
Dépenses totales	320.0	340.8	354.8	450.1	745.2	596.1

Source : Banque du Zaïre, Rapports annuels jusqu'en 1974 et Bulletin mensuel de statistique, mai 1976.

a/ Les recettes comprennent des bons du Trésor souscrits par des banques privées, à concurrence de 80,2 millions de zaïres ainsi que des prêts de la Banque du Zaïre d'une valeur de 126,6 millions de zaïres.

b/ Y compris des ressources extérieures de 48,4 millions de zaïres, des bons du Trésor d'une valeur de 6,9 millions de zaïres et des prêts de la Banque de Zaïre s'élevant à 108,9 millions de zaïres.

Le déficit du solde des recettes et des dépenses, qui a été important en 1974 et en 1975, a été financé par des emprunts à la Banque du Zaïre, par des souscriptions à des bons du Trésor et par des emprunts à l'étranger. Le montant du déficit ainsi financé a été de 206,8 millions de zaïres en 1974 et de 164,2 millions de zaïres en 1975.

VII. Monnaie et crédit

Le volume total des disponibilités monétaires a presque triplé depuis 1970, ce qui est surtout dû au fait que les crédits consentis à l'économie ont quintuplé et même davantage. Les avoirs extérieurs nets ont diminué en 1974 et sont devenus négatifs, atteignant un chiffre de 73 millions de zaïres à la fin de 1975. Les disponibilités monétaires ont augmenté de 43,5 p. 100 en 1974, ce qui s'explique par un accroissement de 69,7 p. 100 des crédits consentis à l'ensemble de l'économie mais surtout par l'augmentation de 75,2 p. 100 du montant des crédits nets à l'Etat. A la fin de 1975, le montant net des créances sur l'Etat était de 435,3 millions de zaïres et, en avril 1976, il était passé à 515,8 millions.

Tableau 6 : Zaïre : Situation monétaire, 1970-1976 (en millions de zaïres)

	Décembre						Avril
	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
Avoirs extérieurs nets	108.93	80.91	72.41	98.94	58.57	-73.03	-62.51
Crédit intérieur							
Créances sur l'Etat (nettes)	99.91	130.19	156.54	185.08	324.17	435.25	515.77
Créances sur le secteur privé	42.68	59.92	91.06	132.63	215.42	305.22	326.33
Monnaie	186.47	185.84	232.70	287.17	387.88	458.00	545.04
Quasi-monnaie	21.53	36.40	32.85	76.72	101.70	79.99	79.32
Prépaiements des importations	9.95	9.65	9.53	12.52	54.43	41.38	56.35
Postes divers (nets)	33.75	39.81	45.45	40.76	54.65	88.57	99.38

Source : FMI, International Financial Statistics, octobre 1976.

Les raisons qui ont été exposées plus haut ont provoqué au début de 1976 une dévaluation du zaïre, qui a été supérieure à 40 p. 100. Le zaïre, qui était auparavant lié au dollar au taux de 2 dollars pour un zaïre, est désormais lié à l'unité de compte DTS et est évalué à 0,866 zaïre pour un dollar.

VIII. Salaires et prix

L'accroissement considérable des disponibilités monétaires, qui ne s'est accompagné que d'augmentations modérées de la production en termes réels, a entraîné un taux d'inflation élevé. A Kinshasa, les prix de détail ont augmenté en moyenne de 41,3 p. 100 entre décembre 1974 et décembre 1975, les augmentations les plus fortes frappant les produits importés et les denrées alimentaires. Le taux d'inflation s'est accéléré depuis la fin de 1975 et, en avril 1976, l'indice des prix était de 421,8 contre 272,8 à la fin de 1975. Si cette dernière augmentation s'explique en partie par la dévaluation de la monnaie, son ampleur est exceptionnelle et des problèmes latents se trouvent forcément posés pour l'avenir. Il ne semble pas que les salaires aient augmenté dans les mêmes proportions que les prix. Il a été décidé, fin 1975, d'augmenter de 20 p. 100 les salaires du secteur public, mais cette augmentation était inférieure à celle des prix à la consommation et les salariés ont vu diminuer leur pouvoir d'achat quelque peu.

IX. Emploi

Le nombre des salariés, qui dépassait légèrement un million en 1972 (soit 8 p. 100 de la population active) n'a guère augmenté ces dernières années. Les perspectives de création de nouveaux emplois dans un proche avenir dépendraient dans une large mesure du redressement du secteur de l'agriculture commerciale et des travaux de réfection du réseau routier. Le chômage urbain est important.

Une nouvelle réglementation a été promulguée en juillet 1970 pour fixer le pourcentage d'étrangers qui pouvaient être employés par des entreprises sans que celles-ci soient obligées de demander une autorisation spéciale à l'Office national de l'emploi. D'une manière générale, ce pourcentage est faible, mais des exemptions ont été accordées. Les mesures prises plus récemment, en 1973 et en 1975, ont accéléré l'accès des zairois aux postes supérieurs et moyens mais, comme on l'a déjà indiqué, les disponibilités en personnel expérimenté et qualifié posent des problèmes pratiques.

X. Autres secteurs sociaux

a) Enseignement. La politique suivie dans ce domaine continue à mettre l'accent sur l'aspect qualitatif de l'enseignement. L'enseignement secondaire souffre toujours de la préparation médiocre des élèves dans les écoles primaires et de la formation insuffisante des enseignants. Les zairis qui ont suivi un enseignement n'ont pas éprouvé de difficultés pour trouver un emploi, mais il faudrait établir une meilleure liaison entre les politiques de l'enseignement et les politiques de création d'emplois. Les sujets techniques et scientifiques sont encore évités par crainte d'échec aux examens, mais une économie moderne a de plus en plus besoin de techniciens et de scientifiques et un plus grand nombre d'étudiants devraient recevoir une formation dans ces disciplines.

b) Santé et nutrition. Les services de santé sont caractérisés par l'existence d'hôpitaux de dimensions réduites et de dispensaires qui manquent souvent du matériel le plus élémentaire et ne disposent que d'un personnel nettement insuffisant, les services médicaux faisant surtout défaut dans les régions rurales. Toutefois, un nombre de plus en plus élevé de zairis entreprennent des études de médecine et le nombre de médecins, pharmaciens et auxiliaires paramédicaux est en augmentation, ce qui devrait contribuer à résoudre ce problème fondamental.

B. POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT SUR LE PLAN INTERIEUR

Depuis l'indépendance, l'économie du Zaïre est devenue de plus en plus étroitement tributaire de la production minière et en particulier du cuivre. Le déclin du secteur agricole a été dû en partie à la détérioration du système de transports routiers mais, dans sa politique, le Gouvernement prête maintenant attention à la réfection des routes et aux encouragements à l'agriculture. Le Zaïre disposant de ressources minières et énergétiques considérables, la priorité a été donnée aux industries extractives et au développement de la production d'électricité. Des prêts ont été obtenus de l'étranger à cette fin. Mais les estimations relatives aux cours pratiqués sur le marché mondial du cuivre, sur lesquelles se fondait cette politique, se sont révélées trop optimistes à la suite de la récession mondiale qui est apparue en 1975. Fin 1975, la guerre en Angola a amené la quasi-fermeture des voies d'exportation du Zaïre, ce qui a rendu la situation très difficile.

Comme d'autres pays d'Afrique, le Zaïre renforce le contrôle qu'il exerce sur son économie nationale. Pour commencer, les compagnies minières sont passées sous le contrôle de l'Etat, lui assurant des recettes considérables. A partir de 1973, des mesures ont été prises pour africaniser d'autres secteurs de l'économie et, en 1974, presque toutes les entreprises étaient transférées à des zaïrois. Ces mesures ont mis en évidence le besoin de cadres pouvant gérer une partie importante du secteur moderne. Vers la fin de 1975, le Gouvernement a modifié certaines parties du programme d'africanisation et il a appliqué une nouvelle politique en vertu de laquelle les ressortissants zaïrois partageront la propriété des entreprises avec des étrangers.

Toutefois, le grand problème qui s'est posé en 1975 a été celui de la chute spectaculaire du cours du cuivre, qui a créé de graves difficultés en matière de balance des paiements et a entraîné un financement des déficits pour un volume très réduit de dépenses publiques.

C. PROBLEMES NAISSANTS ET PERSPECTIVES

Les perspectives qui s'offrent à l'économie zaïroise ne paraissent pas très encourageantes dans l'immédiat. On a noté une légère reprise du cours du cuivre mais celle-ci est due en grande partie à une demande de caractère spéculatif qui se fonde sur une expansion anticipée de l'économie mondiale. Jusqu'à présent, l'accroissement réel de la demande n'a pas été suffisant pour maintenir la poussée des prix et on a pu observer un certain fléchissement au dernier trimestre de 1976. Le Zaïre éprouve toujours des difficultés pour assurer le transport de ses exportations et de ses importations, même si ces difficultés sont quelque peu palliées par une utilisation plus poussée de voies de remplacement. Il semble qu'il soit indispensable de poursuivre une politique de strict contrôle de l'accroissement des dépenses publiques. Il convient de donner la priorité à la reconstruction du système de transports intérieurs et d'autres éléments de l'infrastructure et aux encouragements au développement du secteur agricole.

A longue échéance, on peut dire que le Zaïre dispose de ressources naturelles tellement considérables et variées dans tous les domaines que le véritable problème consiste à déterminer la manière dont ces ressources peuvent être mises en valeur parallèlement à l'expansion des ressources humaines sans que la gestion de l'économie pose de graves problèmes. D'ici 1980, il devrait être possible, avec un marché du cuivre qui s'améliore, de résoudre un grand nombre des difficultés qui se sont présentées en 1975 et en 1976 et d'atteindre à nouveau un taux raisonnable d'expansion économique.

ZAMBIE

A. EVOLUTION ECONOMIQUE ET SOCIALE

Introduction

La première moitié de la deuxième Décennie du développement a mis en pleine lumière le fait que la Zambie demeure tributaire de son principal article d'exportation, à savoir le cuivre, et le fait que son économie est sensible aux fluctuations des cours mondiaux de ce métal. Depuis 1970, le prix du cuivre a d'abord baissé très fortement en 1971 et 1972 (en 1972 il atteignait seulement 75 p. 100 du chiffre de 1970). Puis vint une forte hausse en 1973, que suivit une nouvelle hausse en 1974 (année où le prix du cuivre électrolytique au Metal Exchange de Londres atteignait 1 326 kwacha, soit 31 p. 100 de plus qu'en 1970). En 1975 malheureusement, le prix a été défavorablement influencé par la récession mondiale, de sorte que le chiffre moyen pour cette année-là ne fut que de 78 p. 100 de celui de 1970. En 1976, un certain redressement s'est produit et le prix pour l'année sera vraisemblablement à peu près le même qu'en 1970 (c'est-à-dire supérieur d'un quart environ au chiffre le plus bas, celui de 1975).

Ces fluctuations des prix se sont répercutées sur le PIB de la Zambie de la façon suivante : il n'y a pas eu de hausse aux prix courants en 1971 ni en 1972, il y a eu de fortes hausses en 1973 et en 1974, puis une chute de 21 p. 100 en 1975. En 1976, le PIB devrait probablement remonter au palier de 1973. Comme les prix des importations zambien-nes n'ont pas cessé de monter depuis 1970, les termes de l'échange se sont fortement dégradés, de sorte qu'en 1975, le PIB en prix constants et compte tenu des effets des termes de l'échange, se situait en réalité à 23 p. 100 au-dessous du niveau de 1970. Si l'on ne tient pas compte des effets défavorables des termes de l'échange, le PIB en prix constants a augmenté de 9,2 p. 100 entre 1970 et 1975.

Les fluctuations de forte amplitude des cours du cuivre ont aussi pesé sur le compte courant de la balance des paiements. Il y a eu excédent en 1970, 1973 et 1974 et déficit en 1971, 1972 et 1975. En 1975, le solde déficitaire (393 millions de kwacha) a été très difficile à financer. Les réserves s'épuisèrent au point d'atteindre un chiffre négatif à la fin de l'année et il y eut de grosses entrées en capitaux privés et publics.

Il est à croire qu'en 1976, le compte courant se soldera aussi par un déficit, beaucoup plus faible toutefois qu'en 1975. De très rigoureuses mesures de contrôle des importations et des changes sont en vigueur, de sorte que le redressement des cours du cuivre aura la répercussion la plus forte. Le kwacha a été dévalué de 20 p. 100 en juillet 1976 et cette circonstance, jointe aux crédits "stand by" du FMI et à un prêt de la Banque mondiale, pourrait permettre de rétablir en 1976 la situation de la balance des paiements.

Bien que le cuivre n'ait pas perdu sa position prédominante au sein de l'économie zambienne, les secteurs autres que l'agriculture et les mines ont fait de grands progrès depuis 1970. En effet, le PIB en prix constants (1965), abstraction faite de l'agriculture et des industries extractives, est passé, entre 1970 et 1975, de 463 à 564 millions de kwacha, augmentant ainsi de plus de 20 p. 100. En 1975, la production d'électricité a sextuplé par rapport à 1970, grâce à d'énormes investissements opérés dans la capacité hydroélectrique. Les autres sources d'énergie du pays ont également progressé et une raffinerie de pétrole qui traite du brut importé est entrée en service en 1973.

Durant la période à l'étude, la Zambie a renouvelé l'orientation des liaisons par le moyen desquelles est acheminé son commerce extérieur. Le chemin de fer Tazara, qui est entré en service, transporte à destination ou en provenance de Dar es-Salaam plus du tiers des marchandises qu'exporte et importe la Zambie; un deuxième tiers au moins est acheminé par voie routière à destination ou en provenance dudit port; quant aux importations en vrac de pétrole brut, elles parviennent par la voie de l'oléoduc spécialement construit à cet effet. Les brusques ruptures des liaisons commerciales qu'a causées en 1975 la soudaine fermeture de la voie ferrée aboutissant à la baie de Lobito furent un épisode de plus de la longue histoire des difficultés qu'a connues la Zambie en matière de transports depuis quelques années.

Dans le domaine social, les progrès de l'enseignement se sont poursuivis durant la première moitié de la décennie. En 1973, 83,2 p. 100 des enfants âgés de 7 à 14 ans fréquentaient l'école primaire; en 1976, le nombre des élèves des établissements secondaires était de 78 000 (ce qui équivalait à une augmentation de 50 p. 100 par rapport à 1970), tandis que l'Université de Zambie comptait, durant l'année universitaire 1974/75, 2 612 étudiants inscrits à toute une série de cours divers.

Le secteur du logement demeure hérissé de difficultés pour les groupes à faible ou moyen revenu. En revanche, le nombre des lits d'hôpital mis à la disposition de la population a augmenté et certains progrès ont été faits en ce qui concerne le nombre des dispensaires installés en zone rurale. Seulement le pourcentage des Zambiens dans le nombre total des médecins en exercice demeure très faible.

L'emploi des Zambiens a progressé depuis 1970, mais cette augmentation (d'environ 18 000, au milieu de 1974) n'a pas suffi à absorber la totalité du contingent de nouveaux travailleurs entrant sur le marché du travail. L'agriculture s'est développée, tout au moins pour ce qui est de la production de maïs et de sucre; la culture du tabac a fait aussi des progrès. Tout cela a contribué à élever les revenus ruraux.

I. Le PIB par branche d'origine

Le tableau 1 ci-après présente le PIB par branche d'origine pour les années 1970 à 1975. Comme les prix des exportations, surtout du cuivre, ont connu des fluctuations de grande amplitude, le PIB en valeur réelle a augmenté entre 1970 et 1975 au taux annuel moyen de 1,8 p. 100, c'est-à-dire de 9,1 p. 100 seulement au cours de ladite période. Durant le même temps, l'industrie manufacturière a progressé au taux annuel moyen de 7,5 p. 100 en prix constants. Pour l'agriculture, la sylviculture et la pêche, il n'y a eu dans ces cinq années qu'une croissance de 7,8 p. 100 en prix constants, c'est-à-dire de 1,5 p. 100 seulement par an; l'industrie du bâtiment n'a guère progressé non plus mais le secteur des services de l'économie, comprenant notamment le commerce et les transports, a augmenté de 1,3 p. 100 en prix constants, c'est-à-dire de 2,2 p. 100 par an.

Il faut dire un mot de la façon dont a fluctué la part du PIB imputable au secteur des industries extractives, laquelle a varié entre 622 millions de kwacha aux prix courants en 1974 et 151 millions en 1975, alors qu'elle était de 462 millions de kwacha en 1970. Si on considère des prix constants, l'amplitude des fluctuations, beaucoup moins grande, s'établit entre 195 millions de kwacha en 1971 et 224 millions en 1970; en 1975, le total fut de 196 millions de kwacha, soit une baisse de 21 millions par rapport à 1974.

Tableau 1 : Zambie : PIB au coût des facteurs, 1970 à 1975 (en millions de kwacha)

Aux prix courants	1970	1971	1972	1973	1974	1975
PIB total	<u>1 258</u>	<u>1 178</u>	<u>1 312</u>	<u>1 601</u>	<u>1 803</u>	<u>1 436</u>
provenant de :						
l'agriculture	132	150	158	157	176	196
des industries extractives	462	300	324	363	622	151
l'industrie manufacturière	127	142	182	197	225	244
des autres industries	98	108	119	121	131	140
des autres secteurs	439	478	529	768	649	699
<u>En prix constants (de 1965)</u>						
PIB total	<u>816</u>	<u>808</u>	<u>886</u>	<u>879</u>	<u>918</u>	<u>890</u>
provenant de :						
l'agriculture	110	112	118	115	118	118
des industries extractives	224	195	219	212	217	196
l'industrie manufacturière	81	86	104	111	118	116
des autres industries	56	59	60	71	72	76
des autres secteurs	345	356	385	360	393	384

Source : République de Zambie : Monthly Digest of Statistics, juillet/août 1976.

Si, en 1975, la part des industries extractives dans le PIB a diminué de 471 millions de kwacha aux prix courants, c'est à cause de la convergence de plusieurs circonstances défavorables dont a souffert l'économie du pays, qui sont : l'interruption des transports ferroviaires vers la baie de Lobito, l'effondrement des cours du cuivre sur les marchés mondiaux, la hausse ininterrompue des prix des facteurs de production et la baisse de la teneur en métal des minerais de cuivre traités.

En 1976, il est à croire que la hausse des cours du cuivre et une certaine amélioration de la teneur des minerais traités auront augmenté la part des industries extractives dans le PIB.

II. Grands secteurs de production

a) Agriculture, sylviculture, pêche. Les chiffres du PIB indiqués ci-dessus donnent à penser que ce secteur n'a guère progressé que de 1,5 p. 100 par an entre 1970 et 1975. Cependant, la production de maïs - la principale récolte céréalière - a beaucoup augmenté, le tonnage moyen commercialisé au cours des trois campagnes s'achevant en 1975/76 ayant fini par atteindre 524 000 tonnes (contre 253 000 tonnes seulement en moyenne pour les trois campagnes s'achevant en 1971/72). Les importations de céréales (surtout de blé) demeurent fortes (161 000 tonnes au total en 1975). Les pays ayant entrepris de véritables efforts pour encourager la production de blé, le tonnage importé devrait baisser à l'avenir.

Les progrès de la production de maïs ont été favorisés par les fortes hausses des prix à la production qui ont marqué les années récentes. En 1975, le prix à la production est passé de 5 kwacha à 6,5 kwacha le sac et cette hausse a exercé une puissante action sur la campagne 1975/76, au cours de laquelle la quantité commercialisée a atteint 7 316 000 sacs jusqu'en septembre 1975.

La production de tabac va aussi croissant depuis 1970, les ventes totales de virginie traité au carneau et de burley ont atteint 6 986 tonnes en 1975 contre un peu plus de 5 000 tonnes en 1970.

La production de sucre, en 1975, a été de 84 000 tonnes, c'est-à-dire plus du double du chiffre de 1970 (40 131 tonnes). La Zambie se rapproche beaucoup plus de l'autosuffisance en fait de sucre et l'on se propose d'augmenter encore d'un quart la superficie plantée de canne à sucre.

Les trois articles précités rendent compte ensemble de 95 p. 100 de la production commerciale de denrées agricoles en 1975, ce qui illustre assez bien l'insuffisante diversité de l'agriculture. La valeur des produits d'origine animale a été estimée en 1975 à 39,4 millions de kwacha, contre 73,8 millions de kwacha pour la valeur des produits végétaux. Quant au cheptel, les données disponibles indiquent que les abattages de bovins ont probablement beaucoup diminué depuis 1970, tandis qu'augmentait le nombre des porcs sacrifiés; quant aux volailles, la production en a beaucoup progressé.

La quantité de lait vendue au Dairy Produce Board (Office des produits laitiers) qui avait atteint 14 453 000 litres en 1970, n'était plus que de 11 973 000 litres en 1975. La baisse de la production de vaches laitières et de bovins de boucherie est peut-être due au fait que l'élevage commercial (à grande échelle) a reculé devant le petit élevage paysan. Quelle que soit la raison du fait, toutefois, il importe de rétablir la production dans ce secteur.

Les produits de la pêche sont en Zambie une source importante de protéines, le volume des prises dans les lacs et cours d'eau varie selon la saison : en 1975, il a été d'environ 36 600 tonnes, contre 34 300 en 1970.

Les forêts fournissent du bois de feu, du charbon de bois et du bois de mine; naguère encore, la production de traverses de voie ferrée et de lames de parquet était importante. L'industrie de la scierie a été récemment restaurée dans l'ouest du pays.

Tableau 2 : Zambie : Production minière et exportations, 1970-1976 (milliers de tonnes)

Production	1970	1971	1972	1973	1974	1975	Jan./juin 1976
Cuivre Bessemer	103,1	98,8	83,6	42,8	33,5	21,1	11,2
Cuivre électrolytique	580,2	534,6	614,4	638,4	668,6	619,2	342,4
Zinc	53,5	57,0	55,9	53,5	58,3	46,8	21,9
Plomb	27,3	27,7	25,9	25,0	24,5	19,1	8,4
Charbon	623,2	812,1	936,5	940,1	809,5	813,9	405,7
Cobalt	2,05	2,08	2,06	1,93	1,96	1,84	0,92
Exportations							
Cuivre	684	635	711	670	673	641	
Zinc	50,3	49,5	60,6	51,2	50,2	41,3	
Plomb	22,1	23,9	26,7	20,0	18,8	19,4	
Cobalt	1,81	1,19	2,33	1,15	1,89	1,34	
Valeur exportée (millions de kwacha)							
Cuivre	681,4	450,2	490,9	698,3	838,5	471,1	
Autres minéraux	22,2	20,2	16,6	26,9	40,2	33,1	

Source : République de Zambie, Monthly Digest of Statistics, juillet/août 1976.

b) Les industries extractives. L'industrie minière est la plus importante du pays depuis qu'on y a découvert du cuivre. Cette importance diminue un peu depuis quelques années grâce à la croissance et à la diversification de l'économie mais le cuivre procure encore 91 p. 100 des recettes d'exportation de la Zambie, et le zinc, le plomb et le cobalt ensemble, 6 p. 100 desdites recettes. Lorsque les cours des minéraux sont corrects l'industrie du cuivre fournit une bonne part des recettes de l'Etat.

L'introduction qu'on a lue ci-dessus donne quelques indications sur la tendance des cours du cuivre. Le tableau 2 ci-avant donne de plus amples détails sur la production minérale et sur les recettes d'exportation,

D'après les résultats du premier semestre, il semble que la production de cuivre doive, en 1976, remonter au niveau de 1974, c'est-à-dire à quelque 700 000 tonnes. Le volume exporté, toutefois, pourrait être supérieur, car le tonnage en souffrance à Dar es-Salaam a été mis en douane en mars et en avril. Le prix moyen du cuivre, sur la base des cours pratiqués au Metal Exchange de Londres, pourrait s'établir à un millier de kwacha la tonne pour l'ensemble de l'année. La dévaluation du kwacha (20 p. 100) opérée en juillet 1976 augmenterait naturellement les recettes par tonne exprimées en kwacha, durant le second semestre de l'année. Jusqu'en mai 1976, le prix moyen était de 87 kwacha la tonne. De la sorte, le total des recettes des exportations de minéraux devrait, en 1976, atteindre ou dépasser les 700 millions de kwacha.

Les projets de développement de la production zambienne de cuivre ont été mis provisoirement en veilleuse et il semble que les procédés d'extraction aient été modifiés, de sorte que la qualité moyenne du minerai, qui baissait depuis cinq ans, s'est améliorée. Au cours de la période janvier-juin 1976, la teneur en métal du minerai de cuivre a été de 2,5 p. 100, contre 2,38 p. 100 seulement en 1975 et 2,7 p. 100 en 1970.

On n'a pas découvert de pétrole dans le sous-sol zambien, mais une raffinerie est entrée en service en 1973 et les perfectionnements opérés depuis lors permettent désormais au pays de produire à peu près tout ce dont il a besoin en fait de carburants. La Zambie produit aussi du charbon en quantité à peu près suffisante pour les besoins courants.

La raffinerie de pétrole a traité 466 000 tonnes de brut en 1973, 813 000 tonnes en 1974 et 796 000 tonnes en 1975. Le brut arrive par l'oléoduc qui relie la raffinerie à Dar es-Salaam.

c) Industries manufacturières. Le nombre des usines en service dans ce secteur n'a cessé de croître depuis l'indépendance. Il y en avait 446 en 1970 et 625 en 1973, et de nouveaux progrès ont été faits depuis lors. Le nombre de personnes employées dans cette branche de l'économie était, en 1973, de 47 853, ayant augmenté de 7 254 personnes depuis 1970.

Les industries installées depuis longtemps comprennent la minoterie, le raffinage du sucre, la brasserie, les boissons alcooliques, la manufacture de cigarettes, la fabrication de cotonnades, de couvertures, de savon, de poudres à laver et de détergents, de ciment et de toute une série d'autres produits manufacturés.

Les opérations d'assemblage de camions et de véhicules automobiles sont une entreprise plus récente; la fabrication de bouteilles de verre a commencé; la fabrique d'engrais a été ouverte en 1970, l'usine de pneumatiques en 1969, une fabrique d'articles en cuivre en 1971, la raffinerie de pétrole en 1973 et une fabrique de piles sèches la même année.

La capacité de certains de ces domaines et de plusieurs autres se développe progressivement. Au nombre des projets qui ont chance de prendre corps en 1976, on peut citer une distillerie; on se propose d'agrandir ou développer des usines ou fabriques de pain, sucre, bière, huiles comestibles, des ateliers de montage de véhicules utilitaires et des moulins à maïs. Parmi les projets qui étaient à l'étude à la fin de 1975, il y avait l'industrie des produits forestiers (notamment une usine de pâte à papier spécialisée dans la production de papier kraft non blanchi), la fabrication d'outils et appareils agricoles, la fabrication de bicyclettes, un moulin à blé et les opérations de moulage continu de métaux non ferreux.

d) Electricité. Il y a dans le pays un grand développement, tant réel que potentiel, de production d'électricité d'origine hydraulique : on en produit actuellement aux chutes Victoria et à Kafué : l'usine de la rive nord du lac Kariba entrera en service en 1976.

En 1970, la Zambie ne produisait pas un milliard de kWh et la plus grosse part des besoins du pays étaient satisfaits par l'importation d'énergie provenant de l'usine de la rive sud du lac Kariba. En 1976, en revanche, selon les statistiques relatives aux cinq premiers mois de l'année, la Zambie produisait plus qu'elle ne consommait et elle était devenue exportatrice nette d'électricité. La production de 1976 pourrait atteindre 6,5 milliards de kWh, la consommation propre du pays s'établissant à quelque 5,75 milliards. La consommation, qui était d'environ 4 milliards de kWh en 1970, a augmenté de 6 p. 100 l'an et la production de 37 p. 100 l'an. Depuis 1970, l'usine de Kafué et ses agrandissements sont entrés en fonctionnement et, en 1976, l'usine de la rive nord du Kariba a commencé à produire. A partir de 1977, l'excédent de capacité constituera un puissant moyen de stimuler le développement industriel.

e) Bâtiment. Cette industrie, qui a fait de grands progrès au lendemain de l'indépendance, est depuis lors l'une de celles qui emploient la main-d'oeuvre la plus abondante. Elle occupait en 1974, 63 600 personnes : il se peut toutefois que ce nombre soit moindre en 1976, en raison du ralentissement de l'activité. La valeur de la production des entrepreneurs privés est passée de 92,3 millions de kwacha en 1970 à quelque 185 millions en 1975, mais une bonne part de l'augmentation est due à la hausse des prix, car l'indice des matériaux de construction a augmenté de 63 p. 100 en cours de la période.

III. Dépenses imputées au PIB

Au cours de la période 1970-1975, la consommation du secteur public s'est fortement accrue au taux annuel moyen de 6,2 p. 100 en prix constants, alors que celle du secteur privé diminuait de 2,1 p. 100 par an. On évalue à quelque 23,6 p. 100 la part imputable au PIB des dépenses aux prix courants de la consommation du secteur public et à 47,6 p. 100 celle de la consommation privée (contre 15,8 p. 100 et 40,2 p. 100 respectivement en 1970).

La formation de capital mesurée en prix constants de 1965 accuse une baisse de 245 millions de kwacha en 1970 à 236,3 millions en 1975, ce qui donne un taux de croissance négatif de 0,3 p. 100 par an. Malgré cette baisse, elle entrerait encore, en 1975, pour 34,5 p. 100 dans les dépenses imputables au PIB (contre 27,3 p. 100 en 1970).

Tableau 3 : Zambie : Dépenses imputables au PIB, 1970 à 1975 (en millions de kwacha)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
<u>PIB au coût des facteurs</u>	<u>1 258</u>	<u>1 178</u>	<u>1 312</u>	<u>1 601</u>	<u>1 803</u>	<u>1 436</u>
Consommation privée	506	514	578	597	673	680
Consommation publique	199	273	283	307	340	410
Augmentation des stocks	-12	47	12	-	46	27
Formation brute de capital fixe	350	369	409	429	500	495
Exportations moins importations	215	-25	30	268	244	-176

Source : République de Zambie : Monthly Digest of Statistics, juillet^a août 1976.

Il ressort du tableau 3 que l'épargne intérieure (obtenue en soustrayant du PIB la consommation privée et publique) a diminué de 8,9 p. 100 par an, aux prix courants, de 1970 à 1975. En 1970, l'épargne intérieure était de beaucoup supérieure à la formation brute de capital fixe et il y avait un solde créancier net sur le reste du monde de 62 millions de kwachas. En 1971 et 1972, la situation s'est inversée, les apports nets de fonds extérieurs s'établissant respectivement à 225 et 187 millions de kwacha. On trouvera ci-après, à propos de la balance des paiements, de plus amples détails à ce sujet.

IV. Commerce extérieur et balance des paiements

La Zambie est un pays sans littoral, dont les exportations et les importations doivent parcourir le millier de kilomètres qui la séparent du port de mer.

Depuis l'indépendance, les voies d'acheminement des marchandises exportées et importées ont subi de grands bouleversements; en 1976, les liaisons principales sont la route, le rail et l'oléoduc dont la tête de ligne est le port de Dar es-Salaam. Jusqu'en 1975, il était fait usage aussi de la voie ferrée de la baie de Lobito, au moment où le pays a accédé à l'indépendance, le réseau ferroviaire de la Rhodésie du Sud constituait la liaison principale.

Les interruptions que subirent à diverses reprises les transports internationaux de la Zambie ont atteint leur plus grande gravité lorsqu'en raison de la guerre civile d'Angola, la liaison ferroviaire avec la baie de Lobito se trouva coupée. Toutefois, l'accélération des travaux du chemin de fer Tazara et l'extension de la capacité du port de Dar es-Salaam ont permis, en 1976, de venir à bout à peu près complètement des difficultés de transport affectant le commerce extérieur.

Tableau 4 : Zambie : Commerce extérieur et balance des paiements, 1970-1975 (en millions de kwacha)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Commerce extérieur						
Exportations	715,0	485,2	541,6	742,0	905,1	521,1
Importations	340,7	399,3	402,5	346,9	506,6	603,0
Solde de la balance commerciale	+374,3	+85,9	+139,1	+395,1	+398,5	-81,9
Balance des paiements						
Marchandises & services (nets)	181,5	-68,7	-52,7	174,2	129,7	-314,0
Transferts privés (nets)	-105,1	-108,6	-97,5	-91,6	-86,5	-81,5
Transferts publics (nets)	0,6	0,8	1,4	10,8	5,3	2,5
Capitaux privés (nets)	44,5	11,5	63,6	-180,1	-75,9	-162,6
Capitaux publics (nets)	-2,3	19,9	13,3	137,0	36,8	83,0
Monnaies & réserves (nettes)	-107,9	194,1	111,8	13,7	-9,4	147,4
Erreurs et omissions	-11,3	-49,0	-39,9	-64,0	...	...

Source : République de Zambie, Monthly Digest of Statistics, juillet/août 1976 et livraisons précédentes.

Le tableau 4 montre que c'est seulement en 1970, 1973 et 1974 que le prix du cuivre a été assez élevé pour que les exportations procurent des fonds suffisants pour payer les importations de marchandises et services et pour permettre d'acquitter de gros paiements de transferts privés. En 1970, des fonds abondants ont été mis en réserve mais, en 1973 et 1974, les réserves n'ont pas augmenté à cause des sorties de capitaux privés. La très grande faiblesse des recettes d'exportation en 1975, jointe à une forte augmentation des importations, a engendré pour les marchandises et services et pour les transferts privés un déficit total atteignant 395,5 millions de kwacha, le gros déficit a été financé par des emprunts nets de 245,6 millions de kwacha, et par des prélèvements sur les réserves. En fait, à la fin de 1975, le poste des réserves étrangères accusait un déficit du montant de 63,2 millions de kwacha.

Ainsi qu'il a été dit ci-dessus, les recettes des exportations de cuivre augmenteront sensiblement en 1976 et la balance du commerce extérieur sera excédentaire parce que les importations font l'objet de rigoureuses restrictions. L'excédent pourrait atteindre 700 millions de kwacha mais il y aura probablement encore un déficit du compte courant, compte tenu des transferts privés, d'une centaine de millions de kwacha.

V. Recettes et dépenses publiques

Comme le montant des recettes du secteur minier subit des fluctuations de grande amplitude, les recettes courantes de l'Etat sont, elles aussi, sujettes à varier beaucoup. Les dépenses également fluctuent mais les dépenses courantes ont accusé, de 1970 à 1976 une tendance assez forte à la hausse, tandis que les dépenses d'investissement, d'après la moyenne des trois années s'achevant en 1976, rapportée à celle des trois années s'achevant en 1972, n'ont guère changé. Le tableau 5 indique grosso modo ce qu'ont été les recettes et les dépenses de l'Etat de 1970 à 1976.

Les dépenses courantes d'enseignement ont doublé de 1970 à 1976, les dépenses de santé ont augmenté de près de 90 p. 100; celles qui sont affectées à l'énergie, aux transports et aux travaux publics ont diminué, les dépenses consacrées aux terres, aux ressources naturelles et à la mise en valeur des campagnes ont été multipliées par 2,5 et celles qui concernent l'administration et les institutions ont été multipliées par 2,7. En 1976, d'un budget ordinaire total de 540 millions de kwacha, 31,7 millions vont à l'enseignement, 37,8 millions à la santé, 33,8 millions à la police, aux administrations locales et au logement, 23,4 à l'énergie, aux transports et aux travaux publics, 75 millions aux terres, aux ressources naturelles et à la mise en valeur des campagnes, et 192,6 millions aux dépenses de l'administration et des institutions. Cette dernière rubrique comprend la défense, le service de la dette publique et certaines dépenses de mise en valeur des campagnes.

Un élément important des dépenses d'investissement est constitué par les emprunts et investissements, tandis que du côté des recettes, se situent les versements d'amortissement. En 1973, le total pour les emprunts et investissements a atteint 290,6 millions de kwacha, ce qui a porté le total des dépenses d'investissement à 388,2 millions.

Si l'on met en regard recettes totales et paiements totaux, au vu des données publiées par le FMI, on constate que le budget n'a eu d'excédent qu'en 1970 et 1974, et que, dans toutes les autres années, les paiements ont été supérieurs aux recettes et cela dans une forte proportion en 1973 et 1975. Ces deux années-là ont été marquées par de gros emprunts de l'Etat à l'étranger ainsi que par des emprunts intérieurs.

De 1970 à 1976, les dépenses courantes sont passées de 275 à 540 millions de kwacha, augmentant ainsi le taux annuel moyen de 12 p. 100. Etant donné l'inflation, ce taux n'est pas excessif.

Tableau 5 : Zambie : Recettes et dépenses publiques, 1970 à 1976 (en millions de kwacha)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	Budget 1976
Recettes courantes	432,4	309,0	315,2	385,2	647,5	448,3	434,3
Dépenses courantes	275,0	350,3	363,1	394,1	440,9	581,0	540,1
Recettes en capital	239,3	172,0	138,5	290,3	150,2	169,7	173,3
Dépenses en capital	239,3	202,6	160,4	388,2	193,3	245,6	156,6
Recettes totales	457,2	312,5	298,9	385,2	649,3	449,2	...
Dépenses totales	360,3	482,4	433,8	462,8	511,6	755,7	...
Prêts moins remboursements	73,5	24,2	43,1	194,0	49,4	100,8	...

Source : République de Zambie, Monthly Digest of Statistics, juillet/août 1976;
FMI, International Financial Statistics, septembre 1976.

VI. Monnaie et crédit

La principale préoccupation de la Banque de Zambie, en 1976, a été la balance des paiements; il s'agit de s'efforcer de pousser le système monétaire et l'appareil bancaire à venir à bout au plus tôt des séquelles de la très difficile année 1975. A la fin de 1975, le poste des réserves de devises étrangères se soldait par un déficit de 63,2 millions de kwacha; c'était la première fois que la Zambie connaissait une telle situation. A la fin de 1970 le pays possédait 381,5 millions de kwacha de réserves, montant égal à la valeur d'une année entière d'importations à ce moment-là.

En 1975, les prix à la consommation ont augmenté de 9,2 p. 100, taux assez modéré au regard de ce qui se passe généralement en Afrique. Seulement, au cours de l'année, la masse monétaire a augmenté de 21,2 p. 100 tandis que le crédit intérieur s'accroissait de 59 p. 100, en raison surtout de la très forte augmentation des créances nettes sur l'Etat. Le crédit à l'Etat est passé de 79,82 millions de kwacha à la fin de 1974 à 715,21 millions à la fin de 1975.

En 1976, les taux d'intérêt ont été relevés deux fois, le 31 janvier et le 13 juillet, ce qui a eu pour principal résultat de porter les intérêts des dépôts à terme de 4 à 6,25 p. 100 dans le cas des dépôts à 3 mois et de 6,5 à 8,25 p. 100 dans le cas des dépôts à cinq ans. Le taux d'escompte des effets a été relevé de 7,5 à 9 p. 100 dans le cas des effets de première classe. Ce relèvement des taux d'intérêt avait pour objet de restreindre l'accroissement du crédit dans le pays, ce à quoi a également contribué la décision, prise en janvier 1976, de porter de 28 à 30 p. 100 le coefficient de liquidité des banques et de 12 à 15 p. 100 celui des dépôts à vue, pour que les banques commerciales augmentent le volume de leurs avoirs déposés à la Banque centrale.

Lorsque le kwacha a été dévalué de 20 p. 100 (le 9 juillet) il a été annoncé que cette opération avait pour principal objet d'atténuer le déficit de la balance des paiements que l'on évaluait à une centaine de millions de kwacha par an. Le FMI a ouvert des crédits "stand-by" et l'on espérait aussi recevoir un prêt de la Banque mondiale. On compte que ces deux crédits, joints à la dévaluation, combleront le déficit des paiements en 1976. On pense que la dévaluation de la monnaie produira son plein effet en 1977.

Tableau 6 : Zambie : Situation monétaire, 1970 à 1975 (en millions de kwacha en fin d'année)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Avoirs extérieurs nets	381,5	187,3	77,4	68,0	73,6	-63,2
Crédit intérieur	-26,8	201,4	313,3	376,2	417,1	662,4
Créances nettes sur l'Etat	-169,7	18,3	148,0	199,3	79,8	315,2
Créances nettes sur le secteur privé	142,9	183,1	165,4	176,8	337,3	347,2
Monnaie	186,0	198,6	201,3	242,9	265,7	322,1
Quasi-monnaie	169,6	119,9	139,7	167,9	175,0	171,6
Divers (nets)	-0,8	70,2	49,6	33,4	50,0	105,4

Source : FMI, International Financial Statistics, août 1976.

VII. Salaires et prix

Les prix à la consommation ont augmenté en Zambie de 6 p. 100 par an en 1971 et 1972, de 6,3 p. 100 en 1973, de 8,8 p. 100 en 1974 et de 9,2 p. 100 en 1975, année où les prix étaient de 42 p. 100 supérieurs au chiffre de 1970.

On aurait du mal à établir si l'augmentation des taux des salaires est allée de pair avec la hausse du coût de la vie. Ce qu'on peut dire, c'est qu'en 1971, les rémunérations moyennes des Africains étaient de 11,3 p. 100 supérieures à celles de 1970 et que les rémunérations moyennes des Zambiens travaillant dans toutes les branches d'activité, ont augmenté de 7,7 p. 100 entre décembre 1972 et juin 1974.

VIII. Emploi

En 1974, la population totale étant de 4 695 000 personnes, la main-d'oeuvre africaine était évaluée à 1 430 000, chiffre auquel s'ajoutaient 900 000 enfants et adolescents d'âge scolaire.

Le nombre des Zambiens occupant un emploi salarié en juin 1974 (non compris les gens de maison) était de 334 000, c'est-à-dire 24 p. 100 de la population africaine active. En décembre 1970, le nombre des Africains occupant un emploi salarié était de 316 000.

Vers le milieu de l'année 1974, la croissance de l'économie créait de nouveaux emplois, mais ni le taux de cette croissance, ni son orientation, n'étaient suffisants pour procurer un emploi à tous les nouveaux venus sur le marché du travail. Il s'ensuit que nombreux sont les Zambiens qui sont contraints d'exercer une activité indépendante tant en ville qu'à la campagne.

On ne peut mesurer le chômage que par le nombre de personnes inscrites dans les bureaux de placement en zones urbaines. En 1975, ce nombre était de 12 400.

IX. Autres secteurs sociaux

a) Enseignement. La politique appliquée en matière d'enseignement est de tâcher de permettre au plus grand nombre possible des enfants d'âge scolaire de fréquenter l'école primaire et d'augmenter le nombre de places dans les établissements d'enseignement secondaire, afin d'accueillir de plus nombreux titulaires du certificat d'études primaires. Le développement de l'instruction doit avoir pour effet de former un corps de personnel zambien ayant une qualification technique et professionnelle, afin d'abord de remplacer les étrangers actuellement en fonction et, ensuite, d'assurer en permanence le recrutement nécessaire. Les élèves des écoles doivent aussi apprendre à gagner leur vie en exerçant une activité indépendante et les personnes qui sont recrutées en tant que salariés doivent pouvoir s'adapter à des exigences croissantes en matière d'instruction.

Le deuxième Plan national de développement envisageait d'aménager le programme d'enseignement de l'école primaire de manière que les élèves qui ne poursuivent pas leurs études au-delà du primaire soient préparés à la vie productive. Des centres de formation professionnelle devaient aussi être créés au niveau des classes supérieures du primaire et au niveau post-primaire. En 1973, 83,2 p. 100 des enfants d'âge scolaire primaire (7 à 14 ans d'âge) étaient effectivement scolarisés.

L'enseignement secondaire a fait de grands progrès depuis 1970 : le nombre des inscrits, en 1976, était évalué à 78 000 lycéens (contre 52 472 en 1970).

Le plan de développement préconisait de faire un gros effort pour former un plus grand nombre de professeurs d'enseignement secondaire, soit dans des écoles normales spéciales, soit à l'université. En 1974/75, l'Université de Zambie comptait 2 612 étudiants (491 en pédagogie, 820 en sciences naturelles, 623 en lettres et sciences sociales, 131 en médecine et 165 en sciences de l'ingénieur). En 1970, il n'y avait que 1 231 étudiants à l'Université.

L'enseignement s'est fort bien développé depuis 1970 mais, comme il est à prévoir qu'au cours des quelques années qui viennent, la croissance des recettes publiques va se ralentir, il est possible qu'il faille réduire un peu le taux de croissance du budget ordinaire de l'enseignement.

b) Santé et nutrition. Le plan de Santé publique jusqu'en 1981 a pour objectifs de développer les services sanitaires dans les campagnes, de mettre au premier rang la prévention des maladies de tout genre, de renforcer les installations destinées à la formation de spécialistes de la santé, de faire collaborer activement la population à la mise en oeuvre des programmes de santé et de mettre en place un réseau de dispensaires dans tout le pays ainsi que de procéder à l'intégration des services sanitaires.

Les secteurs prioritaires sont la formation professionnelle, la lutte contre les maladies, l'amélioration de l'équipement et des soins, et l'assainissement de l'environnement. De grands progrès ont été faits dans la formation d'infirmières-sages-femmes, d'auxiliaires médicaux et de médecins. Il existe 1 école de médecine qui accueille chaque année 40 étudiants, 4 écoles d'infirmières diplômées et 26 écoles d'infirmières ordinaires; il y a aussi une école d'inspecteurs sanitaires et une d'auxiliaires médicaux et sanitaires.

En juin 1975, 63 des 425 médecins du pays étaient des Zambiens et 430 des 767 infirmières ou sages-femmes diplômées. La plupart des 839 auxiliaires médicaux étaient également ressortissants du pays.

Le principe essentiel dont s'inspire la politique en la matière peut être illustré par l'idée exprimée par le Président en 1972, qu'"à la fin de la décennie, les soins médicaux seront gratuits pour tout le monde et chaque Zambien aura aisément accès aux établissements sanitaires". En juillet 1975, l'Etat a pris en charge les établissements sanitaires privés.

En 1972, il y avait au total en Zambie 17 400 lits d'hôpital et 595 dispensaires dont 439 étaient situés dans les campagnes.

c) Logement. La deuxième Plan national de développement prévoyait principalement, en matière de logement, la mise en état des parcelles à bâtir et des services collectifs ainsi que la construction d'un certain nombre d'unités de logement et l'amélioration de l'alimentation en eau des campagnes. L'objectif fixé pour ce qui est de la mise en état des parcelles et des services, était de 70 000 parcelles pour un coût de 35 millions de kwacha. Le secteur privé, espérait-on, investirait une centaine de millions de kwacha dans la construction de 67 000 unités de logement.

A l'épreuve des faits, ce programme est apparu trop ambitieux et son exécution a pris du retard, tandis que l'inflation faisait fortement monter les coûts moyens. Vers le milieu de la période, l'on espérait qu'au terme de la période du plan, on aurait mis en état 40 000 à 50 000 parcelles. Les fortes réductions du budget d'investissement des logements ont également fait baisser le taux d'exécution du programme de services collectifs.

Le logement est vraisemblablement aujourd'hui le secteur où se posent les plus graves difficultés pour un grand nombre de citoyens, surtout dans les groupes à faible revenu.

d) Répartition du revenu. L'écart le plus grand, en matière de revenus, s'établit entre les traitements et salaires des Zambiens et ceux, beaucoup plus élevés, des étrangers résidents. En 1974, les non-Zambiens percevaient à peu près le quintuple de ce que touchaient en moyenne les Zambiens. Seulement, il faut bien qu'il y ait une différence, si l'on veut conserver le moyen de recruter le personnel qualifié pour occuper les postes de niveau moyen et supérieur qui ne sont pas actuellement occupés par des Zambiens. A mesure que les emplois seront donnés à des ressortissants du pays, les écarts de rémunération s'atténueront mais il semble - bien que l'on ne possède pas de renseignements précis sur ce point - qu'il y ait encore de grands écarts dans l'échelle des traitements et salaires des Zambiens. L'application d'un barème progressif d'imposition contribue à resserrer l'éventail des revenus, impôts déduits, et le subventionnement des prix de certains articles a eu aussi, jusqu'en 1975, pour effet de niveler dans une certaine mesure les revenus.

B. GRANDS PROBLEMES D'ORDRE ECONOMIQUE ET SOCIAL

En 1975-1976, le problème le plus urgent était celui de la balance des paiements; pour rétablir la situation, des mesures ont déjà été prises, dont on escompte l'effet à la fin de 1976. Les répercussions de la récession mondiale et les prix élevés des importations sont responsables du gros déficit zambien de 1975. Le redressement partiel de 1976, joint à la dévaluation du kwacha et à de rigoureuses restrictions à l'importation, ont agi dans le sens du rétablissement d'un équilibre plus acceptable. Il faut toutefois que les cours du cuivre remontent bien au-delà de 1 000 kwacha par tonne avant que les recettes permettent à la Zambie de relâcher les restrictions à l'importation et de disposer d'une trésorerie plus à l'aise. Les perspectives pour 1977 paraissent meilleures et il se peut qu'au cours de l'année, le prix moyen du cuivre augmente encore.

Quand les restrictions à l'importation auront été relâchées, les divers secteurs de l'économie devraient être mieux approvisionnés. Les rigoureuses restrictions ont manifestement créé des difficultés, en 1976, dans tout le pays.

On a vu ci-dessus que les résultats nets des grosses dépenses de développement effectuées jusqu'à présent dans cette décennie n'ont pas engendré un assez grand nombre d'emplois nouveaux pour absorber la plus grosse part du contingent de nouveaux venus sur le marché du travail. Il faut en conclure qu'il y a lieu de réaménager la répartition des dépenses de développement; la priorité que l'on accorde désormais à la mise en valeur des campagnes est peut-être un progrès dans la bonne direction.

Maintenant qu'ont pris fin les travaux de construction de l'usine hydroélectrique de la rive nord du lac Kariba, la Zambie dispose désormais d'un gros excédent d'énergie électrique, qui peut servir aux fins de développement de l'industrie. De même, l'achèvement du programme ferroviaire Tazara a contribué à résoudre les problèmes de transport qui ont si longtemps bouleversé l'économie : on va pouvoir dorénavant songer à des développements que permettra l'augmentation des exportations et des importations.

C. POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT SUR LE PLAN INTERIEUR

Le plan de développement en vigueur a été prolongé sur l'année 1977 de sorte que les principes dont il s'inspire vont continuer à exercer leur action. Il y a eu, toutefois, déjà un réaménagement de l'échelle des priorités, dans le sens de la mise en valeur des campagnes et les projets d'expansion de l'industrie du cuivre ont été mis en veilleuse en raison de la situation qui prévaut sur le marché de ce métal.

Le troisième plan de développement, différé jusqu'en 1978, devra probablement être refondu pour s'adapter à la modification des objectifs et des principes de développement dont certains d'ailleurs n'ont pas été encore définitivement formulés. La création d'emplois est le point primordial du développement et, dans le cas de la Zambie, l'affectation à des ressortissants du pays des postes actuellement occupés par des étrangers doit continuer à être un but de première priorité. Le niveau relativement bas du revenu dans les zones rurales impose de faire de grands efforts pour élever la production et la productivité.

D. PROBLEMES NAISSANTS ET PERSPECTIVES

Au point où nous en sommes de l'année 1976, on a des raisons d'être un peu plus optimiste concernant les perspectives d'avenir de l'économie zambienne. L'économie mondiale, qui se remet de la récession, stimule la demande de cuivre et d'autres produits minéraux; certes, il n'est pas à croire qu'il y aura pénurie de cuivre, du moins pendant les deux ans qui viennent, mais il se peut que le progrès de la demande contribue à relever encore les cours. La dévaluation du kwacha, opérée en juillet 1976, a manifestement augmenté la rentabilité de l'industrie du cuivre, ce qui contribuera à accroître les recettes de l'Etat et à atténuer la gravité des problèmes de balance des paiements.

Les progrès de la capacité de la ligne de chemin de fer Tazara devraient permettre à la Zambie de tenir pour résolues désormais ses difficultés de transport. L'achèvement de l'usine hydroélectrique de la rive nord du lac Kariba va engendrer pour un temps un excédent d'énergie utilisable pour l'expansion industrielle.

Tels sont les éléments positifs du tableau : les éléments négatifs sont que les rigoureuses restrictions des importations restreignent la capacité de l'industrie à beaucoup d'égards et qu'il va falloir au plus tôt pallier les pénuries les plus criantes. La combinaison de la dévaluation du kwacha et du contrôle des importations est apte à stimuler la production nationale, mais il faut absolument que l'industrie soit adéquatement approvisionnée de matières premières d'origine soit locale soit étrangère. Les subventions destinées à empêcher la hausse des prix à la consommation, à combler le déficit des organisations semi-publiques et à encourager la production, ont coûté 81,3 millions de kwacha en 1975 (contre 38,3 millions en 1971). Le niveau atteint en 1975 est considéré comme excessif et préjudiciable à l'investissement public. Dans le budget de 1976, les subventions au maïs, aux engrais et à d'autres articles ont été réduites.

En 1976, le montant des recettes courantes du budget ordinaire a été ramené à 434 millions de kwacha, contre 448 millions en 1975 et 648 millions en 1974. Dans le montant relativement bas de 1976, les recettes du secteur minier n'entrent que pour 5 millions contre 252 millions en 1974. Le redressement des cours du cuivre contribuera à augmenter les recettes courantes mais on ne peut guère espérer qu'une faible hausse des cours durant les deux prochaines années, car l'offre mondiale de cuivre va probablement demeurer assez forte. Il s'ensuit qu'il faudra exercer un rigoureux contrôle budgétaire durant ladite période et qu'il n'y aura guère place pour le développement des services.

En 1977 et 1978, les principales préoccupations seront toujours la balance des paiements et l'équilibre budgétaire. L'augmentation de la dette publique jusqu'en 1976 a beaucoup rétréci la marge de manœuvre du Gouvernement, qui devra sans cesse veiller à ce que le problème de la dette ne freine pas à l'avenir le développement du pays.

